

BURKINA FASO

Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

ITIE Burkina Faso

**RAPPORT DE CONCILIATION DES PAIEMENTS DES SOCIETES
MINIERES A L'ETAT ET DES RECETTES PERÇUES PAR L'ETAT
DES DITES SOCIETES POUR L'EXERCICE 2012**

Décembre 2014



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
Contexte	5
Objectif	5
Nature et périmètre des travaux	5
1. RESUME DES CONSTATATIONS.....	7
1.1. Revenus du secteur extractif	7
1.2. Production et exportations	9
1.3. Périmètre du rapport.....	10
1.4. Exhaustivité et crédibilité des données	11
1.5. Résultats des travaux de conciliation	12
2. APPROCHE ET METHODOLOGIE.....	14
2.1 Etude de cadrage	14
2.2 Collecte des données	14
2.3 Compilation des données et analyse des écarts.....	14
2.4 Processus d'assurance et de crédibilité des données ITIE	15
2.5 Base des déclarations	15
3. CONTEXTE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES.....	16
3.1. Contexte du secteur extractif.....	16
3.2. Octroi et gestion des titres miniers	24
3.3. Participation de l'Etat dans le secteur minier	27
3.4. Contribution du secteur minier à l'économie nationale	27
3.5. Collecte et affectation des revenus miniers.....	29
3.6. Politique en matière de divulgation des contrats miniers	31
3.7. Accords de Troc	32
3.8. Propriété réelle	33
3.9. Pratiques d'audit et d'assurance	33
4. DÉTERMINATION DU PÉRIMÈTRE ITIE.....	34
4.1. Sélection des flux de paiement et autres données.....	34
4.2. Sélection des entreprises extractives	35
4.3. Sélection des entités gouvernementales.....	36
4.4. Ecart matériels.....	36
5. PERIMETRE DE CONCILIATION	37
5.1. Flux de paiement	37
5.2. Entreprises extractives	38
5.3. Entités gouvernementales	39
6. RESULTATS DES TRAVAUX DE CONCILIATION	40
6.1. Conciliation des flux de paiements	40
6.2. Conciliation des remboursements de crédit de TVA	52

6.3. Conciliation des données sur l'exportation	53
7. ANALYSE DES DONNEES ITIE	54
7.1 Revenus de l'Etat	54
7.2 Paiements sociaux	55
7.3 Transferts infranationaux	56
7.4 Déclarations unilatérales	57
8 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS	59
8.1 Recommandations 2012.....	59
8.2 Suivi des recommandations de 2011	62
ANNEXES	64
Annexe 1 : Tableau des productions déclarées par les sociétés extractives	64
Annexe 2 : Profil et propriété réelle des entreprises retenues dans le périmètre de conciliation	65
Annexe 3 : Liste de sociétés non retenues dans le périmètre de conciliation	68
Annexe 4 : Revue ex-post des passations de marché	72
Annexe 5 : Tableau détail des paiements sociaux	74
Annexe 6 : Tableau autres paiements unilatéraux par administration	77
Annexe 7 : Transferts infranationaux effectués par la DGD	83
Annexe 8 : Renseignements sur les sociétés minières	84
Annexe 9 : Formulaire de déclaration ITIE Burkina Faso 2012.....	86
Annexe 10 : Description des flux de paiements	89
Annexe 11 : Tableaux de conciliation par entreprise.....	94
Annexe 12 : Situation des titres miniers	119
Annexe 13: Lettre d'affirmation du Receveur Général 2012	170
Annexe 14: Equipe de travail et personnes contactées	172

LISTE DES ABREVIATIONS	
BBDA	Bureau Burkinabé du Droit d'Auteur
BMC	Burkina Mining Company
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
BUMIGEB	Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina
BUNEE	Bureau National des Évaluations Environnementales
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNLF	Coordination Nationale de Lutte contre la Fraude
CPVI	Contribution pour le Programme de Vérification des Importations
DD	Droits de Douanes
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DGMG	Direction Générale des Mines et de la Géologie
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FRE	Fonds de Réhabilitation de l'Environnement
IBIC	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux
IFAC	International Federation of Accountants
IFU	Identifiant Financier Unique
IRF	Impôt sur les Revenus Fonciers
IRVM	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières
IS	Impôt sur les Sociétés
K FCFA	Millier de FCFA
MME	Ministère des Mines et de l'Energie
PC	Prélèvement Communautaire
PCS	Prélèvement Communautaire de Solidarité
RCP	Rémunération pour Copie Privée
RCP	Rémunération sur les appareils permettant la Copie d'œuvres Protégées
RI	Redevance Informatique
RRO	Rémunération pour la reprographie des œuvres
RS	Redevances Statistiques
RSP	Remises Spéciales
SMB	SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO
SOMITA	SOCIETE DES MINES DE TAPARKO
SP-ITIE	Secrétariat Permanent de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

Contexte

L'initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) est une initiative volontaire qui vise à renforcer, dans les pays riches en ressources pétrolières, gazières et minières, la bonne gouvernance des revenus publics issus de leur extraction.

Le Burkina Faso a adhéré à cette initiative en 2008, et a été déclaré « pays conforme » en février 2013. Ce rapport, qui couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012, constitue le quatrième rapport ITIE du Burkina Faso depuis son adhésion à l'ITIE et le deuxième rapport depuis sa déclaration en tant que pays conforme. La prochaine validation du Burkina Faso est prévue pour octobre 2016. Pour plus d'informations sur l'ITIE du Burkina Faso, bien vouloir consulter le site web <http://www.itie-bf.gov.bf/>.

Le Burkina Faso connaît au cours des trois dernières années un développement accru de son secteur minier avec l'or comme la principale source de revenu pour le pays dont la production a doublé pendant la même période. Le Burkina Faso connaît également d'importants projets de développement de mines d'or, de manganèse et de zinc qui viennent renforcer le potentiel minier du pays.

Objectif

L'ITIE exige la publication de rapports ITIE exhaustifs, incluant la divulgation complète des revenus de l'État issus des industries extractives, ainsi que la divulgation de tous les paiements significatifs versés au gouvernement par les entreprises pétrolières, gazières et minières¹. Ainsi la présente mission consiste en une conciliation détaillée des flux des paiements effectués par les entreprises extractives tels que déclarés par ces dernières avec les recettes fournies par les différentes régies financières de l'État.

L'objectif ultime de cette conciliation est d'aider le gouvernement du Burkina Faso et les différentes parties prenantes à déterminer la contribution du secteur extractif au budget de l'état et d'améliorer la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur.

Nature et périmètre des travaux

Ce rapport résume les résultats des travaux de conciliation des flux de paiement provenant du secteur minier pour l'année 2012 et constitue une partie intégrante de processus ITIE au Burkina Faso. Ce rapport couvre également la conciliation des volumes de production et d'exportation du secteur minier.

La mission de conciliation a été conduite en adhérant aux normes ISRS (International Standard on Related Services) et plus précisément la norme n° 4400 relative aux « missions d'examen d'informations financières sur la base de procédures convenues » ainsi que le Code d'éthique de l'IFAC. Les travaux ont été conduits conformément aux Termes de Référence inclus dans la Demande de Propositions et tels qu'approuvés par le Comité de Pilotage.

Ce rapport comporte 8 chapitres

- un résumé de la contribution du secteur et des résultats de conciliation (Chap.1) ;
- l'approche et la méthodologie suivie pour la conduite des travaux (Chap.2) ;
- les données contextuelles sur le secteur minier et sur sa contribution (Chap.3) ;
- le périmètre couvert et les modalités de sa détermination (Chap.4 & 5) ;
- les résultats des travaux de conciliation (Chap. 6) ;
- une analyse des données ITIE (Chap. 7) ; et

¹ Exigence 4 de la Norme ITIE

- les enseignements tirés et les recommandations pour le renforcement de la mise en œuvre de l'ITIE (Chap. 8).

Les données désagrégées par entité et par flux de paiement sont présentées dans les annexes de ce rapport. Les montants sont présentés dans ce rapport en FCFA, sauf indication contraire.

Les procédures convenues n'ont pas pour objet :

- ✓ d'effectuer un audit, ni un examen limité des revenus miniers et en conséquence, aucune assurance n'est donnée. L'audit et la certification des données incluses dans le présent rapport n'entrent pas dans les Termes de Référence de notre mission. Toutefois, les informations conciliées portent sur des données auditées et/ou attestées par les parties déclarantes ; et
- ✓ de déceler des erreurs, des actes illégaux ou d'autres irrégularités hormis ceux que nous avons pu rencontrer lors de la conduite de nos travaux. Le rapport prend en considération les informations et les données qui nous sont parvenues jusqu'à la date du 22 août 2014. Les informations parvenues après cette date n'ont pas été considérées. Les confirmations reçues postérieurement à cette date ont été prises en compte dans la mesure où leur inclusion n'est pas de nature à impacter les données et/ou les travaux de réconciliation.

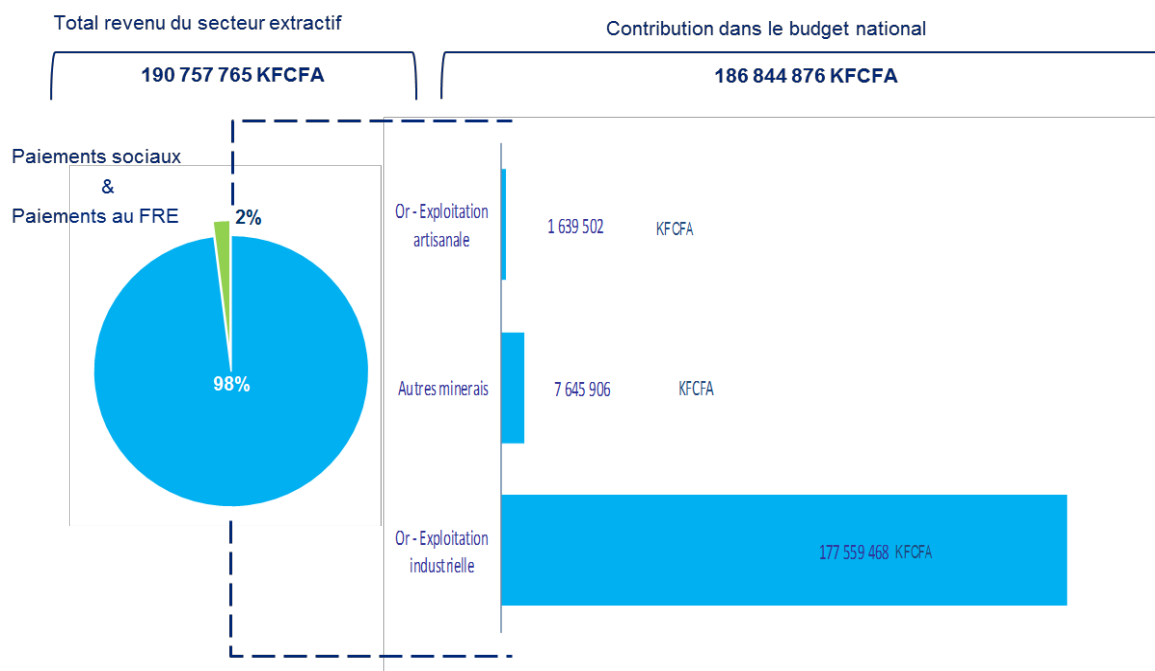
1. RESUME DES CONSTATATIONS

Ce rapport résume les informations sur la conciliation des revenus fiscaux et non fiscaux provenant des industries extractives au Burkina Faso et constitue une partie intégrante du processus de mise en œuvre de l'ITIE. Dans ce cadre, les entreprises extractives et les administrations publiques ont reporté respectivement les paiements et les revenus provenant des redevances, des taxes sur les bénéfices, des dividendes, des bonus, des droits et frais sur licences et des autres flux de paiements significatifs. Les parties déclarantes ont été également sollicitées pour reporter les données sur la production et les exportations.

1.1. Revenus du secteur extractif

1.1.1. Revenus générés par le secteur minier

Sur la base des données reportées, après conciliation, les revenus générés par le secteur minier totalisent un montant de 190 757 765 KFCFA pour l'année 2012. La contribution directe au budget de l'Etat, telle que reportée par les administrations publiques, totalisent 186 844 876 KFCFA, soit 98% du total des revenus miniers, provenant essentiellement de l'exploitation industrielle de l'or.



Les transferts (infranationaux) divers réalisés en 2012 au titre des revenus miniers s'élèvent à 4 454 209 FCFA dont 494 031 FCFA au titre des transferts infranationaux effectués sur les taxes superficielles de 2011 au profit des collectivités locales. Les autres transferts étant relatifs aux droits de douanes qui alimentent en partie des fonds régionaux (CEDEAO, UEMOA) prévus par la réglementation en vigueur. Le détail des transferts par bénéficiaire est présenté dans la Section 7.4 du présent rapport

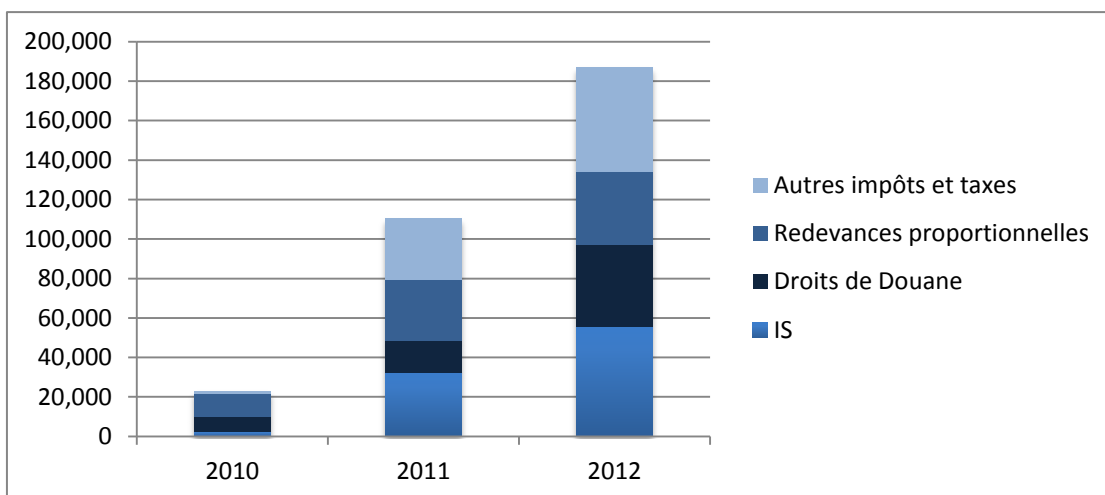
1.1.2. Evolution des revenus

Les revenus du secteur minier encaissés au niveau du budget national ont progressé de 69% passant de 110 401 635¹ KFCFA à 186 844 876 KFCFA. Cette progression est due essentiellement à l'augmentation de l'impôt sur les sociétés payé en 2012 au titre des bénéfices de 2011 ainsi que l'augmentation des recettes provenant des droits de douane.

¹ Recettes totales perçues par l'Etat (Rapport ITIE 2011)

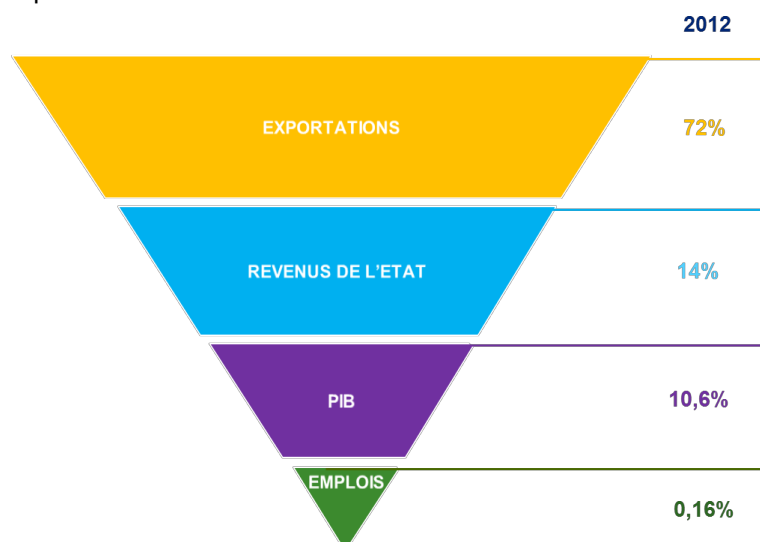
La variation est détaillée comme suit :

Paielements (en KFCFA)	2011	2012	Variation	Variation (en %)
IS	32 114 409	55 827 866	23 713 457	74%
Droits de Douane	16 602 082	41 203 583	24 601 501	148%
Redevances proportionnelles	30 690 736	36 876 091	6 185 356	20%
Autres impôts et taxes	30 994 409	52 937 336	21 942 927	71%
Total	110 401 635	186 844 876	76 443 241	69%



1.1.3. Contribution dans l'économie

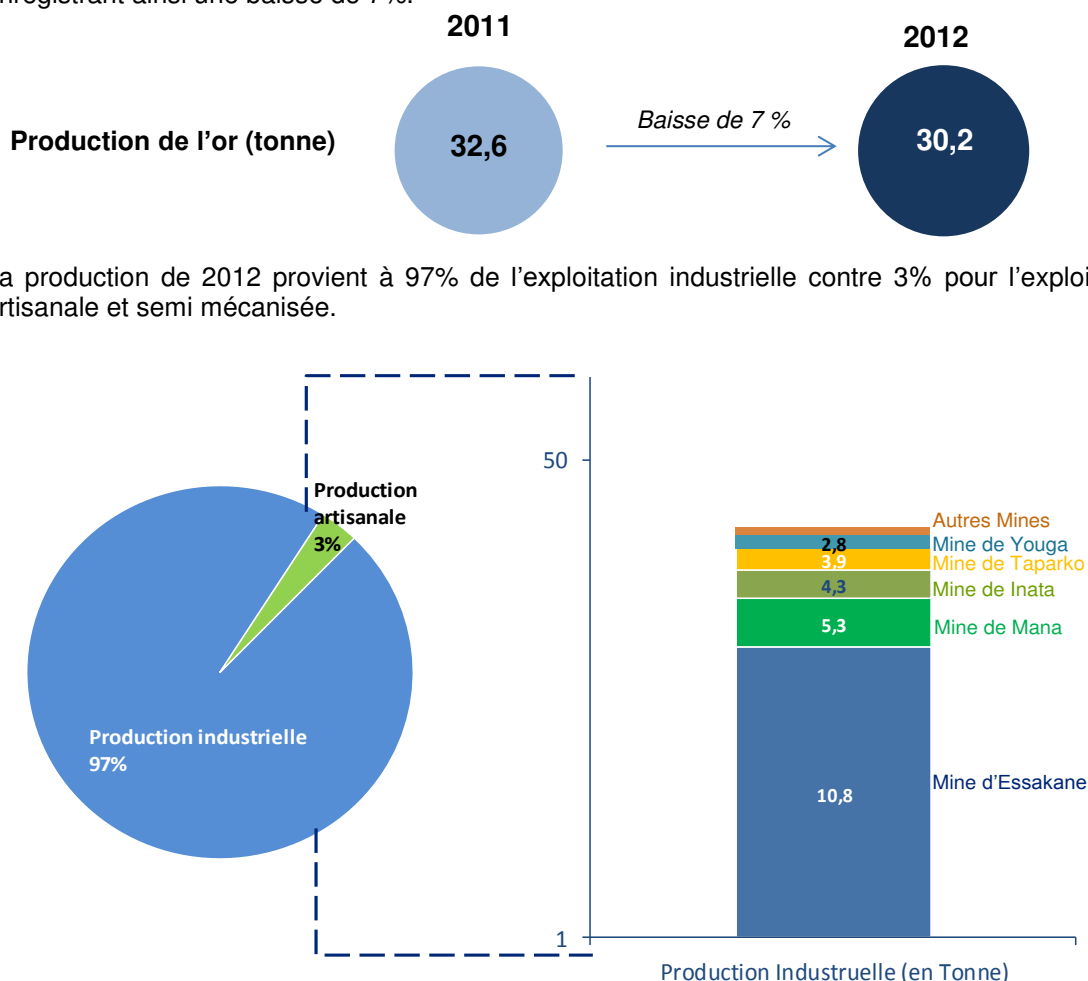
Sur les trois dernières années, le secteur minier s'est hissé parmi les moteurs de l'économie burkinabé. La contribution macroéconomique du secteur dispose globalement du profil de la pyramide inversée avec une contribution significative dans certains indicateurs tels que les exportations et une contribution moindre dans d'autres indicateurs tels que les revenus de l'Etat, le PIB ou encore l'emploi.



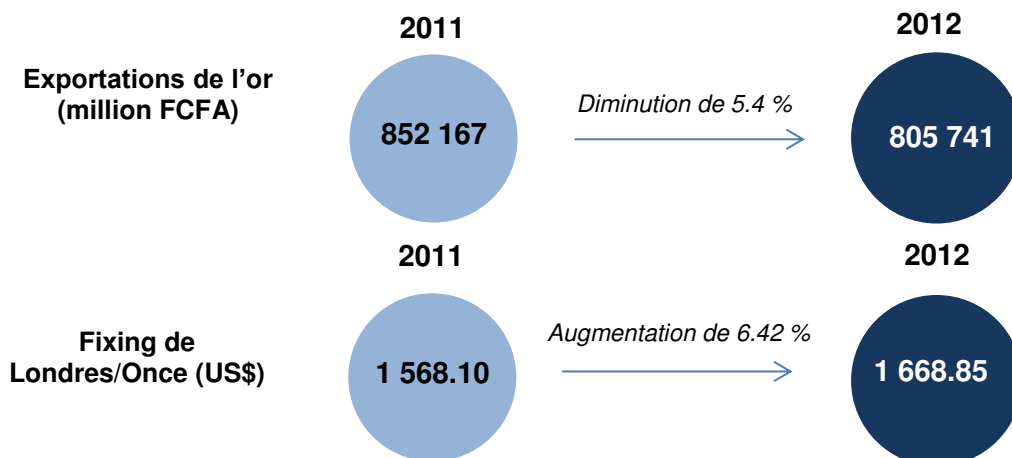
Le détail de calcul des contributions du secteur minier est présenté dans la Section 3.4 du présent rapport.

1.2. Production et exportations

Sur la base des données reportées par la DGMG, la production provenant de l'exploitation industrielle et artisanale de l'or atteint 30,2 tonnes en 2012 contre 32,6¹ tonnes en 2011 enregistrant ainsi une baisse de 7%.



Les exportations d'or ont connu également une baisse en passant à 805 741¹ millions de FCFA en 2012 contre 852 167² millions de FCFA en 2011 soit une baisse moindre que celle de la production expliquée notamment par l'évolution des cours moyens de l'or (+ 6%) entre 2011 et 2012.³



¹ Source: DGMG

² Source : INSD

³ <http://www.goldprices.com/historical-gold-prices.htm> (London Gold Bullion Market Historical PM Gold Fix)

1.3. Périmètre du rapport

1.3.1. Périmètre couvert

Rapport	Couverture
Année fiscale	2012
Secteurs couverts	Minier
Types d'exploitation	Industrielle, artisanale et de carrière
Nombre d'entreprises déclarantes	26
Nombre d'entités d'Etat déclarantes	5
Nombre de projet en production	8
Seuil de matérialité	200 millions de FCFA
Taux de couverture de l'exercice de rapprochement	98%

1.3.2. Entités déclarantes

Toutes les entreprises détenant un permis actif et dont le total des paiements à l'Etat pour l'année 2012 dépasse le seuil de 200 millions de FCFA ont été retenues dans le périmètre de conciliation. Ce seuil a été retenu par le Comité dans l'objectif de couvrir 99% des revenus du secteur extractif par les travaux de réconciliation. Les entités retenues dans le périmètre 2011 et dont les paiements au titre de 2012 se trouvent en dessous du seuil de 200 millions FCFA ont été maintenues dans le périmètre de conciliation. Ceci a conduit à la sélection de 26 entités comme suit :

Nom de la société		Nom de la société	
1. En exploitation	IAM Gold Essakane SA	5. En phase de recherche	Orezone Inc. SARL
	Semafo Burkina Faso		AMPELLA Mining
	Société des Mines de Belahouro (SMB)		Goldbelt Resources
	Société des Mines de Taparko (SOMITA)		Mana Minerals
	Kalsaka Mining		High River Gold Mines (WA)
	Burkina Mining Company (BMC)		Kiaka Gold
2. En exploitation à partir de 2013	BISSA Gold	6. Comptoir d'achat	Jilbey Burkina SARL
	Nantou Mining SA		Riverstone Resources
3. En construction	Riverstone Resources		Roxgold Burkina Faso
	Pan African Burkina Ltd (PAB)		Société ampella Mining Gold
	Gryphon Minerals Burkina Faso		Essakane Exploration SARL
4. Activité semi mécanisée	Pinsapo Gold		GEP Mines
	Stremco SA		SAV'OR

Les revenus provenant des entités opérantes dans le secteur extractif et non retenus dans le périmètre de conciliation ont été pris en compte à travers la déclaration unilatérale des administrations publiques. La liste de ces entités est présentée à l'Annexe 3 du présent rapport.

1.3.3. Flux de paiement

Le présent rapport couvre les paiements effectués et les revenus collectés au titre des impôts et taxes sur les bénéfices, des redevances, des dividendes, des bonus de signature et autres paiements significatifs dont les détails sont présentés en Annexe 10.

En plus des flux de paiements obligatoires au sens de la Norme ITIE et du Livre Source, la conciliation a couvert également la TVA et les retenues à la source y compris celles au titre des salaires. Le rapport couvre également les données sur la production, les exportations et les paiements sociaux.

1.4. Exhaustivité et crédibilité des données

1.4.1. Exhaustivité des données

Toutes les entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation, dont la liste est présentée dans la Section 5.2, ont soumis un formulaire de déclaration conformément aux instructions de reporting à l'exception des sociétés PINSAPPO et SAVO'R qui n'ont pas joint le détail aux montants reportés dans leurs formulaires de déclaration.

Certaines entreprises n'ont pas soumis les données exhaustives sur la production, l'exportation et la propriété réelle. Les informations manquantes sont détaillées dans les annexes 1 et 2 du présent Rapport.

Toutes les régies financières sollicitées dans le cadre de la conciliation 2012 ont soumis des formulaires de déclaration pour chacune des entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation.

1.4.2. Certification des données

Toutes les entreprises retenues dans le périmètre de conciliation ont déposé des formulaires certifiés par des auditeurs externes à l'exception des quatre (4) entreprises suivantes :

Société	Recettes déclarées par l'Etat (FCFA)	% total paiements (Etat)
Sav'or	315 506 863	0,2%
Newmont Ventures LTD	264 768 271	0,1%
Pinsapo Gold	202 035 952	0,1%
Ampella Mining	96 675 240	0,1%
Total	878 986 326	0,5%

Le poids total des sociétés n'ayant pas soumis des formulaires de déclaration certifiés totalise 0.5% de l'ensemble des recettes extractives ayant fait l'objet de conciliation tels que reportées par les régies financières après ajustements.

Les avis de certification des formulaires de déclaration soumis par les entreprises extractives sont présentés en Annexe 8.

Toutes les déclarations des régies financières à l'exception du Bureau National des Évaluations Environnementales (BUNEE) ont été certifiées par le Receveur Général. Les certifications ont été données sans réserve.

Une lettre d'affirmation a été également soumise par le Receveur Général certifiant la conformité des données produites par la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale des Douanes (DGD), et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP). La lettre est présentée en Annexe 13.

Compte tenu de ces éléments, et sous réserve de la fiabilité des données non certifiées par les auditeurs externes, nous pouvons raisonnablement conclure que ce Rapport couvre de manière satisfaisante l'ensemble des revenus significatifs provenant du secteur extractif au Burkina Faso pour l'année 2012.

1.5. Résultats des travaux de conciliation

Les travaux de réconciliation des flux de paiements et des données sur les volumes et valeur des exportations et de la production ont eu pour objectif de détecter l'existence éventuelle d'écarts. Les écarts identifiés initialement ont été analysés et ajustés dans la mesure où les justifications nécessaires ont été produites par les parties déclarantes. Les résultats des travaux de conciliation sont présentés en agrégé dans les tableaux qui suivent. Les résultats détaillés par société et par flux de paiement sont présentés dans la Section 6 du présent rapport.

Les travaux de conciliation ont permis de relever certaines insuffisances et d'identifier des zones d'amélioration du processus de déclaration et du processus d'assurance de la qualité et de l'exhaustivité des données pour les années futures. Nos recommandations par rapport aux insuffisances identifiées sont détaillées dans la Section 8 du présent rapport.

1.5.1. Conciliation des flux de paiements

A la date de ce rapport, les travaux de conciliation ont permis de concilier 97% des revenus déclarés par l'Etat sans tenir compte des déclarations unilatérales. L'écart résiduel non concilié s'élève à **(222 068 214) FCFA**, soit (0,12)% du total des recettes déclarées par l'Etat après ajustement. Cet écart se trouve en dessous du seuil de 1%¹ retenu par le Comité de Pilotage ITIE.

Paiements agrégés (FCFA)	Déclaration initiale (a)	Ajustements (b)	Déclaration ajustée (c=a+b)	Déclaration unilatérale (d)	Total revenus déclarés (c+d)
Alloués au Budget					
Entreprises extractives	176 468 778 358	7 735 487 016	184 204 265 374	46 668 895	184 250 934 269
Gouvernement (i)	183 343 177 295	1 083 156 293	184 426 333 588	2 418 542 302	186 844 875 890
Ecart	(6 874 398 937)	6 652 330 723	(222 068 214)		
Paiements sociaux					
Entreprises extractives (ii)	3 095 528 225	(370 323 484)	2 725 204 741		2 725 204 741
Versements au FRE					
Entreprises extractives (iii)	1 187 684 761		1 187 684 761		1 187 684 761
Total secteur minier (i+ii+iii) (*)	187 626 390 281	712 832 809	188 339 223 090		190 757 765 392

(*) Déterminé à partir des revenus déclarés par les agences gouvernementales

1.5.2. Conciliation des remboursements de crédit de TVA

A la fin des travaux de conciliation, la somme des écarts résiduels non réconciliés des remboursements de crédit de TVA s'élève à (474) FCFA. Cet écart se trouve en dessous du seuil de 500 000 FCFA retenu par le Comité de Pilotage ITIE.

Paiements agrégés (En FCFA)	Déclaration initiale	Ajustements	Déclaration ajustée
Crédit de TVA remboursé			
Entreprises extractives	(37 368 780 597)	(3 580 448 348)	(40 949 228 945)
Gouvernement	(44 555 554 364)	3 606 325 893	(40 949 228 471)
Ecart	7 186 773 767		(474)

¹ Voir section 5.2

1.5.3. Conciliation des volumes et des valeurs des exportations

Les écarts sur les volumes des exportations et sur les valeurs totalisent respectivement (74,88) Kg d'or et (2 601 671 315) FCFA et se détaillent comme suit :

Exportation	Déclaration initiale (*)	Ajustements	Déclaration ajustée
Volumes agrégés (en Kg)			
Entreprises extractives	29 120,87		29 120,87
Gouvernement	29 195,75		29 195,75
Ecart	(74,88)		(74,88)
Valeur agrégée (en FCFA)			
Entreprises extractives	797 787 576 581		797 787 576 581
Gouvernement	800 389 247 896		800 389 247 896
Ecart	(2 601 671 315)		(2 601 671 315)



Tim Woodward
Associé
Moore Stephens LLP

150 Aldersgate Street
London EC1A 4AB

23 décembre 2014

2. APPROCHE ET METHODOLOGIE

Le processus de conciliation a été conduit en suivant les étapes suivantes :

- étude de cadrage pour la collecte des données contextuelles, la délimitation du périmètre de la conciliation et la mise à jour du formulaire de déclaration ;
- collecte des données des entreprises extractives et du gouvernement qui constitue la base des travaux de conciliation ;
- rapprochement des données reportées par les entreprises extractives en vue d'identifier les écarts éventuels ;
- contacter les parties déclarantes pour investiguer les écarts et les ajuster sur la base des confirmations reçues ; et
- rapprocher les données reportées avec d'autres données publiques disponibles, incluant le budget national, dans la mesure où elles sont présentées en désagrégées.

2.1 Etude de cadrage

L'étude de cadrage a porté sur le secteur des mines solides qui constitue la source de revenus des industries extractives au Burkina Faso et a inclus nos préconisations pour :

- le seuil de matérialité pour les paiements et revenus du secteur extractif ;
- les flux de paiements et autres données à retenir dans le périmètre de conciliation ;
- les entreprises et régies financières qui sont tenues de faire une déclaration ;
- les garanties à apporter par les entités déclarantes pour assurer la crédibilité des données ITIE ; et
- le niveau de désagrégation à appliquer aux données ITIE, pour assurer la réussite des travaux de conciliation.

Les résultats de l'étude de cadrage, qui ont été soumis au Comité de pilotage ITIE pour approbation, sont présentés dans la section 5 du présent rapport.

2.2 Collecte des données

La collecte des données a été précédée par un atelier de formation au profit des parties déclarantes et a porté sur la présentation du formulaire de déclaration, présenté en annexe 9 du présent rapport, ainsi que les instructions de reporting. Les directives et les règles de reporting et les formulaires approuvés par le Comité de pilotage ITIE ont été communiqués aux parties déclarantes en version électronique par mail.

Selon la décision du Comité de pilotage, le 9 et le 18 juillet 2014 ont été fixés comme dates limites respectives pour la soumission des déclarations non certifiées et pour la soumission des déclarations certifiées. Un état de réception des formulaires de déclaration certifiés est présenté en Annexe 8.

Les entités déclarantes ont été également sollicitées pour annexer à leurs formulaires de déclaration un détail par quittance et par date de paiement des montants reportés.

2.3 Compilation des données et analyse des écarts

Le processus de réconciliation et d'analyse des écarts s'est déroulé pendant les mois de juillet et août 2014. Au cours de cette phase, nous avons procédé au :

- rapprochement des flux de paiement déclarés par les entreprises extractives avec les recettes déclarées par les régies financières. Ce rapprochement a été effectué par flux et par quittance ;
- l'identification des différences et des écarts significatifs et l'analyse de leurs origines ;
- la collecte des éléments de réponse des entreprises et des administrations concernant les écarts et l'examen des pièces justificatives ; et
- l'identification des ajustements nécessaires. Ces ajustements ont été opérés sur la base des justifications et/ou confirmations obtenues des parties déclarantes.

Chaque fois où les écarts n'ont pas pu être conciliés, nous avons contacté les parties déclarantes en vue de nous faire communiquer les documents justificatifs nécessaires aux montants reportés. Dans certains cas, ces écarts n'ont pas pu être conciliés. Les résultats des travaux de conciliation sont présentés dans la section 6 de présent rapport.

2.4 Processus d'assurance et de crédibilité des données ITIE

Afin de garantir la crédibilité des données reportées dans le cadre du rapport ITIE 2012, un certain nombre de mesures ont été prises et sont présentées ci-après :

Pour les entreprises extractives

Le Comité de Pilotage ITIE a décidé que les formulaires de déclaration, soumis par les entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation, soient :

- signés par une personne habilitée à représenter l'entreprise minière ;
- accompagnés par un détail par quittance des paiements reportés ;
- accompagnés des états financiers certifiés de l'entreprise pour l'année 2012 ; et
- certifiés par un auditeur externe qui atteste qu'aucun élément n'a été porté à son attention qui est de nature à remettre en cause la fiabilité des paiements reportés par l'entreprise. L'auditeur peut être le Commissaire aux comptes de l'entreprise ou un auditeur désigné pour l'occasion.

La situation des envois des déclarations certifiées est présentée en Annexe 8.

Pour les régies financières

Le Comité de Pilotage ITIE a décidé que les déclarations des régies financières soient :

- signées par un officiel habilité de la régie financière déclarante ;
- accompagnées par un détail par quittance des paiements reportés ; et
- certifiées par le Receveur Général qui atteste qu'aucun élément n'a été porté à son attention qui est de nature à remettre en cause la fiabilité des revenus reportés par la régie.

Le Receveur Général a été également sollicité pour soumettre une lettre d'affirmation certifiant la conformité des données produites par les régies financières aux données dans les états soumis à la Recette Générale. Une copie de ladite lettre est présentée en annexe 13 du présent rapport.

Le Comité de Pilotage a décidé que les déclarations du BUNEE soient :

- signés par un officiel habilité de la dite administration ;
- accompagnés par un détail par quittance des paiements reportés ; et
- certifiés par le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable qui atteste qu'aucun élément n'a été porté à son attention qui est de nature à remettre en cause la fiabilité des revenus reportés par la régie.

La situation des envois des déclarations certifiées ainsi que la lettre d'affirmation sont présentées respectivement en Annexes 8 et 13.

2.5 Base des déclarations

Les paiements et les revenus reportés dans le cadre du rapport ITIE correspondent strictement à des flux de paiement ou des contributions intervenus durant l'année 2012. Autrement dit, les paiements effectués avant le 1^{er} janvier 2012 ainsi que les paiements effectués après le 31 décembre 2012 sont exclus.

Pour les paiements effectués en devise étrangère, les entités ont été sollicitées de reporter leurs paiements ou revenus dans la devise du paiement.

Pour les paiements déclarés en USD nous avons appliqué le cours utilisé par la DGTCP pour chaque encaissement et qui correspond au cours de change de la BCEAO pour le jour de l'opération d'encaissement.

3. Contexte des Industries Extractives

3.1. Contexte du secteur extractif

3.1.1 Contexte général

Le secteur minier burkinabé est aujourd'hui considéré comme l'un des plus dynamiques de l'Afrique de l'Ouest, en raison de ses performances au cours des dernières années qui ont permis au Burkina Faso de passer d'un pays à vocation agricole à un pays à vocation minière disposant de potentialités minières aussi importantes que variées réparties sur l'ensemble du territoire.

Les principales ressources sont l'or, le cuivre, le zinc, le manganèse, le phosphate et les calcaires. Des indices de diamant, bauxite, nickel et vanadium ont été répertoriés dans des formations géologiques diverses. Cependant, l'or reste le minerai le plus exploité au Burkina Faso. Pour le moment, le Burkina Faso ne dispose pas de réserves prouvées de pétrole ou de gaz.

Le développement du secteur minier a été opéré à travers l'intensification des investissements et l'ouverture de mines industrielles accompagnée par une évolution du contexte légal et réglementaire des activités minières.

3.1.2 Contexte politique et stratégique

La stratégie d'ensemble qui guide les activités minières au Burkina Faso trouve sa source dans :

- la Constitution du 2 juin 1991 qui dicte la ligne politique générale de la gestion des ressources naturelles dont font partie les ressources minérales. Elle stipule, notamment dans son Article 14 que "les richesses et les ressources naturelles appartiennent au peuple" ;
- la Politique Sectorielle des Mines (POSEM) adoptée par le Conseil des ministres du 16 octobre 2013 ; et
- la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) qui stipule que "la stratégie reposera sur la promotion de pôles de croissance autour des zones minières en : (i) développant les activités connexes à la production minière, (ii) développant la transformation, (iii) réinvestissant les recettes minières dans la diversification de la production et dans le développement des secteurs sociaux au profit du pays et plus spécifiquement, des zones de production".

3.1.3 Contexte institutionnel

De par son positionnement stratégique dans l'économie du Burkina Faso, le secteur des mines et de la géologie implique plusieurs ministères, dont ceux chargés respectivement des mines, des finances et de l'environnement.

(a) Le Ministère des Mines et de l'Energie (MME)

Le MME est le premier responsable de la tutelle technique du secteur des mines et de la géologie. A travers plusieurs structures administratives et techniques, il régularise, suit et contrôle l'ensemble des activités du secteur. A cet effet, les principales structures opérationnelles dont dispose le Ministère des Mines et de l'Energie, sont :

Structure	Responsabilités
L'Inspection Générale des Services (IGS)	L'IGS est chargée de l'inspection de l'ensemble des services, y compris les services techniques spécifiques tels que la DGMG, la DGC et le BUMIGEB.
La Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG)	Chargée de la conception, l'élaboration, la coordination et l'application de la politique du ministère dans le domaine des mines et de la géologie, la DGMG : étudie les dossiers, suit et contrôle la conformité des activités de terrain des entreprises minières, de suivre la production sur site et de gérer le cadastre minier.
La Direction Générale des Carrières (DGC)	La DGC est chargée de promouvoir les activités relatives à la recherche et à l'exploitation des substances de carrières, de proposer des mesures d'amélioration du

Structure	Responsabilités
	cadre juridique et institutionnel du secteur des carrières, de collecter et traiter les statistiques de carrières, et de suivre les impacts sociaux, environnementaux, économiques et juridiques des projets liés aux substances de carrières.
La Brigade Nationale Anti-Fraude de l'or (BNAF)	La BNAF est chargée de lutter contre la fraude au niveau de l'or, particulièrement au niveau des comptoirs et des exploitants artisanaux.
Le Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina (BUMIGEB)	Le BUMIGEB est chargé d'apporter un appui à la mise en évidence et la valorisation des substances minérales du sol et du sous-sol, de soutenir la promotion et le développement de la petite mine, et d'assurer l'exécution de divers contrôles de sécurité minière et environnementale.

(b) Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

Le MEF intervient dans le secteur des mines et de la géologie à travers ses trois structures que sont la DGI, la DGTCP et la DGD qui collectent les droits, taxes et recettes du secteur minier.

(c) Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)

L'intervention du MEDD dans le secteur des mines et de la géologie se situe au niveau des questions de l'environnement. Il a la charge de l'analyse et de l'appréciation des études d'impact environnemental et social des entreprises minières, du suivi de la mise en œuvre des mesures prévues dans ces études, de l'inspection et du contrôle des impacts environnementaux des exploitations minières.

3.1.4 Cadre légal et fiscal

Réglementation en vigueur régissant le secteur

L'activité minière est régie par la Loi n° 031-2003/AN du 8 mai 2003 portant Code minier au Burkina Faso et les textes suivants notamment:

- le Décret N°2005-049/PRES/PM/MCE du 03 février 2005 portant adoption de modèles type de convention minière ;
- le Décret N°2005-047/PRES/PM/MCE du 03 février 2005 portant gestion des autorisations et titres miniers ;
- le Décret N° 2010-819 PRES/PM/MEF modifiant le Décret N° 2010-075 PRES/PM/MEF portant fixation des taxes et redevances minières ;
- la Loi N°042-2004 AN du 16 novembre 2004, portant répression de la fraude en matière de commercialisation de l'or au Burkina Faso ;
- le Décret N° 2006-639/PRES/PM/MCE/MFB/MCPEA/SECU du 20 décembre 2006 portant réglementation de la commercialisation de l'or produit artisanalement au Burkina Faso ; et
- l'Arrêté interministériel N°09-001 MCE/MEF/MCPEA portant conditions d'agrément et cahier de charges pour l'achat, la vente et l'exportation de l'or au Burkina Faso.

Le Code minier classe les substances minérales en mines et carrières :

- sont considérées comme carrières : les matériaux de construction, d'empierrement et de viabilité, d'amendement pour la culture des terres ainsi que les substances servant à l'industrie céramique et autres substances analogues, à l'exception des phosphates, nitrates, sels alcalins et autres sels associés dans les mêmes gisements et les tourbières. Les carrières sont réputées ne pas être séparées du sol dont elles suivent le régime de propriété; et
- les substances minérales qui ne sont pas classées comme carrières sont considérées comme mines. Les mines constituent une propriété distincte de la propriété du sol.

Tout en ouvrant le domaine minier à la libre entreprise, le Code minier conditionne l'obtention préalable d'un titre minier ou d'une autorisation des autorités compétentes avant toute activité minière.

En plus du Code minier, d'autres textes législatifs et réglementaires incluent des dispositions relatives au secteur minier. Les principaux sont:

- le Code des Impôts ;
- le Code des Douanes ;
- le Code des Investissements ;
- la Loi n°05/97/ADP portant Code de l'Environnement qui vient d'être remplacée par un nouveau code adopté par l'Assemblée Nationale au début du mois d'avril 2013 ; et
- le Décret n°2001-342/PRES/PM/MEE du 7 juillet 2001 portant champ d'application, contenu et procédure de l'étude et de la notice d'impact sur l'environnement (EIE).

3.1.5 Régime fiscal applicable aux entreprises minières

Les impôts et taxes payables par les entreprises minières sont définis dans le code des investissements, le code minier, le code général des impôts et des douanes. Le régime fiscal applicable aux entreprises minières suivant les phases d'activité se présente comme suit :

Nature des impôts	Phase de recherche	Phase construction (2 ans)	Phase exploitation
DGI			
Impôt/Bénéfices	Exonération	Exonération	17,5% des bénéfices
Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)	Exonération	Exonération	Exo temporaire 7 ans si durée vie > 14 ans ou moitié de la durée de vie de la mine si <14 ans
Taxe Patronale et d'Apprentissage	Exonération	Exonération	Exo temporaire 7 ans si durée vie > 14 ans ou moitié de la durée de vie de la mine si <14 ans
Taxe de Biens de Main Morte	Exonération	Exonération	Exo temporaire 7 ans si durée vie > 14 ans ou moitié de la durée de vie de la mine si <14 ans
Contribution des Patentes	Exonération	Exonération	Exo temporaire 7 ans si durée vie > 14 ans ou moitié de la durée de vie de la mine si <14 ans
IRVM	Exonération	Exonération	6,25% dividendes
IRC	Exonération	Exonération	12,50%
IUTS	Retenue exigée	Retenue exigée	Retenue exigée
TPVI	15%	15%	15%
Prélèvement source	Exo. Non passible BIC	Exo. Non passible de BIC	Passible BIC 2% valeur matériels
Retenue à la source int	5%	5%	5%
Retenue à la source ext	20% mais réduit à 10% pour les entreprises minières	20% mais réduit à 10% pour les entreprises minières	20% mais réduit à 10% pour les entreprises minières
TVA	Exonération	Exonération	18% ventes locales
Droits enregistrement	Exonération	Exonération	Droits fixes pour les actes augmentation capital et autres actes de société
DGTCP (Percepteur spécialisé)			
Droits fixes	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
Taxes superficielles (FCFA/km²)	5000-15000	7,5 M à 15 M	7,5 M à 15 M
Redevances proportionnelles	Aucune	Aucune	Or : 3 - 5% / Métaux : 3% Diamants : 7% / Uranium : 8%
Pénalités	Non exonéré	Non exonéré	Non exonéré
DGD			
Droits de Douanes et taxes assimilées	7,5%	2,5% (*)	7,5%

(*) À l'exception des prélèvements communautaires, d'où un taux effectif de 2,5% ;

Sur la période 2007 à 2012, les exonérations accordées au secteur minier ont représenté en moyenne 1% du PIB. En effet, elles sont passées de 8,2 milliards de FCFA en 2007 à 40,9 milliards en 2012 soit une progression moyenne de 57,9% sur la période. Cette progression des exonérations est étroitement liée à la valeur de la production du secteur minier. Le détail des coûts de ces exonérations se présente comme suit :

Années	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Exonérations (milliards de FCFA)	8,205	7,418	21,599	39,11	25,293	40,983
Exonérations en % du PIB	0,3%	0,2%	0,7%	1,2%	0,7%	1,1%

Source : Ministère de l'économie et des finances – Comité National de Politique économiques

3.1.6 Nouvelles dispositions juridiques et fiscales régissant le secteur minier

Instauration d'une taxe spécifique sur les plus-values de cessions de titres miniers

L'Article 17 de la Loi N° 028-2011/AN portant loi des finances pour l'exécution du budget de l'Etat, Gestion 2012, créant l'Article 186 nouveau du code des impôts, a institué une taxe spécifique sur les plus-values de cessions de titres miniers et les revenus liés aux autres formes de transaction portant sur lesdits titres dénommée « taxe spécifique sur les revenus de transaction de titres miniers ».

Le taux de la taxe est fixé à 20%. La perception de la taxe est opérée par le receveur chargé de l'enregistrement et du timbre lors de la présentation de l'acte à la formalité de l'enregistrement.

Définition d'une tarification des prestations fournies par le BUNEE

L'Arrêté conjoint n° 2012 - 218 MEDD/MEF portant tarification et modalités de répartition des recettes issues des prestations fournies par le Bureau National des Évaluations Environnementales a arrêté les tarifs des prestations de service qui sont constitués par des droits fixes et des droits proportionnels et tiennent compte des coûts globaux des investissements à réaliser ou déjà réalisés dans le cadre des politiques, plans, programmes et projets de développement soumis à évaluation environnementale.

Instauration d'un régime juridique pour le partenariat public-privé au Burkina Faso

Le régime juridique pour le partenariat public privé au Burkina Faso a été défini par la Loi N° 020-2013/AN ainsi que le Décret de Promulgation N°2013- 493 /PRES

3.1.7 Réformes engagées

Nouveau projet de Code minier en cour de relecture

Le 2 octobre 2013, le Conseil des ministres du Burkina Faso a adopté un projet de loi portant Code minier au Burkina Faso. Ce projet de loi, visant à modifier et remplacer la loi n°031-2003/AN du 08 mai 2003 portant Code minier au Burkina Faso fait l'objet de relecture. Le projet du Code Minier devra introduire des obligations liées au rapatriement des recettes extractives, renforcer la bonne gouvernance et le développement local, instaurer des critères de préférences pour les sociétés locales ainsi que le changement des procédures d'octroi des titres miniers et la participation de l'Etat.

PADSEM

Le Projet d'appui au développement du secteur minier (PADSEM) a été lancé en mai 2012 par le Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie. Ce projet financé par la Banque Mondiale à hauteur de 16.5 milliards de FCFA avec une durée de mise en œuvre de 5 ans, vise à améliorer la gouvernance dans le secteur minier au Burkina à travers notamment le développement profitable des ressources minières et le renforcement de la gestion institutionnelle du secteur.

3.1.8 Titres miniers

Le Code minier conditionne l'obtention préalable d'un titre minier ou d'une autorisation des autorités compétentes avant toute activité minière. A cet égard, le Titre II du Code distingue les Titres miniers des Autorisations. Les **Titres** miniers comprennent:

Les titres miniers	
Permis de Recherche	La recherche est définie comme étant l'ensemble des travaux exécutés en surface et en profondeur pour découvrir des indices de substances minérales, en établir la continuité et l'importance ainsi que l'étude des conditions d'exploitation et d'utilisation commerciale et industrielle des gîtes découverts afin de conclure à l'existence ou non d'un gisement.
Permis d'Exploitation Industrielle	Le code définit l'exploitation comme étant toute opération qui consiste à mettre en valeur ou à extraire des substances minérales d'un gisement pour en disposer à des fins utilitaires et comprenant, à la fois, les travaux préparatoires, l'exploitation proprement dite, l'installation et l'utilisation de facilités de traitement, d'enrichissement et de transformation de ces substances. Le Code Minier distingue deux niveaux d'exploitation industrielle qui sont: (i) Le permis d'exploitation industrielle de grande mine et (ii) le permis d'exploitation industrielle de petite mine.
Permis d'Exploitation Artisanale Semi-mécanisée	L'exploitation semi-mécanisée est toute opération qui consiste à extraire et concentrer des substances minérales et à en récupérer les produits marchands pour en disposer en utilisant quelques moyens mécaniques dans la chaîne des opérations. La production annuelle ainsi que le tonnage du produit commercialisable (minerai, concentré ou métal) sont fixés par substance, par arrêté du Ministre chargé des mines. La durée du Permis d'Exploitation Artisanale semi-mécanisé est de 5 ans.
Les Autorisations	
L'autorisation de prospection	Le Code définit la prospection comme étant l'ensemble des investigations limitées à des travaux de surface, en vue de mettre en évidence des indices de substances minérales, soit par des méthodes et procédés simples, soit par des méthodes d'exploration modernes utilisées pour la reconnaissance régionale.
L'autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle	L'exploitation artisanale traditionnelle selon le Code signifie toute opération qui consiste à extraire et concentrer des substances minérales et à en récupérer les produits marchands pour en disposer en utilisant des méthodes et procédés traditionnels et manuels. Elle n'utilise pas d'équipements, ni d'énergie mécanique et n'est pas fondée sur la mise en évidence d'un gîte ou d'un gisement.
L'autorisation d'exploitation de carrières	L'Article 55 du Code, distingue deux types d'autorisations qui sont : (i) l'autorisation d'exploitation permanente de substances de carrières valable cinq (5) ans et renouvelable pour des périodes de 3 ans ; (ii) l'autorisation d'exploitation temporaire de substances de carrières, d'une durée ne pouvant excéder un (1) an et non renouvelable.
L'autorisation de recherche de gîte de substances de carrière	Elle confère à son détenteur, les droits et devoirs similaires à ceux relatifs au permis de recherche des substances minières.

Conformément à l'Article 8 du Décret 2005-047/PRES/PM/MCE du 03 février 2005, portant gestion des autorisations et titres miniers, des registres pour chacune des catégories des autorisations et titres miniers cités plus haut sont tenus au niveau du Service du Cadastre minier. Ces registres doivent indiquer le code affecté, la date de demande, le détenteur, les matières premières produites et la mention attribution ou renouvellement.

3.1.9 Les réserves estimées

Le Burkina Faso, a vu depuis les années 2007, les travaux d'exploitation minière se développer de façon importante sur son territoire.

La richesse minière du pays est essentiellement constituée de réserves d'or réparties sur le territoire comme indiqué dans le graphique ci-dessous.



Source : DGMG

Le Burkina Faso dispose également de réserves de manganèse et de zinc. Un gisement important de manganèse se trouve au Nord du pays, tandis qu'un autre de moindre importance se situe à l'ouest du territoire. L'exploitation de ce dernier gisement a démarré en 2010 pour s'arrêter en décembre 2011 en raison de problèmes rencontrés par l'entreprise exploitante du gisement.

En dehors des mines en exploitation ou en construction (voir section ci-dessous), il existe des minerais dans de nombreux autres sites non encore exploités renfermant du manganèse, du zinc, du cuivre, du calcaire, du phosphate, de la bauxite etc. Les principaux minerais disponibles sont répertoriés dans le tableau ci-après¹ :

Substances	Ressources (tonnes)	Teneur (gramme/tonne)
Or (métal)	154,2	
Cuivre (minerai)	70 Millions	0,35% à 0,25% Cu
Manganèse (minerai)	19 Millions	45 à 55% Mn
Fer, Titane, Vanadium (minerai)	66 Millions	35% Fe ₂ O ₃ avec 35000T de V ₂ O ₅ à 0,7%
Nickel (minerai)	30 Millions	1,2 à 1,5% Nickel et 0,05% Cobalt
Bauxite (minerai)	12,7 Millions	
Calcaire (minerai)	93,1 Millions	45 à 55% CaCO ₃
Dolomite (minerai)	20,7 Millions	
Phosphate (minerai)	131,2 Millions	20% P ₂ O ₅
Antimoine (métal)	700	
Graphite (matériau)	9,000	
Marbre (matériaux)	100,000	

Source : <http://www.cp-investburkina.bf>

3.1.10 Principaux opérateurs

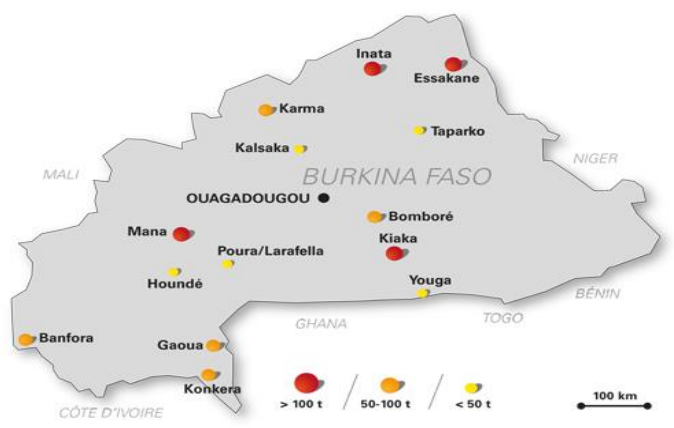
Les principales entreprises opérant dans le secteur minier burkinabé et qui sont en phase d'exploitation ou en construction sont présentées dans le tableau ci-après. Le tableau récapitule les informations sur les promoteurs, les actes d'octroi, les substances, les réserves, la date de début d'exploitation ainsi que la durée d'exploitation de la mine :

¹ <http://www.cp-investburkina.bf>

Phase	Nom de la Société	Nom de la Société d'exploitation	Mine/ Substance	Prévision de production	Début officiel de production	Durée de vie initiale ans	Durée de vie additionnelle
En exploitation	IAMGOLD	Iam gold Essakane SA	Essakane (Or)	100 tonnes (or métal)	10/08/2010	12	-
	SEMAFO	SEMAFO Burkina SA	Mana (Or)	35 tonnes (or métal)	30/06/2008	9	8
	Avocet Mining	Société des Mines de Belahouro (SMB SA)	Inata(Or)	22.5 tonnes (or métal)	23/02/2010	10	3
	Nordgold	Société des Mines de Taparko / Bouroum (SOMITA SA)	Taparko (Or)	35 tonnes (or métal)	08/10/2007	8	-
	Endeavaour	Burkina Mining Company (BMC SA)	Youga (Or)	25 tonnes (or métal)	16/05/2008	7	-
	Amara Mining	Kalsaka Mining SA	Kalsaka (Or)	20 tonnes (or métal)	30/10/2008	6	-
En exploitation à partir de 2013	Nordgold	Bissa Gold SA	Bissa (Or)	34.3 tonnes (or métal)	17/01/2013	9	3
	Blackthorn Resources-Glencore International	Nantou Mining SA	Perkoa (Zinc, plomb-argent)	6.9 millions de tonnes (concentré)	19/01/2013	12	-
En construction	Pan African Minerals	Pan African Tambao SA	Tambao (manganèse)	107 millions de tonnes (concentré)	-	33	-
	Amara Mining	Seguenega Mining SA	Seguenega (Or)	5.24 tonnes (or métal)	-	21 mois	-
	True Gold Mining	Riverstonne Karama SA	Namissiguima (Or)	29 tonnes (or métal)	-	9	-
	Gryphon Minerals	Société Minière Gryphon SA	Niaka Nogbele (Or)	19.7 tonnes (or métal)	-	9	-
En hase de recherche	Volta Resources	Kiaka Gold	Boulgou et Zoundwéogo (Or)	125 tonnes(or métal)	-	-	-
	Ampella Mining	Ampella Mining	Konkera (Or)	100 tonnes	-	-	-
	Orezone	Orezone	Bomboré (Or)	112,5 tonnes	-	-	-
	Avion Gold		Houndé (Or)	22,8 tonnes	-	-	-

Source : DGMG- Juin 2014

La répartition géographique des principaux opérateurs sur le territoire est indiquée dans le graphique ci-dessous :



Source : <http://www.chambredesmines.bf>

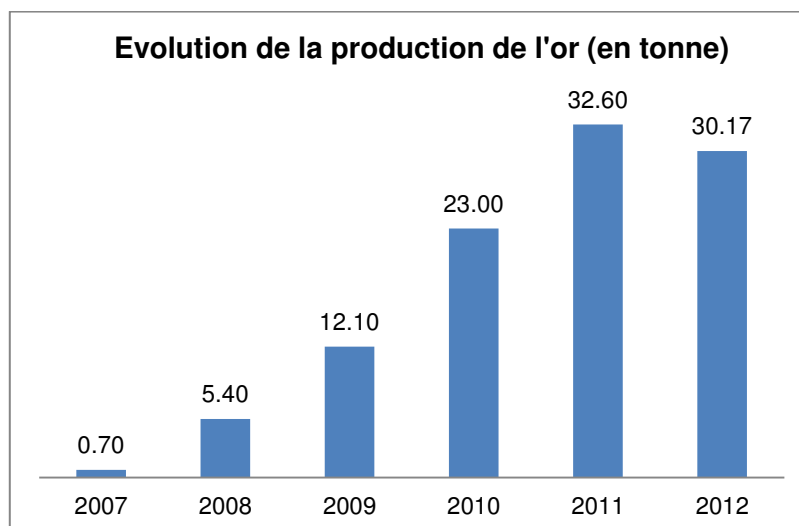
3.1.11 La production

La production d'or a connu une forte augmentation au cours des six dernières années en passant de 0,7 tonnes en 2007 à 30,168 tonnes en 2012, faisant du Burkina Faso le quatrième pays producteur d'or en Afrique¹. Cette augmentation est tirée par l'évolution de l'activité industrielle avec notamment l'entrée en production en 2010 des deux sociétés Essakane et SMB.

Production (en tonne)	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Or	0,7	5,4	12,1	23,0	32,6	30,17
<i>Dont activités artisanales</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,972</i>
Manganèse		-	-	5 730	49 700	-

Source : DGMG

L'évolution de la production de l'or au Burkina Faso (2007-2012) se présente comme suit :



¹ Rapport FMI n° 13/228 (juillet 2013)

Le détail de la production, tel que communiqué par la DGMG, se présente comme suit :

Mines	2010	2011	2012
Taparko (SOMITA)	3 949,61	4 092,96	3 916,68
Youga (BMC)	2 575,61	2 739,56	2 818,91
Mana (SEMAFO-BF)	5 621,85	5 851,48	5 302,72
Kalsaka (Kalsaka Mining)	2 541,33	2 447,88	1 841,63
SEGUENEGA MINING SA	-	-	-
Inata (SMB-SA)	4 284,10	5 050,04	4 341,52
Essakane (Essakane SA)	3 504,66	11 911,05	10 848,79
Bissa (Bissa Gold SA)	-	-	-
Pinsapo Gold SA	-	-	100,06
Guïro (STRESCO SA)	-	39,00	25,44
Production totale industrielle or (kg)	22 477,16	32 131,97	29 195,73
Production Artisanale or (kg)	599,84	468,03	972,90
Production totale d'or (kg)	23 077,00	32 600,00	30 168,63

3.1.12 Principaux projets en développement

BISSA Gold¹

La 7^{ème} grande mine d'or du Burkina a entamé sa phase de production le 17 janvier 2013 sur son site à Bissa Zandkom dans la commune rurale de Sabcé dans la province du Bam.

La mine d'or de Bissa Zandkom dans la région du centre nord dont la construction avait débuté en septembre 2011 a une durée de vie de 7 ans au cours de laquelle elle compte produire 34 tonnes de métal avec des retombées financières directes attendues pour l'Etat du Burkina de 112 000 000 USD soit environ 56 milliards de FCFA.

Mine de Zinc de Perkoa¹

Cette mine, dans la région de Sanguié au centre ouest, qui permettra de diversifier la production minière au Burkina Faso est la première mine de zinc en Afrique de l'ouest avec des réserves exploitables estimées à six millions trois cent mille 6 300 000 tonnes de minerai de zinc. La production a officiellement commencé le 19 janvier 2013.

3.2. Octroi et gestion des titres miniers

3.2.1. Situation des titres miniers

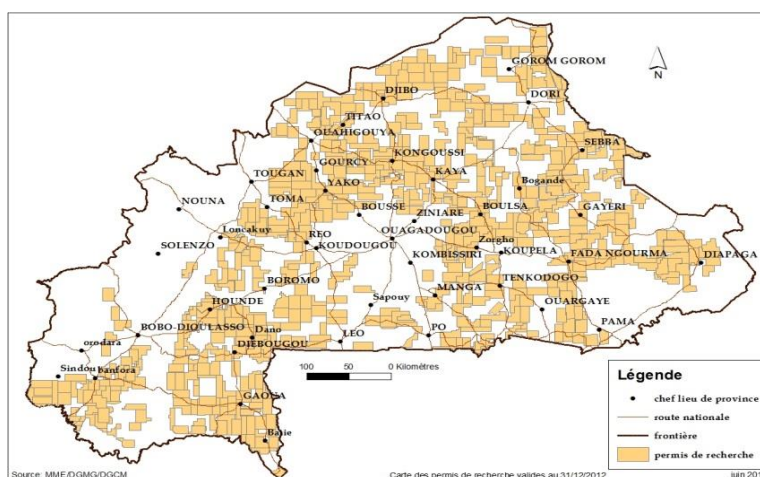
En 2013, le Burkina comptait 972 permis et autorisations valides dans les secteurs de la mine solide et des carrières ainsi que 496 demandes en instance, répartis comme suit :

Type	2013
Permis de recherche	687
Permis d'exploitation industrielle	11
Permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée	26
Autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle	195
Autorisation d'exploitation des carrières	53
Demande en instance	496

Source : Rapport final « Etude diagnostique du système actuel de cadastre minier » (Décembre 2013)

¹ Source: <http://www.bumigeb.bf/>

Les permis de recherche octroyés au Burkina Faso en fin 2013 sont représentés au niveau de la carte minière ci-dessous :



Source : Direction de la Géologie et du Cadastre Minier (DGCM)- DGMG

La situation des titres miniers valide telle que communiquée par la DGMG est présentée en Annexe 12 du présent rapport.

3.2.2. Octroi des titres miniers

L'octroi et la gestion des permis et des autorisations sont régis par le Code Minier et le Décret n°2005-047 PRES/PM/MCE du 3 février 2005. Le principe mise en œuvre est celui de « premier venu, premier servi » pour l'octroi des titres miniers, ainsi :

- **le permis de recherche** est attribué, sous réserve des droits antérieurs, par arrêté du Ministre chargé des mines, à toute personne physique ou morale ayant présenté une demande conforme à la réglementation minière ;
- **le permis d'exploitation industrielle de grande ou de petite mine** est accordé de droit, par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre chargé des mines, après avis du Ministre chargé de l'environnement et de la Commission Nationale des mines, au titulaire du permis de recherche ayant respecté les obligations qui lui incombent en vertu du Code minier et présenté une demande conforme à la réglementation, au moins trois mois avant l'expiration de la période de validité du permis de recherche en vertu duquel elle est formulée ; et
- **le permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée** est accordé par l'Administration des mines après consultation des autorités administratives compétentes et des communautés locales concernées.

Le permis d'exploitation est assorti d'une convention minière que l'Etat passe avec le titulaire du permis. La convention minière s'ajoute aux dispositions du Code minier.

Au cours de l'année 2012 il y a eu octroi de 85 titres miniers se détaillant comme suit :

Nature du permis	Nombre octroyé en 2012
Permis d'exploitation	-
permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée	3
Autorisations d'exploitation artisanale traditionnelle	22
Permis de recherche ¹	60
Total	85

¹ Ces chiffres tiennent compte des 2 titres de recherche octroyés aux des sociétés « Panafrican » et « Newmont »

L'accessibilité à la situation des droits miniers en cours de validité au grand public reste toutefois limitée dans la mesure où celle-ci n'est pas disponible en ligne sur le site web du MME ou de l'ITIE-BF.

Le Code minier ne prévoit pas la possibilité d'octroyer des titres par voie d'appel d'offres ou de mise en concurrence. C'est la règle du premier venu, premier servi qui est appliquée sous réserve de la présentation d'une demande conforme aux exigences de la réglementation minière

Toutefois, en 2012 et suite à la demande formulée par le Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie au Ministre Délégué chargé du Budget, une dérogation à la procédure des marchés publics a été octroyée pour la sélection d'un repreneur pour l'exécution des travaux de recherche et d'exploitation dans le district aurifère de Poura et d'un opérateur pour la réalisation des projets intégrés de la sphère de Tombao (gisement de manganèse) via une procédure d'appel d'offres.

La sélection des opérateurs a été effectuée par un appel d'offres restreint qui s'est soldé par la signature de deux accords :

Un accord de partenariat public privé avec Pan African limited (PAB) en vue de la réalisation des projets intégrés dans le cadre de la mise en valeur du gisement de manganèse de Tambao¹

Par décision du Conseil des ministres du 27 juin 2012, un partenaire a été identifié et les négociations ont permis de signer un accord le 11 août 2012 entre l'Etat burkinabé représenté par le Ministre des Mines et de l'Energie et le Président du Groupe TIMIS et approuvé par le Ministre de l'Economie et des Finances.

L'accord conclu fait apparaître que compte tenu du potentiel du gisement de manganèse de Tambao, le Gouvernement a opté de faire du projet de Tambao, un projet intégré comprenant trois volets essentiels :

- la réhabilitation du tronçon du chemin de fer de Ouaga-Kaya et la construction du tronçon de chemin de fer Kaya-Gorom-Gorom-Tambao ;
- le bitumage de la route Dori-Gorom-Gorom-Tambao ; et
- la construction et l'exploitation de la mine de manganèse de Tambao.

L'examen du dit accord fait apparaître l'existence d'un paiement de bonus de signature pour un montant de 10 millions de US\$.

Un contrat sous le N°26/00/10/02/99/2012/0001 pour la reprise des activités de recherche et d'exploitation dans le district aurifère de Poura

Par appel d'offres restreint N°011/001-MCE/SG/PRM du 13 octobre 2011, un contrat a été signé le 1^{er} juin 2012, entre l'Etat Burkinabé représenté par le Ministre des Mines, des Carrières et de l'Energie et Newmont Ventures représenté par le responsable de succursale au Burkina Faso et approuvé par le Ministre de l'Economie et des Finances.

Les conclusions de l'examen de la procédure engagée sont présentées en Annexe 4 du présent rapport.

¹ Source : DGMG

3.2.3. Transaction sur les titres miniers

Les droits miniers sont librement cessibles à condition de se conformer à certaines conditions prévues par la loi et l'acquittement de l'impôt sur les plus-values conformément au Code des Impôts¹. En vue de fiscaliser effectivement les gains provenant des opérations réalisées sur les titres miniers, la loi des finances pour la gestion 2012 a institué une taxe au taux de 20% due par les personnes physiques ou morales lors de la cession ou à l'occasion de toutes autres transactions à titre onéreux portant sur lesdits titres.

3.3. Participation de l'Etat dans le secteur minier

La participation de l'Etat dans le secteur minier se matérialise par la prise de participation directe dans le capital des entreprises minières. Aucune entreprise d'Etat n'opère directement ou indirectement dans le secteur minier.

La participation de l'Etat dans les entreprises minières est régie par les dispositions de l'Article 18 du Code minier qui donne à l'Etat le droit de participer à titre gratuit dans le capital des entreprises minières, lors de l'octroi de permis d'exploitation industrielle de grande mine, à hauteur de 10% libre de toute charge. Cet article stipule également que cette participation de l'Etat ne saurait connaître de dilution en cas d'augmentation de capital social.

Les participations détenues par l'Etat en 2012 dans les entreprises minières en exploitation se détaillent comme suit :

Entreprises minières	% de participation en 2012z
Burkina Mining Company	10%
Essakane	10%
Kalsaka	10%
Semafo	10%
Bissa Gold	10%
Belahourou	10%
Nantou Mining SA	10%
Somita	10%

Source : formulaires de déclaration des entreprises minières

3.4. Contribution du secteur minier à l'économie nationale

3.4.1. Contribution dans le budget de l'Etat

Afin de faciliter l'analyse de la contribution du secteur extractif dans l'économie, nous récapitulons les principales sources de revenus pour l'Etat telles que présentées dans la balance des comptes du Trésor pour la gestion 2012:

Indicateurs	2011 en millions de FCFA	Contribution en %	2012 en millions de FCFA	Contribution en %
Total recettes (en Millions de FCFA)	1 056 055		1 326 244	
Recettes fiscales	728 355	69%	885 386	67%
Dont Impôt sur revenus et bénéfices	214 850	20%	256 046	19%
Dont impôts et taxes intérieurs	388 390	37%	462 890	35%
Dont autres impôts et taxes	125 115	12%	166 450	13%
Recettes non fiscales	96 842	9%	106 776	8%
Recettes en capital	7 145	1%	5 594	0%
Recettes exceptionnelles y compris les dons et emprunts	223 713	21%	328 488	25%

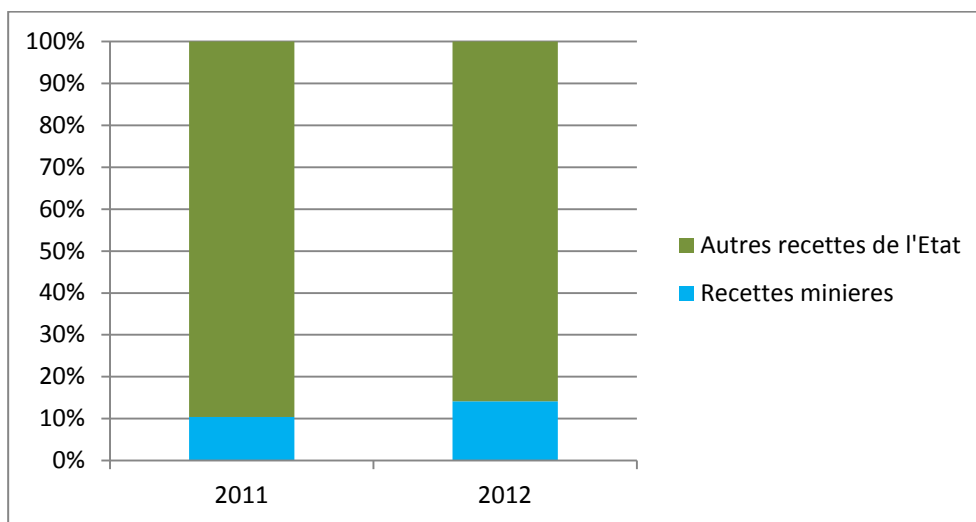
Source : DGTCP

1 Article 36 du Code Minier

La balance générale des comptes du Trésor ne fait pas apparaître une ligne séparée pour les recettes minières ce qui ne permet pas d'apprécier la contribution du secteur à partir de ce document.

Néanmoins, nous pouvons relever qu'environ 2/3 des recettes de l'Etat proviennent de la fiscalité avec comme principaux contributeurs l'impôt sur les revenus/bénéfices et les impôts et taxes intérieurs.

Le TOFE montre également une croissance rapide des recettes fiscales de 22% entre 2011 et 2012. Cette amélioration tient en partie aux recettes tirées du secteur minier qui sont passées de 110 402 millions de FCFA¹ en 2011 à 188 033 millions de FCFA² en 2012 pour atteindre 14% du total des recettes budgétaire de l'Etat.



3.4.2. Contribution dans les exportations

Les produits miniers occupent la première place depuis 2009, dans les recettes d'exportation du Burkina Faso et ainsi participe à la réduction du déficit de la balance commerciale du pays. Le total des recettes d'exportations de l'or s'élevaient à 806³ milliards en 2012. Le détail des exportations ainsi que l'évolution des exportations de l'or se présentent comme suit :

Indicateurs ³	2009 (en millions de FCFA)	2010 (en millions de FCFA)	2011 (en millions de FCFA)	2012 (en millions de FCFA)
Exportations	411 532	650 279	1 110 410	1 111 510
Exportations de l'Or	190 323	436 453	852 167	805 741
%	46%	67%	77%	72%

3.4.3. Contribution dans la création des emplois

Le secteur des mines et de la géologie contribue à la création d'emplois directs et indirects. Ces emplois se répartissent sur :

- les grandes mines industrielles ;
- les exploitations minière à petite échelle ; et
- les exploitations permanentes de carrières.

¹ Rapport de réconciliation 2011

² Formulaires de déclaration des régies financières 2012

³ Source : INSD

Selon les chiffres collectés dans le cadre du présent rapport, les mines industrielles emploient, au 31 décembre 2012, 7 217 employés dont la majorité soit 95% sont des nationaux. Le détail des effectifs par société se détaillent comme suit :

Sociétés	Effectif des Nationaux Locaux	Effectif des Nationaux non Locaux	Effectif des Non Nationaux	Total
IAM GOLD ESSAKANE SA	790	1 157	20	1 967
SEMAFO BURKINA FASO	715	0	75	790
SMB	224	502	62	788
SOMITA	142	586	32	760
KALSAKA MINING	275	96	33	404
BISSA GOLD	172	406	43	621
BMC	132	228	23	383
Autres entreprises minières	623	773	108	1 504
Emplois	3 073	3 748	396	7 217

L'essor du secteur minier constitue une source importante de création d'emplois donc de réduction du chômage. En effet, la mise en exploitation d'une société minière engendre des emplois directs permanents, des emplois directs temporaires et des emplois indirects.

Il faut noter également l'existence d'un nombre important d'emplois directs temporaires et des emplois indirects qui se créent autour des sites miniers dont il est difficile d'avoir des statistiques.

3.5. Collecte et affectation des revenus miniers

3.5.1. Processus budgétaire

Les comptes de l'état sont centralisés au sein de la balance générale des comptes du Trésor. Il s'agit d'un document produit annuellement, qui résulte d'une opération de centralisation par l'Agent Comptable Central du Trésor (ACCT), des différentes opérations exécutées par l'ensemble des comptables du réseau du Trésor.

La dite balance retrace notamment, des opérations de recettes, de dépenses, de trésorerie de l'Etat et celles des comptes spéciaux du Trésor et des budgets annexes, ainsi que la position des comptes de tiers, au cours d'un exercice donné. Elle renseigne sur la tenue des comptes et le résultat d'exécution budgétaire et permet, ainsi, aux comptables publics de rendre compte de l'exécution de la loi de finances et aux autorités financières d'apprécier la gestion des opérations de l'Etat.

3.5.2. Collecte des revenus

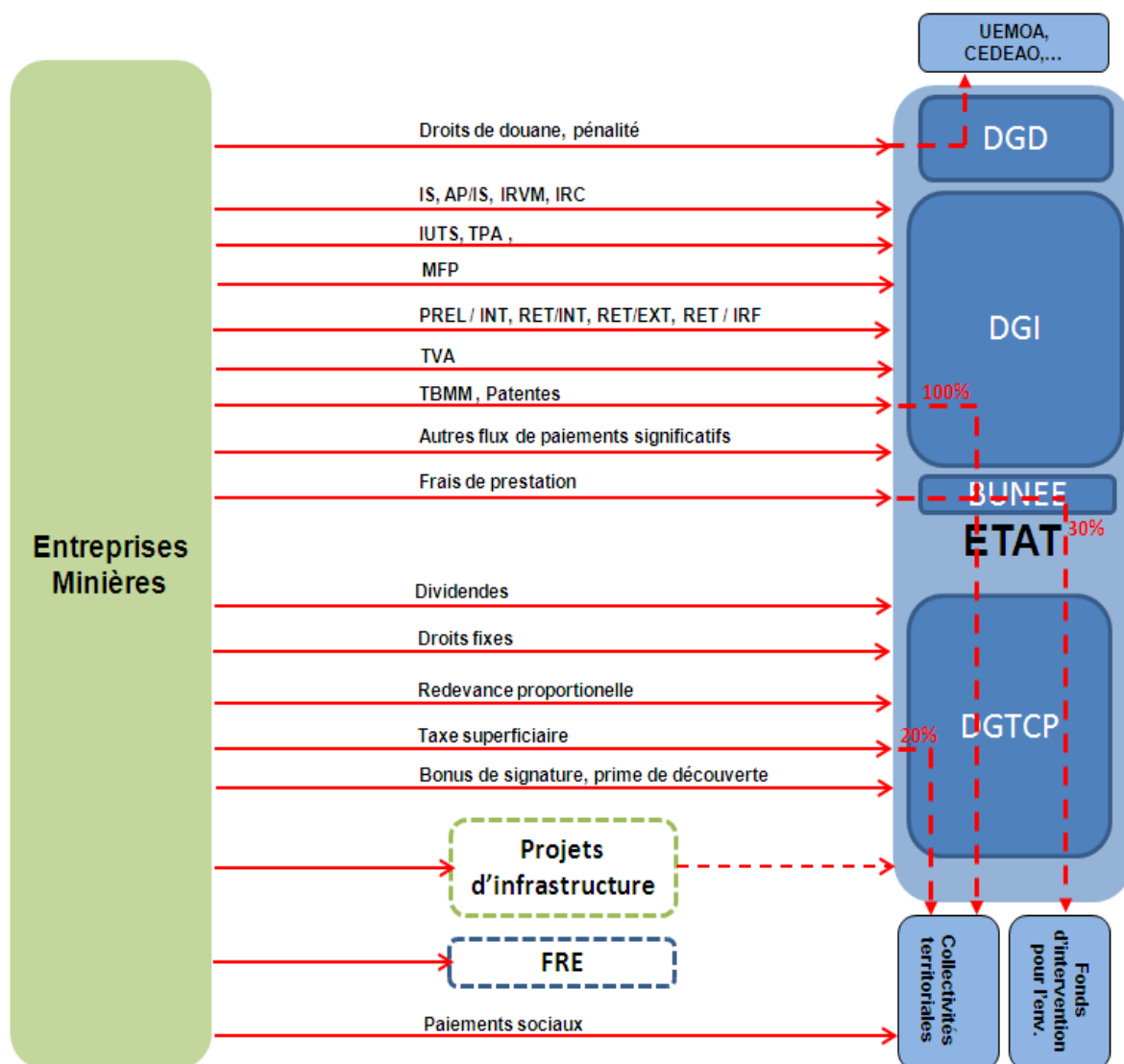
Les paiements dus par les entreprises extractives à l'Etat sont collectés en suivant le régime de collecte des revenus budgétaires de l'Etat burkinabé. Sous ce régime, tous les paiements sont effectués en numéraire et sont versés sur le compte unique du Trésor.

Les paiements sont effectués par les entreprises aux différentes régies financières qui sont principalement la DGI pour les impôts et taxes de droit commun, la DGTCP pour les paiements spécifiques et la DGD pour les droits de douane.

Les autres paiements provenant du secteur minier sont effectués aux collectivités locales, au BUNEE et au FRE.

En dehors des paiements en numéraire, l'octroi des permis par l'Etat peut être associé à l'engagement du bénéficiaire de financer des projets d'infrastructures qui bénéficient aux localités où les permis sont situés.

Le schéma de circulation des flux de paiements provenant du secteur minier peut être présenté comme suit :



3.5.3. Gestion des revenus miniers

Un système de gestion des finances publiques efficient est essentiel pour la transformation des revenus provenant de l'industrie extractive en développement économique et social. Les secteurs cibles qui peuvent contribuer à ce développement incluent principalement l'infrastructure et l'éducation.

Le système des finances publiques burkinabé montre que tous les revenus collectés par les régies financières sont collectés et déposés dans un compte unique au niveau du Trésor.

Par conséquent, les revenus provenant du secteur minier perdent leur identité dès qu'ils sont crédités sur le compte unique du Trésor. Leur utilisation ne peut donc être retracée par rapport aux dépenses/investissements publics ou par rapport à des centres de coût ou de projet.

3.5.4. Transferts des revenus miniers

La réglementation burkinabé prévoit l'affectation de certains revenus provenant du secteur minier au niveau infranationale (régions et communes). D'autres transferts à des structures régionales (UEMOA et CEDEAO) sont également prévus par la réglementation.

Transferts au titre de la Taxe superficielle

Conformément aux dispositions de l'Article 82 du Code minier et aux dispositions de l'Article 15 du Décret N° 2010-075PRES/PMMEF portant fixation des taxes et redevances minières, les collectivités locales bénéficient des revenus du secteur à travers la rétrocession de 20% de la taxe superficielle à leur profit. La rétrocession est effectuée sur une base annuelle par le Trésor Public sur proposition du MME. Le montant rétrocédé est partagé à concurrence de 90% et 10%, respectivement au profit des communes et des régions.

Transferts au titre des recettes du BUNEE

Conformément à l'Article 11 de l'Arrêté conjoint N° 12-2018MEDD/MEF portant tarification et modalités de répartition des recettes issues des prestations fournies par le Bureau National des Évaluations Environnementales, les recettes issues des prestations du Bureau National des Évaluations Environnementales sont perçues par un régisseur de recettes et seront réparties comme suit:

- 70% au profit du budget de l'État;
- 30% au profit du fonds d'intervention pour l'environnement.

Transferts au titre des recettes Douanières

Les taxes et autres prélèvements perçus par la douane pour le compte d'autres administrations ou organismes se présentent comme suit :

Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) : En Application du Règlement 02/97-CM/UEMOA du 28 novembre 1997 portant adoption du Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA, il a été institué au profit de l'UEMOA, une retenue au taux de 1% de la valeur en Douane des marchandises importées hors UEMOA. Cette taxe, est collectée par les Administrations nationales de recouvrement puis reversée dans un compte bancaire ouvert à la BCEAO au nom de l'UEMOA.

Le Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PCC) a été institué par l'Article 72 du traité révisé de la CEDEAO du 24 juillet 1993. Le taux du PCC est de 0,5% de la valeur en Douane (ou mercuriale) des marchandises importées hors CEDEAO et destinées à la consommation.

3.6. Politique en matière de divulgation des contrats miniers

Conformément au décret 2005-049, tout titulaire d'un titre minier est tenu de négocier avec le Ministère chargé des Mines la signature d'une convention minière dans les délais maxima prévus par la réglementation.

Le décret prévoit trois modèles de convention :

- modèle de convention minière type assorti à un permis de recherche;
- modèle de convention minière type assorti à un permis d'exploitation industrielle ; et
- modèle de convention minière type assorti à un permis d'exploitation artisanale semi mécanisée.

La convention minière signée avec les différentes entreprises doivent être conformes à la convention type proposée par le décret susvisé¹.

Le Ministre chargé des mines a autorité pour signer la convention minière, après avis de la Commission nationale des mines et avec l'autorisation du Conseil des ministres.².

¹ Article 229 du décret n°2005-047/PRES/PM/MCEdu 03 février 2005

² Article 30 de la Loi 31-2003 du 8 mai 2003 portant Code minier

La convention minière ne peut contrevenir aux dispositions du Code, mais elle précise certains droits et obligations des deux parties. Elle peut accorder la stabilité de certaines conditions, y compris en termes de régimes fiscal, douanier et de change.

En matière de publication des contrats miniers, la convention signée prend la forme d'un décret. Les décrets pris en Conseil des Ministres, arrêtés du Ministre chargé des Mines et décisions du Directeur Général des Mines, de la Géologie et des Carrières stipulés dans le présent décret sont publiés au Journal Officiel du Faso¹.

Dans la pratique cette disposition n'est cependant pas suivie pour les conventions minières dont le contenu n'est pas publié et n'est pas accessible en ligne pour consultation au grand public.

3.6.1. Entreprises extractives

Selon l'Acte Uniforme du Droit des Sociétés Commerciales, les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée, dépassant l'un des trois seuils suivants: capital social supérieur à 10 millions FCFA, chiffre d'affaires supérieur à 250 millions FCFA ou effectif permanent supérieur à 50 personnes, sont tenues de désigner un Commissaire aux Comptes, inscrit obligatoirement à l'Ordre des Experts comptables et Comptables Agréés du Burkina Faso, pour l'audit de leurs comptes annuels.

Dans la pratique, et sur la base des informations collectées, 10 entreprises sur les 26 sélectionnées dans le périmètre de conciliation, n'ont pas présenté d'états financiers certifiés. Toutes les entreprises en production disposent d'états financiers certifiés pour l'année 2012.

3.6.2. Régies financières

Au terme de la constitution du 2 juin 1991, la Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques au Burkina Faso. L'article 2 de la loi portant création de la Cour des comptes stipule que « la Cour des comptes juge les comptes des comptables publics, sanctionne les fautes de gestion et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances ».

Les rapports de la Cour des comptes portant sur l'exécution des lois des finances sont présentés au président de la république et sont disponibles au public sur le site web de la Cour (www.cour-comptes.gov.bf/).

Le Receveur Général assure l'exercice de la tutelle hiérarchique et fonctionnelle des régisseurs de recettes et des receveurs des Administrations Financières (Impôts et Douanes) et le Payeur Général celui des Régisseurs d'avances. Le Receveur Général est responsable en sa qualité de comptable principal, du recouvrement des recettes du budget général. Il est responsable des opérations exécutées par les Receveurs, le Payeur et les Régisseurs dans la limite des contrôles qui lui sont prescrits lors de la centralisation de ces opérations.

3.7. Accords de Troc

Dans le cadre de notre mission de conciliation, nous avons relevé l'existence d'un accord de troc entre la société PAN AFRICAN BURKINA Limited et dont les termes ont été fixés dans l'accord cadre de partenariat public privé en vue de la réalisation des projets intégrés dans le cadre de la mise en valeur du gisement de manganèse de TAMBAO.

L'accord conclu fait apparaître que compte tenu du potentiel du gisement de manganèse de Tambao, le Gouvernement a opté de faire du projet de Tambao, un projet intégré comprenant trois volets essentiels :

- la réhabilitation du tronçon du chemin de fer d'Ouaga-Kaya et la construction du tronçon de chemin de fer Kaya-Gorom-Gorom-Tambao ;
- le bitumage de la route Dori-Gorom-Gorom-Tambao ; et
- la construction et l'exploitation de la mine de manganèse de Tambao.

¹ Article 4 du décret n°2005-047/PRES/PM/MCEdu 03 février 2005

Conformément à la déclaration de la société il n'y a pas eu de travaux au cours de l'exercice 2012. Les différents travaux de bitumage de la route ainsi que la réhabilitation du chemin de fer, non encore effectués, ont été évalués par la société à 10 000 000 US\$.

3.8. Propriété réelle

Conformément à l'exigence 3.11 des règles ITIE (version juin 2013), nous avons relevé l'absence d'un registre public des propriétaires réels des sociétés qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans les actifs extractifs (voir Recommandations). A ce titre, nous avons procédé dans le cadre de ce rapport à la collecte des informations sur la propriété réelle que nous avons présenté dans l'annexe 2 du présent rapport.

3.9. Pratiques d'audit et d'assurance

3.9.1. Entreprises extractives

Selon l'Acte Uniforme du Droit des Sociétés Commerciales, les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée, dépassant l'un des trois seuils suivants: capital social supérieur à 10 millions FCFA, chiffre d'affaires supérieur à 250 millions FCFA ou effectif permanent supérieur à 50 personnes, sont tenues de désigner un Commissaire aux Comptes, inscrit obligatoirement à l'Ordre des Experts comptables et Comptables Agréés du Burkina Faso, pour l'audit de leurs comptes annuels.

Dans la pratique, et sur la base des informations collectées, 04 entreprises sur les 26 sélectionnées dans le périmètre de conciliation, n'ont pas présenté d'états financiers certifiés. Toutes les entreprises en production disposent d'états financiers certifiés pour l'année 2012.

3.9.2. Régies financières

Au terme de la constitution du 2 juin 1991, la Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques au Burkina Faso. L'article 2 de la loi portant création de la Cour des comptes stipule que « la Cour des comptes juge les comptes des comptables publics, sanctionne les fautes de gestion et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances ».

Les rapports de la Cour des comptes portant sur l'exécution des lois des finances sont présentés au Président du Faso et sont disponibles au public sur le site web de la Cour (www.cour-comptes.gov.bf/).

Le Receveur Général assure l'exercice de la tutelle hiérarchique et fonctionnelle des régisseurs de recettes et des receveurs des Administrations Financières (Impôts et Douanes) et le Payeur Général celui des Régisseurs d'avances. Le Receveur Général est responsable en sa qualité de comptable principal, du recouvrement des recettes du budget général. Il est responsable des opérations exécutées par les Receveurs, le Payeur et les Régisseurs dans la limite des contrôles qui lui sont prescrits lors de la centralisation de ces opérations.

4. Détermination du périmètre ITIE

4.1. Sélection des flux de paiement et autres données

Pour la détermination des flux de paiement significatifs, la matérialité a été analysée sur la base des catégories de flux suivantes:

a) Paiements spécifiques au secteur extractif

Tous les paiements spécifiques au secteur des industries extractives recensés ont été retenus dans le périmètre de conciliation sans application de seuil de matérialité.

Le recensement a été effectué sur la base de l'analyse de la réglementation régissant le secteur minier et des taxes et impôts payables au Percepteur Spécialisé auprès des Mines (DGTCP).

b) Impôts et taxes du droit commun

Tous les paiements applicables au secteur des industries extractives recensés ont été retenus dans le périmètre de conciliation sans application d'un seuil de matérialité.

Le recensement des impôts et taxes a été effectué sur la base de l'analyse de la réglementation régissant le secteur minier ainsi que l'examen d'un échantillon de conventions minières.

En dehors des flux de paiements prévus et définis au niveau de la Norme ITIE et du livre source, le Comité de Pilotage a opté d'inclure les retenues à la source, les retenues sur salaire et la TVA dans le périmètre de conciliation.

c) Autres flux de paiement significatifs

Afin d'éviter des omissions qui pourront être considérées comme significatives et d'assurer une meilleure couverture de la matérialité, le Comité de Pilotage a retenu le seuil de 50 millions de FCFA à partir duquel les flux de paiement, taxes ou opérations financières non prévus dans le formulaire de déclaration et payés à des entités publiques retenues ou non dans le périmètre de conciliation doivent être reportés sous la rubrique « Autres flux de paiement significatifs ».

d) Dépenses sociales

Compte tenu des difficultés et de la capacité des structures décentralisées de faire partie du processus de déclaration, il a été opté d'inclure les dépenses sociales en numéraire et en nature dans le référentiel ITIE, à travers une déclaration unilatérale des entreprises extractives.

Les contributions sous forme de projets sont reportées par les entreprises extractives sur la base de la valeur comptable des engagements encourus au titre des dits projets dans leurs comptes 2012.

e) Paiements infranationaux et ceux au profit d'autres administrations et des fonds régionaux

Les paiements effectués par les entreprises extractives aux structures décentralisées de l'Etat ont été retenus dans le rapport ITIE à travers une déclaration unilatérale des entreprises extractives.

f) Transferts infranationaux

Transferts au profit des localités minières : Il ressort de l'analyse des modalités de rétrocession de la taxe superficielle que la conciliation des transferts infranationaux s'avère difficile dans la mesure où les régions et communes bénéficiaires de ces transferts souffrent d'un manque de capacité pour la confirmation des dits transferts.

Transferts au profit des autres administrations ou fonds régionaux : Il ressort de l'analyse des modalités de rétrocession des autres taxes que la conciliation des transferts infranationaux s'avère difficile dans la mesure où les bénéficiaires reçoivent les transferts de façon globale au titre de l'ensemble des recettes fiscales et non seulement celles provenant des sociétés minières.

Conformément aux dispositions de l'Exigence 4.2. (e) de la nouvelle norme ITIE (version juin 2013), les transferts infranationaux ont été retenus dans le Référentiel ITIE à travers la déclaration unilatérale de l'administration ayant effectué le transfert.

g) Les volumes et la valeur de production

Les volumes et la valeur de production ont été retenus dans le Référentiel ITIE à travers une déclaration unilatérale des entreprises minières.

h) Les volumes et la valeur des exportations

Les volumes et la valeur des exportations des entreprises retenues dans le périmètre ont fait l'objet de conciliation dans le présent rapport entre les chiffres reportés par les entreprises extractives et ceux déclarés par la DGMG.

i) Le nombre d'effectifs employés

Les données sur les effectifs ont été retenues en tant qu'information à communiquer par les entreprises extractives retenues dans le périmètre de conciliation.

j) Propriété réelle et participation publique

Conformément aux dispositions de l'Exigence 3.11 « Propriété réelle » de la norme ITIE (2013), le comité ITIE a retenu, dans le rapport ITIE, les informations sur la structure de capital des sociétés minières. Ces informations sont reportées par les entreprises extractives ainsi que par l'Etat.

k) Propriété réelle

Conformément à l'Exigence 3.11 des règles ITIE (version juin 2013) et en l'absence d'un registre public des propriétaires réels des sociétés qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans les actifs extractifs, les entreprises ont été sollicitées de communiquer des informations sur la propriété réelle dont le détail est présenté dans l'Annexe 2 du présent rapport.

l) Accords de troc

Les entreprises extractives et l'Etat ont été invités dans le processus de déclaration ITIE à reporter les informations sur tout accord de troc conclu ou en vigueur durant la période couverte par le rapport.

4.2. Sélection des entreprises extractives

Afin de prendre en considération le contexte spécifique du secteur minier Burkinabé, nous avons procédé à la compilation des revenus du secteur, tels qu'ils nous ont été communiqués lors de la phase de cadrage, par société et par palier de contribution en vue de permettre une analyse de la matérialité basée sur la cartographie des revenus du secteur. Le tableau ci-dessous récapitule, les revenus du secteur extractif par palier pour l'année 2012.

Paliers	2012 en millions de FCFA ¹	Nbr entités en exploitation industrielle	Nbr entités en recherche	Nbr Autres entités	% par palier	% Cumul
> 10 000 millions FCFA	145 917	4	-	-	81%	81%
> 5 000 millions FCFA < 10 000 millions FCFA	22 980	3	-	-	13%	94%
> 1 000 millions FCFA < 5 000 millions FCFA	5 295	1	2	-	3%	96%
> 500 millions FCFA < 1 000 millions FCFA	1 835	-	3	-	1%	97%
> 200 millions FCFA < 500 millions FCFA	2 313	1	6	1	1%	99%
> 100 millions FCFA < 200 millions FCFA	630	-	4	-	0%	99%
< 100 millions FCFA	1 632	1	180	71	1%	100%
Total	180 602	10	195	72	100%	

¹¹ Données non conciliées collectées lors de la phase de cadrage

Sur la base de ce tableau, la sélection des sociétés extractives dont la contribution dépasse 200 millions de FCFA permet d'atteindre un objectif de couverture de 98.75%. Les sociétés dont les paiements sont en-dessous de 200 millions de FCFA, qui sont au nombre de 256, ne représentent qu'une part non significative de la contribution totale de l'ensemble des sociétés minières soit 1,25% en 2012.

Sur la base de cette analyse, le Comité de Pilotage a décidé de retenir dans le périmètre de conciliation les sociétés dont les paiements au titre de 2012 se trouvent au-dessus du seuil de 200 millions de FCFA. Le Comité a opté également pour maintenir dans le périmètre de conciliation les entreprises retenues en 2011 même si leurs paiements se trouvent en dessous du seuil de matérialité. La liste de ces entreprises est présentée à la section 6 de ce rapport.

Pour les autres entreprises détenant des permis actifs et non retenues dans le périmètre de conciliation, le Comité a décidé d'inclure leurs paiements à travers une déclaration unilatérale de l'Etat. La liste de ces entreprises figure à l'Annexe 3 du présent rapport. Le détail des revenus collectés de ces entreprises tels que reportés par les administrations publiques est présenté dans l'annexe 6 du présent rapport.

Ces entreprises sont composées d'entreprises de recherches minières, de comptoirs d'achats et des sociétés de carrières (BTP) et ont fait l'objet du traitement suivant :

- Pour les entreprises de recherche: la déclaration unilatérale de l'Etat a concerné tous les flux de paiements retenus dans le périmètre.
- Pour les comptoirs d'achats et les sociétés de carrières (BTP): seuls les paiements spécifiques au secteur à savoir ceux déclarés par le receveur spécialisé auprès des Mines (DGTCP) ont été retenus et ceux dans l'objectif de ne pas surévaluer la contribution en raison du caractère secondaire de l'activité minière pour ces entités.

Sociétés retenues sur la base d'autres informations collectées : sur la base des autres informations collectées lors des entretiens, visites et examen des conventions minières signées au cours de 2012, les sociétés ayant effectué des paiements significatifs ont été retenues dans le périmètre de conciliation. En effet, outre les paiements reportés par les régies financières couvrant les travaux de définition du périmètre ITIE, nous avons relevé l'existence de paiement significatif de la société PAN African suite à la signature de l'accord portant sur le projet « Tambao ». Ainsi, la société PAN African a été retenue au sein du périmètre de conciliation.

4.3. Sélection des entités gouvernementales

Toutes les régies financières qui encaissent les flux de paiements retenus au sein du périmètre de conciliation (voir section 4.1) ont été retenues pour produire des déclarations pour chacune des sociétés retenues.

La DGB a été retenue en tant que régie ayant encaissé le Bonus de signature de 10 millions de US\$ payé par la société « Pan African Burkina Ltd » au profit de l'Etat Burkinabé. En effet, le montant encaissé a été versé sur un compte intitulé « SPECIAL PROGRAMMES OF INVESTMENTS » ouvert à la BCEAO et géré par la DGB.

4.4. Ecart matériels

Le Comité a retenu une marge d'erreur acceptable pour les écarts de conciliation (après ajustement) de 1%, entre les paiements issus des déclarations des sociétés extractives et les recettes issues des déclarations des administrations.

Pour les besoins des travaux de conciliation des flux de paiement, le seuil de 500 000 FCFA a été retenu pour l'analyse et l'ajustement des écarts.

5. PERIMETRE DE CONCILIATION

5.1. Flux de paiement

5.1.1 Flux de paiement en numéraires

Les flux de paiement retenus dans le formulaire de déclaration sont détaillés comme suit :

Réf	Nomenclature des flux
Paielements en numéraire	
1	Droits de Douane et taxes assimilées
2	Pénalités (DGD)
3	Impôt sur les Sociétés (IS)
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)
9	Retenue à la source extérieur (RET / EXT)
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC) *
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF) *
17	Contribution des patentes *
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers *
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) *
20	Pénalités (DGI)
21	Redevances proportionnelles (Royalties)
22	Taxe Superficiare
23	Dividendes
24	Droits Fixes
25	Pénalités
26	Frais de dossier
27	Bonus de signature/Droits de cession *
28	Prime de découverte/prime de production *
29	Frais de prestation BUNEE *
30	Autres paiements significatifs versés à l'Etat (>50 millions de FCFA équivalent à 60 KUSD)
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement

(*) Nouveau flux retenu dans le périmètre de conciliation par rapport à celui de 2011.

La définition des flux de paiements est présentée en annexe 10 du présent rapport.

5.1.2 Dépenses sociales

Conformément aux modalités retenues par le Comité de Pilotage, ces contributions ont été reportées à titre unilatéral par les sociétés extractives et n'ont pas donc fait l'objet de rapprochement dans le cadre du présent rapport. Il s'agit de :

Paielements Sociaux (rubrique réservée uniquement aux Sociétés Minières)

33 Paiements sociaux obligatoires (*)

34 Paiements sociaux volontaires (*)

(*) Les paiements sous forme de projet seront reportés par les entreprises extractives sur la base de la valeur comptable des dits projets dans leurs comptes.

5.1.3 Transferts infranationaux

Les transferts infranationaux entre les différentes administrations publiques et les autres structures de l'Etat bénéficiaires de ces transferts (Régions, communes, UEMOA et CEDEAO, Bureau Burkinabé du Droit d'Auteur) ont été retenus dans le référentiel ITIE pour l'année 2012.

Conformément aux modalités retenues par le Comité de Pilotage, ces contributions ont été reportées à titre unilatéral par les Administrations ayant effectués les transferts et n'ont pas donc fait l'objet de rapprochement dans le cadre du présent rapport. Il s'agit de :

Transferts (rubrique réservée uniquement aux Régies Financières)		Administration
35	Transferts au titre de la Taxe superficielle (régions)	DGTCP
36	Transferts au titre de la Taxe superficielle (communes)	DGTCP
37	Transferts au titre des recettes du BUNEE	BUNEE
38	Transferts au titre des recettes Douanières	DGD
39	Autres recettes transférées	Toutes

5.1.4 Fourniture d'infrastructures et accords de type troc

Les opérations de troc conclues entre les sociétés retenues dans le périmètre de conciliation ainsi que l'Etat Burkinabé ont été retenues dans le référentiel ITIE pour l'année 2012.

Conformément aux modalités retenues par le Comité de Pilotage, ces opérations ont été reportées à titre unilatéral par les sociétés ayant conclu des accords de type troc et n'ont donc pas fait l'objet de rapprochement dans le cadre du présent rapport. Il s'agit de :

Transactions de Troc/Projets intégrés

40 Total budget de l'engagement/travaux

41 Valeur des engagements/travaux encourus du 1/1/2012 au 31/12/2012

42 Valeur cumulée des engagements/travaux encourus au 31/12/2012

5.2. Entreprises extractives

Conformément aux modalités retenues par le Comité de Pilotage, telles que présentées dans la Section 4 du présent rapport, les entreprises retenues dans le périmètre de conciliation se détaillent comme suit :

N°	Nom de la société	N°	Nom de la société
1	IAM Gold Essakane SA	14	Orezone Inc. SARL
2	Semafo Burkina Faso	15	AMPELLA Mining
3	Société des Mines de Belahouro (SMB)	16	Gryphon Minerals Burkina Faso
4	Société des Mines de Taparko (SOMITA)	17	Goldbelt Resources

N°	Nom de la société	N°	Nom de la société
5	Kalsaka Mining	18	Mana Minerals
6	Burkina Mining Company (BMC)	19	High River Gold Mines (WA)
7	Société ampella Mining Gold ^(*)	20	Kiaka Gold
8	BISSA Gold	21	Jilbey Burkina SARL ^(*)
9	Nantou Mining SA	22	Riverstone Resources
10	Riverstone Resources	23	Roxgold Burkina Faso
11	Stremco SA	24	Pinsapo Gold
12	Essakane Exploration SARL	25	Pan African Burkina Ltd (PAB)
13	GEP Mines	26	SAV'OR ^(*)

(*) Le comptoir d'achat SAVO'R a été retenu dans le périmètre de conciliation, durant la phase de conciliation, puisque le total des paiements effectués par cette société dépasse le seuil de 200 millions de FCFA.

Les autres sociétés minières et de carrières recensées au Burkina Faso et qui sont retenues dans le référentiel ITIE 2012 à travers une déclaration unilatérale de leurs paiements par les Administrations Publiques sont listées dans l'Annexe 3 du présent rapport.

5.3. Entités gouvernementales

Sur la base du périmètre retenu des sociétés extractives et des flux de paiement pour l'année 2012, cinq (5) administrations et entités publiques ont été sollicitées pour l'envoi des déclarations :

N°	Administration publiques
1.	Direction Générale des Impôts (DGI)
2.	Direction Générale des Douanes (DGD)
3.	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)
4.	BUNEE
5.	Direction Générale du Budget (DGB) ^(*)

(*) La DGB ne constitue pas une regie de recettes au Burkina Faso et ne perçoit pas de paiements auprès de sociétés minières. Toutefois, elle a été retenue en tant que regie ayant encaissé le Bonus de signature de 10 millions de US\$ payé par la société « Pan African Burkina Ltd » au profit de l'Etat Bukinabé.

En effet, le montant encaissé a été versé sur un compte renommé « SPECIAL PROGRAMMES OF INVETSMENTS » ouvert à la BCEAO et géré par la DGB.

6. RESULTATS DES TRAVAUX DE CONCILIATION

Nous présentons ci-dessous le résultat détaillé des travaux de conciliation ainsi que les écarts relevés entre les montants payés par les sociétés et les montants reçus par les différentes régies financières.

Nous avons mis en exergue les montants initiaux reportés, les ajustements que nous avons faits suite aux travaux de conciliation ainsi que les montants finaux et les écarts définitifs non réconciliés.

6.1. Conciliation des flux de paiements

6.1.1. Tableaux de conciliation par société extractive

Nous présentons dans les tableaux ci-dessous un sommaire des différences entre les flux de paiement rapportés par les sociétés sélectionnées et les flux de recettes rapportés par les différents organismes et administration de l'Etat.

Ces tableaux incluent les chiffres consolidés à partir des déclarations de chacune des sociétés extractives et des déclarations des régies financières, les ajustements effectués par nos soins sur la base des travaux de conciliation et les écarts résiduels non réconciliés. Les rapports de conciliation détaillés pour chaque société extractive sont présentés en Annexe 11.

Les conciliations des flux de paiements se détaillent comme suit :

Chiffres exprimés en FCFA

No. Entreprise	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Etat	Différence	Sociétés	Etat	Différence	Sociétés	Etat	Différence
1 ESSAKANE SA	73 325 991 698	74 546 628 545	(1 220 636 847)	1 116 069 006	4 542 881	1 111 526 125	74 442 060 704	74 551 171 426	(109 110 722)
2 SEMAFO BURKINA FASO	34 335 686 528	36 486 227 462	(2 150 540 934)	2 257 391 665	9 276 915	2 248 114 750	36 593 078 193	36 495 504 377	97 573 816
3 SMB	14 958 651 179	16 391 440 424	(1 432 789 245)	1 198 157 668	(234 403 254)	1 432 560 922	16 156 808 847	16 157 037 170	(228 323)
4 SOMITA	17 403 938 571	19 169 057 029	(1 765 118 458)	1 684 040 908	27 043 706	1 656 997 202	19 087 979 479	19 196 100 735	(108 121 256)
5 KALSAKA MINING	10 215 283 614	9 453 787 346	761 496 268	(94 716 500)	666 534 577	(761 251 077)	10 120 567 114	10 120 321 923	245 191
6 BMC	6 458 449 701	6 470 200 746	(11 751 045)	11 721 019	-	11 721 019	6 470 170 720	6 470 200 746	(30 026)
7 AMPELLA MINING GOLD	1 295 518 585	1 705 834 129	(410 315 544)	(36 609 832)	(448 345 141)	411 735 309	1 258 908 753	1 257 488 988	1 419 765
8 BISSA GOLD	3 921 635 207	5 540 651 941	(1 619 016 734)	1 597 651 331	-	1 597 651 331	5 519 286 538	5 540 651 941	(21 365 403)
9 NANTOU MINING SA	2 506 439 449	2 393 676 376	112 763 073	(137 001 383)	20 000 000	(157 001 383)	2 369 438 066	2 413 676 376	(44 238 310)
10 OREZONE INC SARL	1 435 923 594	467 070 428	968 853 166	(265 050)	970 945 810	(971 210 860)	1 435 658 544	1 438 016 238	(2 357 694)
11 AMPELLA MINING	29 130 443	98 773 248	(69 642 805)	67 607 448	(2 098 008)	69 705 456	96 737 891	96 675 240	62 651
12 GRYPHON MINERALS	1 153 135 344	1 212 022 933	(58 887 589)	33 238 987	6 474 837	26 764 150	1 186 374 331	1 218 497 770	(32 123 439)
13 GOLDBELT RESOURCES	774 675 361	771 482 847	3 192 514	800 250	4 652 221	(3 851 971)	775 475 611	776 135 068	(659 457)
14 MANA MINERALS	545 501 522	533 441 125	12 060 397	(12 682 108)	978 701	(13 660 809)	532 819 414	534 419 826	(1 600 412)
15 HIGH RIVER GOLD MINES	266 487 844	303 292 031	(36 804 187)	43 296 167	6 496 980	36 799 187	309 784 011	309 789 011	(5 000)
16 KIAKA GOLD	531 182 915	531 498 243	(315 328)	279 308	-	279 308	531 462 223	531 498 243	(36 020)
17 GEP MINES	92 038 936	89 116 542	2 922 394	(2 922 394)	-	(2 922 394)	89 116 542	89 116 542	-
18 JILBEY BURKINA SARL	192 844 329	189 638 561	3 205 768	(220 600)	2 866 668	(3 087 268)	192 623 729	192 505 229	118 500
19 Riverstone Resources INC.	407 188 756	440 473 550	(33 284 794)	(1 348 762)	10 634 505	(11 983 267)	405 839 994	451 108 055	(45 268 061)
20 Newmont Ventures LTD	267 119 784	264 768 271	2 351 513	(2 301 574)	-	(2 301 574)	264 818 210	264 768 271	49 939
21 Roxgold Burkina Faso	265 329 302	241 621 360	23 707 942	(4 736 950)	21 199 850	(25 936 800)	260 592 352	262 821 210	(2 228 858)
22 Stremco SA	203 030 012	211 894 365	(8 864 353)	19 794 484	12 477 425	7 317 059	222 824 496	224 371 790	(1 547 294)
23 Pinsapo Gold	234 120 651	202 035 952	32 084 699	-	-	-	234 120 651	202 035 952	32 084 699
24 Essakane Exploration SARL	205 911 624	202 402 331	3 509 293	(1 756 072)	2 358 120	(4 114 192)	204 155 552	204 760 451	(604 899)
25 Pan African Minerals	5 109 059 805	5 110 634 647	(1 574 842)	-	1 519 500	(1 519 500)	5 109 059 805	5 112 154 147	(3 094 342)
26 SAV'OR	334 503 604	315 506 863	18 996 741	-	-	-	334 503 604	315 506 863	18 996 741
Total	176 468 778 358	183 343 177 295	(6 874 398 937)	7 735 487 016	1 083 156 293	6 652 330 723	184 204 265 374	184 426 333 588	(222 068 214)

6.1.2. Tableaux de conciliation par nature de flux de paiement

Nous présentons dans le tableau ci-dessous les montants globaux des divers droits, impôts et taxes rapportés par les organismes gouvernementaux et les sociétés extractives après avoir tenu compte des ajustements.

Chiffres exprimés en FCFA

Taxes	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
DGD	35 262 402 338	40 489 865 205	(5 227 462 867)	5 689 225 239	713 717 560	4 975 507 679	40 951 627 577	41 203 582 765	(251 955 188)
Droits de Douane et taxes assimilées	35 242 348 358	40 404 545 356	(5 162 196 998)	5 689 225 239	693 717 560	4 995 507 679	40 931 573 597	41 098 262 916	(166 689 319)
Pénalités (DGD)	20 053 980	85 319 849	(65 265 869)	-	20 000 000	(20 000 000)	20 053 980	105 319 849	(85 265 869)
DGI	92 905 221 387	92 288 178 031	617 043 356	(9 176 436)	577 527 741	(586 704 177)	92 896 044 951	92 865 705 772	30 339 179
Impôt sur les Sociétés (IS)	33 748 846 306	28 402 336 941	5 346 509 365	(5 335 156 680)	-	(5 335 156 680)	28 413 689 626	28 402 336 941	11 352 685
Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	16 494 385 067	16 402 078 718	92 306 349	(45 100 863)	46 707 538	(91 808 401)	16 449 284 204	16 448 786 256	497 948
Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	22 101 200 617	27 425 528 862	(5 324 328 245)	5 334 215 680	-	5 334 215 680	27 435 416 297	27 425 528 862	9 887 435
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	5 552 018 915	6 161 902 049	(609 883 134)	26 383 261	(577 448 703)	603 831 964	5 578 402 176	5 584 453 346	(6 051 170)
Retenue à la source intérieur (RET / INT)	2 474 634 110	7 098 845 230	(4 624 211 120)	4 535 201 278	(90 759 535)	4 625 960 813	7 009 835 388	7 008 085 695	1 749 693
Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	4 118 633 953	4 059 294 055	59 339 898	(59 339 808)	-	(59 339 808)	4 059 294 145	4 059 294 055	90
Retenue à la source extérieure (RET/EXT)	7 096 397 958	2 444 454 769	4 651 943 189	(4 462 869 175)	187 909 456	(4 650 778 631)	2 633 528 783	2 632 364 225	1 164 558
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	11 352 685	2 829 653	8 523 032	-	-	-	11 352 685	2 829 653	8 523 032
Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	219 072 446	219 970 108	(897 662)	9 303 650	8 403 318	900 332	228 376 096	228 373 426	2 670
Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	78 527 577	63 553 646	14 973 931	6 306 580	19 346 923	(13 040 343)	84 834 157	82 900 569	1 933 588
Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	2 575 087	-	2 575 087	(2 575 087)	-	(2 575 087)	-	-	-
Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	19 603 167	-	19 603 167	(15 545 272)	3 393 245	(18 938 517)	4 057 895	3 393 245	664 650

Taxes	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence	Sociétés	Gouvernement	Différence
Contribution des patentes	5 882 000	5 884 000	(2 000)	-	-	-	5 882 000	5 884 000	(2 000)
Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	979 975 499	-	979 975 499	-	979 975 499	(979 975 499)	979 975 499	979 975 499	-
Pénalités (DGI)	2 116 000	1 500 000	616 000	-	-	-	2 116 000	1 500 000	616 000
DGTCP	48 291 752 733	50 540 634 466	(2 248 881 733)	2 036 403 020	(212 026 508)	2 248 429 528	50 328 155 753	50 328 607 958	(452 205)
Redevances proportionnelles (Royalties)	36 305 280 259	37 112 709 757	(807 429 498)	578 967 367	(236 618 365)	815 585 732	36 884 247 626	36 876 091 392	8 156 234
Taxe Superficiaire	3 504 301 976	3 980 852 065	(476 550 089)	486 706 507	15 259 357	471 447 150	3 991 008 483	3 996 111 422	(5 102 939)
Dividendes	2 286 848 789	3 418 030 843	(1 131 182 054)	1 131 182 054	-	1 131 182 054	3 418 030 843	3 418 030 843	-
Droits Fixes	48 540 500	79 000 000	(30 459 500)	25 500 000	(1 464 000)	26 964 000	74 040 500	77 536 000	(3 495 500)
Pénalités (DGTCP)	808 719 659	623 031 801	185 687 858	(185 687 858)	-	(185 687 858)	623 031 801	623 031 801	-
Frais de dossier	1 061 550	10 000	1 051 550	(265 050)	796 500	(1 061 550)	796 500	806 500	(10 000)
Bonus de signature/Droits de cession	5 337 000 000	5 327 000 000	10 000 000	-	10 000 000	(10 000 000)	5 337 000 000	5 337 000 000	-
Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BUNEE	9 401 900	24 499 593	(15 097 693)	19 035 193	3 937 500	15 097 693	28 437 093	28 437 093	-
Frais de prestation BUNEE	9 401 900	24 499 593	(15 097 693)	19 035 193	3 937 500	15 097 693	28 437 093	28 437 093	-
Total des paiements directs conciliés	176 468 778 358	183 343 177 295	(6 874 398 937)	7 735 487 016	1 083 156 293	6 652 330 723	184 204 265 374	184 426 333 588	(222 068 214)

6.1.3. Ajustements des déclarations

a. Pour les sociétés extractives

Les ajustements opérés sur les déclarations des sociétés extractives se résument comme suit, la description ainsi que le détail de chaque ajustement se présentent dans les points ci-dessous :

Ajustements sur les déclarations des sociétés extractives	Total (en FCFA)	% du total déclaré
Taxes payées non reportées (a)	8 810 851 336	4,99%
Taxes payées hors période de réconciliation (b)	(561 466 993)	(0,32%)
Montant doublement déclaré (c)	(261 323 556)	(0,15%)
Taxes reportées non payées (d)	(130 688 038)	(0,07%)
Taxes payées sous un autre UFI (e)	(90 586 667)	(0,05%)
Erreur de reporting (montant et détail (f)	(27 531 022)	(0,02%)
Taxes hors périmètre de réconciliation (g)	(3 768 044)	0,00%
Erreur de classification	-	0,00%
Total	7 735 487 016	4,38%

(a) Il s'agit des flux de paiement effectués par les sociétés extractives mais qui n'ont pas été reportés par celles-ci dans leurs déclarations. Le détail de ces paiements, initialement déclarés par les régies financières, a fait l'objet d'une communication aux entreprises extractives concernées. Ces ajustements se détaillent comme suit par taxe :

Flux de paiements	Montant (en FCFA)
Droits de Douane et taxes assimilées	6 221 973 872
Dividendes	1 131 182 054
Redevances proportionnelles (Royalties)	757 223 240
Taxe Superficiaire	518 568 764
Retenue à la source intérieur (RET / INT)	55 854 893
Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	49 115 265
Retenue à la source extérieure (RET/EXT)	39 656 167
Frais de prestation BUNEE	19 035 193
Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	9 303 650
Droits Fixes	7 000 000
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	1 302 988
Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	412 500
Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	222 750
Total	8 810 851 336

Les ajustements se détaillent par société comme suit :

Société	Montant (en FCFA)
SEMAFO BURKINA FASO	2 491 039 571
SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	1 810 288 656
BISSA GOLD	1 611 847 887
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	1 322 531 437
IAM GOLD ESSAKANE SA	1 212 937 436
AMPELLA MINING	67 607 448
NANTOU MINING SA	56 914 078
KALSAKA MINING	50 293 736
BURKINA MINING COMPANY (BMC)	46 725 471

Société	Montant (en FCFA)
HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	43 656 167
GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	37 269 176
SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	25 223 725
Stremco SA	19 794 484
Riverstone Resources INC.	8 407 528
MANA MINERALS	4 575 064
GOLDBELT RESOURCES	800 250
Newmont Ventures LTD	609 702
KIAKA GOLD	329 520
Total	8 810 851 336

- (b) Il s'agit des flux de paiement reportés par les sociétés extractives mais qui sont payés en dehors de la période de conciliation c'est à dire avant le 1^{er} janvier 2012 ou après le 31 décembre 2012. Ces ajustements se détaillent comme suit par société minière et par taxe :

Chiffres en FCFA

Société	Droits de Douane	IUTS	RET / INT	RET/EXT	RET / IRF	Royalties	Total
SEMAFO	(392 213)	-	-	-	-	(233 255 693)	(233 647 906)
NANTOU	(193 915 461)	-	-	-	-	-	(193 915 461)
ESSAKANE SA	- (85 048 164)	-	-	-	-	-	(85 048 164)
BISSA GOLD	(14 196 556)	-	-	-	-	-	(14 196 556)
KALSAKA	(10 811 413)	-	-	-	-	-	(10 811 413)
RIVERSTONE	- (5 231 078)	(775 370)	(1 027 500)	(1 995 144)	-	-	(9 029 092)
BMC	(7 556 261)	-	-	-	-	-	(7 556 261)
GRYPHON MINERALS	(4 030 189)	-	-	-	-	-	(4 030 189)
NEWMONT	- (2 759 876)	(151 400)	-	-	-	-	(2 911 276)
MANA MINERALS	(320 675)	-	-	-	-	-	(320 675)
Total	(231 222 768)	(93 039 118)	(926 770)	(1 027 500)	(1 995 144)	(233 255 693)	(561 466 993)

- (c) Il s'agit de taxes payées par les sociétés minières mais reportées doublement. Ces ajustements se détaillent comme suit:

Chiffres en FCFA

Société	Droits de Douane et taxes assimilées	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	Total
SOMITA	(126 247 748)	-	(126 247 748)
SMB	(124 373 769)	-	(124 373 769)
ESSAKANE SA	(7 801 266)	-	(7 801 266)
KALSAKA MINING	(1 269 298)	-	(1 269 298)
MANA MINERALS	(904 277)	-	(904 277)
RIVERSTONE	-	(727 198)	(727 198)
Total	(260 596 358)	(727 198)	(261 323 556)

- (d) Ces montants correspondent à des royalties déclarés par la société KALSAKA comme étant payées en 2012 et qui après vérification ne correspondent pas à des paiements effectifs. En effet, les paiements ont été imputés sur le surplus de royalties payé par ladite société courant l'exercice 2011. Ainsi, ces montants ne correspondent pas à des paiements effectifs et doivent par conséquent être ajustés.

- (e) Il s'agit des impôts et taxes déclarés par erreur au nom d'une autre société retenue dans le périmètre de conciliation (généralement appartenant au même groupe de sociétés). Ces paiements ont fait l'objet d'ajustements pour éviter leurs doubles prises en compte lors de la détermination des revenus du secteur extractif. Les ajustements ont été réalisés sur la base des quittances communiquées par les entreprises, la confirmation des entreprises concernées ainsi que les administrations concernées. Ces ajustements se détaillent comme suit par société minière et par régie financière :

Chiffres en FCFA

Entreprise	DGD	DGI	DGTCP	Total
ESSAKANE SA	-	(1 000 000)	-	(1 000 000)
KALSAKA MINING	-	(412 625)	-	(412 625)
AMPELLA MINING GOLD	-	(55 245 191)	(12 362 257)	(67 607 448)
MANA MINERALS	(15 032 220)	-	(1 000 000)	(16 032 220)
ROXGOLD	-	(3 997 000)	-	(3 997 000)
Essakane Exploration SARL	(1 537 374)	-	-	(1 537 374)
Total	(16 569 594)	(60 654 816)	(13 362 257)	(90 586 667)

- (f) Il s'agit d'écarts entre le total indiqué au niveau de la déclaration et le détail communiqué par la société ou le montant figurant sur la quittance elle-même. Ces ajustements ont été réalisés sur la base de copies des quittances et/ou de confirmations obtenues de la société. Ces ajustements se détaillent par société minière et par taxe comme suit :

Chiffres en FCFA

Entreprise	Droits de Douane et taxes assimilées	Retenue à la source extérieure (RET/EXT)	Redevances proportionnelles (Royalties)	Pénalités (DGTCP)	Total
BMC	(27 448 191)	-	-	-	(27 448 191)
AMPELLA MINING GOLD	9 000 000	(3 226 109)	-	-	5 773 891
ESSAKANE SA	(3 019 000)	-	185 687 858	(185 687 858)	(3 019 000)
KALSAKA MINING	(1 828 862)	-	-	-	(1 828 862)
Roxgold Burkina Faso	(739 950)	-	-	-	(739 950)
Essakane Exploration SARL	(218 698)	-	-	-	(218 698)
KIAKA GOLD	(50 212)	-	-	-	(50 212)
Total	(24 304 913)	(3 226 109)	185 687 858	(185 687 858)	(27 531 022)

- (g) Il s'agit de flux de paiements reportés mais qui sont exclus du référentiel ITIE 2012. Ces ajustements se détaillent comme suit par société minière et par taxe :

Chiffres en FCFA

Société	DD	TVA	RET / IRF	IRC	IRF	Frais de dossier	Total
OREZONE INC SARL	-	-	-	-	-	(265 050)	(265 050)
HIGH RIVER GOLD	-	-	(360 000)	-	-	-	(360 000)
GEP MINES	-	(137 307)	-	(2 575 087)	(210 000)	-	(2 922 394)
JILBEY BURKINA SARL	(55 000)	-	(165 600)	-	-	-	(220 600)
Total	(55 000)	(137 307)	(525 600)	(2 575 087)	(210 000)	(265 050)	(3 768 044)

b. Pour les régies financières

Les ajustements opérés sur les déclarations des régies financières se résument comme suit :

Chiffres en FCFA

Ajustements sur les déclarations de l'Etat	Total (en FCFA)	% du total déclaré
Taxes non reportés par l'Etat (a)	1 157 525 164	0,63%
Taxes payées par la Ste sur un autre IFU non reporté par l'Etat (b)	674 208 086	0,37%
Taxe reporté par l'Etat non réellement encaissée (c)	(481 099 997)	(0,26%)
Erreur de reporting (montant et détail) (d)	(162 893 014)	(0,09%)
Montant doublement déclaré (e)	(104 583 946)	(0,06%)
Erreur de classification	-	-
Total	1 083 156 293	0,59%

- (a) Il s'agit des flux de paiement effectués par les sociétés extractives mais qui n'ont pas été reportés par les régies financières. Ces ajustements se détaillent, par Administration, comme suit :

Administration	Montant (FCFA)
DGD	53 211 979
DGI	1 055 589 738
DGTCP	44 785 947
BUNEE	3 937 500
Total	1 157 525 164

Ces ajustements se détaillent comme suit par société minière et par taxe :

- Taxes non reportées par la DGD

Chiffres en FCFA

Société	Droits de Douane et taxes assimilées
SEMAFO BURKINA FASO	1 303 628
NANTOU MINING SA	31 789 345
KALSAKA MINING	20 000 000
HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	23 850
GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	50 000
ROXGOLD BURKINA FASO	45 156
Total	53 211 979

- Taxes non reportées par la DGI

Chiffres en FCFA

Société	IUTS	RET / INT	TPA	RET / IRF	IRF	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	Total DGI
OREZONE	-	-	-	-	-	976 859 278	976 859 278
KALSAKA	46 737 538	-	8 403 318	-	1 035 125	-	56 175 981
Roxgold	-	-	-	6 108 000	-	-	6 108 000
HIGH RIVER GOLD	-	-	-	5 332 655	-	-	5 332 655
GOLDBELT	-	-	-	-	-	3 116 221	3 116 221
JILBEY BURKINA	-	-	-	2 866 668	-	-	2 866 668
Essakane Exploration	-	-	-	-	2 358 120	-	2 358 120
Pan African Minerals	-	-	-	1 519 500	-	-	1 519 500
AMPELLA MINING GOLD	-	801 215	-	48 600	-	-	849 815
MANA MINERALS	-	-	-	403 500	-	-	403 500
Total	46 737 538	801 215	8 403 318	16 278 923	3 393 245	979 975 499	1 055 589 738

- Taxes non reportées par la DGTCP

Chiffres en FCFA

Société	Royalties	Taxe Superficiaire	Droits Fixes	Frais de dossier	Bonus de signature /Droits de cession	TOTAL DGTCP
SOMITA	27 043 706	-	-	-	-	27 043 706
ROXGOLD BURKINA FASO	-	-	-	-	12 000 000	12 000 000
KALSAKA MINING	-	1 355 025	-	796 500	-	2 151 525
GOLDBELT RESOURCES	-	-	1 536 000	-	-	1 536 000
AMPELLA MINING GOLD	-	1 160 002	-	-	-	1 160 002
SEMAFO BURKINA FASO	-	623 776	-	-	-	623 776
HIGH RIVER GOLD MINES	-	184 406	-	-	-	184 406
OREZONE INC SARL	-	86 532	-	-	-	86 532
Total	27 043 706	3 409 741	1 536 000	796 500	12 000 000	44 785 947

- Taxes non reportées par le BUNEE : un paiement de 3 937 500 FCFA n'a pas été reporté au sein du formulaire de déclaration du BUNEE au titre de la société « SEMAFO ». Cet ajustement a été effectué sur la base d'une copie du chèque et a fait l'objet de confirmation auprès de la régie financière concernée.

- (b) Il s'agit de taxes payées par les sociétés minières au nom de sociétés non retenues dans le périmètre ITIE. Ces paiements correspondent, principalement, aux droits de douanes payés par les sociétés minières, au titre d'importations faites au nom de leurs sous-traitants ou fournisseurs. Ainsi ces paiements n'ont pas été reportés par les régies financières puisqu'ils sont effectués au nom des sous-traitants. La déclaration de l'Etat a été ainsi ajustée pour tenir compte de ces revenus.

Chiffres en FCFA

Société	Droits de Douane et taxes assimilées	RET / IRF	Taxe Superficiaire	Droits Fixes	Total
KALSAKA MINING	606 903 443	-	-	-	606 903 443
AMPELLA MINING GOLD	28 647 031	-	-	-	28 647 031
Stremco SA	12 477 425	-	-	-	12 477 425
Riverstone Resources INC.	-	-	7 634 505	3 000 000	10 634 505

Société	Droits de Douane et taxes assimilées	RET / IRF	Taxe Superficiaire	Droits Fixes	Total
GRYPHON MINERALS	6 429 681	-	-	-	6 429 681
IAM GOLD ESSAKANE	4 542 881	-	-	-	4 542 881
Roxgold Burkina Faso	-	3 068 000	-	-	3 068 000
HIGH RIVER GOLD MINES	929 919	-	-	-	929 919
MANA MINERALS	575 201	-	-	-	575 201
Total	660 505 581	3 068 000	7 634 505	3 000 000	674 208 086

- (c) Il s'agit de la TVA faisant l'objet d'avis de crédit (chèques roses) et non réellement payées par les sociétés. En effet, les acquisitions exonérées de la TVA doivent faire l'objet d'émission de chèques roses pour le montant de la TVA qui aurait dû être payé par chaque société. Ces chèques ont été déclarés par l'Etat bien qu'ils n'ont pas fait de paiement effectif. Les ajustements ont été réalisés sur la base de confirmations obtenues auprès de la Direction Générale des Impôts (DGI). Ces ajustements se détaillent comme suit par société minière :

Chiffres en FCFA

Société	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)
SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	(479 001 989)
AMPELLA MINING	(2 098 008)
Total	(481 099 997)

- (d) Il s'agit, principalement, d'erreurs d'imputation du Trésor sur les sociétés du fait de la gestion manuelle des recettes. Ces ajustements se détaillent comme suit par taxe :

Chiffres en FCFA

Société	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	Redevances proportionnelles (Royalties)	Droits Fixes	Total
SEMAFO BURKINA FASO	(30 000)	-	-	(30 000)
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO	-	(156 863 014)	-	(156 863 014)
OREZONE INC SARL	-	-	(6 000 000)	(6 000 000)
Total	(30 000)	(156 863 014)	(6 000 000)	(162 893 014)

- (e) Il s'agit des flux de paiements reportés doublement par le Receveur spécialisé auprès des Mines. Ces erreurs sont dues à la gestion manuelle des recettes et se détaillent comme suit:

Chiffres en FCFA

Société	Redevances proportionnelles (Royalties)
SEMAFO BURKINA FASO	(27 043 706)
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	(77 540 240)
Total	(104 583 946)

6.1.4. Ecarts définitifs non réconciliés

Suite aux ajustements opérés, les écarts résiduels non réconciliés sur les flux de paiements, s'élevant à (222 068 214) FCFA, se détaillent par société extractive et par taxe dans les tableaux ci-dessous :

a. Ecart définitif par société extractive

Chiffres en FCFA

No.	Sociétés	Ecarts résiduels	Origine des Ecarts résiduels				
			Détail non soumis par l'Entreprise Extractive (1)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive (2)	Taxes non reportées par l'Etat (3)	Pièces justificatives non soumises par la société (4)	Non significatif < 500 000 FCFA
1	IAM GOLD ESSAKANE SA	(109 110 722)	-	(109 110 722)	-	-	-
2	SEMAFO BURKINA FASO	97 573 816	-	(20 614 204)	118 188 480	-	(460)
3	SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	(228 323)	-	-	-	-	(228 323)
4	SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	(108 121 256)	-	(108 121 352)	-	-	96
5	KALSAKA MINING	245 191	-	-	-	-	245 191
6	BURKINA MINING COMPANY (BMC)	(30 026)	-	(30 026)	-	-	-
7	SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	1 419 765	-	(700 670)	2 004 435	-	116 000
8	BISSA GOLD	(21 365 403)	-	(21 365 403)	-	-	-
9	NANTOU MINING SA	(44 238 310)	-	(17 000 000)	500 000	(27 406 810)	(331 500)
10	OREZONE INC SARL	(2 357 694)	3 199 400	(5 557 094)	-	-	-
11	AMPELLA MINING	62 651	-	-	-	-	62 651
12	GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	(32 123 439)	-	(32 426 287)	-	-	302 848
13	GOLDBELT RESOURCES	(659 457)	-	(660 306)	-	-	849
14	MANA MINERALS	(1 600 412)	-	(1 600 487)	-	-	75
15	HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	(5 000)	-	-	-	-	(5 000)
16	KIAKA GOLD	(36 020)	-	-	-	-	(36 020)
17	GEP MINES	-	-	-	-	-	-
18	JILBEY BURKINA SARL	118 500	-	-	-	-	118 500
19	Riverstone Resources INC.	(45 268 061)	-	(45 268 061)	-	-	-
20	Newmont Ventures LTD	49 939	-	-	50 000	-	(61)
21	Roxgold Burkina Faso	(2 228 858)	-	(2 228 858)	-	-	-
22	Stremco SA	(1 547 294)	-	(1 547 294)	-	-	-
23	Pinsapo Gold	32 084 699	32 084 699	-	-	-	-
24	Essakane Exploration SARL	(604 899)	-	(604 888)	-	-	(11)
25	Pan African Minerals	(3 094 342)	-	(3 094 342)	-	-	-
26	SAV'OR	18 996 741	18 996 741	-	-	-	-
Total		(222 068 214)	54 280 840	(369 929 994)	120 742 915	(27 406 810)	244 835

b. Ecart définitif par taxe

Chiffres en FCFA

No. Sociétés	Ecart résiduels	Origine des Ecartés résiduels				
		Détail non soumis par l'Entreprise Extractive (1)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive (2)	Taxes non reportées par l'Etat (3)	Pièces justificatives non soumises par la société (4)	Non significatif < 500 000 FCFA
Direction Générale des Douanes (DGD)	(251 955 188)	23 098 302	(365 842 332)	118 238 480	(27 406 810)	(42 828)
1 Droits de Douane et taxes assimilées	(166 689 319)	23 098 302	(280 522 483)	118 188 480	(27 406 810)	(46 808)
2 Pénalités (DGD)	(85 265 869)	-	(85 319 849)	50 000	-	3 980
Direction Générale des Impôts (DGI)	30 339 179	30 143 879	(587 662)	500 000	-	282 962
3 Impôt sur les Sociétés (IS)	11 352 685	11 352 685	-	-	-	-
4 Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	497 948	443 154	-	-	-	54 794
5 Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	9 887 435	9 887 435	-	-	-	-
6 Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	(6 051 170)	(6 051 170)	-	-	-	-
7 Retenue à la source intérieur (RET / INT)	1 749 693	1 633 114	-	-	-	116 579
8 Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	90	-	-	-	-	90
9 Retenue à la source extérieure (RET/EXT)	1 164 558	1 155 559	-	-	-	8 999
10 Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	8 523 032	8 523 032	-	-	-	-
11 Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	2 670	2 670	-	-	-	-
12 Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	1 933 588	3 032 000	(587 662)	-	-	(510 750)
16 Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	664 650	167 400	-	-	-	497 250
17 Contribution des patentes	(2 000)	(2 000)	-	-	-	-
20 Pénalités (DGI)	616 000	-	-	500 000	-	116 000
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	(452 205)	1 038 659	(3 500 000)	2 004 435	-	4 701
21 Redevances proportionnelles (Royalties)	8 156 234	8 156 118	-	-	-	116
22 Taxe Superficiaire	(5 102 939)	(7 107 459)	-	2 004 435	-	85
24 Droits Fixes	(3 495 500)	-	(3 500 000)	-	-	4 500
26 Frais de dossier	(10 000)	(10 000)	-	-	-	-
Total	(222 068 214)	54 280 840	(369 929 994)	120 742 915	(27 406 810)	244 835

(1) Détail des paiements non soumis par les sociétés extractives

Les deux entreprises PINSAPO et SAVO'R n'ont pas soumis le détail de leurs paiements au sein de leurs formulaire de déclaration. Ainsi, nous n'étions pas en mesure de concilier les paiements de ces entreprises avec ceux déclarés par les différentes régies financières.

(2) Flux de paiements reportés par l'Etat non confirmés par les sociétés extractives

Il s'agit de droits de douane, de TVA et de taxes superficielles reportés par l'Etat et non reportés par les sociétés extractives. Les demandes de confirmation de ces montants envoyées aux sociétés extractives sont restées sans suite.

(3) Flux de paiements reportés par la société extractive et non appuyés par des documents justificatifs

Il s'agit principalement de droits de douane reportés par SEMAFO et non reportés par l'Etat. A cause de l'absence de quittances justifiant le paiement de ces montants, la DGD n'a pas été en mesure de confirmer le paiement de ces droits.

(4) Flux de paiements reportés par les sociétés minières non confirmés par l'Etat

Il s'agit de taxes reportées par les sociétés minières, qui n'ont pas été confirmées par l'Etat et qui n'ont pas pu être justifiées par des quittances de la part des dites sociétés.

6.2. Conciliation des remboursements de crédit de TVA

Le total des écarts entre les remboursements de crédit de TVA déclarés par les sociétés extractives et la DGI s'élevait au titre de l'exercice 2012 suite au premier rapprochement et avant les travaux de conciliation à 7 186 773 767 FCFA, se détaillant, par société, comme suit :

Sociétés	Sociétés	Gouvernement	Différence initiale
ESSAKANE	(13 872 022 575)	(17 161 609 450)	3 289 586 875
SEMAFO	(8 354 883 500)	(8 354 883 026)	(474)
SMB	(8 077 944 126)	(8 077 944 126)	-
SOMITA	(3 613 822 047)	(4 912 442 681)	1 298 620 634
KALSAKA MINING	(1 155 120 945)	(3 753 687 677)	2 598 566 732
BMC	(2 271 638 715)	(2 271 638 715)	-
PINSAPO Gold	(23 348 689)	(23 348 689)	-
Total	(37 368 780 597)	(44 555 554 364)	7 186 773 767

Les ajustements opérés sur les déclarations des sociétés extractives se résument comme suit, la description ainsi que le détail de chaque ajustement se présentent dans les points ci-dessous :

Sociétés	Taxes payées non reportées (a)	Erreur de reporting (b)	Total
SOMITA	(1 298 368 273)	-	(1 298 368 273)
KALSAKA MINING	(1 668 731 505)	(613 348 570)	(2 282 080 075)
Total	(2 967 099 778)	(613 348 570)	(3 580 448 348)

- (a) Il s'agit des remboursements de TVA encaissés par les sociétés extractives mais qui n'ont pas été reportés par celles-ci dans leurs déclarations.
- (b) Ce montant correspond à un remboursement de TVA de 306 674 285 FCFA qui a été constaté par la société en signe positif lors de la préparation du formulaire de déclaration. Ainsi, nous avons réintégré le dit montant afin de corriger l'effet du signe négatif en constatant un ajustement pour le double du dit montant.

Les ajustements opérés sur les déclarations de la DGI se résument comme suit, la description ainsi que le détail de chaque ajustement se présentent dans les points ci-dessous :

Sociétés	Taxes perçues hors de la période de réconciliation (a)	Erreur de reporting (montant et détail) (b)	Total
ESSAKANE	3 289 586 875	-	3 289 586 875
SOMITA	-	252 361	252 361
KALSAKA MINING	316 486 657	-	316 486 657
Total	3 606 073 532	252 361	3 606 325 893

(a) Il s'agit des remboursements de TVA reportés par la DGI et qui sont payés en dehors de la période, soit après le 31 décembre 2012.

(b) Ce montant correspond à une différence entre le montant reporté par la DGI et le montant du chèque reçu par la société. Cet ajustement a été confirmé par la DGI.

A la fin des travaux de conciliation, la somme des écarts résiduels non réconciliés des remboursements de crédit de TVA s'élève à (474) FCFA. Cet écart se trouve en dessous du seuil de 500 000 FCFA retenu par le Comité de Pilotage ITIE. Ces écarts se détaillent comme suit :

Sociétés	Sociétés	Gouvernement	Différence finale
ESSAKANE	(13 872 022 575)	(13 872 022 575)	-
SEMAFO	(8 354 883 500)	(8 354 883 026)	(474)
SMB	(8 077 944 126)	(8 077 944 126)	-
SOMITA	(4 912 190 320)	(4 912 190 320)	-
KALSAKA MINING	(3 437 201 020)	(3 437 201 020)	-
BMC	(2 271 638 715)	(2 271 638 715)	-
PINSAPOGold	(23 348 689)	(23 348 689)	-
Total	(40 949 228 945)	(40 949 228 471)	(474)

6.3. Conciliation des données sur l'exportation

Les écarts sur les volumes des exportations et sur les valeurs totalisent respectivement 74,88 Kg d'or et (2 601 671 315 FCFA) et se détaillent par société comme suit :

Société	Déclaration de la société		Déclaration de l'Etat		Différence	
	Quantité (Kg)	Montant estimé (FCFA)	Quantité (Kg) ²⁰	Montant (FCFA) ²¹	Quantité (Kg)	En Valeur (FCFA)
ESSAKANE SA	10 848,79	296 789 153 272	10 848,79	297 090 153 850	-	(301 000 578)
SEMAFO	5 302,72	145 127 083 381	5 302,72	145 127 293 381	-	(210 000)
SMB	4 342,24	118 950 180 079	4 341,52	118 950 177 752	0,72	2 327
SOMITA	3 919,20	107 175 236 894	3 916,68	103 236 293 420	2,52	3 938 943 474
KALSAKA	1 768,12	49 559 980 289	1 841,63	50 663 859 179	(73,51)	(1 103 878 890)
BMC	2 816,97	77 021 740 646	2 818,91	77 094 282 899	(1,94)	(72 542 253)
Stremco SA	25,44	682 174 290	25,44	704 906 676	-	(22 732 386)
Pinsapo Gold	97,39	2 482 027 730	100,06	2 482 030 739	(2,67)	(3 009)
SAV'OR ²²	NC	NC	NC	5 040 250 000	-	(5 040 250 000)
Total	29 120,87	797 787 576 581	29 195,75	800 389 247 896	(74,88)	(2 601 671 315)

²⁰ Chiffres réportés par la DGMG

²¹ Chiffres déclarés par la DGD

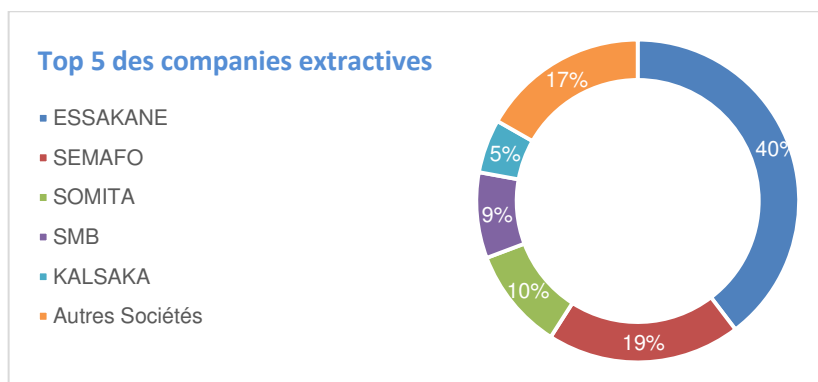
²² Le comptoir SAV'OR n'a pas communiqué les quantités d'or exportés

7. ANALYSE DES DONNEES ITIE

7.1 Revenus de l'Etat

7.1.1 Analyse des revenus par société minière

Nous présentons dans le graphique ci-dessous une synthèse des paiements après ajustements par société minière des flux rapportés par les différentes régies financières. Nous avons adopté les chiffres ajustés à partir des déclarations des régies financières.

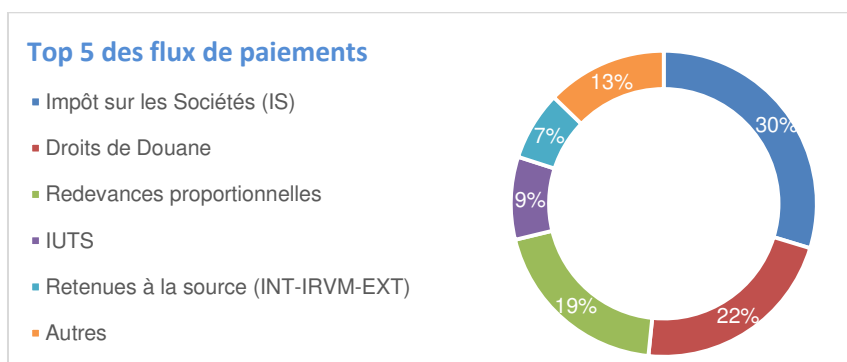


Chiffres en FCFA

Sociétés	Paiements perçus par l'Etat (FCFA)	%
IAM GOLD ESSAKANE SA	74 551 171 426	40%
SEMAFO BURKINA FASO	36 495 504 377	19%
SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	19 196 100 735	10%
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	16 157 037 170	9%
KALSAKA MINING	10 120 321 923	5%
Autres sociétés	31 512 425 020	17%
Total	188 032 560 651	100%

7.1.2 Analyse des revenus par flux de paiement

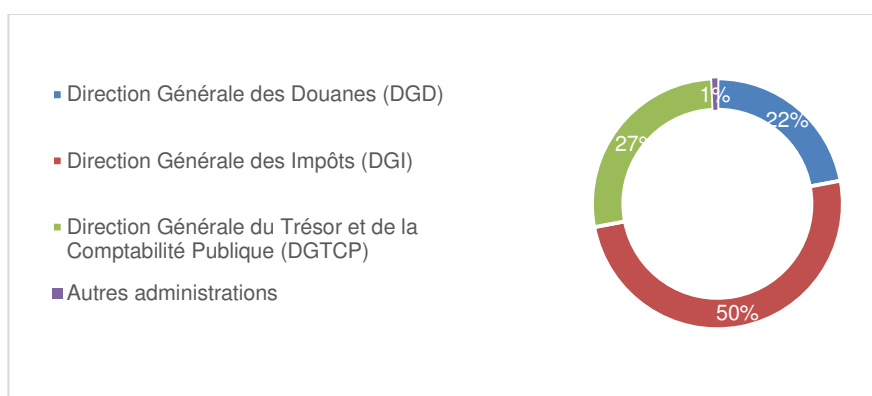
Les flux de revenus les plus significatifs en termes de recettes perçues par l'Etat sont classés par nature et par ordre d'importance comme suit :



Chiffres en FCFA

Taxes	Paievements perçus par l'Etat (FCFA)	%
Droits de Douane et taxes assimilées	41 098 262 916	22%
Impôt sur les Sociétés (IS)	55 827 865 803	30%
Redevances proportionnelles (Royalties)	36 876 091 392	19%
Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	16 448 786 256	9%
Retenus à la source (INT- IRVM- EXT)	13 699 743 975	7%
Autres impôts et taxes	24 081 810 309	13%
Total	188 032 560 651	100%

7.1.3 Analyse des revenus par régie financière



Les recettes perçues par chaque administration retenue dans le périmètre de conciliation pour l'exercice 2012 se présentent comme suit :

Chiffres en FCFA

Administration	Payements perçus par l'Etat (FCFA)	%
Direction Générale des Douanes (DGD)	41 457 625 220	22%
Direction Générale des Impôts (DGI)	93 965 873 496	50%
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	51 346 271 186	27%
Bureau National des Évaluations Environnementales (BUNEE)	28 437 093	-
Autres flux de paiements significatifs	1 234 353 656	1%
Total	188 032 560 651	100%

7.2 Paiements sociaux

Les paiements reportés par les sociétés extractives au titre des projets de dépenses sociales après ajustements est égal à 2 725 204 741 FCFA. Le montant initialement reporté pour un montant de 3 095 528 225 FCFA, ainsi que la nature des ajustements opérés se détaillent comme suit :

Nom de la société	Paiements sociaux volontaires		Paiements sociaux obligatoires			Total
	Contributions en numéraire	Contributions en nature	Déclaration initiale	Ajustements	Montant après ajustements	
ESSAKANE SA	-	-	1 339 500 070	-	1 339 500 070	1 339 500 070
SEMAFO	21 540 116	516 241 905	-	-	-	537 782 021
SMB)	39 762 629	-	-	-	-	39 762 629
SOMITA	39 874 517	-	-	-	-	39 874 517
KALSAKA MINING	79 366 786	-	357 131 569	(318 978 316)	38 153 253	117 520 039
BMC)	-	138 898 625	-	-	-	138 898 625

Nom de la société	Paiements sociaux volontaires		Paiements sociaux obligatoires			Total
	Contributions en numéraire	Contributions en nature	Déclaration initiale	Ajustements	Montant après ajustements	
BISSA GOLD	3 325 000	-	-		-	3 325 000
NANTOU MINING SA	174 695 740				-	174 695 740
OREZONE INC SARL	2 960 500	-	3 000 000		3 000 000	5 960 500
GRYPHON MINERALS	-	24 724 324	-		-	24 724 324
KIAKA GOLD	-	70 061 525	-		-	70 061 525
Riverstone Resources	-	-	51 345 168	(51 345 168)	-	-
Newmont Ventures LTD	3 000 000				-	3 000 000
Roxgold Burkina Faso			34 195 465		34 195 465	34 195 465
Stremco SA	800 000	2 000 000			-	2 800 000
Pinsapo Gold	4 971 528		36 833 758		36 833 758	41 805 286
Pan African Minerals		151 299 000			-	151 299 000
Total	370 296 816	903 225 379	1 822 006 030	(370 323 484)	1 451 682 546	2 725 204 741

(*) Il s'agit de règlement de cotisations CNSS reporté par la société extractives au niveau des paiements sociaux.

7.3 Transferts infranationaux

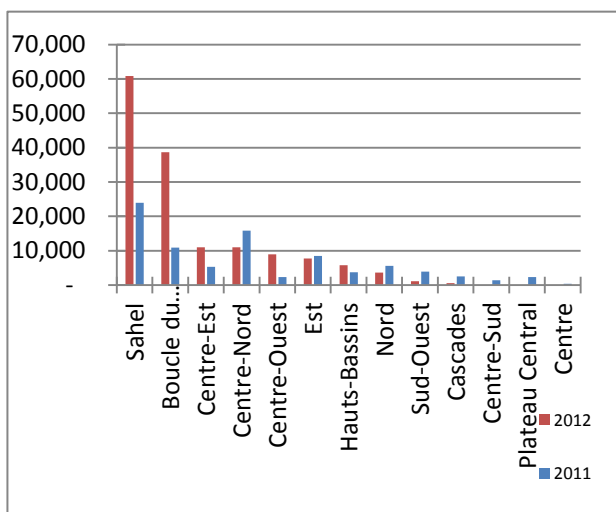
Les transferts infranationaux tels que issus des déclarations des différentes agences de l'Etat se détaillent comme suit :

Description de paiement	Montant du transfert en KFCFA
Transferts au titre de la Taxe superficielle	494 031
Transferts au titre des recettes du BUNEE	-
Transferts au titre des recettes Douanières	3 960 178
Autres recettes transférées	-
Total	4 454 209

Les transferts infranationaux, effectués en 2012, au titre des **taxes superficiaires** encaissées par la DGTCP au cours de 2011 et qui ont fait l'objet de rétrocession au profit des collectivités locales totalisent 494 031 KFCFA et se présentent par collectivité comme suit :

Nous avons relevé une évolution significative de 470% des transferts effectués par la DGTCP au profit des collectivités en passant de 86 488 KFCFA en 2011 à 494 030 KFCFA en 2012. Cette évolution est due à l'augmentation des recettes provenant des taxes superficiaires.

Collectivités Territoriales	Transferts 2011 en KFCFA	Transferts 2012 en KFCFA
Région du Sahel	23 948	201 794
Région de la Boucle du Mouhoun	10 861	143 113
Région du Centre-Est	5 264	60 843
Région du Centre-Nord	15 799	38 653
Région du Centre-Ouest	2 289	10 998
Région de l'Est	8 467	10 993
Région des Hauts-Bassins	3 763	8 896
Région du Nord	5 589	7 720
Région du Sud-Ouest	3 901	5 751
Région des Cascades	2 530	3 601
Région du Centre-Sud	1 382	1 104
Région du Plateau Central	2 298	563
Région du Centre	397	-
Total	86 488	494 030



Les transferts effectués par la DGD au profit des organismes régionaux (CEDEAO et UEMOA) et au Bureau Burkinabé du Droit d'Auteur (BBDA) totalisent 3 960 178 415 FCFA au titre de l'année 2012. Le détail de ces transferts par type de paiement se présente comme suit :

Description de paiement	Montant du transfert en FCFA	Bénéficiaire
PC	1 309 113 226	CEDEAO
PCS	2 629 947 784	UEMOA
RCP	20 867 885	BBDA
RRO	249 520	BBDA
Total	3 960 178 415	

Le détail des transferts infranationaux effectués par la DGD au profit des autres organismes nationaux et régionaux est présenté au sein de l'Annexe 7 « Transferts infranationaux effectués par la DGD ».

7.4 Déclarations unilatérales

7.4.1 Déclaration Unilatérale des sociétés

Taxes	Payements perçus par l'Etat (FCFA)
Autres flux de paiements significatifs	33 182 323
Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	13 486 572
Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	1 187 684 761
Total	1 234 353 656

Les autres paiements significatifs sont les paiements que les sociétés extractives auraient pu réaliser au titre de flux de paiement, taxes ou d'opérations financières non prévus dans le formulaire de déclaration et/ou à des entités publiques non retenues dans le périmètre de conciliation et dont le montant est supérieur à 50 millions de FCFA.

Le total des autres paiements significatifs versés à l'Etat après ajustements sont détaillés comme suit :

Nom de la société	Montant	Reclassement CNSS (*)	Ajustement CNSS (**)	Final
SEMAFO BURKINA FASO	1 072 722 637		(1 052 722 637)	20 000 000
SMB	5 133 123	-	-	5 133 123
KALSAKA MINING	-	318 978 316	(318 978 316)	-
AMPELLA MINING GOLD	105 581 778	-	(105 581 778)	-
NANTOU MINING SA	5 719 200	-	-	5 719 200
AMPELLA MINING	1 639 606		(1 639 606)	-
MANA MINERALS	114 508 935		(114 508 935)	-
Riverstone Resources INC.	-	51 345 168	(51 345 168)	-
Roxgold Burkina Faso	2 330 000	-	-	2 330 000
Total	1 307 635 279	370 323 484	(1 644 776 440)	33 182 323

(*) Correspond à des reclassements des contributions sociales payées à la CNSS et reportées, par erreur, sous la rubrique « Paiements sociaux ».

(**) Correspond aux ajustements effectués au titre des paiements des contributions sociales obligatoires déclarées par les sociétés minières et qui ne sont pas retenues par le comité de Pilotage au sein du référentiel ITIE.

Les paiements significatifs identifiés lors de l'exercice de conciliation se présentent, par nature, comme suit :

Nom de la société	Bénéficiaire	Description de paiement	Montant
SEMAFO	Chambre des Mines	Cotisation annuelle 2012	20 000 000
SMB	DGI	Enregistrement bail	5 133 123
NANTOU MINING SA	Autorité Nationale de Radioprotection et de Sureté Nucléaire	Cours de formation en radioprotection pour l'obtention de la qualité de personne compétente en radioprotection (PCR)	2 519 200
	Autorité Nationale de Radioprotection et de Sureté Nucléaire	Autorisation de transporter, d'utiliser et de stocker des jauges	3 200 000
Roxgold Burkina Faso	Receveur des Impôts	Règlement droit d'enregistrement contrat de bail du bureau	330 000
	Receveur Général	Règlement renouvellement permis bouboulou	2 000 000
Total			33 182 323

Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales) : ces taxes payées directement au profit des collectivités locales s'élèvent à 13 486 572 FCFA et se détaillent comme suit :

Société	Flux de paiement	Montant en FCFA	Bénéficiaire	Région
SMB	Taxe sur les agrégats	8 024 000	MAIRIE DE TONGOMAYEL	TONGOMAYEL
		5 404 000		
NANTOU MINING SA	Frais d'enregistrement	58 572	NC	Réo
Total		13 486 572		

NC : Non communiqué

Les Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement : les versements effectués par les sociétés minières au profit du fonds de réhabilitation de l'environnement s'élèvent, au titre de l'année 2012 à 1 187 684 761 FCFA et se détaillent comme suit :

Société	Montant
IAM GOLD ESSAKANE SA	616 522 200
SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	369 065 395
KALSAKA MINING	197 663 833
Pinsapo Gold	4 433 333
Total	1 187 684 761

7.4.2 Déclaration Unilatérale de l'Etat

Les revenus non réconciliés déclarés par les régies financières comme reçu des sociétés extractives non retenues au sein du périmètre de conciliation s'élèvent à 2 371 873 407 FCFA et se présentent, par administration, comme suit :

Chiffres en FCFA

Administrations	Déclaration des Administrations		Paiements retenus		Total
	Sociétés de recherche et comptoirs	Sociétés de carrières	Sociétés de recherche et comptoirs	Sociétés de carrières	
DGD	8 259 855 737	5 466 450 251	254 042 455	0	254 042 455
DGI	5 035 830 586	10 267 039 406	1 100 167 724	0	1 100 167 724
DGTCP	897 587 934	120 075 294		120 075 294	1 017 663 228
Total	14 193 274 257	15 853 564 951	1 354 210 179	120 075 294	2 371 873 407

Le détail des recettes telles que déclarées par les Administrations publiques se présente au sein de l'annexe 6 du présent rapport.

8 CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Recommandations 2012

Absence de Loi pour le Partenariat Public privée

Dans le cadre de nos travaux de conciliation, nous avons relevé l'existence d'un accord de partenariat public privé entre l'Etat et la société « Pan African limited (PAB) » en vue de la réalisation des projets intégrés dans le cadre de la mise en valeur du gisement de manganèse de Tambao.

L'accord a été signé en date du 11 août 2012 entre l'Etat burkinabé représenté par le Ministre des Mines et de l'Energie et le Président du Groupe TIMIS et approuvé par le Ministre de l'Economie et des Finances. A cette date, le cadre juridique régissant de tels accords n'a pas encore été promulgué.

La signature des accords et contrats miniers doit être effectuée conformément aux lois et textes en vigueur afin d'assurer le respect de la loi et garantir, à la fois, les intérêts de la société ainsi que ceux de l'Etat. Ce n'est que le 23 mai 2013 que le décret portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso a été publié.

Flux de paiements non prévus par la loi

Dans le cadre des travaux de conciliation, nous avons relevé l'existence de types de paiements non prévus dans la réglementation:

- Bonus de signature: un bonus de signature de 10 millions de dollars a été payé dans le cadre d'un accord de partenariat public privé avec Pan African limited (PAB) en vue de la réalisation des projets intégrés dans le cadre de la mise en valeur du gisement de manganèse de Tambao.
- Prime de découverte/prime de production: une prime de découverte de 1 US\$ par once d'or exploitable en cas d'annonce de découverte d'un gisement a été prévu au sein de l'accord de reprise des activités de recherche et d'exploitation dans le district aurifère de Poura.

Nous recommandons de prévoir des textes de loi qui régissent ces types de paiements ainsi que les modalités et les règles de leur détermination.

Non-respect des principes d'unité et annualité budgétaire

Le principe de l'unité est un principe fondamental des Finances Publiques qui impose l'obligation de n'établir qu'un seul budget, c'est-à-dire de regrouper dans un même document l'ensemble des dépenses et des recettes quelle que soit la nature pour l'année entière. Toutefois, nous avons relevé qu'un paiement de bonus de signature de 10 millions de dollars dans le cadre d'un accord de partenariat public privé avec Pan African limited (PAB) en vue de la réalisation des projets intégrés dans le cadre de la mise en valeur du gisement de manganèse de Tambao n'a pas été constaté parmi les recettes de l'Etat au cours de 2012 et a fait l'objet d'encaissement dans un compte spécial d'investissement. Ce n'est qu'en 2013 que le montant a été comptabilisé parmi les recettes de l'Etat comme recettes exceptionnelles.

Nous recommandons d'appliquer les principes budgétaires à toutes les recettes de l'Etat, notamment l'annualité et l'unité. Ainsi les comptes de l'Etat pour une année déterminée doivent renseigner sur l'ensemble des recettes encaissées par les différentes régies financières.

Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement

Conformément à l'Article 78 du Code minier les sociétés minières ont l'obligation d'ouvrir et d'alimenter un compte fiduciaire à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ou dans une banque commerciale du Burkina Faso. Les cotisations sont versées selon le plan de fermeture qui est une composante de l'Etude d'impact environnemental.

Dans le cadre de nos travaux de conciliation des recettes et des paiements issues du secteur extractif, nous avons relevé que ces cotisations ne font pas l'objet d'un suivi. L'absence d'un suivi rigoureux ne permet pas de s'assurer que les versements dus ont été effectués et d'assurer l'efficacité des activités de réhabilitation des mines.

Nous recommandons de mettre en place les textes juridiques nécessaires permettant l'utilisation de ces fonds par les entreprises pour la réhabilitation des mines ainsi que le suivi rigoureux de dits versements.

Absence de statistiques sur le secteur des carrières

Dans le cadre de nos travaux de conciliation, nous avons relevé que la Direction Générale des Carrières ne dispose pas de statistiques sur la production du secteur ce qui ne permet pas le suivi et la collecte des redevances proportionnelles.

Nous recommandons de mettre en place les mécanismes de suivi nécessaires afin de permettre d'assurer le suivi de la production des produits de carrières ainsi que la collecte des redevances minières.

Traitement des exonérations en Douane

Dans le cadre de nos travaux de conciliation nous avons relevé que les fournisseurs des entreprises minières bénéficient du même régime douanier que celui des dites entreprises lors des opérations d'importations effectuées pour le compte de ces dernières. Nous avons relevé également que lors de ces opérations d'importations le matricule fiscale du destinataire (société minière) n'est pas indiqué sur le bulletin de liquidation. Cette situation ne permet pas un contrôle à posteriori de la destination des biens importés et ayant bénéficié des exonérations.

Nous recommandons d'intégrer l'information sur le destinataire des importations (nom de la société et matricule fiscale) dans le système « Sydonia » utilisé par la douane lors de l'octroi de l'avantage en plus du dossier physique présenté.

Absence d'un système de gestion et suivi des recettes au sein de la DGTCP (percepteur spécialisé)

Dans le cadre des travaux de conciliation, nous avons relevé l'existence de plusieurs erreurs d'imputation faites par le Receveur Spécialisé auprès des mines. Ces erreurs proviennent essentiellement de l'intervention manuelle due à l'absence d'une application informatique permettant la gestion et le suivi des recettes en utilisant l'IFU des entreprises.

Nous recommandons de doter la perception spécialisée auprès des Mines d'un système de gestion et de suivi des recettes minières permettant la gestion informatisée des recettes et permettant d'éviter les erreurs dues à l'intervention humaine..

Situation du cadastre minier au Burkina

L'examen de la situation du Cadastre minier au Burkina Faso fait apparaître les insuffisances suivantes:

- absence de gestion du cadastre par IFU : nous avons relevé l'existence de plusieurs entreprises non immatriculées à la DGI et qui disposent de titres miniers ;
- absence d'une procédure d'inventaire du cadastre: il est recommandé de prévoir un inventaire périodique du cadastre minier afin d'assurer un suivi rigoureux de l'exactitude du cadastre ;
- absence des autorisations artisanales et semi mécanisées sur le cadastre tenu par la Direction du Cadastre Minier qui se limite aux permis de recherche. Cette situation peut être à l'origine de superposition des permis de recherche et des autorisations artisanales ; et
- absence de numérotation sur les pages du registre des demandes, de contrôle de fermeture du registre des demandes en fin de journée et de séquence numérique pour les demandes. Cette situation ne permet pas de garantir la règle du « Premier venu, premier servi » prévu par la réglementation en vigueur.

Nous recommandons l'organisation du cadastre minier en mettant en place un système capable d'intégrer toutes les données garantissant une gestion transparente et efficiente. Le système informatique du cadastre minier devra être conçu comme un système autonome et indépendant des autres systèmes informatiques du MME, mais compatible pour permettre à l'avenir d'être interconnecté par un réseau « intranet » et favoriser l'exploitation intégrée des données cadastrales, géologiques, minières, y compris l'information sur la gestion environnementale du secteur.

Absence de registre de la propriété réelle

Conformément à la l'Exigence "3.11 Propriété réelle" de la Norme ITIE, il est recommandé que les pays mettant en œuvre l'ITIE tiennent un registre public des propriétaires réels des sociétés qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans les actifs extractifs, incluant l'identité de leur(s) propriétaire(s) réel(s) et leur degré de participation. Si ces informations sont déjà publiques (par exemple via les archives des réviseurs d'entreprises ou des bourses), le rapport ITIE devra indiquer la manière d'y accéder. Toutefois, dans le cadre de notre mission, nous avons relevé l'absence d'un tel registre.

Nous recommandons de mettre en place les dispositions nécessaires pour la tenue et la publication d'un registre public des propriétaires réels des sociétés qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans les actifs extractifs, incluant l'identité de leur(s) propriétaire(s) réel(s) et leur degré de participation.

Registre des licences

Conformément à la l'Exigence 3.9 « Registre des licences » version juin 2013, le registre des licences ou le cadastre devra être rendu public. Toutefois, lors de notre intervention nous avons relevé que les décisions d'octroi des permis que ce soit par arrêté du Ministre chargé des mines ou par décret pris en Conseil des Ministres sont publiées au journal officiel. L'accessibilité à la situation des droits miniers en cours de validité au grand public reste toutefois limitée dans la mesure où celle-ci n'est pas disponible en ligne sur le site web du MME ou de l'ITIE-BF.

Nous recommandons de publier le registre des licences et/ou le cadastre minier sur le site internet du MME ou de l'ITIE Burkina Faso. Ce registre public ou de cadastre doit contenir toutes les informations suivantes, actualisées et complètes, concernant chaque licence octroyée aux entreprises:

- i. le ou les détenteur(s) de licences;*
- ii. les coordonnées de la zone concernée;*
- iii. la date de la demande et de l'octroi de la licence ainsi que sa durée; et*
- iv. dans le cas de licences d'exploitation, les matières premières produites.*

Publication des contrats

Conformément à la l'Exigence 3.12 « Contrats » version juin 2013, les pays mettant en œuvre l'ITIE sont encouragés à divulguer publiquement tous les contrats et licences qui fixent les conditions d'exploitation de pétrole, de gaz et de minéraux. Toutefois, dans le cadre de notre mission nous avons relevé que les contrats signés entre le Gouvernement et les entreprises minières ne sont pas publiés.

Nous recommandons de publier tous les contrats miniers sur le site internet du MME ou de l'ITIE Burkina Faso. Par « contrat », il faut entendre :

- i. le texte intégral de tout contrat, licence, concession, accord de partage de production ou autre accord conclu par ou avec le gouvernement et fixant les conditions d'exploitation de ressources pétrolières, gazières et minières ;*
- ii. le texte intégral de tout addenda, annexe ou avenant fixant les détails relatifs aux droits d'exploitation ou à leur exécution ;*
- iii. le texte intégral de toute modification ou de tout amendement des documents décrits aux points ci-dessus.*

8.2 Suivi des recommandations de 2011

Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
Prévoir une quittance de droits de douane par société Nous avons constaté lors de nos travaux de conciliation des flux de paiements perçus par la Direction Générale des Douanes, que les quittances sont émises par déclarant (le transitaire). En effet, une quittance peut correspondre à des déclarations de plusieurs sociétés en même temps. Cette situation a posé des difficultés aux sociétés lors de la préparation des déclarations, et a été à l'origine d'écarts entre les flux de paiement déclarés par la société et les recettes déclarées par la DGD provenant du fait que le transitaire communique le montant payé au niveau de la quittance. Nous recommandons que la DGD paramètre le système SYDONIA afin de n'émettre qu'une seule quittance par identifiant financier.	Oui	La Direction Générale des Douanes a bien veillé lors de la préparation du formulaire de déclaration à prendre en considération les quittances dont le paiement effectif a eu lieu en 2011.
Utiliser des quittances informatisées pour tous les paiements et pour les bureaux de douane Nous avons relevé lors de nos travaux de conciliation des flux de paiements perçus par la Direction Générale des Douanes, l'existence d'écarts provenant de l'émission de quittances manuelles qui n'ont pas fait l'objet de déclaration soit par la société ou par la DGD. Les quittances manuelles sont émises lors du paiement de certains droits tels que les amendes, les consignations divers et le travail extra légal, ou bien dans certains bureaux de douane qui ne disposent pas encore du système SYDONIA. Nous recommandons que la DGD procède à la mise en place du système SYDONIA au niveau de tous les bureaux de douane du Burkina Faso et de prévoir des quittances informatisées pour tous les types de paiements perçus.	Oui	Dans le cadre de la conciliation des paiements et des recettes extractives, au titre de l'exercice 2012, nous n'avons pas relevé l'existence de quittances manuelles.
Retenues IRF non exhaustivement déclarées par la Direction Générale des Impôts Nous avons constaté lors de nos travaux de conciliation des flux de paiements perçus par la Direction Générale des Impôts, plusieurs quittances de retenues IRF déclarées par les sociétés extractives et non reportées par la DGI.	Non	Dans le cadre des travaux de conciliation de 2012, nous avons relevé l'existence de ces quittances manuelles au titre de l'IRF et qui n'ont pas été déclarées par la DGI.

Recommandation	Mise en place (Oui/Non/en cours)	Description des actions entretenues
L'investigation de l'origine de ces écarts nous a permis de conclure que les retenues IRF payées au niveau des communes et localités ne sont pas centralisées au niveau central conduisant à des omissions de la part de la DGI lors de la préparation des déclarations. La communication avec les bureaux régionaux pour la confirmation des montants perçus par ces derniers n'a été effectuée que durant les travaux de conciliation et après la réception des formulaires de déclaration initiaux. Nous recommandons que la DGI procède systématiquement à la collecte et la centralisation de tous les impôts et taxes perçus (au niveau de la direction générale et des bureaux régionaux) avant le lancement de la réconciliation ITIE.		
Emission des chèques roses (avis de crédit) Nous avons constaté lors de nos travaux de conciliation des flux de paiements perçus par la Direction Générale des Impôts, l'existence de TVA déclarée par la DGI mais non reportée par les entreprises extractives. L'investigation de l'origine de ces écarts nous a permis de conclure que la DGI a inclus au niveau de la déclaration initiale des quittances relatives aux chèques roses (avis de crédit) indiquant le montant de l'exonération de TVA. Ces avis de crédit n'ont pas fait l'objet de paiement effectif et sont émis à titre indicatif. Nous recommandons que la DGI veille à inclure uniquement les montants effectivement encaissés lors de la préparation des formulaires de déclaration.	Non	Dans le cadre des travaux de conciliation de 2012, nous avons relevé que la DGI a déclaré les chèques roses parmi les recettes. Nous les avons retraités pour le besoin de la conciliation.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des productions déclarées par les sociétés extractives

Sociétés	Production (a)		Exportation (a)			
	Or en Kg	Montant (million FCFA)	Or en Kg	Valeur réelle (million FCFA)	Entité destinataire de l'expédition	Pays du destinataire de l'expédition
IAM GOLD ESSAKANE SA	9 925,71	NC	10 848,79	NC	METALOR	Suisse
SEMAFO BURKINA FASO	5 302,72	58 783 738	5 302,72	155 146 468	METALOR	Suisse
SMB	4 342,24	108 507 565	4 342,24	108 507 565	Rand Refinery Ltd SA	Afrique du sud
SOMITA	3 919,20	109 460 634	3 919,20	109 460 634	METALOR	Suisse
KALSAKA MINING	1 768,12	45 484 335	1 768,12	45 484 335	METALOR Technologie SA	Suisse
BMC	2 580,69	63 220 449	2 816,97	77 093 539	METALOR Technologie SA	Suisse
Stremco SA	77,86	2 298 660	25,44	707 158	METALOR	Suisse
Pinsapo Gold	NC	NC	97,39	2 003 299	METALOR	Suisse
TOTAL	27 916,53	387 755 381	29 120,86	498 402 999		

Source : données communiquées par les sociétés minières.

Annexe 2 : Profil et propriété réelle des entreprises retenues dans le périmètre de conciliation

No	Nom de la société	UFI	Date de création	Produit	Capital (FCFA)	Actionnariat et propriété					Propriétaires réelle
						Actionnaires	% d'intérêt	Nationalité	Coté en bourse (oui/non)	Place boursière	
1	IAM GOLD ESSAKANE SA	00016079 H	29/04/2008	Or	10 000 000	Etat Burkinabé	10%	NA	NA	NA	NA
						IAMGOLD CORPORATION	90%	Canadienne	oui	T.S.E. Toronto Stock Exchange N.Y.S.E. - New York Stock Exchange	NA
2	SEMAFO BURKINA FASO	00009763 S	01/01/2007	Or	10 000 000	Etat Burkinabé	10%	NA	NA	NA	NA
						SEMAFO (BARBADOS) Limited	86%	Barbades	oui	T.S.E. Toronto Stock Exchange	NA
3	SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	00011610 K	0/04/2007	Or	10 000 000	AUTRES	4%	Canadienne	NC	NA	NA
						Etat Burkinabé	10%	NA	NA	NA	NA
						RESOLUT LTD	89,99%	Anglaise	oui	Londres	NA
4	SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	00007047 V	2004	Or et Argent	10 000 000	Jim Wynn	0,01%	Anglaise	NC	NC	NA
						Entités publiques	10%	NA	NA	NA	NA
5	KALSAKA MINING	00003453 T	18/11/2004	Or	10 000 000	High River Gold	90%	Canadienne	oui	Londres	NA
						AMARA MINING PLC	77,90%	Britannique	oui	Londres	NA
						IMAR-B	12%	Burkinabé	NC	NC	NA
						CLUFF MINING BURKINA	0,10%	Burkinabé	NC	NC	NA
6	BURKINA MINING COMPANY (BMC)	00006204 X	23/10/2002	Or	10 000 000	Etat Burkinabé	10%	NA	NA	NA	NA
						ENDEAVOUR MINING CORPORATION	90%	Canadienne	oui	TORONTO	NA
7	SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	00017763 Y	01/10/2010	Or	1 000 000	AMPELLA MINING LIMITED	100%	Australienne	oui	SSX AUSTRALIE	NA
8	BISSA GOLD	00030276 N	17/12/2010	Or et Argent	10 000 000	Entités publiques	10%	NA	NA	NA	NA
						JILBEY	90%	Russe	oui	Londres	NA
9	NANTOU MINING SA	00010790 T	20/03/2007	Zinc/Pi omb	10 000 000	Etat Burkinabé	10%	NA	NA	NA	NA
						BOUNDARY VENTURE LIMITED	90%	Suisse	non	NA	60.1% Glencore (société coté sur la bourse de Londres)

No	Nom de la société	UFI	Date de création	Produit	Capital (FCFA)	Actionnariat et propriété					Propriétaires réelle
						Actionnaires	% d'intérêt	Nationalité	Coté en bourse (oui/non)	Place boursière	
											39.9% Blackthorn Ressources
10	OREZONE INC SARL	00007345 N	24/09/2003	Or	1 000 000	OREZONE GOLD CORPORATION	100%	Canadienne	oui	Ottawa	NA
11	AMPELLA MINING	00009384 A	06/12/2006	Or	1 000 000	AMPELLA MINING LIMITED	100%	Australienne	oui	ASX AUSTRALIE	NA
12	GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	00014729 V	2008	Or	2 000 000	Gryphon Minerals West Africa PTY Ltd	100%	Australienne	oui	ASX AUSTRALIE	NA
13	GOLDBELT RESOURCES	00000261 N	22/11/2005	Or	1 000 000	Resolute West Africa LTD	100%	Britannique	non	NA	NC
14	MANA MINERALS	00007572 J	01/11/1996	Or	10 000 000	SEMAFO BARBADOS LTD	100%	Barbades	oui	T.S.E. Toronto Stock Exchange	NA
15	HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	00002927 P	23/04/1996	Or	5 000 000	High River Gold	100%	Canadienne	oui	T.S.E. Toronto Stock Exchange	NA
16	KIAKA GOLD	00023755 F	29/11/2009	Or	5 000 000	VOLTA RESOURCES CAYMAN INC	100%	Ile Cayman	non	NA	NC
17	GEP MINES	00010855 Z	28/06/1999	Or	1 000 000	GAMSONRE Josette (personne physique)	81,25%	NC	NA	NA	NC
						GAMSONRE Christel (personne physique)	6,25%	NC	NA	NA	NA
						GAMSONRE Thouvenot Séverine (personne physique)	6,25%	NC	NA	NA	NA
						GAMSONRE Christophe (personne physique)	6,25%	NC	NA	NA	NA
18	JILBEY BURKINA SARL	00002929 N	15/03/2005	Or	2 000 000	High River Gold	100%	Canadienne	oui	T.S.E. Toronto Stock Exchange	NA
19	Riverstone Resources INC.	00002772 D	05/07/2007	Or	2 000 000	Truegold Mining Inc	100%	Canadienne	oui	T.S.E. Toronto Stock Exchange	NA
20	Newmont Ventures LTD	00018011H	2008	Or	NA(*)	Newmont Ventures LTD	100%	Américaine	NC	NC	NC
21	Roxgold Burkina Faso	00034469 W	22/07/2011	Or	1 000 000	Roxgold INC	100%	Canadienne	Oui	Toronto	NA
22	Stremco SA	00015483 U	2008	Or	245 000 000	Nicolas de LESGUERN (personne physique)	51%	Française	NA	NA	NC

No	Nom de la société	UFI	Date de création	Produit	Capital (FCFA)	Actionnariat et propriété					
						Actionnaires	% d'intérêt	Nationalité	Coté en bourse (oui/non)	Place boursière	Propriétaires réelle
						Jean Claude BOUERI (personne physique)	42%	Libanaise	non	NA	NA
						Abel BERE (personne physique)	7%	Burkinabè	non	NA	NA
23	Pinsapo Gold	00026274 N	01/04/2010	Or	10 000 000	PINSAPO GROUP	100%	Suisse	non	NA	NC
24	Essakane Exploration SARL	00006970 E	38937	Or	2 000 000	IAMGOLD	100%	canadienne	oui	T.S.E. Toronto Stock Exchange N.Y.S.E. - New York Stock Exchange	NA
25	Pan African Minerals	00027414 C	01/06/2010	Or	50 000 000	Pan African Minerals Ltd	100%	Iles Caïman	non	NA	Pan African Minerals Ltd 100%
26	SAV'OR	00014220P	17/01/2008	Or	2 000 000	SAV'OR	NC	NC	NC	NC	NC

(*) Il s'agit de la succursale de la société Newmont, n'ayant pas de capital

NC : non communiqué

NA : Non applicable

Annexe 3 : Liste de sociétés non retenues dans le périmètre de conciliation

Annexe 3.1 Comptoirs d'achat/Société de recherche

N°	Nom de la société	N°	Nom de la société	N°	Nom de la société	N°	Nom de la société
1	3 II Ressources	80	E.S.D	159	Nouria Hold International	237	Sawadogo Salifou
2	ACC Burkina Faso	81	Eburnean Resources Limited	160	Nouvelle Cofibi sarl	238	Sawadogo Sayouba
3	ACC Resources	82	El Hadji Bazié Ouahabo	161	NYAMPA youssoufi	239	Sawadogo Souleymane
4	Aditi Gold Mining sarl	83	El Hadji SANA Adama	162	Nyieme Gold Sarl	240	Sawadogo Yembila
5	AFC-Constelor Panafrican R	84	EPSILON Gold Mines Ltd	163	Omega International sarl	241	Sebré Serge Aboubacar
6	African Resources Mining	85	ER Burkina Exploration Sarl	164	Orex Ressources sarl	242	SEDGOLD SARL
7	Afro Asian Mineral Resources-Burkina	86	ESMAF	165	OSLO PLATFORM BURKINA (O.P.B) SARL	243	SEM Industries
8	AGMDC	87	ETABLISSEMENT OUEDRAOGO SANATA SA.	166	Ouattara Daouda	244	SEMG
9	Anouga O.Moumouni	88	Etruscan Ressources	167	Ouattara Jean P. Nabléni	245	SEMIKO SARL
10	Aperio Resources Sarl	89	EXMA	168	Ouédraogo Abdoulaye	246	SERA jv harmattan gold
11	AR.PA.RI CAVO SARL	90	Extractor Canada Mining	169	Ouedraogo Amadé	247	SERE Adama
12	ARGENTO Exploration BF SARL	91	FINANCIAL GOLD SERVICES-BURKINA FASO (FGS-BF) SARL	170	Ouédraogo Awa	248	SERMIS SA
13	Askia Minerals Sarl	92	FOFANA Ahmed	171	Ouédraogo Bassirou	249	SEVAO/B SARL
14	AU-TRADER BURKINA SARL	93	Forages Burkinabé	172	Ouédraogo Benjamin	250	Sidibé Ousmane
15	Avion Gold BF sarl	94	Gaoua Minerals Sarl	173	Ouédraogo Daouda	251	Sinon Hamidou
16	BAGUERA SARL	95	GEDES	174	Ouédraogo Elie Justin	252	SIRIMA/KABORE Alima Lydie
17	BARRO Fousseini	96	GEFI-METAUX ET PIERRES PRECIEUX SARL	175	Ouédraogo Hamidou	253	SIRIOR COMPTOIR SARL
18	Barry Madani Hamadoum	97	GENERALE DE COMMERCE D'OR (GECOR) BURKINA FASO SARL	176	Ouédraogo Idrissa	254	SOCIETE AFRICAINE DE VENTE ET D'ACHAT D'OR
19	BARSKY	98	GETRASEMI	177	Ouédraogo Issa Paraté	255	Société CASSEZ
20	Bassiri ZANGO	99	Gienso Exploration Sarl	178	Ouédraogo Mahanmadou	256	SOCIETE DE RECHERCHE, D'ACHAT ET DE VENTE D'OR (SO.RA.VO) SARL
21	BASSOLE Boubacar	100	GLOBAL MINING AND TRADING	179	Ouédraogo Médard	257	Société de Valor de Miner
22	BATIMAX SUARL	101	GOLD ROGER SARL	180	Ouedraogo Parate Issa	258	SOCIETE IRIA SADOUKA (SISA) SARL
23	BEGE	102	GOLDEN AGE-BURKINA FASO SARL	181	OUEDRAOGO Saidou	259	SOCIETE KABORE BOUKARE (SO.KA.BOU) SUARL
24	BELEM sakour	103	Golden Rim Resources Burkina Sarl	182	Ouédraogo Souleymane	260	Société Minière de Kerboulé(SMK) Sarl

N°	Nom de la société	N°	Nom de la société	N°	Nom de la société	N°	Nom de la société
25	Bense A. Jean Aimé	104	Golden Star Exploration Bu	183	Ouédraogo Tassere	261	SOCIETE PATENE (S.P.S) SARL
26	BEZIR METAL SARL	105	Goldrush Burkina Sarl	184	P O M	262	SOCIETE R&k SARL
27	Birim Goldfields Burkina	106	GROUPE BISMILLAH INTERNATIONAL SARL	185	Pafadnam Adama	263	SOCIETE SAMI MOHAMMED ABID AL MUWALLAD SARL
28	Birimian Resources Burkina Faso sarl	107	GROUPE C.E.M.G.E (Compagnie d'Exploitation Minière à Grande Echelle) SARL	186	Pafadnam Ali	264	SOCIETE SOM SOORE SARL
29	Birimian BVI Ltd	108	GUIRO Abdou Matinou	187	Pafadnam Hamidou	265	SOCOR SARL
30	Blackthorn Resources Sarl	109	GUY GOLD SARL	188	Pafadnam Saïdou	266	Somé/Arcenes Marie Therèse
31	BOLOGO Bebyegda	110	Harewood Burkina Sarl	189	Pafadnam Salif	267	Somika Sarl
32	BONODON SARL	111	Harmattan Gold Pty Ltd	190	Pafadnam Sayouba	268	Somitra
33	Boss Gold Sarl	112	HIEN Tiomourete	191	Pan African Minerals Burkina Sarl	269	SONA-OR SARL
34	Boss Minerals Sarl	113	High River Gold Exploration Burkina Sarl	192	Paré Karim	270	SOOM-SORE
35	Boudo Aristide Jean Clémén	114	ILBOUDO Bassibri Christophe	193	Pinsapo Trading SA	271	Soré Daouda
36	Bourougou Sébi	115	INTERNATIONAL GOLD BUSINESS TRADING (I.G.B.T) SARL	194	Point Grey Holdings Ltd	272	Soré Madi
37	BT-MINES SARL	116	KABORE Bila Ghislain	195	PPM Burkina Sarl	273	SORO Tasséré
38	Bur d'Etud des Géos (BEGE)	117	Kaboré Nomwendé	196	Precision Resources Sarl	274	SOTEXMI
39	Bur. Cons. Serv. (BCS)	118	KABORE O François	197	Predictive Discovery	275	South Shore Group Burkina Faso sarl
40	Burkina Main d'Or Sarl	119	KANAZOE Djibril	198	Pyramide-M	276	Soutra Mining S.A
41	Burkina Or Metal sarl	120	Kanis	199	Rabo Mahamadou	277	Sphinx Exploration of Burkina(SEB)
42	BURKINA SUCCESS SARL	121	KARAMBIRI Boubacar	200	Randgold resources Limited	278	SUK
43	Business Focus WW SDN BHD	122	Kinda Jean Pascal	201	Remi Harouna Toguyeni	279	SVMO
44	CAMEC Burkina Sarl	123	Kinda N. Abdoulaye	202	Ressources Searchgold Inc	280	TAMBOURA aboubacar karia
45	Canube & Moca	124	Kindo Adama	203	Ressources Tangayen SA	281	TANLOUKA SARL
46	CAPFORE	125	Kindo Harouna	204	ROYAL OR SARL	282	TAPSOBA Barthelemy
47	Carabine Resources Sarl	126	Konaté Mamadou	205	S2E	283	Tapsoba Boukary
48	Caracal Gold Burkina Sarl	127	Koundobo Issa Saidou	206	SABIMA	284	TAPSOBA M. Serge Daniel
49	CASSEZ	128	L'Africaine des Travaux Publics(ATP)	207	SACVE OR SARL	285	Tapsoba Mahamadi
50	CEMIPEC	129	Lassester Gold Limited	208	Salma International	286	Taurus Gold Burkina Faso Sarl
51	Cluff Gold Segs Sarl	130	LINKS SARL	209	SANA Adama	287	Thiombiana/Ouat Alima
52	Cluff Mining Burkina Sarl	131	LMZ Gold Burkina SARL	210	Sangaré Bourehima	288	TOJIZARRIN SARL
53	CMP sarl	132	M Diallo T. Sakinatou	211	SANKARA Hamidou	289	TRAORE H Baba
54	COACO SARL	133	Maïga Lamin	212	Sanou Bo Ibrahima Abraham	290	Traoré B. Hamidou
55	COGIE/OM SARL	134	Métal Mass	213	Sanou Boubacar	291	TRAORE Boureima
56	Comoé Exploration Sarl	135	METAUX SAV'OR SARL	214	Sanu Resources Burkina Sarl	292	TRAORE Ibrahim

N°	Nom de la société	N°	Nom de la société	N°	Nom de la société	N°	Nom de la société
57	COMPAGNIE D'EXPLOITATION D'ACHAT ET DE VENTE D'OR (CEAV'OR) SARL	136	Midle Island Resources Ltd	215	SANU-MUSO SARL	293	TRAORE Issiaka
58	COMPAGNIE DE DISTRIBUTION, DE REPRESENTATION ET DE PRESTATION SARL	137	Mihin Souleymane	216	Sarama Mining Burkina sarl	294	TRAORE Issiaka Zoma
59	Compagnie Générale des Mines du Faso COGEMIF	138	MIMAN Seidou Moustapha	217	SATCOM	295	Traoré Mamoudou
60	Compaoré Noufou	139	MINE BELEM ET FRERES (MBF) SARL	218	SAV'OR SARL	296	VEMA Resources Ltd
61	COMPTOIR D'OR HELKA SARL	140	Mineral Resources Burkina Sarl	219	Savadogo Boukary	297	Vital Metals Burkina
62	COMPTOIR OR DAKISWENDE	141	Mme Diallo/T Sakinatou	220	SAVADOGO Idrissa	298	WA Res. Exploration
63	COREMI	142	MME GrandJean/ HULDA	221	SAVADOGO Mahamadi	299	Wentworth Gold Sarl
64	CRONCORP (MINING) SARL	143	Mme GUEMBRE Maimouna	222	Savadogo Mamoudou	300	West Africa Mining
65	CULLINAN SA	144	Mme SAWADOGO Fatimata	223	Savadogo Saydou	301	West African Resources Limited
66	Dallo Amadou	145	Mme TRAORE Moffa Bernadette	224	SAV'OR SARL	302	West African Resources. Development
67	DARITOS OR SARL	146	Mme Zaba/ Ouédraogo Zara	225	Sawadogo Amadé	303	Wura Resources PTY LTD
68	DERE GOLD INTERNATIONAL SARL	147	NABALOU M Patrice	226	Sawadogo Hamidou	304	YAMPA Youssoufi
69	Derra Oumarou Abdouramane	148	NACOU LMA S. Agrétou	227	SAWADOGO Ibrahim	305	Yatenga Holdings Ltd
70	DIA GOLD SARL	149	Nana Boukary	228	Sawadogo Idrissa	306	Zaba/Ouédraogo Zara
71	Diallo Maliki	150	Nantou Mining Limited B.V	229	Sawadogo Kibsa	307	Zallé Abdou Malick
72	DIALLO T Sakinatou	151	Napon Salif	230	Sawadogo Mamoudou	308	ZALLE Inoussa
73	DIALLO Amadou	152	Natural Ressources Group	231	Sawadogo Misbila	309	ZOMBRE L Francis
74	Diallo Hamidou	153	NC	232	Sawadogo Moumouni	310	Zombré L Francis
75	DIALLO/T. Sakinatou	154	Nébie Alain Georges	233	Sawadogo N. Ali	311	ZONGO Richard
76	Diamond Cement Burkina SA	155	NEMARO GOLD BURKINA SARL	234	Sawadogo Noraogo Mahamadi	312	Zoré karim
77	DIANDA Boureima	156	Nonguierna Jean Mathieu	235	Sawadogo Ouiraogo Rasmané	313	ZOROME ousseini
78	DICKO Hama Hamadou	157	NORD OR SARL	236	Sawadogo Ousmane	314	ZOUNGRANA G. Etienne
79	E.I.A.R.F BUSINESS SARL	158	NOUFAN GOLD SARL				

Annexe 3.2 Sociétés de carrière

N°	Titulaire d'autorisation	N°	Titulaire d'autorisation
1	AZIMO	21	Continental Group
2	FADOUL Technobois	22	EBOMAF
3	COMPAORE T. Félix	23	HAGE INDUSTRIES
4	BTM	24	AFRICAIN DES TRAVAUX PUBLICS
5	Entreprise Oumarou KANAZOE	25	ASI-BF
6	HAGE Industries S.A	26	FISA
7	SOGRAM-B	27	SACBA-TP
8	MAVICO	28	S.I.C.B
9	GOLDEN STONE	29	ECHA
10	COMPAGNIE DE TRANSPORT ET DE COMMERCE	30	D TP/TERRASSEMENT
11	BRIQUETERIE MODERNE DU FASO (BMF)	31	KANAZOE FRERES
12	GRANIT ZAHRAA	32	KINDA Pascal
13	CIRE BA (ECTB) Tous Travaux et Bâtiments	33	COEFFE Alain
14	COGEB International	34	SUZY CONSTRUCTION
15	SCB Société des Carrières du Burkina	35	Société Burkinabé des Négoces et Services (SOBNES)
16	SOSAF Société Salif et Frères	36	KAMA BRIK
17	COVEMI	37	GLOBEX CONSTRUCTION
18	OLLA Industries	38	SOROUBAT-BF
19	SOMACO	39	CBM-sarl
20	Sté des Pierres Naturelles Taillées du Faso	40	ROUTIERE International

Annexe 4 : Revue ex-post des passations de marché

1. Définition et justification de l'échantillon sélectionné

En application des dispositions de l'exigence 3.10 Octroi des licences (b) des règles ITIE. Le gouvernement est tenu de divulguer la liste des candidats et les critères utilisés lorsque les licences sont attribuées à l'issue d'un processus d'appel d'offres durant l'exercice comptable faisant l'objet du rapport ITIE. Au cours de l'exercice 2012, nous avons relevé l'existence de 2 appels d'offres lancés par la Direction Générale de passation des marchés au sein du Ministère des Mines et de l'Energie.

2. Résumé des marchés examinés

Type du marché	Objet du marché	Mode de la passation du marché	Attribution du contrat
Partenariat Public Privé	Réalisation du projet intégré de Tambao	Appel d'offre international avec liste restreinte annulé, et Signature du contrat par Entente directe	PAN Africain Burkina Ltd
Travaux	La reprise des activités de recherche dans le district aurière de Poura	Appel d'offres restreint	NEWMONT VENTURES LIMITED

3. Examen détaillé des marchés

a. Réalisation du projet intégré de Tambao:

Principales étapes	Date	Observation
Procédure de publicité	11/01/2012	Envoi des lettres d'invitations aux sociétés présentes dans la liste restreinte
Réception des offres	NC	Le registre de réception des offres ne nous a pas été communiqué
Ouverture des Propositions techniques	12/04/2012	Toutes les offres ont été ouvertes. Date d'ouverture des offres conforme celle prévue dans le DAO.
Évaluation technique	NC	La décision de la commission des propositions techniques n'a pas été communiquée
Rapport sur l'évaluation technique	12/04/2012	Le rapport technique d'évaluation des offres est bien détaillé.
Ouverture des propositions financières	NA	3 sociétés uniquement ont atteint le minimum technique.
Approbation de l'Autorité nationale	06/09/2012	Le Comité de règlement des différends (CRD) en sa séance du 21 juin 2012 a décidé l'annulation de l'appel d'offre (Décision N°2012/740 ARMP/CRD du 6 septembre 2012)

Principales étapes	Date	Observation
Approbation et signature du contrat		Le contrat avec la société PAN African a été signé à Ougadougou, le 11 août 2012.
Plaintes et autres résolutions	15/06/2012 18/06/2012	2 soumissionnaires, à savoir le Groupe VILLAR MIR S.L.L et Generale Nice Ressources- Africa S.A ont fait recours suite à la publication des résultats provisoires. Le recours a été reconnu redevable par la CRD qui a annulé l'appel d'offre

NA : Non applicable

NC : Non communiqué

b. La reprise des activités de recherche dans le district aurifère de Poura :

Principales étapes	Date	Observation
Préparation de l'appel d'offres	13/10/2011	Appel d'offres restreint n° 011-0001/MCE/SG/PRM
Publication de l'appel d'offres	13/10/2011	L'offre a été envoyée par lettre aux candidats inscrits sur la liste restreinte
Réception des offres		2 offres ont été reçues
Ouverture des Propositions techniques	22/12/2011	Toutes les offres ont été ouvertes. Date d'ouverture des offres conforme celle prévue dans le DAO.
Évaluation technique		La décision de la commission des propositions techniques n'a pas été communiquée
Rapport sur l'évaluation technique		Rapport d'évaluation technique n'a pas été communiqué
Ouverture des propositions financières		2 sociétés ont atteint le minimum technique.
Approbation de l'Autorité nationale	29/02/2012	L'offre a été approuvée par le Conseil des Ministres en sa séance du 29 février 2012
Approbation et signature du contrat	01/06/2012	Signature de contrat avec NEWMONT VENTURES LIMITED
Exécution du contrat / Agenda		Durée fixée conformément au Code Minier
Plaintes et autres résolutions		La procédure de passation et d'exécution n'a pas fait l'objet de plaintes ou de recours.

Annexe 5 : Tableau détail des paiements sociaux

No.	Nom de la société	Paiements sociaux volontaires				Paiements sociaux obligatoires	
		Contributions en numéraire (en FCFA)	Bénéficiaire	Contributions en nature (en FCFA)	Bénéficiaire	Contributions (en FCFA)	Bénéficiaire
1	IAM GOLD ESSAKANE SA	-	NA	-	NA	1 339 500 070	NC
2	SEMAFO	21 540 116	Divers Soutien	311 338 095	Education	-	NA
				30 749 524	Agriculture et développement durable		
				19 987 619	Santé		
				90 765 238	Soutien à la population		
				63 401 429	Dons Matériels		
3	SMB	5 243 000	M BEM/SRE	-	NA	-	NA
		500 000	Participation de la journée de la femme				
		34 019 629	Fondation AVOCET Burkina				
4	SOMITA	39 874 517	NC	-	NA	-	NA
5	KALSAKA MINING	10 000	CHEF COUTUMIER	-	NA	38 153 253	Producteurs expropriés
		100 000	CHEF COUTUMIER DE KALSAKA (FORGERONS)				
		10 685 179	CHEF COUTUMIER DE DOUROU				
		1 374 600	CHEF COUTUMIER DE KALSAKA				
		1 000 000	CHEF COUTUMIER DU YATENGA				
		738 000	COMITE CONSULTATIF COMMUNAUTAIRE				
		869 000	COMITE CONSULTATIF COMMUNAUTAIRE (INFO - SENS/SIDA)				
		14 450 894	COMITE CONSULTATIF COMMUNAUTAIRE-ALPHABETISATION				
		2 113 000	COMITE CONSULTATIF COMMUNAUTAIRE-FONCTIONNEMENT				
		500 000	COMMISSARIAT DE KALSAKA				
		3 150 000	COMMUNE DE KALSAKA				
		394 000	DEPARTEMENT DE KALSAKA				
		600 000	DISTRICT SANITAIRE DE SEGUENEGA				
		1 000 000	GOUVERNORAT DU NORD				
		1 000 000	HAUT COMMISSARIAT DU YATENGA				
		20 875 363	LYCEE DEPARTEMENTAL DE KALSAKA				

No.	Nom de la société	Contributions en numéraire (en FCFA)		Paielements sociaux volontaires		Paielements sociaux obligatoires	
		Bénéficiaire		Contributions en nature (en FCFA)		Bénéficiaire	
		5 106 000	MAIRIE DE KALSAKA				
		800 000	PREFECTURE DE KALSAKA				
		241 900	REGION DU NORD				
		300 000	TELEVISION NATIONALE				
		14 058 850	UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU				
6	BMC	-	NA	104 677 022	YOUGA	-	NA
				28 221 603	ZABRE		
				6 000 000	SIGNOCHIN		
7	AMPELLA MINING GOLD	-	NA	-		-	NA
8	BISSA GOLD	3 325 000	NC	-	NA	-	NA
9	NANTOU MINING SA	112 161 328	Nantou fondation, cerforme, Ehendicapés	-	NA	NA	NA
		62 534 412	Population				
		150 000	NOMBRE ALBERT				
		852 500	COMPAORE RASMANE				
10	OREZONE INC SARL	50 000	POPULATION DJARKA	-	NA	3 000 000	UNIVERCOM
		250 000	ASSOCIATION LUCIOLE				
		500 000	MAIRIE DE MOGTEDO				
		1 158 000	VILLAGE MOGTEDO				
11	AMPELLA MINING	-	NA	-	NA	-	NA
				2 254 500	Communauté Loumana & Baguera		
				8 342 000	Communauté de Niankorodougou		
				11 796 974	Gendarmerie de Niankorodougou		
				49 000	CSPS Niankoradougou		
12	GRYPHON MINERALS	-	NA	695 250	Communauté de Niankorodougou	-	NA
				100 000	Association des femmes de Niankorodougou		
				201 600	Communauté de Niankorodougou		
				1 285 000	Communauté de Niankorodougou		
13	GOLDBELT RESOURCES	-	NA	-	NA	-	NA
14	MANA MINERALS	-	NA	-	NA	-	NA
15	HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	-	NA	-	NA	-	NA
				45 117 525	VILLAGE NAGIRIGRE		
16	KIACA GOLD	-	NA	9 600 000	VILLAGE NAGIRIGRE	-	NA
				13 144 000	VILLAGE KOPPELIN		
				2 200 000	VILLAGE KOPPELIN		
17	GEP MINES	-	NA	-	NA	-	NA

No.	Nom de la société	Paielements sociaux volontaires				Paielements sociaux obligatoires	
		Contributions en numéraire (en FCFA)	Bénéficiaire	Contributions en nature (en FCFA)	Bénéficiaire	Contributions (en FCFA)	Bénéficiaire
18	JILBEY BURKINA SARL	-	NA	-	NA	-	NA
19	Riverstone Resources INC.	-	NA	-	NA	-	NA
20	Newmont Ventures LTD	3 000 000	NA	-	NA	-	NA
21	Roxgold Burkina Faso	-	NA	-	NA	34 195 465	Receveur Général
22	Stremco SA	150 000	CBNF YALGO	2 000 000	Aménagement rizières	-	NA
		100 000	CEB YALGO – OSEP				
		100 000	MINISTERE DE LA FEMME – ACTIVITES 8 MARS				
		250 000	ENVIRONNEMENT – CAMP REBOISEMENT				
		200 000	MAIRIE YALGO - LAITERIE				
23	Pinsapo Gold	4 971 528	NC	-	NA	36 833 758	
24	Essakane Exploration SARL	-	NA	-	NA	-	NA
25	Pan African Minerals	-	NA	151 299 000	Population des dix villages autour de Tambao	-	NA
26	SAV'OR	-	NA	-	NA	-	NA
Total		370 296 816		903 225 379		1 451 682 546	

NC : non communiqué - **NA** : non applicable

Annexe 6 : Tableau autres paiements unilatéraux par administration

Annexe 6.1 Comptoirs d'achat/Sociétés de recherche

IFU	Nom de la société	DGI	DGD	DGTCP	Total
00002887D	DIAMOND CEMENT BURKINA SA	3 278 285 815	4 896 062 953	-	8 174 348 768
00005326M	KANIS INTERNATIONAL	294 299 022	2 953 662 850	279 325	3 248 241 197
00002149G	SANATA OUEDRAOGO	87 056 983	143 716 836		230 773 819
00015764V	TAURUS GOLD BURKINA FASO	190 851 795	5 437 425	-	196 289 220
00030718M	BUREAU D'ETUDE DES GEOSCIENCES DES ENERGIES ET DE L'ENVIRONNEMENT	153 358 301	-	-	153 358 301
00027535U	GOLDEN RIM RESSOURCES BURKINA	120 550 678	4 237 692	4 679 258	129 467 628
00008488E	WURA RESSOURCES PTY LTD	73 974 583	15 610 986	34 432 944	124 018 513
00002848F	MAHAMADI SAVADOGO	5 110 272	117 957 384		123 067 656
	Totazl Metaux SAV'OR Sarl	-	-	102 000 000	102 000 000
00029263Y	MIDDLE ISLAND RESSOURCES-BURKINA FASO	64 796 140	13 870 653	16 569 452	95 236 245
00019340B	SOCIETE MINIERE DE KERBOULE	80 862 335	2 700 557	2 949 647	86 512 539
00011789M	GAOUA MINERALS	75 150 696	965 667	-	76 116 363
00011684A	WENTWORTH GOLD	44 143 546	14 325 038	5 593 002	64 061 586
00003343N	GOLDRUSH BURKINA	45 491 872	59 550	17 975 810	63 527 232
00003297N	ETRUSCAN RESOURCES BURKINA FASO	59 967 995	-	2 000 000	61 967 995
00026272P	SOCIETE CARBINE RESSOURCES	59 259 034	453 542	-	59 712 576
00003452H	CLUFF MINING BURKINA	51 041 299	2 063 327	6 087 218	59 191 844
00023967E	PREDICTIVE DISCOVERY	57 482 341	357 132		57 839 473
00026254S	AVION GOLD BURKINA FASO	22 945 401	2 238 800	27 452 144	52 636 345
00014648B	ARISTIDE JEAN CLÉMENT BOUDO	954 012	51 144 496	-	52 098 508
00001199T	BURKINA OR METAL	2 314 339	55 000	48 695 829	51 065 168
	SOMIKA Sarl	-	-	43 969 865	43 969 865
00027503K	SARAMA MINING BURKINA	38 325 238	-	2 685 795	41 011 033
00005539F	OREX RESSOURCES	157 048	-	32 071 629	32 228 677
00012826W	ACC BURKINA FASO	13 591 704	-	15 846 575	29 438 279
	Kindo Adama	-	-	26 186 054	26 186 054
00022991L	BOSS GOLD	21 582 396	3 997 003	593 337	26 172 736
00037984S	CLUFF GOLD SEGA	23 485 610	-	-	23 485 610
	Toptal Nantou Mining Limited B.V	-	-	19 153 089	19 153 089
00011714Y	COMPAGNIE GENERALE DES MINES DU FASO	972 880	-	17 821 574	18 794 454
00024456Y	COMOE EXPLORATION	17 679 439	-	-	17 679 439
00026127Z	VITAL METALS BURKINA	17 492 207	-		17 492 207
00008443H	SANU RESSOURCES BURKINA	13 282 379	-	4 000 000	17 282 379
00014220P	SOCIETE D'ACHAT D'OR ET DE VENTE D'OR	15 657 848	-	-	15 657 848
00010914D	ARPARI COMPTOIR D'ACHAT ET VENTE D'OR	1 618 445	15 000	13 935 785	15 569 230
	Pafadnam saidou	-	-	15 332 166	15 332 166
	Sawadogo Moumouni	-	-	15 046 982	15 046 982
	ZOMBRE L Francis	-	-	14 196 534	14 196 534
00003167R	HIGH RIVER GOLD EXPLORATION	-	929 919	13 184 406	14 114 325

00021338X	SOCIETE DE TRANSPORT ET D'EXPLOITATION MINIERE	14 086 902	-		14 086 902
00002746V	SOCIETE MINIERE KINDO ADAMA	13 540 856	485 673	-	14 026 529
	Sawadogo Sayouba	-	-	11 539 645	11 539 645
00003744K	Randgold Resources Burkina Faso	4 601 892	141 414	6 656 673	11 399 979
00004805C	PETITES OPERATIONS MINIERES	11 176 070	-		11 176 070
	BONODON SARL	-	-	10 744 649	10 744 649
	OUATTARA Jean P.Nabléni	-	-	10 743 806	10 743 806
	Sinon Hamidou	-	-	10 386 514	10 386 514
	Camec Burkina SARL	-	-	9 708 729	9 708 729
	OUEDRAOGO Issa Paraté	-	-	9 545 620	9 545 620
00004268M	EPSILON GOLD MINES SARL	9 261 585	-	200 000	9 461 585
00022992W	SOCIETE ASKIA MINERALS	8 730 593	678 262	-	9 408 855
	ER Burkina Exploration Sarl	-	-	9 309 500	9 309 500
00033652T	EXTRACOR CANADA MINING LTD	6 236 968	-	3 000 000	9 236 968
00034201A	FINANCIAL GOLD SERVICES - BF	160 852	3 702 670	5 194 752	9 058 274
	Sawadogo Mamoudou	-	-	9 046 982	9 046 982
00001685P	NOURIA HOLDING INTERNATIONAL	-	8 994 597		8 994 597
00001612H	L 'AFRICAIN DES TRAVAUX PUBLICS	-	6 736 275	2 000 000	8 736 275
	OUEDRAOGO Daouda	-	-	8 242 667	8 242 667
	Tansoaba Boukary	-	-	7 898 255	7 898 255
	Sawadogo Yembila	-	-	7 307 192	7 307 192
	Sanou Aboubacar	-	-	7 000 000	7 000 000
	SERMIS SA	-	-	7 000 000	7 000 000
00011431A	CULINAN SA	3 981 621	-	3 000 000	6 981 621
	DARISTS OR SARL	-	-	6 588 248	6 588 248
00008438B	CARACAL GOLD BURKINA	3 440 023	-	2 960 752	6 400 775
	Tptal Gaoua Minerals sarl	-	-	6 000 000	6 000 000
	Savadogo Mamoudou	-	-	6 000 000	6 000 000
00006727S	S2E - AFRIQUE	5 586 885	-		5 586 885
	Salma International	-	-	5 448 620	5 448 620
	SEMIKO Sarl	-	-	5 440 874	5 440 874
00024130T	AU-TRADER BURKINA	61 100	-	4 997 758	5 058 858
00003412N	GENERALES DES SERVICES	4 903 958	-		4 903 958
00000098P	COMPTOIR DES METAUX PRECIEUX	4 831 248	40 040		4 871 288
00020719F	SONA-OR SARL	-	10 000	4 521 999	4 531 999
	3II Ressources	-	-	4 500 000	4 500 000
	Pafadnam Hamidou	-	-	4 500 000	4 500 000
	Kinda N. Aboulaye	-	-	4 422 472	4 422 472
00013723W	GOLDEN STAR EXPLORATION BURKINA	2 809 579	-	1 511 452	4 321 031
	Zallé Abdoul Malick	-	-	4 297 535	4 297 535
	Paré Karim	-	-	4 223 753	4 223 753
	African Resources Mining	-	-	4 176 108	4 176 108
00004279E	JEAN MATHIEU NONGUIERMA	222 753	3 866 873	-	4 089 626
00012115X	SOUTRA MINING SA	9 153	-	4 049 999	4 059 152
	BEGE	-	-	4 000 000	4 000 000
00000807H	WEST AFRICA MINING BURKINA	-	224 553	3 755 394	3 979 947
00036857S	SOCIETE SAMI MOHAMMED ABID AL MUWALLAB	203 696	5 000	3 525 971	3 734 667

	ACC Resources	-	-	3 733 881	3 733 881
00023592X	SOCIETE AFRICAINE DE VENTE ET D'ACHAT D'OR	-	35 000	3 637 036	3 672 036
00000777K	FORAGES BURKINABE	1 946 808	-	1 650 000	3 596 808
	Métal Mass	-	-	3 543 726	3 543 726
	OUEDRAOGO Souleymane	-	-	3 500 000	3 500 000
	OUEDRAOGO Elie Justin	-	-	3 487 740	3 487 740
00029551F	BIRIMIAN RESOURCES	-	3 065 945	247 900	3 313 845
	GOLD ROGER Sarl	-	-	3 307 172	3 307 172
	Birimian BVI LTD	-	-	3 277 726	3 277 726
	OUATTARA Daouda	-	-	3 242 667	3 242 667
	Pan Africain Minerals Burkina Sarl	-	-	3 215 111	3 215 111
00037797N	LINKS	58 693	-	3 010 000	3 068 693
	BEZIR METAL SARL	-	-	3 010 000	3 010 000
	Comptoir Or Dakiswende	-	-	3 010 000	3 010 000
	DERE GOLD INTERNATIONAL SARL	-	-	3 010 000	3 010 000
	Société Soom-Sore Sarl	-	-	3 010 000	3 010 000
	Tota GOLDEN AGE-BURKINA FASO SARL	-	-	3 010 000	3 010 000
	COGIE/OM Sarl	-	-	3 000 000	3 000 000
	Guy Gold Sarl	-	-	3 000 000	3 000 000
	SEVAO/B Sarl	-	-	3 000 000	3 000 000
	Toal GEFI-METAUX ET PIERRES PRECIEUX Sarl	-	-	3 000 000	3 000 000
	Point Grey Holdings Ltd	-	-	3 000 000	3 000 000
	Société de Recherche, D'achat et de Vente D'or(SARAVO)	-	-	3 000 000	3 000 000
	Kindo Harouna	-	-	2 946 325	2 946 325
	Barry Madani Hamadoun	-	-	2 890 000	2 890 000
00003612E	YATENGA HOLDINGS LIMITED	81 855	-	2 683 699	2 765 554
	SERE Adama	-	-	2 763 866	2 763 866
	OUEDRAOGO Souleymane	-	-	2 743 352	2 743 352
	Sawadogo Idrissa	-	-	2 426 235	2 426 235
	Nacoulma Patrice	-	-	2 424 658	2 424 658
00029194Y	DARITOS OR SARL	2 416 700	-		2 416 700
	Burkina Main D'or Sarl	-	-	2 367 434	2 367 434
	Pafadnam sayouba	-	-	2 215 068	2 215 068
00035743E	CANUBE & MOCA	-	39 961	2 000 000	2 039 961
	Sebré Serge Aboubacar	-	-	2 004 435	2 004 435
	CAPFORE	-	-	2 000 000	2 000 000
	FOFANA Ahmed	-	-	2 000 000	2 000 000
	Pyramide -M	-	-	2 000 000	2 000 000
	Savadogo Boukary	-	-	2 000 000	2 000 000
	TANLOUKA SARL	-	-	2 000 000	2 000 000
	Coaco Sarl	-	-	2 000 000	2 000 000
	Ilboudo Bassirbri Christophe	-	-	2 000 000	2 000 000
	Rabo Mahamadou	-	-	2 000 000	2 000 000
	Société Kaboré Boukare (SO KA BOU) SUARL	-	-	2 000 000	2 000 000
	SVMO	-	-	1 938 780	1 938 780
	Sawadogo N. Ali	-	-	1 877 919	1 877 919
	Diallo Maliki	-	-	1 845 000	1 845 000
	Carabine Resources sarl	-	-	1 781 201	1 781 201
	SANA ADAMA	-	-	1 760 096	1 760 096
	OUEDRAOGO Idrissa	-	-	1 756 300	1 756 300
	Nacoulma S. Agrétou	-	-	1 747 693	1 747 693

00029809E	HAREWOOD BURKINA	1 628 061	-	-	1 628 061
00009239R	BURKINA SUCCESS SARL	806 520	5 000	749 376	1 560 896
	SERA jv Harmattan Gold	-	-	1 542 844	1 542 844
	Sawadogo Hamidou	-	-	1 500 000	1 500 000
	SATCOM	-	-	1 500 000	1 500 000
	SEM Industries	-	-	1 500 000	1 500 000
	CASSEZ	-	-	1 449 540	1 449 540
	Société CASSEZ	-	-	1 449 540	1 449 540
	Soré Daouda	-	-	1 425 753	1 425 753
	Anouga O. Moumouni	-	-	1 400 000	1 400 000
	Zoungana G Etienne	-	-	1 391 068	1 391 068
	Ressources searchgold inc	-	-	1 363 567	1 363 567
00029405S	CRONCORP	43 402	1 318 116		1 361 518
	Zaba/Ouedraogo Zara	-	-	1 352 998	1 352 998
	Soré Madi	-	-	1 329 351	1 329 351
	Savadoogo Saydou	-	-	1 276 002	1 276 002
	Précision Resources Sarl	-	-	1 267 036	1 267 036
	CMP Sarl	-	-	1 200 000	1 200 000
	BOLOGO Bebyegda	-	-	1 070 890	1 070 890
00031853C	MINES BELEM ET FRERES	409 285	5 000	630 568	1 044 853
	Afro Asian Mineral Resources - Burkina	-	-	1 000 000	1 000 000
	NEMARO Gold Burkina	-	-	1 000 000	1 000 000
	Somé /Arcenes Marie Therèse	-	-	1 000 000	1 000 000
	Kanazoe Djibril	-	-	1 000 000	1 000 000
	OUEDRAOGO Awa	-	-	1 000 000	1 000 000
	Sphinx Exploration of Burkina Faso Sarl	-	-	1 000 000	1 000 000
	Diallo T Sakinatou	-	-	945 790	945 790
	ZOROME Osseini	-	-	800 000	800 000
	SOCOR Sarl	-	-	800 000	800 000
	Gienso Exploration Sarl	-	-	790 478	790 478
	Sawadogo Amadé	-	-	789 539	789 539
	Kaboré Bila Ghislain	-	-	704 196	704 196
	Argento Exploration BF sarl	-	-	646 078	646 078
	OUEDRAOGO Mahanmoudou	-	-	644 719	644 719
	BARSKY	-	-	627 651	627 651
	AGMDC	-	-	623 776	623 776
	Yampa Issoufi	-	-	612 549	612 549
00021059L	SEBI BOURGOU	600 000	-	-	600 000
	Sawadogo Kibsa	-	-	520 535	520 535
	OUEDRAOGO Bassirou	-	-	500 000	500 000
00014521N	BAGUERA	-	5 000	492 263	497 263
	Sawadogo Naraogo Mahamadi	-	-	417 082	417 082
	DICKO Hama Hamadou	-	-	400 000	400 000
	Tamboura aboubacar Karia	-	-	400 000	400 000
	Mme Grand Jean/HULDA	-	-	400 000	400 000
	TRAORE Mamoudou	-	-	400 000	400 000
	AFC Constelor Panafrican resources	-	-	394 502	394 502
	Bassole Boubacar	-	-	385 623	385 623
	SOTEXMI	-	-	352 329	352 329
	Ebumean Resources Limited	-	-	349 097	349 097
	COREMI	-	-	344 271	344 271
00026616J	YOUSOUFI YAMPA	335 292	-	-	335 292
00033655P	NORD OR S.A.RL	327 000	-		327 000

00023096U	E I A R F - BUSINESS SARL	104 612	10 000	197 297	311 909
	Askia Minerals sarl	-	-	308 011	308 011
00011425X	BIRIM GOLDFIELD LTD BURKINA	155 096	-	138 558	293 654
00034460P	METAUX SAV'OR	266 964	25 000	-	291 964
	Konaté Mamadou	-	-	284 647	284 647
	Diallo Amadou	-	-	284 602	284 602
	Sawadogo Ouiraogo Rasmané	-	-	282 945	282 945
00034520B	COMPTOIR D'OR HELKA	256 800	-	-	256 800
	EXMA	-	-	243 288	243 288
	TRAORE Boureima	-	-	239 486	239 486
00028348D	COMPAGNIE D'EXPLOITATION MINIÈRE À GRANDE ECHELLE	207 672	5 000		212 672
	Kinda Jean Pascal	-	-	208 942	208 942
	Société Patene (SPS)Sarl	-	-	200 322	200 322
	OUEDRAOGO Tassere	-	-	200 000	200 000
	OUEDRAOGO Amadé	-	-	181 614	181 614
00034919J	APERIO RESOURCES	-	180 381	-	180 381
00030771B	SACVE OR	178 239	-	-	178 239
00018545Y	SOCIETE BONODON	157 862	-		157 862
	ZONGO Richard	-	-	144 678	144 678
00032898N	SOUTH SHORE GROUP BURKINA FASO SARL	-	113 836	-	113 836
00038535G	SOM - SOORE	110 573	-	-	110 573
00037067L	SEIDOU MOUSTAPHA MIMAN	-	108 993		108 993
00028333B	LMZ GOLD BURKINA	-	106 338	-	106 338
00012031H	FOUSSEINI BARRO	-	80 000		80 000
00035072B	GOLDEN AGE - BURKINA FASO	78 765	-	-	78 765
00015141Y	SOCIETE INTERNATIONALE DE TRAVAUX MIXTE	53 000	-	-	53 000
	Remi Harouna Toguyeni	-	-	38 786	38 786
	Sawadogo Salifou	-	-	27 456	27 456
00010315S	PPM - BURKINA	20 000	-	-	20 000
00024887E	NOUFAN GOLD SARL	-	5 000	-	5 000
Total		5 035 830 586	8 259 855 737	898 979 002	14 194 665 325

Annexe 6.2 Sociétés de carrière

IFU	Dénomination	DGI	DGD	DGTCP	Total
00000073U	HAGE Industries S.A	959 526 940	3 836 761 853	675 000	4 796 963 793
00000748D	Entreprise Oumarou KANAZOE	3 115 841 416	14 355 077	14 311 787	3 144 508 280
00005027M	EBOMAF	2 095 751 468	175 121 752	61 312 000	2 332 185 220
00002582P	COGEB International	1 401 021 597	159 169 224	2 000 000	1 562 190 821
00000791V	D TP/TERRASSEMEN T	794 118 612	89 339 570	-	883 458 182
00004716E	FADOUL Technobois	704 923 539	40 088 378	-	745 011 917
00001052X	SUZY CONSTRUCTION	18 812 684	660 199 306	-	679 011 990
00001612H	AFRICAIN DES TRAVAUX PUBLICS	482 660 396	-	4 640 000	487 300 396
00001533W	ASI-BF	169 323 321	302 975 845	110 550	472 409 716
00013515L	GLOBEX CONSTRUCTION	124 685 094	91 219 118	-	215 904 212
00007175Z	KANAZOE FRERES	167 842 898	23 251 446	-	191 094 344
00007372D	SACBA-TP	40 251 400	30 052 953	-	70 304 353
00001059E	ECHA	62 921 771	3 917 732	1 500 000	68 339 503
00015886R	MAVICO	16 816 594	28 328 320	4 059 615	49 204 529

00002467P	AZIMMO	29 127 803	11 144 677	1 505 592	41 778 072
0003703P	SORUBAT-BF	36 610 050	-	2 000 000	38 610 050
00004744P	COVEMI	28 747 274	525 000	9 000 000	38 272 274
00017586L	FISA	12 203 735	-	5 560 750	17 764 485
	BTM	-	-	6 400 000	6 400 000
00000792G	OLLA Industries	3 787 457	-	-	3 787 457
	Société des Carrieres du Burkina(SCB)	-	-	3 000 000	3 000 000
	CBM -Sarl	-	-	2 000 000	2 000 000
	ROUTIERE International	-	-	2 000 000	2 000 000
00007012B	BRIQUETERIE MODERNE DU FASO (BMF)	1 248 795	-	-	1 248 795
00003548P	COMPAGNIE DE TRANSPORT ET DE COMMERCE	816 562	-	-	816 562
Total		10 267 039 406	5 466 450 251	120 075 294	15 853 564 951

Annexe 7 : Transferts infranationaux effectués par la DGD

Nom de la société	PC	PCS	RCP	RRO	Total
IAM GOLD ESSAKANE SA	276 290 732	552 448 908	7 090 914	100 369	835 930 923
SEMAFO BURKINA FASO	164 440 994	328 880 977	1 143 048	16 372	494 481 391
SMB	91 300 221	182 599 737	1 090 118	35 450	275 025 526
SOMITA	68 732 681	137 464 754	404 538	9 240	206 611 213
KALSAKA MINING	13 760 325	27 520 474	223 658	3 344	41 507 801
BMC	27 201 200	54 402 137	251 706	11 404	81 866 447
AMPELLA MINING GOLD	1 694 123	3 388 217	311 787	-	5 394 127
BISSA GOLD	203 685 050	407 369 583	4 056 438	21 703	615 132 774
NANTOU MINING SA	69 250 887	138 501 195	1 522 363	37 781	209 312 226
OREZONE INC SARL	2 373 239	4 746 398	376 116	-	7 495 753
GRYPHON MINERALS	8 426 074	16 852 049	2 505 759	-	27 783 882
GOLDBELT RESOURCES	1 080 135	2 160 260	-	-	3 240 395
MANA MINERALS	1 589 026	3 178 018	-	-	4 767 044
HIGH RIVER GOLD MINES	8 278	16 556	-	-	24 834
KIAKA GOLD	290 820	581 632	451 364	-	1 323 816
JILBEY BURKINA SARL	25 889	51 775	-	-	77 664
Riverstone Resources INC.	954 395	1 908 749	-	889	2 864 033
Newmont Ventures LTD	71 993	143 985	-	-	215 978
Roxgold Burkina Faso	127 314	254 624			381 938
Stremco SA	2 755 905	5 511 775	-	2 733	8 270 413
Pinsapo Gold	373 047	746 089	-	-	1 119 136
Essakane Exploration SARL	167 550	335 096	182 314	-	684 960
Pan African Minerals	804 511	1 609 014			2 413 525
Autres sociétés non retenues	284 849 848	570 179 095	1 010 230	9 214	856 048 387
Sociétés de carrière	88 858 989	189 096 687	247 532	1 021	278 204 229
Total	1 309 113 226	2 629 947 784	20 867 885	249 520	3 960 178 415

Annexe 8 : Renseignements sur les sociétés minières

No.	Société	Formulaire de déclaration certifié par un auditeur	Audités selon les Normes Internationales	Opinion	EF 2012 certifiées (oui/non)	EF envoyées (oui/non)	Nom du CAC	Nature EF transmis	Commentaires
1	IAM GOLD ESSAKANE SA	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	ACECA INTERNATIONAL	Non certifié	NA
2	SEMAFO BURKINA FASO	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	ACECA INTERNATIONAL	Certifié	Certification pure et simple
3	SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	FIDEXCO SA	Non certifié	NA
4	SOCIETE DES MINES DE TAPARKO (SOMITA)	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	ACECA INTERNATIONAL	Non certifié	NA
5	KALSAKA MINING	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	CAFEK-CA	Certifié	Certification pure et simple
6	BURKINA MINING COMPANY (BMC)	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	SECCAPI TDT et associés	Non certifié	NA
7	SOCIETE AMPELLA MINING GOLD	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	ACECA INTERNATIONAL	Certifié	Certification pure et simple
8	BISSA GOLD	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	ACECA INTERNATIONAL	Non certifié	NA
9	NANTOU MINING SA	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	FIDAF/DELOITTE	Certifié	Certification pure et simple
10	OREZONE INC SARL	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	non	NA	NA	NA
11	AMPELLA MINING	NC	NC	NC	Non	Oui	NA	NA	NA
12	GRYPHON MINERALS BURKINA FASO	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	CICE Burkina	Non certifié	NA
13	GOLDBELT RESOURCES	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	non	FIDEXCO SA	NC	NA
14	MANA MINERALS	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	ACECA INTERNATIONAL	Certifié	Certification pure et simple
15	HIGH RIVER GOLD MINES (WA)	Oui	Oui	Sans réserve	non	non	NA	NA	NA
16	KIAKA GOLD	Oui	Oui	Sans réserve	non	Oui	NA	NA	NA
17	GEP MINES	Oui	Oui	Sans réserve	non	Oui	NA	NA	NA
18	JILBEY BURKINA SARL	Oui	Oui	Sans réserve	non	non	NA	NA	NA
19	Riverstone Resources INC.	Oui	Oui	Sans réserve	non	non	NA	NA	NA
20	Newmont Ventures LTD	NC	NC	NC	non	non	NA	NA	NA
21	Roxgold Burkina Faso	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	ACS	Certifié	Certification pure et simple

No.	Société	Formulaire de déclaration certifié par un auditeur	Audités selon les Normes Internationales	Opinion	EF 2012 certifiées (oui/non)	EF envoyées (oui/non)	Nom du CAC	Nature EF transmis	Commentaires
22	Stremco SA	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	non	NA	NA	NA
23	Pinsapo Gold	NC	NC	NC	Oui	non	Cabinet CGIIG	NC	NC
24	Essakane Exploration SARL	Oui	Oui	Sans réserve	Oui	Oui	FIDERECE International	Certifié	Certification pure et simple
25	Pan African Minerals	Oui	Oui	Sans réserve	non	Oui	NA	NA	NA
26	SAV'OR	NC	NC	NC	non	non	NA	NA	NA

NC : non communiqué - **NA** : non applicable

Annexe 9 : Formulaire de déclaration ITIE Burkina Faso 2012



FORMULAIRE DE DECLARATION (Paiements/Recettes/Transferts)

Période couverte : 1^{er} janvier au 31 décembre 2012

Nom de l'entité (Entreprise / Administration publique)	
Numéro d'Identifiant Financier Unique (IFU)	
Formulaire préparé par	Fonction
Adresse email	Tél.

Production	Type de minerais		Qté en Once		Valeur de la production (en FCFA)	
Exportation	Type de minerais		Qté en Once		Valeur des exportations (en FCFA)	

Réf	Nomenclature des flux	Payé à/ reçu par	Montant FCFA	Montant (en devise)	Commentaires
Paiements en numéraire					
1	Droits de Douane et taxes assimilées	DGD			
2	Pénalités	DGD			
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	DGI			
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	DGI			
5	Acomptes Provisonnels sur IS (AP - IS)	DGI			
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	DGI			
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	DGI			
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	DGI			
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	DGI			
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	DGI			
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	DGI			
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	DGI			
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	DGI			
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	DGI			
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	DGI			
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	DGI			
17	Contribution des patentes	DGI			
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	DGI			
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	DGI			
20	Pénalités	DGI			
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	DGTCP			
22	Taxe Superficiaire	DGTCP			
23	Dividendes	DGTCP			
24	Droits Fixes	DGTCP			
25	Pénalités	DGTCP			
26	Frais de dossier	DGTCP			
27	Bonus de signature/Droits de cession	DGTCP			
28	Prime de découverte/prime de production	DGTCP			
29	Frais de prestation BUNEE	BUNEE (Minis. de l'Env.)			

30	Autres flux de paiements significatifs	Tous			
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	Collectivités / Régions			
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	FRE			
Total Paiements en numéraire			-	-	
Paiements Sociaux (rubrique réservée uniquement aux Sociétés Minières)					
33	Paiements sociaux obligatoires	Tous			
34	Paiements sociaux volontaires	Tous			
Total Paiements Sociaux			-	-	
Transferts (rubrique réservée uniquement aux Régies Financières)					
35	Transferts au titre de la Taxe superficielle	Régions			
36	Transferts au titre de la Taxe superficielle	Communes			
37	Transferts au titre des recettes du BUNEE	Fond d'intervention pour l'Env.			
38	Transferts au titre des recettes Douanières	Tous (sauf DGTCP)			
39	Autres recettes transférées	Tous			
Transactions de Troc/Projets intégrés					
40	Total budget de l'engagement/travaux	Etat			
41	Valeur des engagements/travaux encourus du 1/1/2012 au 31/12/2012	Etat			
42	Valeur cumulée des engagements/travaux encourus au	Etat			

(*) Les montants des paiements/recettes doivent être conformes aux totaux par taxe dans le tableau du détail des paiements.

(**) Les remboursements effectifs des crédits de TVA doivent être renseignés en signe négatif (-)

Attestation de la Direction de l'entité déclarante

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

Je confirme particulièrement que:

1. Les informations relatives aux montants payés/perçus sont complètes et ont été fidèlement extraites des données comptables de l'entité;
2. Tous les montants payés/perçus sont appuyés par des quittances authentiques et sont appuyés par des pièces justificatives probantes;
3. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/perçues avant le 1 janvier ou après le 31 décembre de l'exercice concerné;
4. La classification des montants payés/perçus est correcte au niveau des différentes taxes;
5. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/perçues pour le compte d'autres entités;
6. Les montants déclarés sont exclusivement liés à des sommes payées/perçues par l'entité;
7. Les comptes de l'entité ont été audités selon les normes internationales et aucune réserve à caractère fiscal et social n'a été émise.

Nom

Position

Nous attachons à cette déclaration le détail des taxes payées/perçues (voir détail des taxes joint)

Certification d'audit

Je soussigné, auditeur externe, certifie avoir examiné la présente déclaration de l'entité déclarante et je confirme que j'ai vérifié la fiabilité et l'exactitude des données de paiements/recettes incluses dans la présente déclaration et atteste qu'elles sont conformes aux données comptables audités de l'entité.

Sur la base de cet examen nous certifions que nous n'avons pas relevé d'anomalies pouvant remettre en cause la fiabilité et l'exactitude des informations divulguées dans la présente déclaration.

Nom

Position

Nom du cabinet / structure d'audit

Affiliation du Cabinet (Ordre Professionnel)

Cachet et signature

Ce formulaire est destiné uniquement aux sociétés minières

Nom de la société		
Date de création		
Montant du Capital Social (en FCFA)		
Numéro d'Identifiant Financier Unique (IFU)		
Effectif 2012	Total Effectif	
	Effectif des Nationaux Locaux	
	Effectif des Nationaux non Locaux	
	Effectif des Non Nationaux	

(Nationaux originaires de la région d'exploitation)
(Nationaux autres que ceux de la région d'exploitation)

Permis d'exploitation/Recherche	N° Arrêté/ Decret	Nature de	Région/Commune

Nom du commissaires aux comptes / auditeur		
Les états financiers de 2012 ont-ils fait l'objet d'un audit? (oui/non)		

(Si oui, merci de joindre les Etats financiers certifiés de 2012)

Attestation de la Direction de l'entité déclarante

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables.

Nom _____

Position _____

Annexe 10 : Description des flux de paiements

N°	Nomenclature des flux	Abréviation	Définition
Flux payés à la DGD			
1	Droits de Douanes et taxes assimilées	DD	Cette rubrique inclut les Droits de Douanes (DD), les Redevances Statistiques (RS), le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS), le Prélèvement Communautaire (PC), la Taxe de péage, la Redevance Informatique (RI), le Timbre douanier, les Remises Spéciales (RSP), la Rémunération pour Copie Privée (RCP), la Contribution pour le Programme de Vérification des Importations (CPVI), la TVA , TIC , RRO , CPVI. Ces taxes sont déclarées sur une ligne unique.
2	Pénalités	Pénalités	Les pénalités liées aux infractions au Code de Douane.
Flux payés à la DGI			
3	Impôt sur les Sociétés	IS	Cet impôt est régi par la Loi n°008-2010/AN du 29 janvier 2010, selon laquelle, l'impôt sur les sociétés est un impôt annuel qui s'applique à l'ensemble des bénéfices et revenus des sociétés et autres personnes morales et des organismes assimilés. Le taux applicable de l'IS est de 27,5% en 2010. Cependant, pour les titulaires ou bénéficiaires d'un permis d'exploitation, en phase d'exploitation, l'impôt sur le BIC ou l'IS applicable est le taux de droit commun réduit de dix points.
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires	IUTS	L'Article 55 du Code des Impôts définit l'IUTS comme étant un impôt qui s'applique à l'ensemble des traitements publics et privés, indemnités, émoluments et salaires de toute nature perçus au cours de la même année, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'état et les collectivités locales et les établissements publics n'ayant pas un caractère industriel et commercial ». L'IUTS est calculé à partir d'un barème qui varie de 2% à 30%.
5	Acomptes Provisionnels sur IS	AP – IS	Aux termes des dispositions de l'Article 56 de la Loi 008-2010/AN de la 29/01/2010 portant création d'un impôt sur les sociétés, "l'impôt sur les sociétés (IS) donne lieu, au titre de l'exercice comptable en cours, au versement de trois acomptes provisionnels égaux calculés sur la base de 75% du montant de l'impôt dû au titre du dernier exercice clos, appelé exercice de référence." Les sociétés soumises à l'IS procèdent à la liquidation de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice en tenant compte des acomptes versés pour ledit exercice.
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée	TVA	Instituée au Burkina par la Loi de décembre 1992, la TVA est une taxe générale, unique, perçue selon un système de paiements fractionnés sur la valeur ajoutée apportée par chacun des opérateurs qui interviennent dans le circuit de la production et de la distribution. Sont soumises à la TVA, les affaires faites au Burkina Faso par des personnes physiques ou morales qui accomplissent habituellement ou occasionnellement des actes relevant d'une activité autre que salariés. Le taux de la TVA est de 18% et s'applique à la base hors taxe.
7	Retenue à la source sur les sommes versées par des débiteurs établis au Burkina Faso	RET / INT	Cette retenue à la source régie par la Loi n°027/99AN du 25/11/1999 s'applique sur les sommes versées par des débiteurs établis au Burkina Faso, à des personnes qui y résident, en rémunération des prestations de toute nature fournies ou utilisées sur le territoire national. Le taux de la retenue est fixé à 5% du montant toutes taxes comprises des sommes versées. Toutefois, ce taux est réduit à 1% pour les travaux immobiliers et les travaux publics.
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières	IRVM	Cet impôt est régi par la Loi n°26-63/AN du 24 juillet 1963 portant codification de l'enregistrement, du timbre et de l'impôt sur les valeurs mobilières et les textes qui l'ont modifiée et notamment la Loi N°005-2010/AN du 29 janvier 2010. Selon la Loi N°005-2010/AN, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est un impôt qui s'applique aux revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'Impôt sur les Sociétés. Son taux est de 12,5% pour les jetons de présence, les dividendes distribués aux actionnaires ou administrateurs par les sociétés. Cependant, selon le l'Article 88 du Code Minier, ce taux est réduit de moitié pour les industries minières soit 6,25%
9	Retenue à la source sur les sommes versées à des prestataires non	RET/E XT	Cette retenue à la source régie par la Loi 027/99AN du 25/11/ 1999 s'applique sur les sommes que les personnes physiques et morales qui ne possèdent pas d'installation professionnelle au Burkina Faso perçoivent en rémunération de prestations de toute nature fournies ou utilisées au Burkina Faso, à l'exception des entreprises française qui bénéficient des dispositions de la convention fiscale entre le Burkina et la France.

N°	Nomenclature des flux	Abréviation	Définition
	établis au Burkina		Le taux de la retenue à la source est fixé à 20% du montant net des sommes versées aux personnes non établies au Burkina Faso, y compris les sommes et frais accessoires exposés par le débiteur au profit du prestataire. Ce taux est réduit de 50% pour les sommes versées par les entreprises minières au titre des prestations relatives exclusivement aux opérations minières réalisées à leur profit.
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux	IBIC	Cet impôt est régi par la Loi n° 06-65/AN du 26 mai 1965 portant création du code des impôts directs et indirects et monopole des tabacs et les textes qui l'ont modifié et notamment la Loi n°006-2010/AN du 29 janvier 2010, selon laquelle les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation et d'autorisation d'exploitation de carrières sont soumis à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et/ou à l'impôt sur les sociétés. Le taux applicable est progressif par tranche de revenu.
11	Taxe Patronale d'Apprentissage	TPA	Aux termes de l'Article 120 du Code des impôts, la TPA est à la charge de toute personne physique ou morale ainsi que des organismes qui paient des rémunérations à titre de traitement, indemnité, émoluments et salaires et le cas échéant, qui accordent des avantages en nature. La base imposable est constituée par la totalité des rémunérations payées en argent à titre de traitement, indemnité, émoluments, salaire majoré de la valeur des avantages en nature accordés et estimés comme en matière d'IUTS. La TPA est liquidée au taux de 3% de la base imposable.
12	Retenue sur l'Impôt sur le Revenu Foncier	RET/IRF	Cet impôt est régi par la Loi n°008-2010/AN du 29 janvier 2010, qui a établi un minimum forfaitaire de perception de l'impôt sur les sociétés au titre d'une année déterminée en fonction du chiffre d'affaires hors taxe de la période écoulée. Il est dû par les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un million de francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice du réel normal d'imposition et trois cent mille francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice du réel simplifié d'imposition. Le revenu imposable est constitué par l'ensemble des revenus bruts hors TVA sous déduction d'un abattement forfaitaire de 50% pour frais et charges. L'IRF est obtenu en appliquant le barème progressif par tranche : 18% de 0 à 100 000 FCFA et 25% au dessus de 100 000 FCFA.
13	Minimum Forfaitaire de Perception	MFP	Cet impôt est régi par la Loi n°008-2010/AN du 29 janvier 2010, qui a établi un minimum forfaitaire de perception de l'impôt sur les sociétés au titre d'une année déterminée en fonction du chiffre d'affaires hors taxe de la période écoulée. Il est dû par les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un million de francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice du réel normal d'imposition et trois cent mille francs CFA pour les contribuables relevant du régime du bénéfice du réel simplifié d'imposition
14	Prélèvements à la source sur les ventes en régime intérieur	PREL / INT	Ce prélèvement régi par la Loi 027/99AN du 25/11/1999 s'applique sur les ventes locales de biens. Le taux du prélèvement est fixé à 2% du montant toutes taxes comprises des sommes versées au titre de la vente.
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	IRC	Cet impôt s'applique aux intérêts, arrérages et autres produits de créance, de dépôt, de cautionnement, des comptes courants et des obligations.
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	IRF	Impôt sur le Revenu Foncier est un impôt institué par la loi n°54/94 /ADP du 14/12/94 au profit du budget de l'état. L'IRF est applicable aux produits de la location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, y compris les revenus accessoires.
17	Contribution des patentes	Patentes	Contributions des patentes au profit des collectivités locales d'implémentation des entités
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	N/A	Cette taxe créée par l'article 17 de la loi des finances de 2012 est due par les personnes physiques ou morales lors de la cession ou à l'occasion de toutes autres transactions à titre onéreux portant sur lesdits titres. Elle est à la charge du cédant, nonobstant toute disposition contraire. Le taux de la taxe est fixé à 20%. La perception de la taxe est opérée par le receveur chargé de l'enregistrement et du timbre lors de la présentation de l'acte à la formalité de l'enregistrement.
19	Remboursements de crédit de TVA	N/A	Il s'agit des remboursements de crédit de TVA effectué par le Trésor Public suite à une demande de remboursement déposé par les sociétés minières auprès de la DGI. Ainsi ne sont pris en compte au sein de cette rubrique que les montants effectivement encaissés par les sociétés. Comme il s'agit d'un paiement effectué par l'Etat, il y a lieu de renseigner le montant avec un signe négatif.
20	Pénalités	Pénali	Les pénalités liées aux infractions au Code des Impôts.

N°	Nomenclature des flux	Abréviation	Définition
		tés	
Flux payés à la DGTCP			
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	Royalties	Cette redevance est régie par les Articles 80 et suivants du Code Minier. L'Article 83 dudit Code stipule que tout titulaire d'un permis d'exploitation ou bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation est soumis au paiement d'une redevance proportionnelle dont le taux, l'assiette et les modalités de règlement sont déterminés par la réglementation minière. La redevance proportionnelle est payable par trimestre et est calculée en pourcentage de la valeur FOB (Free On Board) du produit extrait. Les montants et modalités de règlement sont déterminés par le Décret N° 2010-075/PRES du 3 mars 2010 portant fixation des taxes et redevances minières tel que modifié et complété par le Décret N°2010-819 du 31 décembre 2010.
22	Taxes Superficiaires	TS	Cette taxe est régie par les Articles 80 et suivants du Code Minier. L'Article 82 dudit Code prévoit que tout titulaire d'un titre minier ou bénéficiaire d'une autorisation est soumis au paiement annuel d'une taxe superficielle qui est établie en fonction de la superficie décrite au titre ou à l'autorisation et de la durée de validité du permis ou de l'autorisation. Les montants et modalités de règlement sont déterminés par le Décret N° 2010-075/PRES du 3 mars 2010 portant fixation des taxes et redevances minières tel que modifié et complété par le Décret N°2010-819 du 31 décembre 2010.
23	Dividendes versés à l'Etat	Dividendes	Selon l'Article 18 du Code Minier, « l'octroi du permis d'exploitation de grande mine donne lieu à l'attribution à l'Etat de 10% des parts ou actions d'apport de la société d'exploitation, libres de toutes charges »
24	Droits Fixes	Droits Fixes	Ce droit est régi par les Articles 80 et suivants du Code Minier. Ce droit est perçu lors de l'octroi, le renouvellement et le transfert de titres miniers ou d'autorisations administratives. Les montants et modalités de règlement sont déterminés par le Décret N° 2010-075/PRES du 3 mars 2010 portant fixation des taxes et redevances minières tel que modifié et complété par le Décret N°2010-819 du 31 décembre 2010.
25	Pénalités	Pénalités	Les pénalités sont prévues par les Articles 105 et suivants du Code Minier.
26	Frais de dossier	Frais de dossier	Il s'agit des frais de dossier liquidés par les entreprises extractives au titre des opérations sur les titres minier.
27	Bonus signature/Droits de cession	-	Prime versée à l'Etat à la conclusion d'un accord ou d'un contrat pour l'octroi d'un permis et/ou la reprise des activités minières. Ce type de paiement n'a pas été prévu dans le code minier ni dans la nouvelle loi portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso. Toutefois, nous avons relevé l'existence de ce type de paiement.
28	Prime découverte/prime de production	-	Prime/bonus versée à l'Etat en fonction des quantités de minerais produites ou lors de la découverte des réserves de minerais. Ce type de paiement n'a pas été prévu dans le code minier ni dans la nouvelle loi portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso. Toutefois, nous avons relevé l'existence de ce type de paiement.
Flux payés au BUNEE			
29	Frais de prestation BUNEE	-	Frais de traitement des dossiers d'évaluation environnementale stratégique et frais de traitement des dossiers des projets et programmes de développement soumis à Etude d'impact Environnemental et social, audit environnemental incluant les droits fixes et droits proportionnels. Ces frais ont fait l'objet de fixation par Arrêté conjoint n°2012 - 218 MEDD/MEF portant tarification et modalités de répartition des recettes issues des prestations fournies par le Bureau National des Évaluations Environnementales.
Flux payés à toutes les entités publiques			
30	Autres flux de paiements significatifs	-	Tout paiement significatif non listé dans le formulaire de déclaration
Flux payés aux collectivités			
31	Taxes payés	Taxes	Toutes taxes payés directement aux régions ou collectivités autre que celles payés aux receveurs du trésor.

N°	Nomenclature des flux	Abréviation	Définition
	directement aux collectivités (Taxes Communales)	comm unales	
Fonds de Réhabilitation de l'Environnement (FRE)			
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	Conformément à l'article 78 du Code Minier : Tout titulaire d'un titre minier autre que le permis de recherche ou tout bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation à l'exception de l'autorisation d'exploitation de carrières est tenu d'ouvrir et d'alimenter un compte fiduciaire à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ou dans une banque commerciale du Burkina Faso, dans le but de servir à la constitution d'un fonds pour couvrir les coûts de la mise en oeuvre du programme de préservation et de réhabilitation de l'environnement.
Paielements sociaux			
33	Paielements obligatoire	sociaux -	Ces flux concernent les contributions contractuelles faites par les sociétés extractives dans le cadre de la responsabilité sociale. Sont notamment concernées par cette rubrique : les versements effectués par les sociétés extractives pour le financement de projets d'infrastructures sanitaires, scolaires, routiers, maraichages et celles d'appui aux actions des communautés locales. Les paiements effectués pour les besoins de l'exploitation de la société ou en dédommagement des riverains ne doivent pas être reportés.
34	Paielements volontaires	sociaux -	Ces flux concernent l'ensemble des contributions volontaires faites par les sociétés extractives dans le cadre du développement local. Sont notamment concernées par cette rubrique : les versements effectués par les sociétés extractives pour le financement de projets d'infrastructures sanitaires, scolaires, routiers, maraichages et celles d'appui aux actions des communautés locales. Les paiements effectués pour les besoins de l'exploitation de la société ou en dédommagement des riverains ne doivent pas être reportés.
Transferts infranationnaux			
35	Transferts au titre de la Taxe superficière (régions)	-	Il s'agit des rétrocessions effectuées par le Trésor public au titre de la taxe superficière aux régions à hauteur 10% des 20% de la taxe superficières
36	Transferts au titre de la Taxe superficière (communes)	-	Il s'agit des rétrocessions effectuées par le Trésor public au titre de la taxe superficière aux communes à hauteur 90% des 20% de la taxe superficières
37	Transferts au titre des recettes du BUNEE	-	Il s'agit des rétrocessions effectuées par le Trésor public au titre des recettes du BUNEE au profit de fonds d'intervention pour l'environnement
38	Transferts au titre des recettes Douanières	-	Il s'agit des rétrocessions effectuées par le Trésor public au titre de certaines taxes douanières au profit des fonds UEMOA et CEDEAO et des services de la douane
39	Autres recettes transférées	-	Toute autre rétrocession effectuée sur les recettes perçues du secteur minier au profit d'entités ou fonds en dehors du budget de l'Etat
Transactions de Troc/Projets intégrés			
40	Total budget de l'engagement/travaux	-	Il s'agit de budget des engagements/travaux convenu dans les accords/conventions minières pour l'octroi ou l'exploitation de permis et/ou la reprise des activités minières
41	Valeur des engagements/travaux encourus du 1/1/2012 au 31/12/2012	-	Il s'agit du coût des engagements/travaux encourus durant la période de reporting en accord avec accords/conventions minières pour l'octroi ou l'exploitation de permis et/ou la reprise des activités minières

N°	Nomenclature des flux	Abréviation	Définition
42	Valeur cumulée des engagements/travaux encourus au 31/12/2012	-	Il s'agit du coût cumulé des engagements/travaux encourus au 31/12/2012 en accord avec accords/conventions minières pour l'octroi ou l'exploitation de permis et/ou la reprise des activités minières

Annexe 11 : Tableaux de conciliation par entreprise

Nom de la société **IAM GOLD**
ESSAKANE SA IFU **00016079 H** Année **2012**

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		14 837 875 709	812 008 433	15 649 884 142	15 758 994 864	-	15 758 994 864	(109 110 722)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	14 837 875 709	812 008 433	15 649 884 142	15 748 652 963	-	15 748 652 963	(98 768 821)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)		-	-	10 341 901	-	10 341 901	(10 341 901)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
Direction Générale des Impôts (DGI)		26 463 933 004	(86 048 164)	26 377 884 840	23 088 297 965	3 289 586 875	26 377 884 840	-	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	17 463 998 100	(1 000 000)	17 462 998 100	17 462 998 100	-	17 462 998 100	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	5 215 005 494	(85 048 164)	5 129 957 330	5 129 957 330	-	5 129 957 330	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	11 360 999 050	-	11 360 999 050	11 360 999 050	-	11 360 999 050	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	3 074 337 084		3 074 337 084	3 074 337 084	-	3 074 337 084	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	172 984 359	-	172 984 359	172 984 359	-	172 984 359	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	1 763 919 006	-	1 763 919 006	1 763 919 006	-	1 763 919 006	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	1 265 779 847	-	1 265 779 847	1 265 779 847	-	1 265 779 847	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-		-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)					-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	18 932 639	-	18 932 639	18 932 639	-	18 932 639	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)			-		-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-		-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-		-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-		-	-	-	
17	Contribution des patentes		-	-		-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-		-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif)	(13 872 022 575)		(13 872 022 575)	(17 161 609 450)	3 289 586 875	(13 872 022 575)	-	
20	Pénalités (DGI)		-	-		-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		18 152 160 410	385 565 856	18 537 726 266	18 537 726 266	-	18 537 726 266	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	15 938 575 369	571 253 714	16 509 829 083	16 509 829 083	-	16 509 829 083	-	
22	Taxe Superficiaire	751 500 000		751 500 000	751 500 000	-	751 500 000	-	
23	Dividendes	1 044 661 289	-	1 044 661 289	1 044 661 289	-	1 044 661 289	-	
24	Droits Fixes			-		-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)	417 423 752	(185 687 858)	231 735 894	231 735 894	-	231 735 894	-	
26	Frais de dossier			-		-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession			-		-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production			-		-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE			-		-	-	-	
Total payments		59 453 969 123	1 111 526 125	60 565 495 248	57 385 019 095	3 289 586 875	60 674 605 970	(109 110 722)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		616 522 200	-	616 522 200					
30	Autres flux de paiements significatifs		-	-					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)			-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	616 522 200	-	616 522 200					
Paiements sociaux		1 339 500 070	-	1 339 500 070					
33	Paiements sociaux obligatoires	1 339 500 070	-	1 339 500 070					
34	Paiements sociaux volontaires		-	-					

Nom de la société SEMAFO
BURKINA FASO IFU 00009763 S Année 2012

N° Nomenclature des flux		Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		6 902 816 903	2 490 647 358	9 393 464 261	9 264 100 640	31 789 345	9 295 889 985	97 574 276	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	6 902 816 903	2 490 647 358	9 393 464 261	9 243 486 436	31 789 345	9 275 275 781	118 188 480	Taxes non reportées par l'Etat
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	20 614 204	-	20 614 204	(20 614 204)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
Direction Générale des Impôts (DGI)		10 040 213 841	-	10 040 213 841	10 040 244 775	(30 000)	10 040 214 775	(934)	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	6 138 730 799	-	6 138 730 799	6 138 730 799	-	6 138 730 799	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	2 438 273 313	-	2 438 273 313	2 438 303 773	(30 000)	2 438 273 773	(460)	Non significatif < 500 000 FCFA
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	8 485 138 836	-	8 485 138 836	8 485 138 836	-	8 485 138 836	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	628 850 191	-	628 850 191	628 850 191	-	628 850 191	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	204 116 450	121 180 558	325 297 008	325 297 008	-	325 297 008	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	250 000 000	-	250 000 000	250 000 000	-	250 000 000	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	249 987 752	(121 180 558)	128 807 194	128 807 194	-	128 807 194	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnement	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif)	(8 354 883 500)	-	(8 354 883 500)	(8 354 883 026)	-	(8 354 883 026)	(474)	Non significatif < 500 000 FCFA
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		9 031 017 784	(233 255 693)	8 797 762 091	8 824 182 021	(26 419 930)	8 797 762 091	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	7 707 957 200	(233 255 693)	7 474 701 507	7 501 745 213	(27 043 706)	7 474 701 507	-	
22	Taxe Superficiaire	884 390 899	-	884 390 899	883 767 123	623 776	884 390 899	-	
23	Dividendes	375 000 000	-	375 000 000	375 000 000	-	375 000 000	-	
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)	63 669 685	-	63 669 685	63 669 685	-	63 669 685	-	
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		6 754 500	-	6 754 500	2 817 000	3 937 500	6 754 500	-	
29	Frais de prestation BUNEE	6 754 500	-	6 754 500	2 817 000	3 937 500	6 754 500	-	
Total payments		25 980 803 028	2 257 391 665	28 238 194 693	28 131 344 436	9 276 915	28 140 621 351	97 573 342	
Déclaration Unilatérale des sociétés		1 072 722 637	-	1 072 722 637					
30	Autres flux de paiements significatifs	1 072 722 637	-	1 072 722 637					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	-	-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-					
Paiements sociaux		537 782 021	-	537 782 021					
33	Paiements sociaux obligatoires	-	-	-					
34	Paiements sociaux volontaires	537 782 021	-	537 782 021					

Nom de la société **SOCIETE DES MINES DE BELAHOURO (SMB)** IFU **00011610 K** Année **2012**

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		3 973 708 717	1 190 197 075	5 163 905 792	5 164 143 230	-	5 164 143 230	-	237 438
1	Droits de Douane et taxes assimilées	3 973 708 717	1 190 197 075	5 163 905 792	5 164 143 230	-	5 164 143 230	-	237 438
2	Pénalités (DGD)		-	-		-	-	-	Non significatif < 500 000 FCFA
Direction Générale des Impôts (DGI)		(2 462 037 837)	62 500	(2 461 975 337)	(2 461 984 336)	-	(2 461 984 336)	-	8 999
3	Impôt sur les Sociétés (IS)				-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	2 630 219 670	-	2 630 219 670	2 630 219 670	-	2 630 219 670	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP- IS)		-	-		-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	867 479 960	-	867 479 960	963 828 666	(96 348 706)	867 479 960	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	105 032 694	909 049 713	1 014 082 407	1 014 082 407	-	1 014 082 407	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	569 522 939	(59 689 808)	509 833 131	509 833 131	-	509 833 131	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	1 431 229 218	(849 297 405)	581 931 813	485 574 108	96 348 706	581 922 814	8 999	Non significatif < 500 000 FCFA
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-		-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-		-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	12 421 808	-	12 421 808	12 421 808	-	12 421 808	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-		-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-		-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-		-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-		-	-	-	
17	Contribution des patentes		-	-		-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-		-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif)	(8 077 944 126)		(8 077 944 126)	(8 077 944 126)	-	(8 077 944 126)	-	
20	Pénalités (DGI)		-	-		-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		5 369 036 173	-	5 369 036 173	5 603 439 311	(234 403 254)	5 369 036 057	116	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	4 807 151 560	-	4 807 151 560	5 041 554 698	(234 403 254)	4 807 151 444	116	Non significatif < 500 000 FCFA
22	Taxe Superficiaire	234 403 254	-	234 403 254	234 403 254	-	234 403 254	-	
23	Dividendes		-	-		-	-	-	
24	Droits Fixes		-	-		-	-	-	
25	Pénalités (DGTCF)	327 481 359	-	327 481 359	327 481 359	-	327 481 359	-	
26	Frais de dossier		-	-		-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-		-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-		-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	7 898 093	7 898 093	7 898 093	-	7 898 093	-	
29	Frais de prestation BUNEE		7 898 093	7 898 093	7 898 093	-	7 898 093	-	
Total payments		6 880 707 053	1 198 157 668	8 078 864 721	8 313 496 298	(234 403 254)	8 079 093 044	-	228 323
Déclaration Unilatérale des sociétés		387 626 518	-	387 626 518					
30	Autres flux de paiements significatifs	5 133 123	-	5 133 123					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	13 428 000	-	13 428 000					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	369 065 395	-	369 065 395					
Paiements sociaux		39 762 629	-	39 762 629					
33	Paiements sociaux obligatoires		-	-					
34	Paiements sociaux volontaires	39 762 629	-	39 762 629					

SOCIETE DES
MINES DE
TAPARKO
(SOMITA)

Nom de la société

IFU 00007047 V

Année 2012

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		3 569 831 364	179 898 482	3 749 729 846	3 857 851 198	-	3 857 851 198	(108 121 352)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	3 569 831 364	179 898 482	3 749 729 846	3 832 888 701	-	3 832 888 701	(83 158 855)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)			-	24 962 497	-	24 962 497	(24 962 497)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
Direction Générale des Impôts (DGI)		7 334 146 686	(1 297 065 285)	7 334 146 686	6 036 828 944	252 361	6 037 081 305	96	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	7 875 131 028	(5 334 156 680)	2 540 974 348	2 540 974 348	-	2 540 974 348	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	1 538 730 418	-	1 538 730 418	1 538 730 412	-	1 538 730 412	6	Non significatif < 500 000 FCFA
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP- IS)		5 334 156 680	5 334 156 680	5 334 156 680	-	5 334 156 680	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	243 375 957	1 302 988	244 678 945	244 678 945	-	244 678 945	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	156 455 037	23 566 635	180 021 672	180 021 672	-	180 021 672	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	899 952 840	-	899 952 840	899 952 750	-	899 952 750	90	Non significatif < 500 000 FCFA
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	234 323 453	(23 566 635)	210 756 818	210 756 818	-	210 756 818	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)		-	-	-	-	-	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes		-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif)	(3 613 822 047)	(1 298 368 273)	(4 912 190 320)	(4 912 442 681)	252 361	(4 912 190 320)	-	
20	Pénalités (DGI)		-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		2 886 138 474	1 502 839 438	4 388 977 912	4 361 934 206	27 043 706	4 388 977 912	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	2 669 163 474	371 657 384	3 040 820 858	3 013 777 152	27 043 706	3 040 820 858	-	
22	Taxe Superficiaire	216 975 000	-	216 975 000	216 975 000	-	216 975 000	-	
23	Dividendes		1 131 182 054	1 131 182 054	1 131 182 054	-	1 131 182 054	-	
24	Droits Fixes		-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)		-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier		-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE		-	-	-	-	-	-	
Total payments		13 790 116 524	385 672 635	13 790 116 524	14 256 614 348	27 296 067	14 283 910 415	(108 121 256)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		-	-	-					
30	Autres flux de paiements significatifs		-	-					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)		-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-					
Paiements sociaux		39 874 517	-	39 874 517					
33	Paiements sociaux obligatoires		-	-					
34	Paiements sociaux volontaires	39 874 517	-	39 874 517					

Nom de la société		IFU		Année		2012		Différence Finale	Commentaires
N°	Nomenclature des flux	Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		1 409 063 822	(13 909 573)	1 395 154 249	786 701 987	608 207 071	1 394 909 058	245 191	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	1 409 063 822	(13 909 573)	1 395 154 249	786 701 987	608 207 071	1 394 909 058	245 191	Non significatif < 500 000 FCFA
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		5 233 951 298	(2 232 198 964)	3 001 752 334	2 629 089 696	372 662 638	3 001 752 334	-	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	2 134 668 114	-	2 134 668 114	2 134 668 114	-	2 134 668 114	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	531 533 145	40 640 086	572 173 231	525 435 693	46 737 538	572 173 231	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP- IS)	1 988 701 912	-	1 988 701 912	1 988 701 912	-	1 988 701 912	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	518 298 380	-	518 298 380	518 298 380	-	518 298 380	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	41 143 455	454 311 583	495 455 038	495 455 038	-	495 455 038	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	578 525 000	350 000	578 875 000	578 875 000	-	578 875 000	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	501 483 407	(454 482 708)	47 000 699	47 000 699	-	47 000 699	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	93 442 205	9 303 650	102 745 855	94 342 537	8 403 318	102 745 855	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	1 276 625	(241 500)	1 035 125	-	1 035 125	1 035 125	-	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	(1 155 120 945)	(2 282 080 075)	(3 437 201 020)	(3 753 687 677)	316 486 657	(3 437 201 020)	-	
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT)		2 417 147 549	(130 688 038)	2 286 459 511	2 284 307 986	2 151 525	2 286 459 511	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	1 535 308 524,000	(130 688 038)	1 404 620 486	1 404 620 486	-	1 404 620 486	-	
22	Taxe Superficiaire	13 855 025	-	13 855 025	12 500 000	1 355 025	13 855 025	-	
23	Dividendes	867 187 500	-	867 187 500	867 187 500	-	867 187 500	-	
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier	796 500	-	796 500	-	796 500	796 500	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Total payments		9 060 162 669	(2 376 796 575)	6 683 366 094	5 700 099 669	983 021 234	6 683 120 903	245 191	
Déclaration Unilatérale des sociétés		197 663 833	318 978 316	516 642 149					
30	Autres flux de paiements significatifs	-	318 978 316	318 978 316					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	-	-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	197 663 833	-	197 663 833					
Paiements sociaux		436 498 355	(318 978 316)	117 520 039					
33	Paiements sociaux obligatoires	357 131 569	(318 978 316)	38 153 253					
34	Paiements sociaux volontaires	79 366 786	-	79 366 786					

Nom de la société		BURKINA MINING COMPANY (BMC)		IFU	00006204 X	Année	2012		
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		1 509 861 348	11 721 019	1 521 582 367	1 521 612 393	-	1 521 612 393	(30 026)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	1 509 861 348	11 721 019	1 521 582 367	1 521 612 393	-	1 521 612 393	(30 026)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		(817 354 669)	-	(817 354 669)	(817 354 669)	-	(817 354 669)	-	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	123 965 580	-	123 965 580	123 965 580	-	123 965 580	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	740 043 346	-	740 043 346	740 043 346	-	740 043 346	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	219 308 303	-	219 308 303	219 308 303	-	219 308 303	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	125 472 880	-	125 472 880	125 472 880	-	125 472 880	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	50 000 731	69 707 155	119 707 886	119 707 886	-	119 707 886	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	147 500	-	147 500	147 500	-	147 500	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	69 707 155	(69 707 155)	-	-	-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	125 557 551	-	125 557 551	125 557 551	-	125 557 551	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	81 000	81 000	81 000	-	81 000	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnem	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	81 000	(81 000)	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effec	(2 271 638 715)	-	(2 271 638 715)	(2 271 638 715)	-	(2 271 638 715)	-	
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publi		3 494 304 307	-	3 494 304 307	3 494 304 307	-	3 494 304 307	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	3 204 304 307	-	3 204 304 307	3 204 304 307	-	3 204 304 307	-	
22	Taxe Superficiare	290 000 000	-	290 000 000	290 000 000	-	290 000 000	-	
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BU		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Total payments		4 186 810 986	11 721 019	4 198 532 005	4 198 562 031	-	4 198 562 031	(30 026)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		-	-	-	-	-	-	-	
30	Autres flux de paiements significatifs	-	-	-	-	-	-	-	
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	-	-	-	-	-	-	-	
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	
Paiements sociaux		138 898 625	-	138 898 625	-	-	-	-	
33	Paiements sociaux obligatoires	-	-	-	-	-	-	-	
34	Paiements sociaux volontaires	138 898 625	-	138 898 625	-	-	-	-	

Nom de la société **SOCIETE
AMPELLA MINING** IFU **00017763 Y** Année **2012**

N° Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
	Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)	43 494 453	34 156 074	77 650 527	49 704 166	28 647 031	78 351 197	(700 670)	
1 Droits de Douane et taxes assimilées	43 494 453	34 156 074	77 650 527	49 704 166	28 647 031	78 351 197	(700 670)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2 Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)	1 236 190 742	(58 403 649)	1 177 787 093	1 655 823 267	(478 152 174)	1 177 671 093	116 000	
3 Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4 Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	335 648 283	67 651	335 715 934	335 715 934	-	335 715 934	-	
5 Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-	
6 Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	18 485 388	-	18 485 388	497 487 377	(479 001 989)	18 485 388	-	
7 Retenue à la source intérieur (RET / INT)	33 023 688	789 681 983	822 705 671	821 904 456	801 215	822 705 671	-	
8 Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-	
9 Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	848 153 283	(848 153 283)	-	-	-	-	-	
10 Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11 Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12 Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	764 100	-	764 100	715 500	48 600	764 100	-	
13 Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14 Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15 Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-	
16 Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
17 Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18 Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
19 Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	
20 Pénalités (DGI)	116 000	-	116 000	-	-	-	116 000	Non significatif < 500 000 FCFA
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publi	15 833 390	(12 362 257)	3 471 133	306 696	1 160 002	1 466 698	2 004 435	
21 Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-	
22 Taxe Superficiare	15 833 390	(12 362 257)	3 471 133	306 696	1 160 002	1 466 698	2 004 435	Taxes non reportées par l'Etat
23 Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24 Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-	
25 Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26 Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27 Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28 Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BU	-	-	-	-	-	-	-	
29 Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Total payments	1 295 518 585	(36 609 832)	1 258 908 753	1 705 834 129	(448 345 141)	1 257 488 988	1 419 765	
Déclaration Unilatérale des sociétés	105 581 778	-	105 581 778					
30 Autres flux de paiements significatifs	105 581 778	-	105 581 778					
31 Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	-	-	-					
32 Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-					

Nom de la société BISSA GOLD

IFU 00030276 N

Année 2012

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		1 136 559 704	1 077 582 724	2 214 142 428	2 235 507 831	-	2 235 507 831	(21 365 403)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	1 136 559 704	1 077 582 724	2 214 142 428	2 223 106 584	-	2 223 106 584	(8 964 156)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)		-	-	12 401 247	-	12 401 247	(12 401 247)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
Direction Générale des Impôts (DGI)		1 817 575 503	-	1 817 575 503	1 817 575 503	-	1 817 575 503	-	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)		-	-		-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	691 385 361	-	691 385 361	691 385 361	-	691 385 361	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP- IS)		-	-		-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-		-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	396 134 062	726 064 537	1 122 198 599	1 122 198 599	-	1 122 198 599	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	266 668	-	266 668	266 668	-	266 668	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	726 064 537	(726 064 537)	-		-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-		-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-		-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	3 724 875	-	3 724 875	3 724 875	-	3 724 875	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-		-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-		-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-		-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-		-	-	-	
17	Contribution des patentes		-	-		-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-		-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-		-	-	-	
20	Pénalités (DGI)		-	-		-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publi		967 500 000	508 931 507	1 476 431 507	1 476 431 507	-	1 476 431 507	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-		-	-	-	
22	Taxe Superficiaire	967 500 000	508 931 507	1 476 431 507	1 476 431 507	-	1 476 431 507	-	
23	Dividendes		-	-		-	-	-	
24	Droits Fixes		-	-		-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)		-	-		-	-	-	
26	Frais de dossier		-	-		-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-		-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-		-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	11 137 100	11 137 100	11 137 100	-	11 137 100	-	
29	Frais de prestation BUNEE		11 137 100	11 137 100	11 137 100	-	11 137 100	-	
Total payments		3 921 635 207	1 597 651 331	5 519 286 538	5 540 651 941	-	5 540 651 941	(21 365 403)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		-	-	-					
30	Autres flux de paiements significatifs		-	-					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)		-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-					
Paiements sociaux		3 325 000	-	3 325 000					
33	Paiements sociaux obligatoires		-	-					
34	Paiements sociaux volontaires	3 325 000	-	3 325 000					

Nom de la société		NANTOU MINING SA		IFU 00010790 T		Année 2012		Différence Finale	Commentaires
N°	Nomenclature des flux	Initial	Companies Ajustements	Final	Initial	Gouvernement Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		1 308 966 763	(137 001 383)	1 171 965 380	1 196 372 190	20 000 000	1 216 372 190	(44 406 810)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	1 288 966 763	(137 001 383)	1 151 965 380	1 179 372 190	-	1 179 372 190	(27 406 810)	Pièces justificatives non soumises par la société
2	Pénalités (DGD)	20 000 000	-	20 000 000	17 000 000	20 000 000	37 000 000	(17 000 000)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
Direction Générale des Impôts (DGI)		1 138 491 864	-	1 138 491 864	1 138 323 364	-	1 138 323 364	168 500	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	636 308 617	-	636 308 617	636 308 617	-	636 308 617	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	293 252 300	-	293 252 300	293 252 300	-	293 252 300	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	50 000	-	50 000	50 000	-	50 000	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	202 104 572	-	202 104 572	202 104 572	-	202 104 572	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	6 276 375	6 276 375	6 607 875	-	6 607 875	(331 500)	Non significatif < 500 000 FCFA
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	6 276 375	(6 276 375)	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	
20	Pénalités (DGI)	500 000	-	500 000	-	-	-	500 000	Taxes non reportées par l'Etat
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		58 980 822	-	58 980 822	58 980 822	-	58 980 822	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-	
22	Taxe Superficiaire	58 980 822	-	58 980 822	58 980 822	-	58 980 822	-	
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Total payments		2 506 439 449	(137 001 383)	2 369 438 066	2 393 676 376	20 000 000	2 413 676 376	(44 238 310)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		5 777 772	-	5 777 772					
30	Autres flux de paiements significatifs	5 719 200	-	5 719 200					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Commu	58 572	-	58 572					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-					
Paiements sociaux		174 695 740	-	174 695 740					
33	Paiements sociaux obligatoires	-	-	-					
34	Paiements sociaux volontaires	174 695 740	-	174 695 740					

Nom de la société		OREZONE INC SARL	IFU 00007345 N	Année 2012					
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		33 463 535	-	33 463 535	39 020 629	-	39 020 629	(5 557 094)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	33 463 535	-	33 463 535	39 020 629	-	39 020 629	(5 557 094)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)		-	-		-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		1 392 167 887	-	1 392 167 887	412 109 209	976 859 278	1 388 968 487	3 199 400	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-		-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	150 761 837	-	150 761 837	150 761 837		150 761 837	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)		-	-		-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-		-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	242 559 352	5 865 603	248 424 955	248 424 955	-	248 424 955	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)		-	-		-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	18 788 020	(5 865 603)	12 922 417	12 922 417	-	12 922 417	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-		-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-		-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	3 032 000	-	3 032 000		-	-	3 032 000	Détail non soumis par l'Entreprise Extractive
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-		-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-		-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-		-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	167 400	-	167 400		-	-	167 400	Détail non soumis par l'Entreprise Extractive
17	Contribution des patentes		-	-		-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres	976 859 278	-	976 859 278		976 859 278	976 859 278	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-		-	-	-	
20	Pénalités (DGI)		-	-		-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		10 292 172	(265 050)	10 027 122	15 940 590	(5 913 468)	10 027 122	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-		-	-	-	
22	Taxe Superficiare	10 027 122	(6 000 000)	4 027 122	3 940 590	86 532	4 027 122	-	
23	Dividendes		-	-		-	-	-	
24	Droits Fixes		6 000 000	6 000 000	12 000 000	(6 000 000)	6 000 000	-	
25	Pénalités (DGTCP)		-	-		-	-	-	
26	Frais de dossier	265 050	(265 050)	-		-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-		-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-		-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE		-	-		-	-	-	
Total payments		1 435 923 594	(265 050)	1 435 658 544	467 070 428	970 945 810	1 438 016 238	(2 357 694)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		-	-	-					
30	Autres flux de paiements significatifs		-	-					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)		-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-					
Paievements sociaux		5 960 500	-	5 960 500					
33	Paievements sociaux obligatoires	3 000 000	-	3 000 000					
34	Paievements sociaux volontaires	2 960 500	-	2 960 500					

Nom de la société		AMPELLA MINING		IFU 00009384 A		Année 2012		Différence Finale	Commentaires
N°	Nomenclature des flux	Initial	Companies Ajustements	Final	Initial	Gouvernement Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		-	-	-	5 000	-	5 000	(5 000)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées		-	-	5 000	-	5 000	(5 000)	Non significatif < 500 000 FCFA
2	Pénalités (DGD)		-	-		-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		13 679 360	55 245 191	68 924 551	70 954 908	(2 098 008)	68 856 900	67 651	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)		-	-		-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	11 968 322	-	11 968 322	11 968 322	-	11 968 322	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)		-	-		-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-	2 098 008	(2 098 008)	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	394 806	55 245 191	55 639 997	55 572 346	-	55 572 346	67 651	Non significatif < 500 000 FCFA
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)		-	-		-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)		-	-		-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-		-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-		-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	1 316 232	-	1 316 232	1 316 232	-	1 316 232	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-		-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-		-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-		-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-		-	-	-	
17	Contribution des patentes		-	-		-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-		-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-		-	-	-	
20	Pénalités (DGI)		-	-		-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		15 451 083	12 362 257	27 813 340	27 813 340	-	27 813 340	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-		-	-	-	
22	Taxe Superficiaire	15 451 083	5 362 257	20 813 340	20 813 340	-	20 813 340	-	
23	Dividendes		-	-		-	-	-	
24	Droits Fixes		7 000 000	7 000 000	7 000 000	-	7 000 000	-	
25	Pénalités (DGTCP)		-	-		-	-	-	
26	Frais de dossier		-	-		-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-		-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-		-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE		-	-		-	-	-	
Total payments		29 130 443	67 607 448	96 737 891	98 773 248	(2 098 008)	96 675 240	62 651	
Déclaration Unilatérale des sociétés		1 639 606	-	1 639 606					
30	Autres flux de paiements significatifs	1 639 606	-	1 639 606					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)		-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-					

Nom de la société		GRYPHON MINERALS	IFU	00014729 V	Année		2012		
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		182 328 060	33 238 987	215 567 047	240 018 497	6 474 837	246 493 334	(30 926 287)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	182 328 060	33 238 987	215 567 047	240 018 497	6 474 837	246 493 334	(30 926 287)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)		-	-		-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		970 807 284	-	970 807 284	970 504 436	-	970 504 436	302 848	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	134 251 689		134 251 689	134 196 441	-	134 196 441	55 248	Non significatif < 500 000 FCFA
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	18 555 261	816 591 759	835 147 020	835 098 920	-	835 098 920	48 100	Non significatif < 500 000 FCFA
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	816 591 759	(816 591 759)	-	-	-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)		911 325	911 325	1 209 075	-	1 209 075	(297 750)	Non significatif < 500 000 FCFA
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnem	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	1 408 575	(911 325)	497 250	-	-	-	497 250	Non significatif < 500 000 FCFA
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effe	-	-	-	-	-	-	-	
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		-	-	-	1 500 000	-	1 500 000	(1 500 000)	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-	-	-	-	-	
22	Taxe Superficiare		-	-	-	-	-	-	
23	Dividendes		-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes		-	-	1 500 000	-	1 500 000	(1 500 000)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
25	Pénalités (DGTCP)		-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier		-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE		-	-	-	-	-	-	
Total payments		1 153 135 344	33 238 987	1 186 374 331	1 212 022 933	6 474 837	1 218 497 770	(32 123 439)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		-	-	-					
30	Autres flux de paiements significatifs		-	-					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)		-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-					
Palements sociaux		24 724 324	-	24 724 324					
33	Palements sociaux obligatoires		-	-					
34	Palements sociaux volontaires	24 724 324	-	24 724 324					

Nom de la société GOLDBELT
RESOURCES IFU 00000261 N Année 2012

N° Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
	Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)	48 641 274	800 250	49 441 524	50 101 830	-	50 101 830	(660 306)	
1 Droits de Douane et taxes assimilées	48 641 274	800 250	49 441 524	50 101 830	-	50 101 830	(660 306)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2 Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)	708 498 087	-	708 498 087	705 381 017	3 116 221	708 497 238	849	
3 Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4 Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	515 297 518	-	515 297 518	515 297 518	-	515 297 518	-	
5 Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-	
6 Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-	
7 Retenue à la source intérieur (RET / INT)	39 912 182	143 483 666	183 395 848	183 394 999	-	183 394 999	849	Non significatif < 500 000 FCFA
8 Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-	
9 Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	141 645 916	(141 645 916)	-	-	-	-	-	
10 Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11 Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12 Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	8 526 250	(1 837 750)	6 688 500	6 688 500	-	6 688 500	-	
13 Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14 Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15 Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-	
16 Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
17 Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18 Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres	3 116 221	-	3 116 221	3 116 221	3 116 221	3 116 221	-	
19 Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	
20 Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	17 536 000	-	17 536 000	16 000 000	1 536 000	17 536 000	-	
21 Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-	
22 Taxe Superficiaire	-	-	-	-	-	-	-	
23 Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24 Droits Fixes	17 536 000	-	17 536 000	16 000 000	1 536 000	17 536 000	-	
25 Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26 Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27 Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28 Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	-	-	-	-	-	-	-	
29 Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Total payments	774 675 361	800 250	775 475 611	771 482 847	4 652 221	776 135 068	(659 457)	

Nom de la société		MANA MINERALS		IFU 00007572 J		Année 2012			
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		74 580 562	(12 179 858)	62 400 704	63 425 990	575 201	64 001 191	(1 600 487)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	74 580 562	(12 179 858)	62 400 704	63 425 990	575 201	64 001 191	(1 600 487)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		455 201 703	222 750	455 424 453	455 020 963	403 500	455 424 463	(10)	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	265 692 707	-	265 692 707	265 692 707	-	265 692 707	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	47 731 481	123 447 316	171 178 797	171 178 807	-	171 178 807	(10)	Non significatif < 500 000 FCFA
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	140 705 765	(123 447 316)	17 258 449	17 258 449	-	17 258 449	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	1 071 750	222 750	1 294 500	891 000	403 500	1 294 500	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnem	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effec	-	-	-	-	-	-	-	
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publi		15 719 257	(725 000)	14 994 257	14 994 172	-	14 994 172	85	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-	
22	Taxe Superficiaire	11 074 394	275 000	11 349 394	11 349 309	-	11 349 309	85	Non significatif < 500 000 FCFA
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes	4 500 000	(1 000 000)	3 500 000	3 500 000	-	3 500 000	-	
25	Pénalités (DGTCP)	144 863	-	144 863	144 863	-	144 863	-	
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BU		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Total payments		545 501 522	(12 682 108)	532 819 414	533 441 125	978 701	534 419 826	(1 600 412)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		114 508 935	-	114 508 935					
30	Autres flux de paiements significatifs	114 508 935	-	114 508 935					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	-	-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-					

Nom de la société		HIGH RIVER GOLD MINES		IFU 00002927 P		Année 2012			
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		6 916 346	-	6 916 346	5 941 427	979 919	6 921 346	(5 000)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	6 916 346	-	6 916 346	5 941 427	979 919	6 921 346	(5 000)	Non significatif < 500 000 FCFA
2	Pénalités (DGD)		-	-		-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		244 899 435	39 296 167	284 195 602	278 862 947	5 332 655	284 195 602	-	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)		-	-		-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	172 844 266		172 844 266	172 844 266	-	172 844 266	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)		-	-		-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-		-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	51 403 066	-	51 403 066	51 403 066	-	51 403 066	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)		-	-		-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	14 959 448	39 656 167	54 615 615	54 615 615	-	54 615 615	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-		-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-		-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	5 692 655	(360 000)	5 332 655		5 332 655	5 332 655	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-		-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-		-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et		-	-		-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-		-	-	-	
17	Contribution des patentes		-	-		-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-		-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-		-	-	-	
20	Pénalités (DGI)		-	-		-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		14 672 063	4 000 000	18 672 063	18 487 657	184 406	18 672 063	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-		-	-	-	
22	Taxe Superficiare	5 672 063		5 672 063	5 487 657	184 406	5 672 063	-	
23	Dividendes		-	-		-	-	-	
24	Droits Fixes	9 000 000	4 000 000	13 000 000	13 000 000	-	13 000 000	-	
25	Pénalités (DGTCP)		-	-		-	-	-	
26	Frais de dossier		-	-		-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-		-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-		-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE		-	-		-	-	-	
Total payments		266 487 844	43 296 167	309 784 011	303 292 031	6 496 980	309 789 011	(5 000)	

Nom de la société KIAKA GOLD

IFU 00023755 F

Année 2012

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		12 006 214	279 308	12 285 522	12 321 542	-	12 321 542	(36 020)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	12 002 234	279 308	12 281 542	12 321 542	-	12 321 542	(40 000)	Non significatif < 500 000 FCFA
2	Pénalités (DGD)	3 980	-	3 980	-	-	-	3 980	Non significatif < 500 000 FCFA
Direction Générale des Impôts (DGI)		519 176 701	-	519 176 701	519 176 701	-	519 176 701	-	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)		-	-	-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	47 921 343	-	47 921 343	47 921 343	-	47 921 343	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)		-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-	-	-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	281 433 078	188 322 280	469 755 358	469 755 358	-	469 755 358	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)		-	-	-	-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	188 322 280	(188 322 280)	-	-	-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)		-	-	-	-	-	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et		-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes		-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-	-	-	-	-	
20	Pénalités (DGI)	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	-	1 500 000	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		-	-	-	-	-	-	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-	-	-	-	-	
22	Taxe Superficiaire		-	-	-	-	-	-	
23	Dividendes		-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes		-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)		-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier		-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE		-	-	-	-	-	-	
Total payments		531 182 915	279 308	531 462 223	531 498 243	-	531 498 243	(36 020)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		-	-	-					
30	Autres flux de paiements significatifs		-	-					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)		-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-					
Paiements sociaux		70 061 525	-	70 061 525					
33	Paiements sociaux obligatoires		-	-					
34	Paiements sociaux volontaires	70 061 525	-	70 061 525					

Nom de la société GEP MINES

IFU 00010855 Z

Année 2012

N° Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
	Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
1 Droits de Douane et taxes assimilées	-	-	-	-	-	-	-	
2 Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)	92 038 936	(2 922 394)	89 116 542	89 116 542	-	89 116 542	-	
3 Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4 Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	132 834	-	132 834	132 834	-	132 834	-	
5 Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	27 632 481	-	27 632 481	27 632 481	-	27 632 481	-	
6 Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	137 307	(137 307)	-	-	-	-	-	
7 Retenue à la source intérieur (RET / INT)	-	5 101 227	5 101 227	5 101 227	-	5 101 227	-	
8 Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	56 250 000	-	56 250 000	56 250 000	-	56 250 000	-	
9 Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	5 101 227	(5 101 227)	-	-	-	-	-	
10 Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11 Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12 Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
13 Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14 Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15 Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements	2 575 087	(2 575 087)	-	-	-	-	-	
16 Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	210 000	(210 000)	-	-	-	-	-	
17 Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18 Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
19 Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	
20 Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	-	-	-	-	-	-	-	
21 Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-	
22 Taxe Superficiaire	-	-	-	-	-	-	-	
23 Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24 Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-	
25 Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26 Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27 Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28 Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	-	-	-	-	-	-	-	
29 Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Total payments	92 038 936	(2 922 394)	89 116 542	89 116 542	-	89 116 542	-	

Nom de la société JILBEY
BURKINA

IFU 00002929 N

Année 2012

N° Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
	Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)	362 975	(55 000)	307 975	307 975	-	307 975	-	
1 Droits de Douane et taxes assimilées	362 975	(55 000)	307 975	307 975	-	307 975	-	
2 Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)	186 165 923	(165 600)	186 000 323	183 015 155	2 866 668	185 881 823	118 500	
3 Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4 Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	101 897 434	-	101 897 434	101 897 434	-	101 897 434	-	
5 Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-	
6 Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-	
7 Retenue à la source intérieur (RET / INT)	61 482 671	-	61 482 671	61 482 671	-	61 482 671	-	
8 Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-	
9 Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	19 635 050	-	19 635 050	19 635 050	-	19 635 050	-	
10 Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11 Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12 Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	3 150 768	(165 600)	2 985 168	-	2 866 668	2 866 668	118 500	Non significatif < 500 000 FCFA
13 Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14 Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15 Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-	
16 Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
17 Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18 Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
19 Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	
20 Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique	6 315 431	-	6 315 431	6 315 431	-	6 315 431	-	
21 Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-	
22 Taxe Superficiare	4 815 431	-	4 815 431	4 815 431	-	4 815 431	-	
23 Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24 Droits Fixes	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	-	1 500 000	-	
25 Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26 Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27 Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28 Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)	-	-	-	-	-	-	-	
29 Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Total payments	192 844 329	(220 600)	192 623 729	189 638 561	2 866 668	192 505 229	118 500	

Nom de la société		Riverstone Resources	IFU 00002772 D	Année	2012				
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		501 840	-	501 840	43 182 239	-	43 182 239	(42 680 399)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	501 840	-	501 840	43 182 239	-	43 182 239	(42 680 399)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)		-	-		-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		379 635 012	(1 348 762)	378 286 250	378 873 912	-	378 873 912	(587 662)	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)			-		-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	61 198 674	3 176 450	64 375 124	64 375 124	-	64 375 124	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)			-		-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	75 581 768	25 217 580	100 799 348	100 799 348	-	100 799 348	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	142 441 248	(25 992 950)	116 448 298	208 009 048	(91 560 750)	116 448 298	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)			-		-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	92 588 250	(1 027 500)	91 560 750		91 560 750	91 560 750	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)			-		-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)			-		-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)		5 102 730	5 102 730	5 690 392	-	5 690 392	(587 662)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)			-		-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)			-		-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)			-		-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	7 825 072	(7 825 072)	-		-	-	-	
17	Contribution des patentes			-		-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers			-		-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **			-		-	-	-	
20	Pénalités (DGI)			-		-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		24 404 504	-	24 404 504	15 769 999	10 634 505	26 404 504	(2 000 000)	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)			-		-	-	-	
22	Taxe Superficiare	9 404 504	-	9 404 504	1 769 999	7 634 505	9 404 504	-	
23	Dividendes			-		-	-	-	
24	Droits Fixes	15 000 000	-	15 000 000	14 000 000	3 000 000	17 000 000	(2 000 000)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
25	Pénalités (DGTCP)			-		-	-	-	
26	Frais de dossier			-		-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession			-		-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production			-		-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		2 647 400	-	2 647 400	2 647 400	-	2 647 400	-	
29	Frais de prestation BUNEE	2 647 400	-	2 647 400	2 647 400	-	2 647 400	-	
Total payments		407 188 756	(1 348 762)	405 839 994	440 473 550	10 634 505	451 108 055	(45 268 061)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		-	51 345 168	51 345 168					
30	Autres flux de paiements significatifs		51 345 168	51 345 168					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)		-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-					
Paiements sociaux		51 345 168	(51 345 168)	-					
33	Paiements sociaux obligatoires	51 345 168	(51 345 168)	-					
34	Paiements sociaux volontaires		-	-					

Nom de la société		Newmont Ventures		IFU 00018011H		Année 2012			
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		2 309 579	-	2 309 579	2 264 140	-	2 264 140	45 439	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	2 259 579	-	2 259 579	2 264 140	-	2 264 140	(4 561)	Non significatif < 500 000 FCFA
2	Pénalités (DGD)	50 000	-	50 000	-	-	-	50 000	Taxes non reportées par l'Etat
Direction Générale des Impôts (DGI)		25 305 705	(2 301 574)	23 004 131	23 004 131	-	23 004 131	-	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	18 488 234	(2 759 876)	15 728 358	15 728 358	-	15 728 358	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	6 599 221	385 552	6 984 773	6 984 773	-	6 984 773	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	-	-	-	-	-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	218 250	72 750	291 000	291 000	-	291 000	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		239 504 500	-	239 504 500	239 500 000	-	239 500 000	4 500	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-	
22	Taxe Superficiaire	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	-	
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes	4 500	-	4 500	-	-	-	4 500	Non significatif < 500 000 FCFA
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	237 500 000	-	237 500 000	239 500 000	(2 000 000)	237 500 000	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Total payments		267 119 784	(2 301 574)	264 818 210	264 768 271	-	264 768 271	49 939	
Déclaration Unilatérale des sociétés		-	-	-					
30	Autres flux de paiements significatifs	-	-	-					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	-	-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-					
Paievements sociaux		3 000 000	-	3 000 000					
33	Paievements sociaux obligatoires	-	-	-					
34	Paievements sociaux volontaires	3 000 000	-	3 000 000					

Nom de la société		Roxgold Burkina Faso		IFU 00034469 W		Année 2012			
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustement s	Final	Initial	Ajustement ts	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		7 285 166	(739 950)	6 545 216	8 750 224	23 850	8 774 074	(2 228 858)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	7 285 166	(739 950)	6 545 216	8 750 224	23 850	8 774 074	(2 228 858)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Drection Générale des Impôts (DGI)		246 044 136	(3 997 000)	242 047 136	232 871 136	9 176 000	242 047 136	-	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	37 891 104	(1 177 010)	36 714 094	36 714 094	-	36 714 094	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	-	-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	84 052 253	112 104 789	196 157 042	196 157 042	-	196 157 042	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	110 927 779	(110 927 779)	-	-	-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	13 173 000	(3 997 000)	9 176 000	-	9 176 000	9 176 000	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	-	-	-	-	-	-	-	
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		12 000 000	-	12 000 000	-	12 000 000	12 000 000	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	-	-	-	-	-	-	-	
22	Taxe Superficiare	-	-	-	-	-	-	-	
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	12 000 000	-	12 000 000	-	12 000 000	12 000 000	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Total payments		265 329 302	(4 736 950)	260 592 352	241 621 360	21 199 850	262 821 210	(2 228 858)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		2 330 000	-	2 330 000					
30	Autres flux de paiements significatifs	2 330 000	-	2 330 000					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	-	-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	-	-	-					
Paievements sociaux		34 195 465	-	34 195 465					
33	Paievements sociaux obligatoires	34 195 465	-	34 195 465					
34	Paievements sociaux volontaires	-	-	-					

Nom de la société Stremco SA

IFU

Année 2012

N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		143 541 710	19 794 484	163 336 194	152 406 063	12 477 425	164 883 488	(1 547 294)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	143 541 710	19 794 484	163 336 194	152 406 063	12 477 425	164 883 488	(1 547 294)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)		-	-		-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		37 119 864	-	37 119 864	37 119 864	-	37 119 864	-	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	18 639 559	-	18 639 559	18 639 559	-	18 639 559	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP- IS)		-	-		-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-		-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	336 624	17 143 681	17 480 305	17 480 305	-	17 480 305	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)		-	-		-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	17 143 681	(17 143 681)	-		-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-		-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-		-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)		-	-		-	-	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-		-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-		-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-		-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-		-	-	-	
17	Contribution des patentes		-	-		-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-		-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-		-	-	-	
20	Pénalités (DGI)		-	-		-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		22 368 438	-	22 368 438	22 368 438	-	22 368 438	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	22 368 438	-	22 368 438	22 368 438	-	22 368 438	-	
22	Taxe Superficiare		-	-		-	-	-	
23	Dividendes		-	-		-	-	-	
24	Droits Fixes		-	-		-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)		-	-		-	-	-	
26	Frais de dossier		-	-		-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-		-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-		-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE		-	-		-	-	-	
Total payments		203 030 012	19 794 484	222 824 496	211 894 365	12 477 425	224 371 790	(1 547 294)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		-	-	-					
30	Autres flux de paiements significatifs		-	-					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)		-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-					
Paielements sociaux		2 800 000	-	2 800 000					
33	Paielements sociaux obligatoires		-	-					
34	Paielements sociaux volontaires	2 800 000	-	2 800 000					

Nom de la société		Pinsapo Gold		IFU		Année		2012	
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		40 741 788	-	40 741 788	16 454 471	-	16 454 471	24 287 317	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	40 741 788	-	40 741 788	16 454 471	-	16 454 471	24 287 317	Détail non soumis par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		45 928 787	-	45 928 787	41 480 064	-	41 480 064	4 448 723	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)	-	-	-	-	-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	26 527 859	-	26 527 859	26 108 249	-	26 108 249	419 610	Détail non soumis par l'Entreprise Extractive
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)	10 121 263	-	10 121 263	-	-	-	10 121 263	Détail non soumis par l'Entreprise Extractive
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	-	-	-	6 051 170	-	6 051 170	(6 051 170)	Détail non soumis par l'Entreprise Extractive
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	29 850 545	-	29 850 545	28 217 431	-	28 217 431	1 633 114	Détail non soumis par l'Entreprise Extractive
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	-	-	-	-	-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)	1 155 559	-	1 155 559	-	-	-	1 155 559	Détail non soumis par l'Entreprise Extractive
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	-	-	-	2 829 653	-	2 829 653	(2 829 653)	Détail non soumis par l'Entreprise Extractive
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)	-	-	-	-	-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	1 622 250	-	1 622 250	1 622 250	-	1 622 250	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)	-	-	-	-	-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)	-	-	-	-	-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)	-	-	-	-	-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	-	-	-	-	-	-	-	
17	Contribution des patentes	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **	(23 348 689)	-	(23 348 689)	(23 348 689)	-	(23 348 689)	-	
20	Pénalités (DGI)	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		124 101 387	-	124 101 387	120 752 728	-	120 752 728	3 348 659	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)	124 101 387	-	124 101 387	120 445 269	-	120 445 269	3 656 118	Détail non soumis par l'Entreprise Extractive
22	Taxe Superficiaire	-	-	-	307 459	-	307 459	(307 459)	Détail non soumis par l'Entreprise Extractive
23	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
24	Droits Fixes	-	-	-	-	-	-	-	
25	Pénalités (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
26	Frais de dossier	-	-	-	-	-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	-	-	-	-	-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE	-	-	-	-	-	-	-	
Total payments		210 771 962	-	210 771 962	178 687 263	-	178 687 263	32 084 699	
Déclaration Unilatérale des sociétés		4 433 333	-	4 433 333					
30	Autres flux de paiements significatifs	-	-	-	-	-	-	-	
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)	-	-	-	-	-	-	-	
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement	4 433 333	-	4 433 333	-	-	-	-	
Paievements sociaux		41 805 286	-	41 805 286					
33	Paievements sociaux obligatoires	36 833 758	-	36 833 758	-	-	-	-	
34	Paievements sociaux volontaires	4 971 528	-	4 971 528	-	-	-	-	

Nom de la société		Essakane Exploration		IFU 00006970 E		Année		2012	
N°	Nomenclature des flux	Companies			Gouvernement			Différence Finale	Commentaires
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final		
Direction Générale des Douanes (DGD)		7 631 990	(1 756 072)	5 875 918	6 480 806	-	6 480 806	(604 888)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	7 631 990	(1 756 072)	5 875 918	6 480 806	-	6 480 806	(604 888)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)		-	-		-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		188 075 756	-	188 075 756	185 717 647	2 358 120	188 075 767	(11)	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)		-	-		-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)	173 529 268	-	173 529 268	173 529 268	-	173 529 268	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP- IS)		-	-		-	-	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-		-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	8 826 868	-	8 826 868	8 826 879	-	8 826 879	(11)	Non significatif < 500 000 FCFA
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)		-	-		-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)		-	-		-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-		-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-		-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	3 361 500	-	3 361 500	3 361 500	-	3 361 500	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-		-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-		-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-		-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)	2 358 120	-	2 358 120		2 358 120	2 358 120	-	
17	Contribution des patentes		-	-		-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-		-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-		-	-	-	
20	Pénalités (DGI)		-	-		-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		10 203 878	-	10 203 878	10 203 878	-	10 203 878	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-		-	-	-	
22	Taxe Superficiaire	10 203 878	(9 500 000)	703 878	703 878	-	703 878	-	
23	Dividendes		-	-		-	-	-	
24	Droits Fixes		9 500 000	9 500 000	9 500 000	-	9 500 000	-	
25	Pénalités (DGTCF)		-	-		-	-	-	
26	Frais de dossier		-	-		-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession		-	-		-	-	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-		-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE		-	-		-	-	-	
Total payments		205 911 624	(1 756 072)	204 155 552	202 402 331	2 358 120	204 760 451	(604 899)	

Nom de la société		Pan African Minerals		IFU 00027414 C		Année 2012			
N°	Nomenclature des flux	Companies		Gouvernement			Différence Finale	Commentaires	
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements			Final
Direction Générale des Douanes (DGD)		9 912 516	-	9 912 516	13 006 858	-	13 006 858	(3 094 342)	
1	Droits de Douane et taxes assimilées	9 912 516	-	9 912 516	13 006 858	-	13 006 858	(3 094 342)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
2	Pénalités (DGD)		-	-		-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		8 432 178	-	8 432 178	6 912 678	1 519 500	8 432 178	-	
3	Impôt sur les Sociétés (IS)		-	-		-	-	-	
4	Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS)		-	-		-	-	-	
5	Acomptes Provisionnels sur IS (AP - IS)		59 000	59 000	59 000	-	59 000	-	
6	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)		-	-		-	-	-	
7	Retenue à la source intérieur (RET / INT)	6 912 678	(59 000)	6 853 678	6 853 678	-	6 853 678	-	
8	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)		-	-		-	-	-	
9	Retenue à la source extérieur (RET/EXT)		-	-		-	-	-	
10	Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)		-	-		-	-	-	
11	Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA)		-	-		-	-	-	
12	Retenue de l'impôt sur Revenu Foncier (RET / IRF)	1 519 500	-	1 519 500		1 519 500	1 519 500	-	
13	Minimum Forfaitaire de Perception (MFP)		-	-		-	-	-	
14	Prélèvements à la source (PREL / INT)		-	-		-	-	-	
15	Impôt sur le Revenu des Créances, dépôts et cautionnements (IRC)		-	-		-	-	-	
16	Impôt sur les Revenus Fonciers (IRF)		-	-		-	-	-	
17	Contribution des patentes		-	-		-	-	-	
18	Taxe spécifique sur les revenus de transactions de titres miniers		-	-		-	-	-	
19	Remboursements de crédit de TVA (remboursement effectif) **		-	-		-	-	-	
20	Pénalités (DGI)		-	-		-	-	-	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique		5 090 715 111	-	5 090 715 111	5 090 715 111	-	5 090 715 111	-	
21	Redevances proportionnelles (Royalties)		-	-	2 215 111	(2 215 111)	-	-	
22	Taxe Superficiaire	2 215 111	-	2 215 111		2 215 111	2 215 111	-	
23	Dividendes		-	-		-	-	-	
24	Droits Fixes	1 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000	-	
25	Pénalités (DGTCP)		-	-		-	-	-	
26	Frais de dossier		-	-		-	-	-	
27	Bonus de signature/Droits de cession	5 087 500 000	-	5 087 500 000	5 087 500 000	-	5 087 500 000	-	
28	Prime de découverte/prime de production		-	-		-	-	-	
Bureau National des Evaluations Environnementales (BUNEE)		-	-	-	-	-	-	-	
29	Frais de prestation BUNEE		-	-		-	-	-	
Total payments		5 109 059 805	-	5 109 059 805	5 110 634 647	1 519 500	5 112 154 147	(3 094 342)	
Déclaration Unilatérale des sociétés		-	-	-					
30	Autres flux de paiements significatifs		-	-					
31	Taxes payés directement aux collectivités (Taxes Communales)		-	-					
32	Versements au fonds de réhabilitation pour l'environnement		-	-					
Paievements sociaux		151 299 000	-	151 299 000					
33	Paievements sociaux obligatoires		-	-					
34	Paievements sociaux volontaires	151 299 000	-	151 299 000					

Annexe 12 : Situation des titres miniers

Annexe 12.1 Liste des permis de recherche au 31 décembre 2012

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
1	PR01-0001	Koutougou	Soutra Mining S.A	03/08/2001	01/080/MCE	135	Or
2	PR02-0002	Malba	Gaoua Minerals Sarl	19/04/2002	05-067/MCE	191,2	Or
3	PR03-0004	Nongo - Fayéré	High River Gold Mines (WA)	17/02/2003	03/006/MCE	85	Or
4	PR03-0005	Taranga	High River Gold Mines (WA)	27/02/2003	03/008/MCE	74,18	Or
5	PR03-0006	Massala	Mana Minerals SA	24/04/2003	03-020/MCE	187,2	Or
6	PR03-0007	Rambo	Riverstone Resources Inc.	24/04/2003	03/019/MCE	150	Or
7	PR03-0008	Bouboulou	Bur d'Etud des Géos (BEGE)	29/07/2003	03/047/MCE	38,322	Or
8	PR03-0009	Tikaré	Goldrush BURkina Sarl	08/08/2003	03/064/MCE	182,3	Or
9	PR03-0010	Yargo	High River Gold Exploration Burkina Sarl	11/08/2003	03/068/MCE	181,1	Or
10	PR03-0011	Kossouka	Kindo Adama	10/09/2003	03/074/MCE	240,5	Or
11	PR03-0012	Rounga	Yatenga Holdings Ltd	10/09/2003	03/073/MCE	180	Or
12	PR03-0013	Oula	Mana Minerals SA	27/10/2003	03-079/MCE	190	Or
13	PR03-0014	Titao I	Wentworth Gold Sarl	10/11/2003	03/082/MCE	152,86	Or
14	PR03-0015	Karba	Avion Gold BF sarl	17/11/2003	03/083/MCE	192,4	Or
15	PR03-0016	Tougouya	Forages Burkinabé	09/12/2003	03/094/MCE	200	Or
16	PR03-0017	Sakou	High River Gold Exploration Burkina Sarl	22/12/2003	2003-096/MCE	128,3	Or
17	PR03-0018	Yéou	High River Gold	22/12/2003	03/098/MCE	180	Or
18	PR03-0019	Liguidi Malguem	Riverstone Resources Inc	31/12/2003	03/103/MCE	168	Or
19	PR04-0020	Raka	Jilbey Gold Exploration Lt	12/02/2004	03/103/MCE	107,35	Or
20	PR04-0021	Bomboré I	Orezone Inc.	17/02/2004	04-038/MCE	104,5	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
21	PR04-0022	Namtenga	Jilbey Gold Exploration	17/02/2004	04-039/MCE	69	Or
22	PR04-0023	Gargo	Jilbey Gold Exploration Ltd	17/02/2004	04-040/MCE	249,96614	Or
23	PR04-0024	Kindiba	Bassolé B. I. Evariste	25/02/2004	04/041/MCE	207	Or
24	PR04-0025	Ankouma	High River Gold	25/02/2004	04/042/MCE	184	Or
25	PR04-0026	Tossé	Jilbey Gold Exploration Lt	02/03/2004	04/043/MCE	250	Or
26	PR04-0027	Danfora	GEP Mines	10/03/2004	04/057/MCE	29,035782	Or
27	PR04-0028	Kankoussé	Caracal Gold Burkina	22/03/2004	04-159/MCE	120	Or
28	PR04-0029	Tangaye	Caracal Gol	22/04/2004	04/072/MCE	166	Or
29	PR04-0030	Touya	Caracal Gold	22/04/2004	000073/MCE	187,5	Or
30	PR04-0031	Barga	Caracal Gold	22/04/2004	000074/MCE	187	Or
31	PR04-0032	Dossi	ACC Resources	22/04/2004	04/075/MCE	172,5984	Or
32	PR04-0033	Tema	Jilbey Gold Explorat.	31/05/2004	04/076/MCE	139,2	Or
33	PR04-0034	Yako-Arbolé I	Cluff Mining Burkina Sarl	10/06/2004	04/079/MCE	227,598	Or
34	PR04-0035	Yako-Arbolé II	Cluff Mining Burkina Sarl	10/06/2004	04/080/MCE	214	Or
35	PR04-0036	Kiaka	Kiaka Gold Sarl	17/06/2004	04/083/MCE	183,8	Or
36	PR04-0037	Nianka	Gryphon Minerals BF sarl	08/07/2004	04/086/MCE	245	Or
37	PR04-0038	Nogbélé	Gryphon Minerals BF sarl	08/07/2004	04/085/MCE	228	Or
38	PR04-0039	Bouhaoun	Avion Gold BF sarl	11/08/2004	04/092/MCE	131	Or
39	PR04-0040	Kopoi	Avion Gold BF sarl	11/08/2004	04/093/MCE	138	Or
40	PR04-0041	Sango	Caracal Gold Burkina Sarl	13/08/2004	04/101/MCE	140	Or
41	PR04-0042	Sangolo	Pyramide-M	18/08/2004	04/109/MCE	223	Or
42	PR04-0043	Labola	High River Gold Mines (WA)	08/09/2004	04/117/MCE	184	Or
43	PR04-0045	Gandi	High River Gold	08/09/2004	04-120/MCE	117	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
44	PR04-0044	Kao	Riverstone Resources Inc.	14/09/2004	04/119/MCE	146,6	Or
45	PR04-0046	Yaramoko	Roxgold Burkina Faso Sarl	14/09/2004	04/122/MCE	167	Or
46	PR04-0047	Kampti III	Wentworth Gold Sarl	17/09/2004	04/123/MCE	183	Or
47	PR04-0048	Komoé	ComoéExploration sarl	19/10/2004	04/140/MCE	121,0481	Or
48	PR04-0049	Kaouradéni	Comoé Exploration	19/10/2004	04/141/MCE	78,710664	Or
49	PR04-0050	Kangounadeni	Comoé Exploration	19/10/2004	04/142/MCE	88,457638	Or
50	PR04-0051	Tiéfora	COMOE Exploration sarl	19/10/2004	04-143/MCE/DGMGC	101,724	Or
51	PR04-0052	Finkéré	Comoé Exploration	19/10/2004	04-144/MCE	139,34961	Or
52	PR04-0053	Tondoura	Comoé Exploration	19/10/2004	04/145/MCE	141,50433	Or
53	PR04-0054	Bitou Nord	Etruscan Ressources	19/10/2004	04-146/MCE	40	Or
54	PR04-0055	Bitou Sud	Etruscan Ressources	19/10/2004	04/147/MCE	44,2382	Or
55	PR04-0056	Aoura	NABALOUM Patrice	05/11/2004	04-156/MCE	25	Or
56	PR04-0057	Solna	Roxgold Burkina Faso Sarl	05/11/2004	04/157/MCE	120,2	Or
57	PR04-0058	Kongoussi I	Goldrush Burkina Sarl	05/11/2004	04/159/MCE	200	Or
58	PR04-0059	Zomkalga	Somika Sarl	05/11/2004	04/160/MCE	98	Or
59	PR04-0060	Wakui	Goldbelt resources (WA)	05/11/2004	04/161/MCE	63,42	Or
60	PR04-0061	Baola	High River Gold Mines (WA)	05/11/2004	04/162/MCE	149,58	Or
61	PR04-0062	Nayiri	High River Gold Mines (WA)	05/11/2004	04/163/MCE	118	Or
62	PR04-0063	Falagountou III	ESMAF	10/11/2004	04/164/MCE	185,25	Or
63	PR04-0064	Falagountou IV	ESMAF	10/11/2004	04/165/MCE	186,37	Or
64	PR04-0065	Tibari	Diamond Cement Burkina SA	06/12/2004	04/170/MCE	246,86036	Or
65	PR04-0066	Kanba	Diamond Cement Burkina SA	06/12/2004	04/171/MCE	184,92	Or
66	PR04-0067	Ooussa	Diamond Cement Burkina SA	06/12/2004	04/172/MCE	184,3	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
67	PR05-0069	Tanlouka	TANLOUKA SARL	27/01/2005	05/001/MCE	78	Or
68	PR05-0070	Kari Nord	Avion Gold BF sarl	07/02/2005	05/005/MCE	250	Or
69	PR05-0071	Kari Sud	Avion Gold BF sarl	07/02/2005	05/004/MCE	250	Or
70	PR05-0072	Moule I	SERE Adama	20/04/2005	05/030/MCE	185,6	Or
71	PR05-0073	Kabo	Business Focus WW SDN BHD	09/05/2005	05/033/MCE	200	Or
72	PR05-0074	Tansarga	Business Focus WW SDN BHD	09/05/2005	05/034/MCE	161,33183	Or
73	PR05-0075	Bangaba	Somika Sarl	04/07/2005	05/056/MCE	128	Or
74	PR05-0076	Noumoudara	Caracal Gold Burkina Sarl	04/07/2005	05/057/MCE	161	Or
75	PR05-0077	Nyarafo	Caracal Gold Burkina Sarl	04/07/2005	05/058/MCE	177	Or
76	PR05-0078	sirba	Birrimian BVI Ltd	04/07/2005	05/059/MCE	186,9	Or
77	PR05-0079	Fouli	Birrimian BVI Ltd	04/07/2005	05/060/MCE	186,2	Or
78	PR05-0080	Madyabari	Birrimian BVI Ltd	04/07/2005	05/061/MCE	171,86255	Or
79	PR05-0081	Boulounga	Kinda N. Abdoulaye	08/07/2005	05/065/MCE	125,92788	Or
80	PR05-0082	Pouni	Sanou Boubacar	11/07/2005	05/068/MCE	99,332725	Or
81	PR05-0083	Ouangoro	Pafadnam Saïdou	11/07/2005	05/069/MCE	51,09	Or
82	PR05-0084	tyégana	High River Gold Exploration Burkina Sarl	22/08/2005	05/078/MCE	117,10336	Or
83	PR05-0085	Basgana	Randgold resources Limited	22/08/2005	05/079/MCE	250,00421	Or
84	PR05-0086	Bourou	Randgold resources Limited	22/08/2005	05/080/MCE	91,7	Or
85	PR05-0087	Doulnia	Ampella Mining	22/08/2005	05/081/MCE	184,75	Or
86	PR05-0088	Yimiougou	HRG Mines WA Ltd	22/08/2005	05-084/MCE	156,75	Or
87	PR05-0089	Tiakané	Randgold resources Limited	22/08/2005	05/083/MCE	147	Or
88	PR05-0090	Liki	SOMIKA Sarl	22/08/2005	05/085/MCE	135	Or
89	PR05-0091	Tanéma	Randgold resources Limited	12/09/2005	05/090/MCE	147,82	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
90	PR05-0092	Bangbara	High River Gold	12/09/2005	05/091/MCE	101,4	Or
91	PR05-0093	Nianka Nord	Gryphon Minerals BF sarl	12/09/2005	05/094/MCE	244	Or
92	PR05-0094	Zéguédougou	Gryphon Minerals BF sarl	12/09/2005	05-095/MCE	127	Or
93	PR05-0095	Diérisso	Gryphon Minerals BF sarl	12/09/2005	05/096/MCE	223,47	Or
94	PR05-0096	Souhouera	Gaoua Minéral Sarl	12/09/2005	05/097/MCE	184	Or
95	PR05-0097	Mango	HRG West Africa	12/09/2005	05-098/MCE	21,31	Or
96	PR05-0098	Tanzaka	High River Gold Mines (WA)	12/09/2005	05/099/MCE	93,394276	Or
97	PR05-0099	Séboun	Nantou Mining Limited BV	04/10/2005	05/108/MCE	185	Or
98	PR05-0100	Nyemé	Nyieme Gold Sarl	04/10/2005	05-109/MCE	184	Or
99	PR05-0101	Danyoro	Gaoua Minéral Sarl	04/10/2005	05/110/MCE	183	Or
100	PR05-0102	Titao Sud	Wentworth Gold Sarl	04/10/2005	05/111/MCE	188,4	Or
101	PR05-0103	Doumissi	Jilbey Gold Exploration Lt	04/10/2005	05/112/MCE	26,27018	Or
102	PR05-0104	Noungou	Jilbey Burkina Sarl	04/10/2005	05/113/MCE	182,3	Or
103	PR05-0105	Yantara	Riverstone Resources Inc.	07/10/2005	05/116/MCE	97,7	Or
104	PR05-0106	Balbo	High River Gold Mines (WA)	07/10/2005	05/119/MCE	121,9	Or
105	PR05-0107	Teyango	Riverstone Resources Inc	07/10/2005	05/120/MCE	94	Or
106	PR05-0108	Bara	Mana Minerals SA	10/10/2005	05-123/MCE	172,56043	Or
107	PR05-0109	Mana Ouest	Mana Minerals SA	10/10/2005	05-124/MCE	164	Or
108	PR05-0110	Mandiasso	Avion Gold BF sarl	10/10/2005	05/125/MCE	185	Or
109	PR05-0111	Nanfesso	Taurus Gold Burkina Faso Sarl	10/10/2005	05/127/MCE	157,92691	Or
110	PR05-0112	Bokouo	Taurus Gold Burkina faso Sarl	10/10/2005	05/129/MCE	250,00335	Or
111	PR05-0113	Diandoura	Taurus Gold Burkina Faso Sarl	10/10/2005	05/130/MCE	249,73233	Or
112	PR05-0114	Danhal	Ampella Mining Gold Sarl	10/10/2005	05/132/MCE	141	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
113	PR05-0115	Yibogo	Randgold resources Limited	10/10/2005	05/133/MCE	175	Or
114	PR05-0116	Diosso	Avion Gold BF sarl	10/10/2005	05/135/MCE	189	Or
115	PR05-0117	Sepaogo	Nantou Mining limited BV	10/10/2005	05/136/MCE	26	Or
116	PR05-0118	Korongou	EPSILON Gold Mines Ltd	13/10/2005	05/139/MCE	65	Or
117	PR05-0119	Kodyel	Nébie Alain Georges	13/10/2005	05/147/MCE	191	Or
118	PR05-0120	Loto	Sanu Resources Burkina	13/10/2005	05/148/MCE	70	Or
119	PR05-0121	Tiopolo	Ampella Mining	19/10/2005	2005-153/MCE	173	Or
120	PR05-0122	Nakomgo	Randgold resources Limited	19/10/2005	05/154/MCE	177,75	Or
121	PR05-0123	Tao	Askia Minerals Sarl	19/10/2005	05/155/MCE	189	Or
122	PR05-0124	Mana Est	Mana Minerals SA	19/10/2005	05/156/MCE	180	Or
123	PR05-0125	Mané	Jilbey Burkina Sarl	19/12/2005	05/169/MCE	163	Or
124	PR05-0126	Kalsaka Nord	Cluff Mining Burkina Sarl	19/12/2005	05/171/MCE	180,67	Or
125	PR05-0127	Zam	Wura Resources PTY LTD	30/12/2005	05/175/MCE	247,7	Or
126	PR05-0128	Madougou	Ampella Mining	30/12/2005	05/176/MCE	182,3	Or
127	PR06-0129	Pella	Riverstone Resources Inc.	10/03/2006	06-005/MCE	247	Or
128	PR06-0130	Bissiga	Riverstone Inc.	10/03/2006	06-006/MCE	249,73	Or
129	PR06-0131	Tangapella	Riverstone Resources Inc	10/03/2006	06/007/MCE	248	Or
130	PR06-0132	Tanlili	Ouattara Daouda	10/03/2006	06/008/MCE/SG/DG	161,3527	Or
131	PR06-0133	Malghaba	Riverstone Resources Inc.	10/03/2006	06/009/MCE	236	Or
132	PR06-0134	Oka Gakindé	Golbelt Resources (WA)	13/03/2006	06-016/MCE	96,5	Or
133	PR06-0135	Biliga	Riverstone Resources Inc.	13/03/2006	06/017/MCE	250	Or
134	PR06-0136	So	Somika Sarl	19/05/2006	06-032/MCE	50	Or
135	PR06-0137	Lati	Sanu Resources Burkina	05/06/2006	2006/06-039/MCE/	246	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
136	PR06-0138	Sebila	Ouattara Jean P. Nabléni	05/06/2006	2006/06-040/MCE/	250	Or
137	PR06-0139	Zibtenga	Sawadogo Idrissa	05/06/2006	2006/06-041/MCE/	94,29	Or
138	PR06-0140	Namasa	Cluff Gold Segs Sarl	05/06/2006	2006/06-042/MCE	139	Or
139	PR06-0141	Wuo-Coun	Boudo Aristide Jean Clémen	05/06/2006	2006/06-045/MCE/	50	Or
140	PR06-0142	Tordo	Sanu Resources Burkina	17/07/2006	06/075/MCE	143	Or
141	PR06-0143	Zanna	Orex Ressources sarl	17/07/2006	05/134/MCE/SG/DG	154,00326	Or
142	PR06-0144	Filio	Goldbelt resources (WA)	18/07/2006	06-078/MCE	224	Or
143	PR06-0145	Damba	Goldbelt resources (WA)	18/07/2006	06-079/MCE	250,00421	Or
144	PR06-0146	Souma	Goldbelt Resources (WA)	18/07/2006	06-080/MCE	250,00421	Or
145	PR06-0147	Nassoumbou	Golbelt resources (WA)	18/07/2006	06-081/MCE	64,05	Or
146	PR06-0148	Kourfadié	Goldbelt resources (WA)	18/07/2006	06-082/MCE	249,99832	Or
147	PR06-0149	Fete Kolé	Goldbelt resources (WA)	18/07/2006	06-083/MCE	250,00421	Or
148	PR06-0150	Boussouma	Somika Sarl	03/08/2006	06/090/MCE	116,4	Or
149	PR06-0151	Tyégana 1	South Shore Group Burkina Faso sarl	03/08/2006	06-091/MCE	156	Or
150	PR06-0152	Pepow	Somika Sarl	03/08/2006	06/092/MCE	85	Or
151	PR06-0153	Panpana	Somika Sarl	03/08/2006	06/093/MCE	150	Or
152	PR06-0154	Sondo 1	Somika Sarl	03/08/2006	06-094/MCE	178,1	Or
153	PR06-0155	Tabassi Est	Goldbelt Resources (WA)	07/08/2006	06-096/MCE/SG/DG	250,00421	Or
154	PR06-0156	Barsa	High River Gold Explor Bur	16/08/2006	06-106/MCE	19,35	Or
155	PR06-0157	Dyakolra	High River Gold Mines (WA)	16/08/2006	08-107/MCE/SG/DG	203,8	Or
156	PR06-0158	Ouavoussé	Goldrush Burkina sarl	16/08/2006	06/111/MCE	166	Or
157	PR06-0159	Birgui	HRG	16/08/2006	06-112/MCE	31,2	Or
158	PR06-0160	Djarkadougou	Orezone Inc.	16/08/2006	06-113/MCE	168	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
159	PR06-0161	Naboué	Nantou Mining BVI LTD	06/11/2006	06-122/MCE/SG/DG	108	Or
160	PR06-0162	Bonzan	Nantou Mining Limited B.V	06/11/2006	06-123/MCE/SG/DG	113	Or
161	PR06-0163	Bitou 2	Etruscan Resources	21/11/2006	06-136/MCE	101,25	Or
162	PR06-0164	Salbo	Goldrush Burkina sarl	21/11/2006	06-137/MCE/SG/DG	146,2	Or
163	PR06-0165	Datambi 2	AGMDC	22/12/2006	06/148/MCE	155,2	Or
164	PR07-0166	Bouktenga	Goldrush Burkina Sarl	09/01/2007	07-003/MCE/SG/DG	60,38	Or
165	PR07-0167	Ouargaye	Somika Sarl	16/01/2007	2007-006/MCE/SG/	200	Or
166	PR07-0168	Oronkua	Somika Sarl	16/01/2007	2007-007/MCE/SG/	187,4	Or
167	PR07-0169	Nakiambouri	Somika Sarl	16/01/2007	2007-008/MCE/SG/	225	Or
168	PR07-0170	Zogyon	Somika Sarl	16/01/2007	2007-009/MCE/SG/	187,4	Or
169	PR07-0171	Gassel Manéré	Société Minière de Kerboulé(SMK) Sarl	16/01/2007	2007-010/MCE	237,5	Or
170	PR07-0172	Arae	Société Minière de Kerboulé(SMK)	16/01/2007	2007-011/MCE/SG/	162	Or
171	PR07-0173	Tantiabongou	Birimian BVI Ltd	19/02/2007	2007/07-019/MCE/	126	Or
172	PR07-0174	Dabaré	Ouédraogo Médard	01/03/2007	07-023/MCE	164	Or
173	PR07-0175	Bissou	Bur. Cons. Serv. (BCS)	01/03/2007	07-031/MCE/SG/DG	246,6	Or
174	PR07-0176	Didyr	Midle Island Resources Ltd	01/03/2007	07-032/ MCE	249,9	Or
175	PR07-0177	Gossina	Bur. Cons. Serv. (BCS)	01/03/2007	07-033/MCE/SG/DG	249	Or
176	PR07-0178	Bitou Nord Ouest	Natural Ressources Group	16/03/2007	2007/-07-035/MCE	246,27	Or
177	PR07-0179	Bitou Nord Est	Natural Ressources Group	16/03/2007	2007/07-036/MCE/S	238,61	Or
178	PR07-0182	Foutouri	Boss Gold Sarl	27/03/2007	2007/07-040/MCE/	250	Or
179	PR07-0183	Tiba	Cluff Gold Segs Sarl	27/03/2007	2007/07-042/MCE/	124	Or
180	PR07-0184	Donko	Ampella Mining	27/03/2007	2007/07-044/MCE/	225	Or
181	PR07-0185	Kandy	Ampella Mining	27/03/2007	2007/07-045/MCE/	221	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
182	PR07-0186	Founzan	Sinon Hamidou	14/05/2007	07-060/MCE/SG/DG	246	Or
183	PR07-0183	Tyara	Boss Gold Sarl	15/05/2007	07-073/MCE/SG	249	Or
184	PR07-0187	Tankwarou	Nabaloum Patrice	15/05/2007	07-070/MCE/SG	63	Or
185	PR07-0188	Samba	Sawadogo Sayouba	15/05/2007	07-071/MCE/SG/DG	248	Or
186	PR07-0189	Bourzanga	Sawadogo Sayouba	15/05/2007	07-072/MCE/SG	250	Or
187	PR07-0191	Péléguétenga	Pinsapo Trading SA	15/05/2007	07-074/MCE/SG	3	Or
188	PR07-0192	Wuo-Cenma II	CAMEC Burkina Sarl	15/05/2007	07-075/MCE	39	Or
189	PR07-0193	Wuo-Cenma	CAMEC Burkina Sarl	15/05/2007	07-076/MCE/SG/DG	37	Or
190	PR07-0194	Madougou 2	Kindo Harouna	10/07/2007	07-094/MCE/SG/DG	91	Or
191	PR07-0195	Gorin	Wura Resources PTY LTD	10/07/2007	07-095/MCE/SG/DG	244	Or
192	PR07-0196	Saguin	Wura Resources PTY LTD	10/07/2007	07-096/MCE/SG/DG	250	Or
193	PR07-0199	Nabitenga	Wura Resources PTY LTD	10/07/2007	07-100/MCE	250	Or
194	PR07-0200	kokora	Wura Resources PTY LTD	10/07/2007	07-101/MCE/SG/DG	250	Or
195	PR07-0201	Bawango	Wura Resources PTY LTD	10/07/2007	07-102 MCE/SG/DG	250	Or
196	PR07-0202	Sanaré	Sinon Hamidou	13/08/2007	07-117/MCE/SG/DG	163	Or
197	PR07-0203	Darkou	Sinon Hamidou	13/08/2007	07-118/MCE/SG/DG	214	Or
198	PR07-0204	Garsay	Paré Karim	13/08/2007	07-119/MCE/SG/DG	221	Or
199	PR07-0205	Bénéré	Paré Karim	13/08/2007	07-120/MCESG/DGM	236	Or
200	PR07-0206	Dassa	Middle Island Ressources	24/09/2007	07-135/MCE/SG/DG	220	Or
201	PR06-0162	korizena	Essakane Exploration SARL	23/10/2007	07-165/MCE/SG/DG	144,18	Or
202	PR07-0207	Yakala	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-151/MCE/SG/DG	212	Or
203	PR07-0208	Dodougou	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-152/MCE/SG/DG	231	Or
204	PR07-0209	Guiembilé	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-154/MCE/SG/DG	195	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
205	PR07-0210	Lenga	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-156/MCE/SG/DG	231	Or
206	PR07-0211	Wahablé	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-157/MCE/SG/DG	44	Or
207	PR07-0212	Nahi	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-158/MCE	240	Or
208	PR07-0213	Manzour	ACC Burkina Faso	23/10/2007	07-159/MCE/SG	51	Or
209	PR07-0215	Safoula	Randgold resources Limited	23/10/2007	07-167/MCE/SG/DG	249	Or
210	PR07-0216	Nebya	West Africa Mining	23/10/2007	07-168/MCE/SG/DG	128	Or
211	PR07-0217	Namaré	Diallo Maliki	17/12/2007	07-204/MCE/SG/DG	246,3	Or
212	PR08-0218	Legué	AFC-Constelor Panafrican R	08/01/2008	08-001/MCE/SG/DG	113,04	Or
213	PR08-0219	Bongui	AFC-Constelor Panafrican R	08/01/2008	08-002/MCE/SG/DG	119,93089	Or
214	PR08-0220	Faka	Sinon Hamidou	08/01/2008	08-003/MCE/SG/DG	170	Or
215	PR08-0221	Koro	Ouédraogo Issa Paraté	08/01/2008	08-004/MCE/SG/DG	237	Or
216	PR08-0222	Diakouli	Traoré B. Hamidou	08/01/2008	08/005/MCE/SG/DG	250	Or
217	PR08-0223	Dioga	SEM Industrie	17/01/2008	08-011/MCE/SG/DG	249	Or
218	PR08-0225	Fouga	SEM Industrie	17/01/2008	08-013/MCE/SG/DG	245,64417	Or
219	PR08-0226	Sassia	SEM Industries	17/01/2008	08-014/MCE/SG/DG	161	Or
220	PR08-0227	Gandi	SEM Industrie	17/01/2008	08-015/MCE/SG/DG	245,2	Or
221	PR08-0228	Konzeogo	E.S.D	17/01/2008	08-016/MCE/SG/DG	245,64964	Or
222	PR08-0230	Tchériba	E.S.D	17/01/2008	08-019/MCE/SG/DG	252,2	Or
223	PR08-0231	Ramsé	E.S.D	17/01/2008	08-018/MCE	146,36011	Or
224	PR08-0266	Tanga	SEM Industrie	17/01/2008	08-012/MCE/SG/DG	245,10472	Or
225	PR08-0232	Wayin	HRG Exploration sarl	21/01/2008	08-024/MCE/SG/DG	119,1	Or
226	PR08-0233	Wuo-pel	CAMEC Burkina Sarl	30/01/2008	08-029/MCE/SG/DG	100	Or
227	PR08-0234	Mabera	Ampella Mining Gold sarl	30/01/2008	08-030/MCE/SG/DG	248	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
228	PR08-0235	Bougou I	Goldrush Burkina Sarl	12/02/2008	08-036/MCE/SG/DG	72,436558	Or
229	PR08-0236	Bansié	Birim Goldfields	25/02/2008	08-037/MCE/SG/DG	48	Or
230	PR08-0237	Pouni II	Midle Island Resources Ltd	26/03/2008	08-056/MCE/SG/DG	50	Or
231	PR08-0238	Diamano	Sawadogo Sayouba	01/04/2008	08-057/MCE/SG/DG	248,30953	Or
232	PR08-0239	Koutakou	Sawadogo Sayouba	01/04/2008	08-058/MCE/SG/DG	241,5504	Or
233	PR08-0240	Nabanga	Birimian Resources Sarl	01/04/2008	08-059/MCE/SG/DG	238	Or
234	PR08-0241	Pogoro	Sawadogo Sayouba	01/04/2008	08-060/MCE/SG/DG	242	Or
235	PR08-0242	Minima	Sawadogo Sayouba	01/04/2008	08-061/MCE/SG/DG	222	Or
236	PR08-0244	Fafo	Nantou Mining Limited B.V	03/04/2008	08-063/MCE/SG/DG	247	Or
237	PR08-0245	Bredie	SEM Industrie	23/04/2008	08-078/MCE/SG/DG	250	Or
238	PR08-0246	Yedebere	CAMEC Burkina Sarl	23/04/2008	08-084/MCE/SG/DG	240	Or
239	PR08-0247	Yeya III	CAMEC Burkina Sarl	23/04/2008	08-085/MCE/SG/DG	35,797994	Or
240	PR08-0248	Yeya II	Camec Burkina Sarl	23/04/2008	08-086/MCE/SG/DG	46,58	Or
241	PR08-0249	Yeya I	CAMEC Burkina Sarl	23/04/2008	08-087/MCE/SG/DG	39,59	Or
242	PR08-0250	Yevelde	CAMEC Burkina Sarl	23/04/2008	08-088/MCE/SG/DG	249,36341	Or
243	PR08-0251	Kapa	SEM Industries	24/04/2008	08-089/MCE/SG/DG	249,36	Or
244	PR08-0252	Koumbri	Zallé Abdou Malick	07/05/2008	08/090/MCE/SG/DG	100	Or
245	PR08-0253	Ban	Zallé Abdou Malick	07/05/2008	08-092/MCE/SG/DG	140	Or
246	PR08-0255	Barga II	Wentworth Gold Sarl	29/05/2008	08-100MCE/SG/DGM	142,17145	Or
247	PR08-0229	Niaré	E.S.D	17/06/2008	08-017/MCE/SG/DG	180	Or
248	PR08-0256	Zitenga II	Ressources Searchgold Inc	18/06/2008	08-124/MCE	184,4619	Or
249	PR08-0257	Bissa-sud	Jilbey Burkina sarl	10/07/2008	08-131/MCE	10,765	Or
250	PR08-0258	Dabao II	ACC Burkina Faso	17/07/2008	08-0134/MCE/SG/D	181	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
251	PR08-0259	Gbingbina	Savadogo Mamoudou	30/07/2008	08-138/MCE/SG/DG	128,41	Or
252	PR08-0260	Kpéré Batié	Ampella Mining	30/07/2008	08-139/MCE/SG/DG	161,31412	Or
253	PR08-0261	Sartenga	Pafadnam Saidou	04/08/2008	08-140/MCE/SG/DG	178,25451	Or
254	PR08-0262	Bogandé	Pafadnam Saidou	04/08/2008	08-141/MCE/SG/DG	222	Or
255	PR08-0263	Pissila	Tapsoba Boukary	04/08/2008	08-142/MCE/SG/DG	222	Or
256	PR08-0264	Moaga	Tapsoba Boukary	04/08/2008	08-143/MCE/SG/DG	242,27933	Or
257	PR08-0265	Kourgou	Sawadogo Idrissa	21/08/2008	08-148/MCE/SG/DG	249	Or
258	PR08-0266	Tagou	Sawadogo Idrissa	21/08/2008	08-149/MCE/SG/DG	205,47316	Or
259	PR08-0267	Wayou	Pafadnam Saidou	21/08/2008	08-150/MCE/SG/DG	202,39993	Or
260	PR08-0268	Nanemi	Pafadnam Saidou	21/08/2008	08-151/MCE/SG/DG	246,05	Or
261	PR08-0269	Tougou	Golden Star Exploration Bu	21/08/2008	08-155/MCE/SG/DG	128	Or
262	PR08-0270	Doumba	Traoré Mamoudou	03/09/2008	08-163/MCE	199,282	Or
263	PR08-0271	Baskondo	Ouédraogo Souleymane	03/09/2008	08-164/MCE	202,78712	Or
264	PR08-0272	Salma	Ouédraogo Mahanmadou	04/09/2008	08-167/MCE	250	Or
265	PR08-0273	Kamsongo	Zombré L Francis	24/09/2008	08-192/MCE/SG/DG	245,93201	Or
266	PR08-0274	Comi-Yanga	Zombré L. Francis	24/09/2008	08-193/MCE/SG/DG	180,56458	Or
267	PR08-0275	Gonaba Est	Zombré L. Francis	24/09/2008	08-194/MCE/SG/DG	80	Or
268	PR08-0276	Gonaba Ouest	Zombré L Francis	29/09/2008	08-195/MCE/SG/DG	177,58156	Or
269	PR08-0277	Doumkou	Sebré Serge Aboubacar	16/10/2008	08-202/MCE/SG/DG	237	Or
270	PR08-0278	Yacti	Sinon Hamidou	17/10/2008	08-204/MCE/SG/DG	219	Or
271	PR08-0279	Youba	Yatenga Holdings Ltd	17/10/2008	08-205/MCE/SG/DG	62	Or
272	PR08-0280	Kampouaga	Golden Star Exploration Bu	17/10/2008	08-206/MCE/SG/DG	243,99448	Or
273	PR08-0281	Bangodo	Golden Star Exploration Bu	17/10/2008	08-207/MCE/SG/MC	249,77611	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
274	PR08-0282	Fonia	Sinon Hamidou	22/10/2008	08-208/MCE/SG/DG	235	Or
275	PR08-0283	Werinkera	Société de Valor de Miner	11/11/2008	08-216/MCE/SG/DG	247	Or
276	PR08-0284	Tankoro	Sarama Mining Burkina sarl	17/12/2008	08-242/MCE/SG/DG	250,00421	Or
277	PR08-0285	Dynikongolo	Birimian Resources Burkina Faso sarl	17/12/2008	08-243/MCE/SG/DG	250,00421	Or
278	PR08-0286	Boutouanou	Boss Gold Sarl	17/12/2008	08-244/MCE/SG/DG	115	Or
279	PR08-0287	Diabatou	Boss Gold Sarl	17/12/2008	08-245/MCE/SG/DG	240,6903	Or
280	PR08-0288	Pibaoré	Sawadogo Moumini	17/12/2008	08-249/MCE/SG/DG	236	Or
281	PR08-0289	Dangué	Sawadogo Moumouni	17/12/2008	08-250/MCE/SG/DG	242,51357	Or
282	PR08-0290	Ibi Palga	Sawadogo Moumini	17/12/2008	08-251/MCE/SG/DG	250	Or
283	PR08-0291	Youré	Sawadogo Moumini	17/12/2008	08-252/MCE/SG/DG	245	Or
284	PR09-0292	Monsiga	Ouédraogo Issa Paraté	05/01/2009	09-001/MCE/SG/DG	245,19783	Or
285	PR09-0293	Kolongay	Ouédraogo Issa Paraté	05/01/2009	09-002/MCE/SG/DG	138,82525	Or
286	PR09-0294	Fobiri 2	Mana Minerals SA	05/01/2009	09-003/MCE/SG/DG	220,1	Or
287	PR09-0295	Kiébé 2	Métal Mass	09/01/2009	09-014/MCE/SG/DG	83	Or
288	PR09-0296	Don	Ouédraogo Issa Paraté	09/01/2009	09-015/MCE/SG/DG	236,41258	Or
289	PR09-0297	Déou paosgo	Sawadogo Amadé	16/01/2009	09/016/MCE	53,23	Or
290	PR09-0293	Kona II	3 II Ressources	27/01/2009	09-029/MCE	187,45	Or
291	PR09-0299	Lossa	3II Resources	27/01/2009	09-030/MCE	250	Or
292	PR09-0300	Siby Ouest	3II Resources	27/01/2009	09-032/MCE	231,21306	Or
293	PR09-0301	Fetonay	3II Resources	27/01/2009	09-033/MCE	250	Or
294	PR09-0302	Ouri	3II Resources	27/01/2009	09-035/MCE	232	Or
295	PR09-0303	Déré	3II resources	27/01/2009	09-036/MCE/	250	Or
296	PR09-0304	Baniri	Boss Minerals Sarl	02/03/2009	09-060/MCE/SG/DG	144,7	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
297	PR09-0305	Intiédougou	Boss Minerals Sarl	02/03/2009	09-061/MCE/SG/DG	232	Or
298	PR09-0306	Mougué	Boss Minerals Sarl	02/03/2009	09-062/MCE/SG/DG	91,583	Or
299	PR09-0307	Tangagari	Bourougou Sébi	02/03/2009	09-068/MCE/SG/DG	127,51409	Or
300	PR09-0308	Bamako	Pafadnam Saidou	02/03/2009	09-069/MCE/SG/DG	120	Or
301	PR09-0309	Sola	Pafadnam Saidou	02/03/2009	09-070/MCE/SG/DG	246,49563	Or
302	PR09-0311	Bissiri	Ouédraogo souleymane	01/04/2009	09-082/MCE/SG/DG	100	Or
303	PR09-0312	Fofonka	Barry Madani Hamadoum	01/04/2009	09-083/MCE/SG/DG	84,71336	Or
304	PR09-0313	Arbolé Sud	Sawadogo N. Ali	07/04/2009	09-097/MCE/SG/DG	133	Or
305	PR09-0314	Bitou Est	ER Burkina Exploration	07/04/2009	09-099/MCE/SG/DG	50	Or
306	PR09-0315	Koro Sud	Mme Zaba/ Ouédraogo Zara	15/04/2009	09-111/MCE/SG/DG	247,9	Or
307	PR09-0316	Bana	Zaba/Ouédraogo Zara	15/04/2009	09-112/MCE	249,44652	Or
308	PR09-0317	Kourori	Mme Zaba/Ouédraogo Zara	15/04/2009	09-113/MCE/SG/DGM	246,67	Or
309	PR09-0318	Galgouli Sud	Sawadogo Yembila	15/04/2009	09-114/MCE	250,00421	Or
310	PR09-0319	Zouma	El Hadji Bazié Ouahabo	15/04/2009	09-115 MCE/SG/DG	236,10825	Or
311	PR09-0320	Villibongo	Pafadnam Saïdou	15/04/2009	09-116/MCE	236,27259	Or
312	PR09-0321	Paspan	Pafadnam Saïdou	22/04/2009	09-121/MCE	75,5	Or
313	PR09-0322	Dassa sud	Midle Island Resources Ltd	05/05/2009	09-125/MCE	23,106728	Or
314	PR09-0323	Boungou	Birimian Resources Burkina Faso Sarl	05/05/2009	09-126/MCE/SG/DG	250,00421	Or
315	PR09-0324	Balogo	Golden Rim Resources Burkina Sarl	13/05/2009	09-130 MCE/SG/DG	249,44275	Or
316	PR09-0325	Badnogo	Pafadnam Saidou	13/05/2009	09-131 MCE/SG/DG	107,11497	Or
317	PR09-0326	Leyséno	Tapsoba Boukary	19/05/2009	09-132 MCE/SG/DG	217,61435	Or
318	PR09-0327	Segue	Tapsoba Boukary	19/05/2009	09-133 MCE/SG/DG	250	Or
319	PR09-0328	Milpo	TAPSOBA Boukary	19/05/2009	09-134/MCE	224,19867	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
320	PR09-0329	Songo	ER Burkina Exploration Sar	09/06/2009	09-144 MCE/SG/DG	77,953949	Or
321	PR09-0330	Zerbogo II	ER Burkina Explor sarl	09/06/2009	09-145 MCE/SG/DG	53,995681	Or
322	PR09-0331	Ramenkoura	Ouédraogo Idrissa	09/06/2009	09-149/MCE/SG/DG	25,63	Or
323	PR09-0332	Keri	Barry Madani Hamadoum	15/06/2009	09-163/MCE/SG/DG	139,15943	Or
324	PR09-0333	Tongomayel	Sawadogo Yembila	29/06/2009	09-171 MCE/SG/DG	157,20111	Or
325	PR09-0334	Kassandé	Sawadogo Yembila	29/06/2009	09-172/MCE/SG/DG	241,0748	Or
326	PR09-0335	Doussaré	Sawadogo Yembila	29/06/2009	09-173 MCE/SG/DG	242,6313	Or
327	PR09-0336	Founa	Sawadogo Yembila	29/06/2009	09-174/MCE/SG/DG	248,2	Or
328	PR09-0337	Yaho	Extractor Canada Mining	29/06/2009	09-175 MCE/SG/DG	53,32755	Or
329	PR09-0338	Kasseba	Sawadogo Moumini	29/06/2009	09-176 MCE/SG/DG	231,85115	Or
330	PR09-0339	Daworo	Randgold Resources Limited	04/08/2009	09-200/MCE	250,00421	Or
331	PR09-0340	Debehel	Ouédraogo Elie Justin	10/08/2009	09-205/MCE	249,92536	Or
332	PR09-0341	Youngou	ZOMBRE L. Francis	10/08/2009	09-206/MCE	249,74756	Or
333	PR09-0342	Bouni	Zombré L. Francis	10/08/2009	09-207/MCE	201,82752	Or
334	PR09-0343	Nogbéle Sud	Griphon Minerals BF	10/09/2009	09-214/MCE	25,3	Or
335	PR09-0344	Tibou	Pinsapo Trading SA	06/10/2009	09-227/MCE/SG	120,943	Or
336	PR09-0345	Gonsin	Sawadogo Yembila	06/10/2009	09-229 MCE	239,499	Or
337	PR09-0346	Dabinyan I	Mme Diallo/T Sakinatou	09/10/2009	09-233/MCE	162,874	Or
338	PR09-0347	Mourdeni	Ouédraogo Amado	09/10/2009	09-234/MCE	250,08725	Or
339	PR09-0348	Mango II	SANKARA Hamidou	09/10/2009	09-236/MCE	195	Or
340	PR09-0349	Passena	Sawadogo Hamidou	23/10/2009	09-242/MCE	247,46361	Or
341	PR09-0350	Kougni	Extractor Canada Mining	23/10/2009	09-248/MCE	249,32	Or
342	PR09-0351	Liguidi	Aperio Resources Sarl	23/10/2009	09-249/MCE	245,93192	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
343	PR09-0352	Boussoum	Aperio Resources Sarl	23/10/2009	09-250/MCE	246	Or
344	PR09-0353	Gossey 2	Essakane Exploration Sarl	24/11/2009	09-260/MCE/SG	215,04122	Or
345	PR09-0354	Gomo 2	Essakane Exploratio Sarl	24/11/2009	09-261/MCE/SG	200,99588	Or
346	PR09-0355	Alkoma 2	Essakane Exploration Sarl	24/11/2009	09-262/MCE/SG	248,9162	Or
347	PR09-0356	Dembam 2	Essakane Exploration Sarl	24/11/2009	09-263/MCE/SG	236,67748	Or
348	PR09-0357	Lao-Gountouré 2	Essakane Exploration Sarl	24/11/2009	09-264/MCE/SG	172,21467	Or
349	PR09-0358	Tondiata	SERA jy harmattan gold	09/12/2009	09-269/MCE	248,4	Or
350	PR09-0359	Kana	Ouédraogo Elie Justin	09/12/2009	09-270/MCE	116,13188	Or
351	PR09-0360	Zandkom II	Jilbey Burkina Sarl	09/12/2009	09-271/MCE	38,65	Or
352	PR09-0361	Dangou	Pafadnam Sayouba	16/12/2009	09-281/MCE	250,03083	Or
353	PR10-0362	Niorka	Savadogo Saydou	11/01/2010	10-004/MCE	201	Or
354	PR10-0363	Bottara	Savadogo Saydou	11/01/2010	10-005/MCE	183	Or
355	PR10-0364	Kiembara	Nouria Hold International	27/01/2010	10-007/MCE	240	Or
356	PR10-0364	Kikidéni	Tapsoba Boukary	28/01/2010	10-009/MCE	250,00421	Or
357	PR10-0366	Karga 2	Askia Minerals Sarl	28/01/2010	10-010/MCE	245,72	Or
358	PR10-0367	Bani	Askia Minerals Sarl	28/01/2010	10-011/MCE	124,18326	Or
359	PR10-0368	Diobou	Askia Minerals Sarl	28/01/2010	10-012/MCE	104	Or
360	PR10-0369	Boadeni	Sawadogo Yembila	03/02/2010	10-019/MCE	250	Or
361	PR10-0370	Yipely	Golden Rim Res. BF sarl	03/02/2010	10-020/MCE	238	Or
362	PR10-0371	Biaza	Mme Diallo/T Sakinatou	18/02/2010	10-030/MCE	185,25493	Or
363	PR10-0372	Dabinyan III	Mme Diallo/T Sakinatou	18/02/2010	10-031/MCE	109	Or
364	PR10-0373	Saoura	Mana Minerals SA	15/04/2010	10-056/MCE	247,47982	Or
365	PR10-0374	Tigou	COREMI	11/06/2010	10-080/MCE	246,39727	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
366	PR10-0375	Silly	Somitra	22/07/2010	10-092/MCE	250,00421	Or
367	PR10-0376	Kalempo 1	Somitra	22/07/2010	10-093/MCE	126	Or
368	PR10-0377	Diyou	Somitra	22/07/2010	10-094/MCE	250,00421	Or
369	PR10-0378	LOBOUGOU	Somitra	22/07/2010	10-095/MCE	173	Or
370	PR10-0379	Lhorosso I	Somitra	22/07/2010	10-096/MCE	155	Or
371	PR10-0380	Kabaro	Somitra	22/07/2010	10-097/MCE	250	Or
372	PR10-0381	Kangara I	Somitra	22/07/2010	10-098/MCE	148	Or
373	PR10-0382	Bouamouandi	Cluff Mining Burkina Sarl	23/08/2010	10-139/MCE	174	Or
374	PR10-0383	Kankandi	Cluff Mining Burkina	23/08/2010	10-142/MCE	218	Or
375	PR10-0384	Partiaga	Cluff Mining Burkina	23/08/2010	10-143/MCE	222	Or
376	PR10-0385	Tyabo	Cluff Mining Burkina	23/08/2010	10-144/MCE	250,00421	Or
377	PR10-0386	Serakoro 1	SABIMA	29/11/2010	10-184/MCE	250,00421	Or
378	PR10-0387	Yama	SABIMA	29/11/2010	10-185/MCE	217	Or
379	PR10-0388	Dar Salam	SABIMA	29/11/2010	10-186/MCE	220	Or
380	PR10-0389	Niego Sud	Point Grey Holdings Ltd	29/11/2010	10-187/MCE	122	Or
381	PR10-0390	Niego Nord	Point Grey Holdings Ltd	29/11/2010	10-188/MCE	139	Or
382	PR10-0391	Doyama	SATCOM	29/11/2010	10-189/MCE	220	Or
383	PR10-0392	Kaldera	S2E	29/11/2010	10/190/MCE	248	Or
384	PR10-0393	Tyobou	SATCOM	29/11/2010	10-191/MCE	200	Or
385	PR10-0394	Perigban	S2E	29/11/2010	10/192/MCE	105	Or
386	PR10-0395	Bilanga Yanga	SATCOM	29/11/2010	10-193/MCE	213	Or
387	PR10-0396	Timboura	S2E	29/11/2010	10-194/MCE	248	Or
388	PR10-0397	Tamfoagou	Predictive Discovery	14/12/2010	10-195/MCE	238	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
389	PR10-0398	Karanka	Kinda Jean Pascal	16/12/2010	10-200/MCE	79,4	Or
390	PR10-0399	Tyekanyebi	Predictive Discovery	16/12/2010	10-202/MCE	242	Or
391	PR10-0400	Sankoro	Ouédraogo Mahanmadou	16/12/2010	10-203/MCE	245	Or
392	PR10-0401	Batiéné	DIALLO Amadou	27/12/2010	10-205/MCE	250,00421	Or
393	PR10-0402	Midebdo	Dallo Amadou	27/12/2010	10-206/MCE	56	Or
394	PR10-0403	Niego	BARSKY	27/12/2010	10-207/MCE	247	Or
395	PR10-0404	Pompoi	CASSEZ	27/12/2010	10-210/MCE	232	Or
396	PR10-0405	Safané	Somé/Arcenes Marie Therèse	27/12/2010	10-212/MCE	220	Or
397	PR10-0406	Zawara	SUK	28/12/2010	10-213/MCE	229	Or
398	PR10-0407	Rima	Société CASSEZ	29/12/2010	10-215/MCE	250,00421	Or
399	PR10-0408	Bombouela Nord	Mana Minerals SA	30/12/2010	10-217/MCE	115,45083	Or
400	PR10-0409	Poya	Kanis	30/12/2010	10-216/MCE	111	Or
401	PR10-0410	Goutouna	Sawadogo Amadé	30/12/2010	10-220/MCE	245	Or
402	PR11-0411	Dabokuy	Eburnean Resources Limited	18/01/2011	11-005/MCE	75	Or
403	PR11-0412	Bilakongo	Eburnean Resources	18/01/2011	11-006/MCE	71	Or
404	PR11-0413	Kona-Blé	Mana Minerals SA	18/01/2011	11-007/MCE	110	Or
405	PR11-0414	Komondi	Zombré L. Francis	19/05/2011	11-035/MCE	229	Or
406	PR11-0415	Legmoin Nord	ZOMBRE L. Francis	19/05/2011	11-036/MCE	9,24	Or
407	PR11-0416	Naboudi	Zombré L. Francis	19/05/2011	11-037/MCE	226	Or
408	PR11-0417	GUIMBA	BOLOGO Bebyegda	27/05/2011	11-060/MCE	250	Or
409	PR11-0418	Payegou	Ouédraogo Bassirou	27/05/2011	11-061/MCE	176	Or
410	PR11-0419	Kokou	Ouédraogo Bassirou	27/05/2011	11-062/MCE	231	Or
411	PR11-0420	Tyongo	Ouédraogo Bassirou	27/05/2011	11-063	243	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
412	PR11-0421	TYEKOBO	COREMI	27/05/2011	11-064/MCE	221	Or
413	PR11-0422	Wuocoun II	CAMEC	27/05/2011	11-065/MCE	164	Or
414	PR11-0423	Dissongou	Sawadogo Amadé	27/05/2011	11-066/MCE	240	Or
415	PR11-0424	Damoli	YAMPA Youssoufi	27/05/2011	11-067/MCE	230	Or
416	PR11-0425	Diagotta	YAMPA Youssoufi	27/05/2011	11-068/MCE	143	Or
417	PR11-0426	Goussi	NACOULMA S. Agrétou	27/05/2011	11-076/MCE	209	Or
418	PR11-0427	Sankora	NACOULMA S. Agrétou	27/05/2011	11-077/MCE	157	Or
419	PR11-0428	Namantougou	NACOULMA S. Agrétou	27/05/2011	11-078/MCE	251	Or
420	PR11-0429	Yaloré	Pafadnam Saidou	30/05/2011	11-092/MCE	237	Or
421	PR11-0430	Sala	3II Resources	03/06/2011	11-093/MCE	250	Or
422	PR11-0431	Lare	3II Resources	03/06/2011	11-094/MCE	249	Or
423	PR11-0432	Tiéfora Nord	Zombré L. Francis	21/06/2011	11-118/MCE	107	Or
424	PR11-0433	Maba	Golden Rim Resources Sarl	21/06/2011	11-119/MCE	175	Or
425	PR11-0434	Nasoulou	Golden Rim Resources Sarl	21/06/2011	11-120/MCE	152	Or
426	PR11-0435	Babonga	Golden Rim Resources Sarl	21/06/2011	11-121/MCE	102	Or
427	PR11-0438	Gasselkoli	Aditi Gold Mining sarl	13/07/2011	11-147/MCE	240	Or
428	PR11-0439	Kassiora	MIMAN Seidou Moustapha	13/07/2011	11-148/MCE	143	Or
429	PR11-0440	Toeyoko	Orezone Inc.	13/07/2011	11-149/MCE	63	Or
430	PR11-0441	Tilere	Harmattan Gold Pty Ltd	13/07/2011	11-153/MCE	226	Or
431	PR11-0442	Paounde	Harmattan Gold Pty Ltd	13/07/2011	11-154/MCE	249	Or
432	PR11-0443	Tem	Harmattan Gold Pty Ltd	13/07/2011	11-155/MCE	221	Or
433	PR11-0444	Oudouga	Harmattan Gold Pty Ltd	13/07/2011	11-156/MCE	228	Or
434	PR11-0445	Dombo	Harmattan Gold Pty Ltd	14/07/2011	11-157/MCE	248,25	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
435	PR11-0446	Mena	Harmattan Gold Pty Ltd	14/07/2011	11-158/MCE	237	Or
436	PR11-0447	Zampa	SANA Adama	18/07/2011	11-161/MCE	248	Or
437	PR11-0448	Toghin	Wura Resources PTY LTD	18/07/2011	11-162/MCE	222	Or
438	PR11-0449	Babéré	WA Res. Exploration	18/07/2011	11-163/MCE	244	Or
439	PR11-0450	Dyoko	WA Res. Exploration	18/07/2011	11-164/MCE	250	Or
440	PR11-0451	Vedaga	WA Res. Exploration	18/07/2011	11-165/MCE	208	Or
441	PR11-0452	Kalembaougou	WA Res. Exploration	18/07/2011	11-166/MCE	238	Or
442	PR11-0453	NYONARE	WA Res. Exploration	18/07/2011	11-167/MCE	105	Or
443	PR11-0454	Piliga	Konaté Mamadou	27/07/2011	11-169/MCE	222	Or
444	PR11-0455	Diakouba	Giensgo Explo Sarl	27/07/2011	11-170/MCE	209	Or
445	PR11-0456	Noumousso	CAPFORE	27/07/2011	11-175/MCE	72	Or
446	PR11-0457	Kapogouan	Ouédraogo Daouda	27/07/2011	11-176/MCE	157	Or
447	PR11-0458	Dala	NVL Burkina Faso sarl	27/07/2011	11-177/MCE	100	Or
448	PR11-0459	Boukeo	Newmont Ventures Limited	27/07/2011	11-178/MCE	243	Or
449	PR11-0460	Bonkoulou	Newmont Ventures Limited	27/07/2011	11-179/MCE	105	Or
450	PR11-0461	Hela	Newmont Ventures Ltd	27/07/2011	11-180/MCE	179	Or
451	PR11-0462	Goueli	Napon Salif	27/07/2011	11-181/MCE	4	Or
452	PR11-0463	Boudangou	Bense A. Jean Aimé	27/07/2011	11-182/MCE	247	Or
453	PR11-0464	Tibaari	BENSE A. Jean Aimé	27/07/2011	11-183/MCE	230	Or
454	PR11-0465	Sokorani	African Resources Mining	27/07/2011	11-184/MCE	206	Or
455	PR11-0466	Niofera	African Resources Mining	27/07/2011	11-185/MCE	244	Or
456	PR11-0467	Konkolikan	African Resources Mining	27/07/2011	11-186/MCE	100	Or
457	PR11-0468	Baniera	African Resources Mining	27/07/2011	11-187/MCE	163,15	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
458	PR11-0469	Sokorani 2	African Resources Mining	27/07/2011	11-188/MCE	170	Or
459	PR11-0470	Soukoura II	African Resources Mining	27/07/2011	11-189/MCE	221	Or
460	PR11-0471	Tikaré II	African Mining resources	27/07/2011	11-190/MCE	66	Or
461	PR11-0472	Soulounga	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-191/MCE	227	Or
462	PR11-0473	Bilanga Sud	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-192/MCE	103	Or
463	PR11-0474	Diri	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-193/MCE	128	Or
464	PR11-0475	Gnapaga	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-194/MCE	241	Or
465	PR11-0476	Zimkom	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-195/MCE	59	Or
466	PR11-0477	Namoungou	Harewood Burkina Sarl	27/07/2011	11-196/MCE	246	Or
467	PR11-0478	Bouna	VEMA Resources Ltd	28/07/2011	11-197/MCE	250	Or
468	PR11-0479	Kara	VEMA Resources Ltd	28/07/2011	11-198/MCE	135	Or
469	PR11-0480	Tigan	VEMA Resources Ltd	28/07/2011	11-199/MCE	31	Or
470	PR11-0481	Batibogou	GEDES	28/07/2011	11-200/MCE	170	Or
471	PR11-0482	Timera	GETRASEMI	28/07/2011	11-201/MCE	173	Or
472	PR11-0483	Kountiagou	GETRASEMI	28/07/2011	11-202/MCE	250	Or
473	PR11-0484	Kanda	GETRASEMI	28/07/2011	11-203/MCE	184	Or
474	PR11-0486	Antyaga	GETRASEMI	28/07/2011	11-205/MCE	219	Or
475	PR11-0487	Bagari	GETRASEMI	28/07/2011	11-206/MCE	250	Or
476	PR11-0488	Wapta	GETRASEMI	28/07/2011	11-207/MCE	241	Or
477	PR11-0495	Gounda	GETRASEMI	28/07/2011	11-204/MCE	223	Or
478	PR11-0489	Tieka	KABORE Bila Ghislain	29/07/2011	11-208/MCE	250	Or
479	PR11-0490	Belogo	Mihin Souleymane	29/07/2011	11-209/MCE	187	Or
480	PR11-0491	Ougarou	ZALLE Malick	29/07/2011	11-210/MCE	128	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
481	PR11-0492	Gouera	Sawadogo Salifou	29/07/2011	11-211/MCE	250	Or
482	PR11-0493	Nongodoum	Carabine Resources Sarl	29/07/2011	11-213/MCE	229	Or
483	PR11-0494	Magel	Carabine Res. Sarl	29/07/2011	11-214/MCE	250	Or
484	PR11-0498	Pama-SB	Savadogo Boukary	29/07/2011	11-212/MCE	185	Or
485	PR11-0495	Minissia	Sarama Mining Burkina Sarl	02/08/2011	11-216/MCE	57	Or
486	PR11-0496	Mousseo	Sarama Mining Burkina Sarl	02/08/2011	11-217/MCE	230	Or
487	PR11-0497	Folonzo	COREMI	16/08/2011	11-220/MCE	41	Or
488	PR11-0499	Sapona	DIALLO/T. Sakinatou	12/09/2011	11-232/MCE	40	Or
489	PR11-0500	NAPADE	Birrimian Resources Sarl	12/09/2011	11-233/MCE	73	Or
490	PR11-0501	Kousanti	Gienso Exploration Sarl	12/09/2011	11-234/MCE	223	Or
491	PR11-0502	Koko	3II Resources	12/09/2011	11-235/MCE	179	Or
492	PR11-0503	Titao Sud-Ouest	Birim Goldfields Burkina	14/09/2011	11-252/MCE	41	Or
493	PR11-0504	Mediga	Vital Metals Burkina	14/09/2011	11-253/MCE	218	Or
494	PR11-0505	Toulfé Nord	Wentworth Gold	14/09/2011	11-254/MCE	184	Or
495	PR11-0506	Zaongo	Compaoré Noufou	14/09/2011	11-255/MCE	242	Or
496	PR11-0507	Baporo	Thiombiana/Ouat Alima	14/09/2011	11-256/MCE	51,13	Or
497	PR11-0508	Soudintombé	Sawadogo Ousmane	14/09/2011	11-257/MCE	230	Or
498	PR11-0509	Darkoy	Kaboré Nomwendé	14/09/2011	11-258/MCE	115	Or
499	PR11-0510	Yomboli	Kaboré Nomwendé	14/09/2011	11-259/MCE	182	Or
500	PR11-0511	Zaptenga	Golden Rim Res. B	14/09/2011	11-260/MCE	116	Or
501	PR11-0512	Noaka	Sawadogo Souleymane	14/09/2011	11-261/MCE	228	Or
502	PR11-0513	Djiga	Sawadogo Souleymane	14/09/2011	11-262/MCE	39	Or
503	PR11-0514	Taonsgo	Kindo Harouna	15/09/2011	11-263/MCE	124	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
504	PR11-0515	Bombara	Sawadogo Hamidou	15/09/2011	11-264/MCE	227	Or
505	PR11-0516	Niou	Nouvelle Cofibi sarl	15/09/2011	11-265/MCE	250	Or
506	PR11-0517	Pempendiangou	Kindo Harouna	15/09/2011	11-266/MCE	248	Or
507	PR11-0518	Zouma II	SORO Tasséré	15/09/2011	11-267/MCE	122	Or
508	PR11-0520	Kassougou	Boss Gold sarl	15/09/2011	11-269/MCE	175,3	Or
509	PR11-0521	Bassaré	Boss Gold sarl	15/09/2011	11-270/MCE	176	Or
510	PR11-0522	Rassouli	Omega International sarl	15/09/2011	11-271/MCE	233,31	Or
511	PR11-0523	Boussou	Omega International sarl	15/09/2011	11-272/MCE	250	Or
512	PR11-0524	Melou	Burkina Main d'or	15/09/2011	11-273/MCE	250	Or
513	PR11-0525	Koro Nord	Mineral Resources B Sarl	15/09/2011	11-274/MCE	71	Or
514	PR11-0526	Sikouantou	Pafadnam Salif	15/09/2011	11-275/MCE	83	Or
515	PR11-0527	NABOU	Pafadnam Salif	15/09/2011	11-276/MCE	111	Or
516	PR11-0528	Sikouan	Pafadnam Salif	15/09/2011	11-277/MCE	152	Or
517	PR11-0529	Baola II	HRG exploration Burk SARL	15/09/2011	11-278/MCE	177	Or
518	PR11-0530	Souri	Omega International sarl	15/09/2011	11-279/MCE	54,7	Or
519	PR11-0533	Belaga	PARE Karim	15/09/2011	11-268/MCE	182	Or
520	PR11-0531	Danyimi	Sawadogo Amadé	28/09/2011	11-285/MCE	249	Or
521	PR11-0532	Kakati	Ouédraogo Benjamin	28/09/2011	11-286/MCE	53	Or
522	PR11-0533	Belessaga	Sawadogo Hamidou	28/09/2011	11-287/MCE	211,34	Or
523	PR11-0534	Datougou	Ouédraogo Hamidou	28/09/2011	11-288/MCE	176	Or
524	PR11-0535	Artougou	Ouédraogo Hamidou	28/09/2011	11-289/MCE	168,6	Or
525	PR11-0536	Sidtenga	Rabo Mahamadou	28/09/2011	11-290/MCE	213	Or
526	PR11-0537	Bobora	Soré Madi	28/09/2011	11-291/MCE	197	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
527	PR11-0538	Lélé	Pafadnam Sayouba	28/09/2011	11-292/MCE	234	Or
528	PR11-0539	Pensa	Pafanam Sayouba	28/09/2011	11-293/MCE	250	Or
529	PR11-0540	Pambourou	SERE Adama	28/09/2011	11-294/MCE	234	Or
530	PR11-0541	Dandou 1	Soré Madi	04/10/2011	11-295/MCE	150	Or
531	PR11-0542	Saga	Pafadnam Ali	04/10/2011	11-296/MCE	250	Or
532	PR11-0543	Largogo	Pafadnam Hamidou	04/10/2011	11-297/MCE	219	Or
533	PR11-0544	Bagnaba	Sidibé Ousmane	04/10/2011	11-298/MCE	250	Or
534	PR11-0545	Kogodou Sud	ZONGO Richard	04/10/2011	11-299/MCE	45	Or
535	PR11-0546	Papalé	Pafadnam hamidou	04/10/2011	11-300/MCE	215	Or
536	PR11-0547	Panam	Pafadnam Hamidou	04/10/2011	11-301/MCE	134	Or
537	PR11-0548	Toghin 1	SANA Adama	04/10/2011	11-302/MCE	250	Or
538	PR11-0549	Gandeni	Epsilon Gold Mines Ltd	04/10/2011	11-303/MCE	250	Or
539	PR11-0550	Fadyi	Tapsoba Boukary	04/10/2011	11-304/MCE	232	Or
540	PR11-0551	Koulpalga	Maïga Lamin	04/10/2011	11-305/MCE	134	Or
541	PR11-0552	Koyanga	Maïga Lamin	04/10/2011	11-306/MCE	200	Or
542	PR11-0553	Gourbala	Omega International Sarl	13/10/2011	11-307/MCE	250	Or
543	PR11-0554	Gasse	OMEGA International Sarl	13/10/2011	11-308/MCE	250	Or
544	PR11-0555	Denen	Burkina or Metal sarl	13/10/2011	11-309/MCE	107	Or
545	PR11-0556	Doré	Burkina Or Metal sarl	13/10/2011	11-310/MCE	126	Or
546	PR11-0557	Hortougou	Burkina Or Metal sarl	13/10/2011	11-311/MCE	181	Or
547	PR11-0558	Kan	Burkina Or Metal	13/10/2011	11-312/MCE	126	Or
548	PR11-0559	Pani	Burkina or Metal sarl	13/10/2011	11-313/MCE	119	Or
549	PR11-0560	Penga	Burkina Or Metal sarl	13/10/2011	11-314/MCE	208	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
550	PR11-0561	Barsé	Burkina Or Metal sarl	13/10/2011	11-315/MCE	147	Or
551	PR11-0562	Kazanka	TAPSOBA M. Serge Daniel	13/10/2011	11-316/MCE	250	Or
552	PR11-0563	Oudalan	TAPSOBA M. Serge Daniel	13/10/2011	11-317/MCE	233	Or
553	PR11-0564	Pendiamboula	SIRIMA/KABORE Alima Lydie	13/10/2011	11-318/MCE	146	Or
554	PR11-0565	Bwanga	TAPSOBA M. Serge Daniel	13/10/2011	11-319/MCE	48	Or
555	PR11-0566	Pepin	SAWADOGO N. Ali	13/10/2011	11-320/MCE	250	Or
556	PR11-0567	Bissiguin	SAWADOGO N. Ali	13/10/2011	11-321/MCE	242	Or
557	PR11-0568	Kouka sud	OUEDRAOGO Abdoulaye	13/10/2011	11-322/MCE	82	Or
558	PR11-0569	Goema	OUEDRAOGO Abdoulaye	13/10/2011	11-323/MCE	205	Or
559	PR11-0570	Koalama	OUEDRAOGO Abdoulaye	13/10/2011	11-324/MCE	242	Or
560	PR11-0571	Botou	SIRIMA/KABORE Alima Lydie	13/10/2011	11-325/MCE	242	Or
561	PR11-0572	Pendienga	SIRIMA/KABORE Alima Lydie	13/10/2011	11-326/MCE	170	Or
562	PR11-0573	Tengoro	SIDIBE Ousmane	24/10/2011	11-327/MCE	236	Or
563	PR11-0574	Boukolou	SAWADOGO Salifou	24/10/2011	11-328/MCE	9	Or
564	PR11-0575	ZONSE	YAMPA Youssoufi	24/10/2011	11-329/MCE	89	Or
565	PR11-0576	Kilari	OUEDRAOGO Souleymane	24/10/2011	11-330/MCE	232	Or
566	PR11-0579	Tondoura II	Lassester Gold Limited	21/11/2011	11-354/MCE	59	Or
567	PR11-0580	Tondoura I	Lassester Gold Limited	21/11/2011	11-355/MCE	133	Or
568	PR11-0581	Damkoko	Remi Harouna Toguyeni	21/11/2011	11-356/MCE	121	Or
569	PR11-0582	Bossoari	BAGUERA SARL	21/11/2011	11-357/MCE	39	Or
570	PR11-0583	Lekoun	Sanou Bo Ibrahima Abraham	21/11/2011	11-358/MCE	49	Or
571	PR11-0584	Kofo	TRAORE Issiaka Zoma	21/11/2011	11-359/MCE	35	Or
572	PR11-0585	GUELTOKO	SAWADOGO Amadé	21/11/2011	11-360/MCE	167	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
573	PR11-0577	Gabou	LMZ	24/11/2011	11-363/MCE	182	Or
574	PR11-0578	Dianvour	LMZ Gold Burkina SARL	24/11/2011	11-364/MCE	248	Or
575	PR11-0586	Ouaraba	LMZ	24/11/2011	11-362/MCE	130	Or
576	PR11-0587	Kpéré	Ampella Mining Gold Sarl	01/12/2011	11-371/MCE	112	Or
577	PR11-0588	Zambanga	West African Resources Development	01/12/2011	11-379/MCE	154,2	Or
578	PR11-0589	Lago	West African Resources development	01/12/2011	11-380/MCE	117	Or
579	PR11-0590	Boto	West African Resources. Development	01/12/2011	11-381/MCE	152	Or
580	PR11-0591	Solga	West African Resources Development	01/12/2011	11-382/MCE	240	Or
581	PR11-0592	Sondo Sud	West African Resources Development	01/12/2011	11-383/MCE	18	Or
582	PR11-0593	Pissi	West African resources development	01/12/2011	11-384/MCE	241	Or
583	PR11-0594	Zeko	Vital Metals Burkina	08/12/2011	11-392/MCE	175	Or
584	PR11-0595	Panga	Sawadogo Misbila	08/12/2011	11-393/MCE	192	Or
585	PR11-0596	Ouééré	ARGENTO Exploration BF SARL	08/12/2011	11-394/MCE	241	Or
586	PR11-0597	Yendéré	Sangaré Bourehima	08/12/2011	11-395/MCE	84	Or
587	PR11-0598	Wangala	Savadogo Seydou	09/12/2011	11-396/MCE	198	Or
588	PR11-0599	Darba	Koundobo Issa Saidou	09/12/2011	11-397/MCE	213	Or
589	PR11-0600	Gagnangué	Tapsoba Mahamadi	09/12/2011	11-398/MCE	70	Or
590	PR11-0601	Doundé	Tapsoba Mahamadi	09/12/2011	11-399/MCE	172	Or
591	PR11-0602	Kadjoa	BASSOLE Boubacar	15/12/2011	11-412/MCE	147	Or
592	PR11-0603	Logoniegue	Comoé Exploration Sarl	19/12/2011	11/418/MCE	175	Or
593	PR11-0604	Gao	Pafadnam Ali	21/12/2011	11/429/MCE	247	Or
594	PR12-0605	Binadeni 2	Pafadnam Adama	01/03/2012	12/018MCE	209,14	Or
595	PR12-0606	Tindangou	Pafadnam Adama	01/03/2012	12/019/MCE	244	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
596	PR12-0607	Kpatoura	Sawadogo Noraogo Mahamadi	01/03/2012	12/020/MCE	199	Or
597	PR12-0608	Sapala	Sawadogo Ouiraogo Rasmané	01/03/2012	12/021/MCE	135	Or
598	PR12-0609	Bompela	Sawadogo Kibsa	01/03/2012	12/022	248,36	Or
599	PR12-0610	Damongto	West African Resources Limited	01/03/2012	12/023/MCE	36	Or
600	PR12-0611	Zam Sud	West African Resources Limited	01/03/2012	12/024/MCE	23,46	Or
601	PR12-0612	Alfa	NVL Burkina Faso sarl	01/03/2012	12/025/MCE	214	Or
602	PR12-0613	Binadeni 1	Pafadnam Adama	01/03/2012	12/026/MCE	129,4	Or
603	PR12-0614	FalagountouIV-M	L'Africaine des Travaux Publics(ATP)	22/03/2012	12/045/MCE	62	Or
604	PR12-0615	Falagtou III-M	L'Africaine des Travaux Publics(ATP)	22/03/2012	12/046/MCE	75,6	Or
605	PR12-0616	Tangora	Ouédraogo Daouda	22/03/2012	12/047/MCE	183,8	Or
606	PR12-0617	Kongoroba	Ouédraogo Daouda	22/03/2012	12/048/MCE	148,6	Or
607	PR12-0618	Baribsi	Precision Resources Sarl	22/03/2012	12/049/MCE	250	Or
608	PR12-0619	Yamane	Precision Resources Sarl	22/03/2012	12/050/MCE	181,85	Or
609	PR12-0620	Niangouela	Precision Resources Sarl	23/03/2012	12/051/MCE	178,68	Or
610	PR12-0621	Goudré	West African Resources Limited	23/03/2012	12/052/MCE	250	Or
611	PR12-0622	Nagaré	West African Resources Limited	23/03/2012	12/053/MCE	219,55	Or
612	PR12-0623	Kogho	West African Resources Limited	23/03/2012	12/055/MCE	98,75	Or
613	PR12-0624	Libou	Mineral Resources Burkina Sarl	11/04/2012	12/061/MCE	136	Or
614	PR12-0625	Mette	SORE Madi	17/04/2012	12/080/MCE	115	Or
615	PR12-0626	Korko	Soré Daouda	17/04/2012	12/082/MCE	240	Or
616	PR12-0627	Pew	KANAZOE Djibril	17/04/2012	12/083/MCE	7,4	Or
617	PR12-0628	Sakaro	TRAORE Ibrahim	17/04/2012	12/084/MCE	127	Or
618	PR12-0632	Bada	ZOUNGRANA G. Etienne	12/05/2012	12/109/MCE	244	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
619	PR12-0637	MANTCHANGOU SA	SAWADOGO Adama	12/05/2012	12/114/MCE	214,6	Or
620	PR12-0629	Gori	OUEDRAOGO Awa	18/05/2012	12/102/MCE	246	Or
621	PR12-0630	Saboure	Salma International	18/05/2012	12/104/MCE	244,4	Or
622	PR12-0631	Gbingue	Sarama Mining Burkina Sarl	22/05/2012	12/107/MCE	37,25	Or
623	PR12-0634	MARGOU	NEMARO GOLD BURKINA SARL	22/05/2012	12/111/MCE	249	Or
624	PR12-0635	TOUHAHOU	Métal Mass pty ltd	22/05/2012	12/112/MCE	28,5	Or
625	PR12-0636	BOGANDE SA	SAWADOGO Adama	22/05/2012	12/113/MCE	241	Or
626	PR12-0637	KOVIO IR	RABO Mahamoudou	22/05/2012	12/110/MCE	101	Or
627	PR12-0638	MANTCHANGOU SB	SAVADOGO Boukary	22/05/2012	12/115/MCE	250	Or
628	PR12-0639	Pingou	Salma International	30/05/2012	12/119/MCE	160	Or
629	PR12-0640	Panassin	Salma International	31/05/2012	12/122/MCE	246	Or
630	PR12-0641	Kioum	Salma International	31/05/2012	12/123/MCE	233	Or
631	PR12-0643	Bankartougou	SERMIS SA	02/10/2012	12-209/MCE	247,44	Or
632	PR12-0644	Barimagou	SERMIS SA	02/10/2012	12-210/MCE	247,4	Or
633	PR12-0645	Saroassi	SERMIS SA	02/10/2012	12-211/MCE	188,6	Or
634	PR12-0648	Poura Sud	NVL Burkina Faso Sarl	14/11/2012	12/263/MCE	250	Or
635	PR12-0649	Poura Nord	NVL Burkina Faso Sarl	14/11/2012	12/264/MCE	250	Or
636	PR12-0650	Kirikiri-Est	Sanu Resources Burkina	20/11/2012	2012/000268/MCE	106,3	Or
637	PR12-0651	Fatouli	ILBOUDO Bassibri Christophe	20/11/2012	2012/000269/MCE	35	Or
638	PR12-0652	Toyendé	ILBOUDO Bassibri Christophe	20/11/2012	2012/000270/MCE	42	Or
639	PR12-0653	Dakouré	FOFANA Ahmed	20/11/2012	2012/000271/MCE	106	Or
640	PR12-0654	Kassaho	Sphinx Exploration of Burkina(SEB)	20/11/2012	2012/000272/MCE	81	Or
641	PR12-0655	Souboulé	CAPFORE	20/11/2012	2012/000273/MCE	233,4	Or

N°	Code au sein du Cadastre	Nom du Permis	Détenteur	Date d'octroi	N° d'attribution	Superficie en (Km2)	Substance
642	PR12-0656	Ténado	RABO Mahamoudou	20/11/2012	2012/000274/MCE	156	Or
643	PR12-0657	Nanous	Burkina Main d'Or Sarl	20/11/2012	2012/000275/MCE	196	Or
644	PR12-0658	Sebba SB	SAVADOGO Boukary	20/11/2012	2012/000276/MCE	128,5	Or
645	PR12-0659	PK60	Goldrush Burkina Sarl	20/11/2012	2012/000277/MCE	6	Or
646	PR12-0660	Patingou	Sanu Resources Burkina Sarl	20/11/2012	2012/000278/MCE	41	Or
647	PR12-0661	Bladi	Ressources Tangayen SA	20/11/2012	2012/000279/MCE	99,5	Or
648	PR12-0662	Anra	CAPFORE	20/11/2012	2012/000280/MCE	249,35	Or
649	PR12-0663	Leba	OUEDRAOGO Elie Justin	12/12/2012	12-000308/MCE	101	Or
650	PR12-0664	Namassa I	SAV'OR SARL	12/12/2012	12-000309/MCE	18,35	Or
651	PR07-0197	Poa	Blackthorn Resources	10/07/2007	07-098/MCE/SG/DG	133	Zinc
652	PR07-0198	Guido	Blackthorn Resources Sarl	10/07/2007	07-099/MCE/SG/DG	177	Zinc
653	PR08-0243	Kampala	Ampella Mining Sarl	03/04/2008	08-062/MCE/SG/DG	216	Zinc
654	PR12-0617	Koredeni	FOFANA Ahmed	17/10/2012	12/238/MCE	246	Aluminium
655	PR12-0647	Kosso	Afro Asian Mineral Resources-Burkina	14/11/2012	12/262/MCE	241	Bauxite
656	PR07-0180	Gorom Gorom	Natural Ressources Group	16/03/2007	2007/07/037/MCE/	247,18182	Fer
657	PR08-0254	Déou	PPM Burkina Sarl	07/05/2008	08/093/MCE/SG/DG	250,00421	Fer
658	PR11-0436	Boulay	PanAfricanMinerals BF sarl	21/06/2011	11-122/MCE	241	Manganèse
659	PR11-0437	Essakan	PAN African Minerals BF	21/06/2011	11-123/MCE	247	Manganèse
660	PR12-0642	Tambao	Pan African Minerals Burkina Sarl	21/08/2012	12/181/MCE	247	Manganèse

Annexe 12.2 Liste des permis d'exploitation semi-mécanisée au 18 octobre 2013

N°	Régions/provinces	Départements	Requérants	Sites	Date de demande	N° Arrêté
1	Cascades/ Comoé	Tiéfora	EXMA	Daramadougou	03/11/2010	Arrêté n° 11- 044/MCE/SG/DGMGC du 24-05-2011
2	Cascades/ Comoé	Tiéfora	EXMA	WUO-NE	16/09/2010	Arrêté n° 11-043/MCE/SG/DGMGC du 24-05-2011
3	Cascades/ Comoé	Mangodara	Canube & Moca	Koflande 3	16/12/2011	Arrêté n°12-146/MCE/SG/DGMGC du 26-06-2012
4	Cascades/ Comoé	Mangodara	COACO SARL	Koflande 1	09/03/2011	Arrêté n°12-267/MCE /SG/DGMGC du 15-11-2012
5	Centre-Nord/ Bam	Bourzanga	SOTEXMI	ALga	27/08/2009	Arrêté n°10-03/MCE/SG/DGMGC du 29/03/2010
6	Centre-Nord/ Bam	Guibaré	SVMO	KARENTENGA 2	12/08/2011	Arrêté n° 11-430/MCE/SG/DGMGC du 7-12-2011
7	Centre-sud	Googo	SANU-MUSO SARL	NAGRIGRE	01/03/2010	Arrêté n°11-024/MCE/SG/DGMGC du 30-05-2011
8	Centre –Est/ koulpelogo	Soudougui	SOTEXMI	WANGO	12/07/2010	Arrêté n° 11-083/MCE/SG/DGMGC du 30-05-2011
9	Centre –Est/ koulpelogo		SEMG	KOUNKONFONI/GONABA	09/04/2008	Arrêté N° 09-164 /MCE/SG/DGMGC du 15-06-2009
10	Région de l'EST/ Gnagna	Piéla	EPSILON GOLD MINES LTD	BANOUASSI	Renouvellement 23/10/10	Arrêté N° 05-158 /MCE/SG/DGMDGC du 21-10-2005 - renouvelé par Arrêté n°2010-10-219 /MCE/SG/DGMGC du 30-12-2010
11	Région de l'Est/ Gourma	Matiacoali	OREX RESSOURCES	BOTOUANOU	26/05/2007	Arrêté n° 2007-141/MCE/SG/DGMGC du 26-05-2007
12	Région de l'Est /Tapoa	Partiaga	BURKINA OR METAL	KANKANDI	20/01/2011	Arrêté n°12-163/MCE/SG/DGMGC du 19-07-2012
13	Région de l'Est/Komandjari	Gayéri	OREX RESSOURCES	Gayéri	22/07/2010	Arrêté n° 10-162 /MCE/SG/DGMGC du 08-11-2010
14	SAHEL/Yagha	Sébba	SOMIKA	TEMBERI	18/02/2010	Arrêté N °10-29/MCE/SG/DGMGC du 18-02-2010
15	SAHEL/Yagha	Sébba	SOMIKA	SOLHAN	18/02/2010	Arrêté n° 10-28 /MCE /SG/DGMGC du 18-02-2010
16	SAHEL/Yagha	Mancila	SOMIKA	AOURA	20/072010	Arrêté n° 10-083/MCE /SG/DGMGC du 20-07-2010
17	SAHEL/Yagha	TITABE	SOOM-SORE	TITABE	19/11/2012	Arrêté n° 13-096/MCE/SG/DGMGC du 14-05-2013
18	SAHEL/Soum	KOUTOUGOU	OREX RESSOURCES	TOUNTE	04/04/2008	Arrêté n° 2008-154/MCE/SG/DGMGC du 1-08-2008
19	Sud-ouest /Bougouriba	IOLIONIORO	SOMIKA	Bérégué/ courséra	19/11/2009	Arrêté N°2009-257/MCE/SG/DGMGC du 19-11-2009

N°	Régions/provinces	Départements	Requérants	Sites	Date de demande	N° Arrêté
20	Sud /ouest /loba	DANO	P O M	V3	25/01/2005	Arrêté n°05-007/MCE/SG/DGMGC/SCGTMC du 23 février 2005. Renouvelé par Arrêté n°10-047/MCE/SG/DGMGC du 07-04-2010. Renouvelé par Arrêté n° 2013-000217/MME/SG/DGMG du 31 décembre 2013.
21	Région du Nord/Yako	YAKO	PINSAPO GOLD	SASSA 1	10/04/2010	Arrêté n°10-158 MCE/SG/DGMGC du 05-10-2010
22	Sud –OUEST/Noumbiel	Legmoïn	Salma International	OPOR	12/08/2011	Arrêté n° 2012-085/MCE/SG/DGMGC du 23/04/2012
23	Sud –OUEST/Noumbiel	BATIE	Compagnie Générale des Mines du Faso COGEMIF	YELDETEOUN	11/04/2011	Arrêté n°2012-000328 /MCE/SG/DGMGC du 27-12-2012
24	Région du Centre – Ouest/Sanguié	DASSA	WEST AFRICA MINING	NEBYA	09/06/2009	Arrêté n° 10-065/MCE/SG/DGMGC du 20-04-2010
25	Région du Plateau Centrale/Oubritenga	OURGOU/MANEGA	SAV'OR SARL	FOAGA	23/01/2013	Arrêté n°000126 /MME/SG/DGMG du 21-6-2013
26	Région de l'Est	Partiaga	B O M SARL	BOUNGOU -Ouest	10/08/2012	Arrêté N° 2013-000159/MME/SG/DGMG du 14 août 2013
27	Sud-Ouest/Bougouriba	Diébougou	BOM SARL	BARINDJA	19/03/2012	Arrêté n° 2013-000043/MME/SG/DGMG du 22-02-2013

Annexe 12.3 Liste des autorisations d'exploitation artisanale valides par province et département (mars 2011-août 2013)

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
1	BOULKIEMDE	Siglé	BURKINA METAL OR	Zerkoum	Déc. n°11/023 du 09-mai 2011	Annulée
2	BOULKIEMDE	Siglé	BURKINA METAL OR	Saow	Déc. n°11/040 du 23-mai 2011	
3	BAM	Guibare	SOMIKA	Koundoula	10/075 du 04-10-2010	Périmé1
4	BAM	Guibare	SOMIKA	Wedkinga	Déc n° 12-020 du 12-10-2012	Nouveau
5	BAM	Guibare	Mme GUEMBRE Maimouna	karengatenga	n°11/046 du 22 juin 2011	
6	BAM	Guibare	Ouédraogo Issa paraté	Koundla	Déc. n°10-006du 21-01-2010	Périmé 95
7	BAM	Kongoussi	SOMIKA	Koundoula	Déc. n)10-075 du 04-10-2010	Abandon
8	BAM	Kongoussi	SOMIKA	Badinogo	Déc. n° 10-066 du 12-07-2010	P2
9	BAM	Kongoussi	SOMIKA	Zinigma _ouest	Déc n° 11-085 du28 décembre 2011	Renouvelé
10	BAM	kongoussi	CMP sarl	Koumbango	Déc. n° 12-012 du 26 -07-2012	Nouveau
11	BAM	kongoussi	CMP sarl	Rofo	Déc n° 12-0027du 29-11-2012	Nouveau
12	BAM	Zimtenga	SAV 'OR	Kayon nord	Déc n°13-003 DU 18-01-2013	Nouveau 2013
13	BAM	Rollo	SAV 'OR	Tanlili	Déc n° 13-002 DU 18-01-2013	Nouveau 2013
14	YAGHA	SEBBA	KARAMBIRI Boubacar	Maleri I	Déc. n°09 041 du 28/05/2009	Annulée
15	YAGHA	SEBBA	Mme SAWADOGO Fatimata	Ibal1	Déc. n° 10-047 du19-05-2010	P3
16	YAGHA	SEBBA	TAMBOURA aboubacar karia	Malerie	Déc n° 012- 016 Du 13-09-2012	Octroi nouveau (annulée)
17	YAGHA	TITABE	ZALLE Malick	Titabe 1	Déc n°13-001 du 08-01-2013	Nouveau 2013
18	YAGHA	MANCILA	SAV'OR-SARL	TIABONGOU	Déc. N°11/ 077 du 07 décembre 2011	
19	YAGHA	MANCILA	SOMIKA	Tchebonga	Déc. n° 10-065 du12-07-2010	P4
20	YAGHA	MANCILA	SOMIKA	Bana2	Déc. n°11-050 du 09 aout 2011	Renouvelé
21	YAGHA	MANCILA	SOMIKA	Dabola	Déc. n°11-049 du 09 aout 2011	Renouvelé
22	YAGHA	MANCILA	SOMIKA	Bana 1	Déc. n° 11-056 du 09 aout 2011	Renouvelé
23	YAGHA	MANCILA	SOMIKA	Ramikoura	Déc. N°11-055 du 09-aout 2011	Renouvelé

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
24	YAGHA	MANCILA	SOMIKA	Fouly	09 aout 2011	Renouvelé
25	YAGHA	MANCILA	SOMIKA	Guiboandi	Déc. n°11-057 du 09 aout 2011	Renouvelé
26	YAGHA	Boundouré		Tangagari séfa séno	Déc. n°11-060 du 09 aout 2011	Renouvelé
27	YAGHA	Sebba	KINDO Adama	Sefa Bodegue	Déc n° 11-074 du 01 décembre 2011	
28	YAGHA	Mancila	Zallé Malick	Maleri	Déc. n°00 018 du 26/03/2009	P 5
29	NAMENTENGA	Tougouri	SOMIKA	Tampélganamentenga	Déc. n°00 0024 du 23/04/2009	P6
30	NAMENTENGA	Tougouri	SOMIKA	Damkarko	Déc. n°11/037 du 23/05/2011	
31	NAMENTENGA	Boulwogdo	SOMIKA	Boulwogdo	Déc. n° 11-053 du 09 aout 2011	
32	NAMENTENGA	BOALA	PAFADNAM Saidou	Zaongo	Déc. n°10-085 du 23-12-2010	P7
33	NAMENTENGA	TOUGOURI	Burkina Or Métal	Koulponsgo	Déc n° 12-021 du 12-10-2012	Nouveau
34	NAMENTENGA	TOUGOURI	Burkina Or Métal	tamsablega	Déc n° 13-024 du 15-07-2013	Nouveau
35	NAMENTENGA	BOUROUM	OUEDRAOGO Souleymane	Selkomsé	Déc. n°11-012 du 19-01-2011	
36	NAMENTENGA	BOUROUM	Pafadnam saidou	Ouayalghin	Déc n° 12-032 du 09 -12-2012	Nouveau
37	NAMENTENGA		CMP	Torgana	Déc n° 13-019 du 25-04-2013	Nouveau
38	NAMENTENGA	BOUROUM	OUEDRAOGO Bassirou	Kayara	Dec n° 11/044 du22-juin 2011	
39	NAMENTENGA	BOUROUM	SOMIKA	Silmadji	Déc. n°11/043 du 09-06-2011	
40	NOUMBIEL	Batié	Sawadogo Mamoudou	Tonior	Déc. n°09 /049 du 21/08/2009	Renouvelé le 15-03-2013
41	NOUMBIEL	Batié	ZALLE Malick	gapar	Déc n°11-080 du 23 decembre 2011	Renouvelé
42	NOUMBIEL	LEGMOIN	SAVADOGO Mahamadi	Kakalpouo	Déc. n°11/015 du09-mai-2011	
43	NOUMBIEL	Legmoin	GUIRO Abdou Matinou	Salma	Déc n°11- 084 du 28 dec 2011	
44	NOUMBIEL	Boussoukoula	SAVADOGO Saidou	Tiopolo	Dec n°11/31 du 20-mai 2011	
45	NOUMBIEL	Boussoukoula	Nana Boukary	Napelepera	Déc n° 11/ 72 du 25 novembre 2011	
46	SOUM	Arbinda	SOMIKA	Kourfel dampélla	Déc. n°00025 du 23/04/2009	P9

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
47	SOUM	Arbinda	SOMIKA	Biltapalgui	Déc. °10-064 du 12-07-2010	Abandon
48	SOUM	Arbinda	SOMIKA	Gaidi-Gueedi	Dec n°11/044 du 09-06-2011	Abandon
49	SOUM	Arbinda	SOMIKA	M'doumsa	Déc. n°11/021 du 09-mai 2011	
50	SOUM	Arbinda	SOMIKA	Aran	Déc n° 11-090 du 28-12-2011	
51	SOUM	Nassombou	Kindo Adama	Ouaire Kéréboulé	Déc n°12-029 du 05-12-2012	Renouvelé
52	SOUM	koutougou	SOMIKA	Gasselgaraphe	Déc. n°11-003 du 5-01-2011	
53	SOUM	koutougou	SOMIKA	Djemou	Déc. n°11-002-du 05-01-2011	
54	SOUM	koutougou	SOMIKA	Djara	Déc. n° 11-004- du 05-01-2011	
55	SOUM	koutougou	SOMIKA	Botaré	Déc. n°11-005 du 05-01-2011	
56	SOUM	koutougou	SOMIKA	Libye	Déc. n° 11-007 du 05-01-2011	
57	SOUM	Arbinda	SOMIKA	Fetakolé	Déc. n°11-006 du 05-01-2011	
58	SOUM	KOUTOUGOU	CMP SARL	tambalague	Dec n-13-035 du 09-09-2013	Nouveau
59	SISSILI	BIEHA	KABORE/ KYELEM Sylvie	Neboun	Déc n°13-021 du 15-05-2013	Nouveau
60	KOULPEOLOGO	SOUDOUGUI	ZOMBRE L Francis	Konkonfoni Est	Déc. n°09-034 du 12/05/2009	P11
61	KOULPEOLOGO	SOUDOUGUI	ZOMBRE L Francis	Boudangou III	Déc. n°12-023du 18-10-2012	Renouvelé
62	KOULPEOLOGO	SOUDOUGUI	ZOMBRE L Francis	Pilobré 1	Déc. n° 12-022 du 18-10-2012	Renouvelé
63	KOULPEOLOGO	Koupéla	MME GrandJean/ HULDA	KANRIN	Déc n°12-033 du 09-12-2012	Nouveau
64	COMOE	MANGODARA	DIANDA Boureima	Mambo	Déc. n°10-024 du 05-02-2010	P14
65	COMOE	Sideradougou	Sawadogo Sayouba	Lafigué	Déc. °10-003 du 21-01-2010	P15
66	COMOE	NIANGOLOGO	BELEM sakour	Mercredougou	Déc. °11-008 du 14-01-2011	
67	COMOE	NIANGOLOGO	Mme TRAORE Moffa Bernadette	FOLONZO	Déc n° 12 -004 du 21 février 2012	Octroi
68	COMOE	NIANGOLOGO	Derra Oumarou Abdouramane	kourgouera	Déc n° 11-093 du 28 déc. 2011	
69	COMOE	BANFORA	SOMIKA	Sityana	Déc. n°10-056 du 18-06-2010	Abandon

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
70	COMOE	Tiéfora	Boudo Aristide	Daramandougou	Dec n°10-020 du09-07-2010	P16
71	COMOE	Tiéfora	Boudo Aristide	Kétura	Déc n°13-011 du 15-03-2013	Nouveau
72	COMOE	Siradougou	Boudo Aristide	Wuo ne	Déc. n°10-061 du09-07-2010	P17
73	COMOE	Siradougou	Boudo Aristide	Wuo Panga	Déc. n° 10-060 du09-07-2010	P18
74	COMOE	Siradougou	Boudo Aristide	Koueré	Déc. °10-009 du 05-02-2010	Abandon
75	COMOE	Tiéfora	NC	Sounogo	Déc. n° 11/028 du 20/mai 2011	
76	COMOE	Tiéfora	NC	Labola	Déc n°11-058 du 09 aout 2011	
77	COMOE	Mangodara	Savadoغو Saidou	Boulon	Déc. n°09-046 du 12/06/2009	P19
78	COMOE	Mangodara	OUEDRAOGO Saidou	Touroukoro	Déc n°11-067 du 22 novembre 2011	
79	COMOE	Tiéfora	CEMIPEC	Fandjora I	déc. n°000020 du26-03-2009	Annulée
80	NC	Banfora	Ouedraogo Parate Issa	Diarrabakoko I	déc. n°09-047 du 12-06-2009	P20
81	ZOUNDWEOGO	Gomboussougou	Sanumuso sarl	Gueka	Déc. n°09-044 du 12/06/2009	P21
82	ZOUNDWEOGO	Manga	Ouedraogo Amadé	Sakinla	Déc. n° 11/32 d u 20-mai 2011	
83	ZOUNDWEOGO	Béré	KABORE O François	Mandja 2	Déc n°11/078 du 13/12/2011	
84	HOUET	Karangasso vigué	SAVADOGO Boukary	Wabaga	Déc n° 11-083 du 27 -12- 2011	
85	HOUET	KARANGASSO VIGUE	TRAORE Boureima	Poya	Déc. n° 09-043 du 12-06-2009	P22
86	HOUET	KARANGASSO VIGUE	SAVADOGO Boukary	MANDINA	Déc. n° 12 - 003 du 21 février 2012	Octroi
87	HOUET	PENI	SOMIKA	Moussobadougou	Déc. n° 10-021 du 05-02-2010	P23
88	HOUET	PENI	SOMIKA	moussobadougou	Déc n°11 -075 du 01 décembre 2011	Nouveau
89	HOUET	PENI	Sawadogo amadé	Gorga	10-028 du 19-02-2011	
90	TUY	FOUNZAN	SANUMUSO SARL	Yéhoun	Déc n°09.045 du 12/06/2009	P24

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
91	TUY	BONI	SOMIKA	Dossi	Déc. n°10-079 du 04-10-2010	P25
92	TUY	BONI	SAWADOGO Sayouba	Boni SS	Déc. n°11/026 du 18/05/2011	
93	TUY	BONI	BURKINA OR METAL	Dossi		
94	TUY	HOUNDE	SAV OR	Dohoun	Déc. n°11-009 DU 18-01-2011	P26
95	TUY	HOUNDE	ZOROME ousseini	SOUKOU	Déc n°12-019 du 05 -10-2012	Nouveau
96	NC	NC		Bouéré	Déc n° 12-024 du 18-10-2012	Nouveau
97	NC	KOUMBIA	CMP SARL	Mà	Déc N°12-015 du 14 août 2012	Nouveau
98	KOMANDJARI	FOUTOURI	SOMIKA	Lougou 2	Déc. n° 11-086 du 28 déc. 2011	
99	KOMANDJARI	FOUTOURI	SOMIKA	Lougou	Déc. n°11-087 du 28-12-2011	
100	KOMANDJARI	FOUTOURI	SAVADOGO Boukary	KIRI	Déc. n°11-071 du 22 novembre 2011	P27
101	KOMANDJARI	BATIEBOUGOU	SAVADOGO Boukary	Bomoana	Déc. n°10-053 du 18-06-2010	P28
102	KOMANDJARI	BATIEBOUGOU	SAVADOGO Boukary	Natyari	Déc n° 11- 0082 du 27 déc 2011	
103	KOMANDJARI	GAYERI	SAVADOGO Boukary	Marguébare	Déc. n° 11-051 du 09 aout 2011	Renouvelé
104	KOMANDJARI	GAYERI	SOMIKA	Diora	Déc n°10 -070 du 04 -08 - 2010	P29
105	KOMANDJARI	GAYERI	SOMIKA	Kerga	Déc. n° 11 -088 du 28 déc. 2011	Renouvelé
106	KOMANDJARI	Barthiébougou	SOMIKA	Dabala	Déc n° 11- 094 du 28 -12-2011	
107	KOMANDJARI	Barthiébougou		Koundi	Déc n° 11-052 du 09 aout 2011	Renouvelé
108	KOMANDJARI	Barthiébougou		Kwinga	Déc. n°11-048 du 09 aout 2011	Renouvelé
109	IOBA	GUEGUERE	SOMIKA	V5	Déc. 11/31 du 20-mai 2011	Abandon
110	IOBA	GUEGUERE	SOMIKA	V3	Déc. n° 10-091 du 24-12-2010	P30
111	IOBA	GUEGUERE	SOMIKA	V3II	Déc n°13-030 du 23-07-2013	Renouvelé
112	IOBA	GUEGUERE	SOMIKA	V2	Déc. n° 10-011 du 05-02-2010	Abandon
113	IOBA	GUEGUERE	SOMIKA	Gogoba	Déc. n°11/030 du 10-mai 2011	

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
114	NC	Koper	SAV'OR	Memer	Déc n°13-004 du 18-01-2013	Nouveau 2013
115	NC	Koper	BONODON SARL	Koper B	Déc n° 13-022 du 30-05-2013	Nouveau
116	NC	Dissin	CMP sarl	Bilbale	Déc n° 13-046 du 28 -11-2013	Nouveau
117	NAYALA	TOMA	SANOU Bo Ibrahima	Goa	Déc. n°10.087 du23-12-2010	Annulée
118	NAYALA	YE	SOMIKA	DAMA	Déc n° 13-023 du 07-06-2013	Renouvelé
119	BOULGOU	KOMTOEGA	Sawadogo salif	Komtoega	Déc. n°000021 du26-03-2009	P31
120	BOULGOU	ZABRE	NYAMPA youssoufi	Zerboko	Déc n° 10-074 du 04-10-2010	P32
121	BOULGOU	ZABRE	Zoré karim	Youga	Dec n° 11/ 042 du 09-06-2011	
122	BOULGOU	ZABRE	ZOMBRE L Francis	Songo	Déc. n°11/018 du 09-mai 2011	
123	BOULGOU	ZAOGO	Zombre L francis	Zerboko II	Déc. n°10 /088du 23 décembre 2010	P33
124	BOULGOU	ZAOGO	SAVADOGO Boukary	Zerboko SM	Déc. n° 11-069 du 22 novembre 2011	
125	BOULGOU	Bittou	Sawadogo Misbila	Warwéogo	Déc. n°11-068 du 22 novembre 2011	Annulée par dé n°13-020 du 26-04-2013
126	BOULGOU	Bittou	SAWADOGO Rasmane	Ariago Fotigué	Déc n°13-033 du 05-09-2013	Nouveau
127	NAHOURI	ZECCO	Ouédraogo Tassere	Badabié	Déc. n° 11-061 du09 aout 2011	Renouvelé
128	NAHOURI	GUIARO	M Diallo T. Sakinatou	Netiana	Déc. n° 10-026 du 09-02-2010	P34
129	NAHOURI	TIEBELE	SANA Adama	Tangasgo	Déc. n° 10-086 du 23-12-2010	P35
130	NAHOURI		Anouga O.Moumouni	Tiébéle	Déc n°02-014 du 14 -08-2012	Nouveau
131	NAHOURI	GUIARO	Ouédraogo Amade	Nakola	Déc. n°00029 du 04-04-2009	P36
132	NAHOURI	GUIARO	Mm Diallo T. Sakinatou	Koumbili	Déc. n°10-001 du 21-01-2010	P37
133	PASSORE	YAKO	BEGE	Bouboulou	Déc. n° 09-036 du 27-05-2009	P38
134	PASSORE	YAKO	SOMIKA	Koltenga	Déc. n° 10-090 du 24-12-2010	P39
135	TAPOA	PARTIAGA	SOMIKA	Boungou N- ouest	Déc. n°0 00027du 23-04-2009	P40
136	TAPOA	PARTIAGA	PAFADNAM Saidou	Kankandi	DEC N)10-044 DU18-05-2010	P41

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
137	TAPOA	PARTIAGA		Boungou paf	Déc. n°10-045 du 18-05-2010	P42
138	TAPOA	PARTIAGA	ZALLE Inoussa	Pembidi	Déc. n° 10-002 du 21-01-2010	P43
139	TAPOA	PARTIAGA	Cemipecc	Boungou		Annulée
140	TAPOA	PARTIAGA	Burkina or métal	Maardara	Déc. n° 10-076 du 04-10-2010	P44
141	TAPOA	PARTIAGA	PAFADNAM Saidou	Wuo	Déc. n°10-072 du 04-08 -2010	P45
142	TAPOA	PARTIAGA	BURKINA OR Métal	KodJINI	DEC n°10-084 du 23-12-2010	P46
143	TAPOA	PARTIAGA	BURKINA OR Métal	Boungou Or	Déc n° 13-041 du 20-09-2013	Nouveau 2013
144	TAPOA	PARTIAGA	PAFADNAM Saidou	Boungou Paf	Déc. n°10-045 du 18-mai 2010	P47
145	TAPOA	TAMBAGA	DICKO Hama Hamadou	Namadé	Déc. n°12-025 du 10-048 du 12-11-2012	Renouv 1
146	SANGUIE	ZOMA	BOUDO Aristide J clément	Zoma	Déc. n°09-040 du 28-05-2009	P49
147	SANGUIE	DASSA	SOMIKA	Divole ouest	Déc. n° 10-016 du 05-02-2010	P50
148	SANGUIE	DASSA	SOMIKA		Déc n°13-039 du 09 -09-2013	renouvelé
149	SANGUIE	DASSA	SOMIKA	Nébiah	Déc. n° 10-067 du 12-07-2010	P51
150	SANGUIE	DASSA	SOMIKA	Nébiah	Déc n°13-036 du 09-09-2013	renouvelé
151	BALE	PA	SOMIKA	Voho	Déc.10-051 du 18-06-2010	P52
152	BALE	Boromo	SAV'OR Sarl	Sig Noghuin	Déc n°13-034 du 05-09-2013	Nouveau
153	BALE	Fara	Nonguierma Jean Mathieu	TON	Déc n° 12 – 002 du 21 février 2012	
154	SENO	DORI	SOMIKA	Toka-Balague	DEC N° 000016 du 17-02-2009	P53
155	SENO	SEYTENGA	SOMIKA	Tondobi	Dec n°11-0054 du 09 aout 2011	renouvelé
156	ZANDOMA	BOUSSOUMA	SAWADOGO Yemba	Posso	Déc. n°10-012 du 05-02-2010	P54
157	SANMATENGA	MANE	PAFADNAM Saidou	Tangpooré	Déc. n° 000026 du 23-04-2009	P55
158	SANMATENGA	MANE	PAFADNAM Saidou	Gnagritenga	Déc. n°11-063 du 09 aout 2011	
159	SANMATENGA	MANE	PAFADNAM Saidou	Habbrasabin	Déc n°13-010 du 15-03-2013	Nouveau
160	SANMATENGA	MANE	BURKINA OR METAL	Baskouda	Déc. n°11/038 du 23-mai 2011	

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
161	SANMATENGA	MANE	CMP	Rofo	Déc n° 12-0027 du 29-11-2012	Octroi
162	SANMATENGA	MANE	SOMIKA	Tiibin	Déc. n° 10-013 du 05-02-2010	
163	SANMATENGA	KORSIMORO	SOMIKA	Samblaré	Déc. n°10-019 du 05-02-2010	Abandon
164	SANMATENGA	KORSIMORO	SOMIKA	Tanmigtanga	Déc. ° 10-017 du 05-02-2010	Abandon
165	SANMATENGA	KORSIMORO	SOMIKA	Nigui	10-014 du 05-02-2010	Abandon
166	SANMATENGA	Boussouma	BOUDO Aristide j c	Singue	Déc. n°09-053 du09-12-2009	P56
167	SANMATENGA	Mané	PAFADNAM Saidou	Habbrasabin	Déc. n°10-037 du 31-03-2010	P57
168	SANMATENGA	Mané	PAFADNAM Saidou	Nonglado	Déc. n° 10-074- du 04-08-2010	P58
169	SANMATENGA	Korsimoro	PAFADNAM Saidou	Yimiougou	Déc n° 11- 092 du 28 -12-2011	
170	SANMATENGA	Korsimoro	PAFADNAM Saidou	Bandazangongo	Déc. n° 10-049 du 02-06-2010	P59
171	SANMATENGA	Korsimoro	BURKINA METAL OR	Tanzacka	Déc. n 11/016 du 09-mai 2011	
172	SANMATENGA	Barsalogo	SOMIKA	Bendogo	Déc. n 10-080 du 04-10-2010	Abandon
173	SANMATENGA	Barsalogo	TRAORE Issiaka	Byou	Déc. n° 10-043 du 18-05-2010	P60
174	SANMATENGA	Korsimoro	PAFADNAM Saidou	Dadogo	Déc. n° 10-078 du 04-10-2010	P61
175	SANMATENGA	Boussouma	PAFADNAM Saidou	Niniogo	Déc. n °10-059 du18-06-2010	P62
176	NC	Boussouma	OUEDRAOGO Hamidou	Nakourtenga	Déc. n° 10-063 du 09-07-2010	P63
177	NC	ZIGA	CMP Sarl	NONGUIN	Déc n° 13-040 du 19-09-2013	Nouveau
178	NC	PENSA	OUEDRAOGO Bassirou	Faramoura	Déc n°13-032 du 19-08-2013	Nouveau
179	NC	PIBAORE	OUEDRAOGO Bassirou	Foulba	Dec n° 12-018 du 05-10-2012	Nouveau
180	NC	PENSA	CMP	Boala	Déc n°13-026 du 16-07-2013	Nouveau
181	NC	PENSA	CMP	INABOKI	Déc n° 13-027 du 16-07-2013	Nouveau
182	NC	PENSA	CMP	Tempelesse	Déc n° 13-025 du 16-07 -2013	Nouveau
183	NC	PENSA	SOMIKA	Boulga	Déc. n°10-020 du 05-02-2010	
184	LERABA	Niangoloko	TRAORE H Baba	Pata	Déc. N °10-004 du 21-01-2010	P64

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
185	IOBA	DANO	SOMIKA	Nyemi	Déc. n°10-010 du 05-02-2010	P65
186	IOBA	Guéguéré	HIEN Iréné	Gnimbaaré	Déc n° 13-043 du 14-10-2013	Nouveau
187	BOUGOURIBA	Diébougou	PAFADNAM Saidou	Yaotin	Déc n° 09-042 du 28-05-2009	P 67
188	BOUGOURIBA	Diébougou	PAFADNAM Saidou	Néceo	Déc n°12-035 du 19 /12/012	
189	BOUGOURIBA	Diébougou	PAFADNAM Saidou	yaoton	Déc n° 13-005 du 21-02-2013	renouvelé
190	BOUGOURIBA	Diébougou	BOM	BAMOKO	Déc n° 13-009 du 15-03-2013	Nouveau
191	BOUGOURIBA	Diébougou	BOM	kolépar	Déc n°13-007 du 15-03-2013	Nouveau
192	BOUGOURIBA	Diébougou	BOM	LOTTO	Déc n° 13-008 du 15-03-2013	Nouveau
193	BOUGOURIBA	Diébougou	GLOBAL ASSISTANCE	LOTTO	Déc n°13-038 du 09-09-2013	Nouveau
194	BOUGOURIBA	Diébougou	SOMIKA	Limanya	Déc. n° 11/029 du 20-05- 2011	suspendu
195	BOUGOURIBA	Dolo	SOMIKA	Dolo	Déc. n°11/022 du 09-mai 2011	Abandon
196	BOUGOURIBA	Dolo	BARRO Fousseini	OPTION A	Déc. n°11/096 du 29 décembre 2011	Suspendu le 13-02-2012
197	BOUGOURIBA	KARANGASSO vigué	Sav 'or	Kiyen	Déc n°11-011 du 18-01-2011	
198	BOUGOURIBA	Karangasso Vigué	Sav 'or	Koueredougou	Déc.11-010 du 18-01-2011	
199	BOUGOURIBA	Bondigui	SOMIKA	Nabalé	Déc. n°10-049 du 31-03-2010	Abandon
200	BOUGOURIBA	Sangalo	Burkina or Métal	Mougue kobidja	Déc n°12 – 013 du 27 -07-2012	Nouveau
201	BOUGOURIBA	Sangalo	Burkina or Métal	Sangalo	Déc. n°11/020 du 09-mai 2011	Abandon
202	OUDALAN	Gorom- Gorom	SOMIKA	Baliatta	Déc. n°09-051 du 09-12-2009	P68
203	OUDALAN	Gorom- Gorom	BOUDO J ARISTIDE	GAIGOU	Déc n°13-044 du 14 novembre 2013	Nouveau
204	OUBRITENGA	Ziniaré		Sattin	Déc. n°01/035 du 23/05/2011	
205	NC	ABSOUYA	Bélemviré Charles	Tamfogo	Déc n°13-028 du 23-07-2013	Nouveau
206	NC		SAVADOGO Boukary	Siguinvoussé	Déc- n°11-070 du 22 novembre 2011	

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
207	YATENGA	OUAHIGOYA		Kouri	Déc. n°10-058 du 18-06-2010	Abandon
208	YATENGA	THIOU		Wagandé	Déc. n°10-050 du 02-06-2010	Abandon
209	YATENGA	THIOU		Sorou	Déc. n°10-018 du 05-02-2010	Abandon
210	YATENGA	THIOU		Thiou	Déc. n°10-39 du 31-03-2010	Abandon
211	YATENGA	THIOU		Nimbou	11-073 du 01 décembre 2011	Nouveau
212	YATENGA	KAIN		Doré	Déc. n°10-046 du 09-05-2010	P 69
213	YATENGA	KAIN		DORE	Déc n°13-017 Du 25-04-2013	Renouvelée
214	YATENGA	Séguénéga	CMP Sarl	Sittigo	Déc n°13-037 du 09-09-2013	Nouveau
215	YATENGA	NAMISSIGMA		Namissigma	Déc. n°10-031 du 19-02-2010	P70
216	YATENGA	TANGAYE	SAWADOGO Amadé	Tougué	Déc. n°10-033 du 09-03-2010	P71
217	GOURMA	Fada NGOURMA	PAFADNAM Saidou	Palakai	Déc. n°10-042 du 18-05-2010	P72
218	GOURMA	Fada NGOURMA	ZALLA Malick	Penchangou	Déc n°11-079 du 23 décembre 2011	
219	GOURMA	SIETOUGOU	DIALLO T Sakinatou	Siétougou	Déc. n°11/024 du 09-mai 2011	
220	GOURMA	SIETOUGOU	DIALLO T Sakinatou	Dimon	Déc. n° n°11/025 du 09 MAI 2011	
221	GOURMA	MATIANKOUALI	SOMIKA	Dabéré 2	Déc. n°10-055 du 18-06-2010	P73
222	GOURMA	MATIANKOUALI	SOMIKA	Dabéré 1	Déc. n°10-054 du 18-06-2010	P74
223	GOURMA	MATIANKOUALI	BOM	Tousyégou	Déc n°13-014 du 15-03-2013	
224	GOURMA	FADA NGOURMA	Burkina or Métal	Paladoubé	Déc. n°10-089 du 23-12-2010	
225	GOURMA	FADA NGOURMA	SAWADOGO Misbila	Naymanga	Déc. n°11/036 du 23-mai 2011	
226	GOURMA	FADA NGOURMA	SAWADOGO Ibrahim	Sitougou	Déc n°11-046 Du 1er juillet 2011	

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
227	GOURMA	FADA NGOURMA	Bélémviré Charles	Namani	Déc n° 13-029 du 23-07-2013	Nouveau
228	NC	MATIANKOALI	SAWADOGO Amadé	Tamargougou	Déc. n °10-005 du 21-01-2010	P75
229	SOUROU	KIEMBARA	SAWADOGO Yemba	Tougou	Déc. n °10-008 du 05-02-2010	P76
230	ZIRO	KASSOU	Burkina or Métal	Kassou	Déc. n °10-068 du 14-07-2010	P77
231	ZIRO	SAPUY	Diallo Hamidou	Tiare	Déc. n °10-025 du 09-02-2010	P78
232	PONI	KAMPTI	Sawadogo Hamidou	kilingbara	Déc. n °09-054 du 23-12-2009	P79
233	PONI	DJGOUE	Nyampa youssoufi	Yeletira	Déc. n°10-034 du 09-03-2010	P80
234	PONI	GAOUA	SAWADOGO Salifou	Holly	Déc. n °10-035 du 31-03-2010	P81
235	PONI	GAOUA	SAVADOGO Idrissa	Tambi	Déc. n° 11/34 du 20/05/2011	
236	PONI	KAMPTI	Burkina or Métal	Kounkana	Déc. n °10-077 du 04-10-2010	P82
237	PONI	KAMPTI	Burkina or Métal	Kounkana	Déc n ° 13-013 du 15-03-2013	Renouvelée
238	PONI	KAMPTI	TAPSOBA Barthelemy	Kampti Sud	Déc. n°11/017 du 09-mai 2011	
239	PONI		CMP Sarl	Yérifoula	Déc n° 13-042 du 20-09-2013	Nouveau
240	PONI	LOROPENI	SOMIKA	Bousba	Déc. n °10-007 du 05-02-2010	Abandon
241	PONI	LOROPENI	SOMIKA	Wourséna	Déc. n °10-027 du 09-02-2010	Abandon
242	PONI	LOROPENI	SOMIKA	Goula	Déc. 11/045 du 09-06-2011	Abandon
243	PONI	GBOMBLORE	SAWADOGO Mamadou	Tiemolo I	Déc. n °11-001 du 04-01-2011	
244	PONI	BATIE	SAWADOGO Mamadou	TONIOR	Déc n° 13-012 du 15-03-2013	Nouveau
245	PONI	Boussoukoulou	HIEN Tiomourete	kouame jaar	Déc n°11-081 du 27- 12 -2011	
246	GNAGNA	THION	Burkina or métal	Tampedjoaga	Déc n°11-066 du 21 novembre 2011	renouvelé
247	GNAGNA	THION	OUEDRAOGO Tasseré	Moulori	Déc. n°11/041 du 09-06-2011	
248	GNAGNA	THION	SOMIKA	Tim - Toumbi	Déc n°11 – 076 du 1 décembre 2011	Nouveau
249	GNAGNA	MANNI	PAFADNAM Saidou	Manijoimoaga	Déc. n °09-0030 du 06-05-2009	P83
250	GNAGNA	MANNI	PAFADNAM Saidou	Manni	Déc. n °000017 du 12-03-2009	P84

N°	Province	Département	Requérant	Nom du site	Décision	Observations DGMG
251	GNAGNA	THION	PAFADNAM Saidou	Daougou Palake	Déc n°11/ 095du 29 décembre 2011	
252	GNAGNA	KOALA	ZALLE Malick	Guonguorgou	Déc. n°11/27 du 20-mai 2011	
253	GNAGNA	KOALA	ZALLE Malick	Siguivoussé	Déc. n° 10-052 du 18-06-2010	P85
254	GNAGNA	THION	PAFADNAM Saidou	Thion	Déc. n°12-010 du 13 -07-2012	Renouvelé
255	GNAGNA	BILANGA	El Hadji SANA Adama	Noumou	Dec n°11/047 du 08 /07/2011	
256	GNAGNA	PIELA	Bassiri ZANGO	Boléguitorga	Déc. n °10-073 du 01-09-2010	
257	GNAGNA	KOALA	ZALLE Malick	Pougoari	Déc. n°10-057 du 18-06-2010	P88
258	GNAGNA	KOALA	ZALLE Malick	Siguinvoussé	Déc. n°10-052 du 18-06-2010	P87
259	MOUHOUN	BOROMO	SOTEXMI	Boromo	Déc n°13-006 du 15-03-2013	Nouveau
260	MOUHOUN	SAFANE	SOCOR	Tounou	Déc n °13-037 du 26-12-2013	Nouveau
261	MOUHOUN	SAFANE	SOCOR	BARA	Déc n ° 13-036 du 26-12-2013	Nouveau
262	GANZOURGOU	BOUDRY	CMP SARL	Mankarga v3	Déc n ° 13-031 du 12-08-2013	Nouveau

Annexe 12.4 Liste des comptoirs d'achat, de vente et d'exportation de l'or valide au 15/06/2014

N°	Comptoir	Références des arrêtés	Situation Administrative
1	BURKINA OR METAL SARL	Arrêté interministériel N°13-005/MME/MEF/MICA du 15 mars 2013	Valide jusqu'au 15/03/2016
2	COMPAGNIE GENERALE DES MINES DU FASO (COGEMIF) SARL	Arrêté interministériel N°09-020/MCE/MEF/ MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 29 janvier 2016
3	AR.PA.RI CAVO SARL	Arrêté interministériel N°12-022/MCE/MEF/ MICA du 12 août 2012 (renouvellement)	Valide jusqu'au 12/08/2015
4	SAV'OR SARL	Arrêté interministériel N°13-004/MME/MEF/MICA du 15 mars 2013	Valide jusqu'au 15/03/2016
5	SONA-OR SARL	Arrêté interministériel N°09-017/MCE/MEF/ MCPEA du 18 novembre 2009	Valide jusqu'au 18/11/2012 (renouvellement en cours)
6	COMPTOIR DES METAUX PRECIEUX SARL	Arrêté interministériel N°13-022/MCE/MEF/ MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 29/01/2016
7	SOCIETE AFRICAINE DE VENTE ET D'ACHAT D'OR	Arrêté interministériel N°10-007/MCE/MEF/ MCPEA03 juin 2010	Valide jusqu'au 03/06/2013 (renouvellement en cours)
8	SOCOR SARL	Arrêté interministériel N°10-013/MCE/MEF/ MCPEA du 03 septembre 2010	Valide jusqu'au 03/09/2013 (renouvellement en cours)
9	GENERALE DE COMMERCE D'OR (GECOR) BURKINA FASO SARL	Arrêté interministériel N°11-004/MCE/MEF/ MICA du 25 mai 2011	Valide jusqu'au 25/05/2014
10	AU-TRADER BURKINA SARL	Arrêté interministériel N°11-005/MCE/MEF/ MICA du 25 mai 2011	Valide jusqu'au 25/05/2014
11	CRONCORP (MINING) SARL	Arrêté interministériel N°11-006/MCE/MEF/ MICA du 25 mai 2011	Valide jusqu'au 25/05/2014
12	BURKINA SUCCESS SARL	Arrêté interministériel N°11-007/MCE/MEF/ MICA du 25 mai 2011	Valide jusqu'au 25/05/2014
13	BT-MINES SARL	Arrêté interministériel N°11-008/MCE/MEF/ MICA du 03 juin 2011	Valide jusqu'au 03/06/2014
14	BONODON SARL-Unipersonnelle	Arrêté interministériel N°11-009/MCE/MEF/ MICA du 03 juin 2011	Valide jusqu'au 03/06/2014
15	GROUPE C.E.M.G.E (Compagnie d'Exploitation Minière à Grande Echelle) SARL	Arrêté interministériel N°11-010/MCE/MEF/ MICA du 03 juin 2011	Valide jusqu'au 03/06/2014
16	E.I.A.R.F BUSINESS SARL	Arrêté interministériel N°11-011/MCE/MEF/ MICA du 15 juillet 2011	Valide jusqu'au 15/07/2014
17	DARITOS OR SARL	Arrêté interministériel N°11-012/MCE/MEF/ MICA du 15 juillet 2011	Valide jusqu'au 15/07/2014
18	SOCIETE PATENE (S.P.S) SARL	Arrêté interministériel N°11-014/MCE/MEF/ MICA du 15 juillet 2011	Valide jusqu'au 15/07/2014
19	INTERNATIONAL GOLD BUSINESS TRADING (I.G.B.T) SARL	Arrêté interministériel N°11-013/MCE/MEF/ MICA du 15 juillet 2011	Valide jusqu'au 15/07/2014
20	SOCIETE R&k SARL	Arrêté interministériel N°11-018/MCE/MEF/ MICA du 21 octobre 2011	Valide jusqu'au 21/10/2014

N°	Comptoir	Références des arrêtés	Situation Administrative
21	COMPAGNIE D'EXPLOITATION D'ACHAT ET DE VENTE D'OR (CEAV'OR) SARL	Arrêté interministériel N°11-020/MCE/MEF/ MICA du 13 décembre 2011	Valide jusqu'au 13/12/2014
22	SOCIETE IRIA SADOUKA (SISA) SARL	Arrêté interministériel N°11-019/MCE/MEF/ MICA du 13 décembre 2011	Valide jusqu'au 13/12/2014
23	COMPTOIR D'OR HELKA SARL	Arrêté interministériel N°11-022/MCE/MEF/ MICA du 29 décembre 2011	Valide jusqu'au 29/12/2014
24	SEMIKO SARL	Arrêté interministériel N°11-023/MCE/MEF/ MICA du 30 décembre 2011	Valide jusqu'au 30/12/2014 (renouvellement en cours)
25	FINANCIAL GOLD SERVICES-BURKINA FASO (FGS-BF) SARL	Arrêté interministériel N°12-001/MCE/MEF/ MICA du 16 janvier 2012	Valide jusqu'au 16/01/2015
26	NORD OR SARL	Arrêté interministériel N°12-002/MCE/MEF/ MICA du 23 janvier 2012	Valide jusqu'au 23/01/2015
27	SOCIETE KABORE BOUKARE (SO.KA.BOU) SUARL	Arrêté interministériel N°12-004/MCE/MEF/ MICA du 12 mars 2012	Valide jusqu'au 12/03/2015 (retrait en cours)
28	OSLO PLATFORM BURKINA (O.P.B) SARL	Arrêté interministériel N°12-005/MCE/MEF/ MICA du 10 avril 2012	Valide jusqu'au 10/04/2015
29	DIA GOLD SARL	Arrêté interministériel N°12-006/MCE/MEF/ MICA du 10 avril 2012	Valide jusqu'au 10/04/2015
30	SACVE OR SARL	Arrêté interministériel N°12-007/MCE/MEF/ MICA du 10 avril 2012	Valide jusqu'au 10/04/2015
31	MINE BELEM ET FRERES (MBF) SARL	Arrêté interministériel N°12-008/MCE/MEF/ MICA du 10 avril 2012	Valide jusqu'au 10/04/2015
32	SEDGOLD SARL	Arrêté interministériel N°12-009/MCE/MEF/ MICA du 10 avril 2012	Valide jusqu'au 10/04/2015
33	GUY GOLD SARL	Arrêté interministériel N°12-086/MCE/MEF/ MICA du 25 avril 2012	Valide jusqu'au 25/04/2015
34	SALMA INTERNATIONAL S.U.A.RL	Arrêté interministériel N°12-010/MCE/MEF/ MICA du 07 mai 2012	Valide jusqu'au 07/05/2015
35	SEVAO/B SARL	Arrêté interministériel N°12-011/MCE/MEF/ MICA du 09 juillet 2012	Valide jusqu'au 09/07/2015
36	GOLDEN AGE-BURKINA FASO SARL	Arrêté interministériel N°12-012/MCE/MEF/ MICA du 09 juillet 2012	Valide jusqu'au 09/07/2015
37	CULLINAN SA	Arrêté interministériel N°12-013/MCE/MEF/ MICA du 09 juillet 2012	Valide jusqu'au 09/07/2015
38	DERE GOLD INTERNATIONAL SARL	Arrêté interministériel N°12-014/MCE/MEF/ MICA du 09 juillet 2012	Valide jusqu'au 09/07/2015
39	GOLD ROGER SARL	Arrêté interministériel N°12-015/MCE/MEF/ MICA du 13 juillet 2012	Valide jusqu'au 13/07/2015
40	COMPTOIR OR DAKISWENDE	Arrêté interministériel N°12-016/MCE/MEF/ MICA du 13 juillet 2012	Valide jusqu'au 13/07/2015 (retrait en cours)
40	SOCIETE SAMI MOHAMMED ABID AL MUWALLAD SARL	Arrêté interministériel N°12-017/MCE/MEF/ MICA du 27 juillet 2012	Valide jusqu'au 27/07/2015
40	METAUX SAV'OR SARL	Arrêté interministériel N°12-018/MCE/MEF/ MICA du 27 juillet 2012	Valide jusqu'au 27/07/2015
40	SOCIETE DE RECHERCHE, D'ACHAT ET DE VENTE D'OR (SO.RA.VO) SARL	Arrêté interministériel N°12-019/MCE/MEF/ MICA du 27 juillet 2012	Valide jusqu'au 27/07/2015

N°	Comptoir	Références des arrêtés	Situation Administrative
40	GEFI-METAUX ET PIERRES PRECIEUX SARL	Arrêté interministériel N°12-023/MCE/MEF/MICA du 28 septembre 2012	Valide jusqu'au 28 septembre 2015
45	SOCIETE SOM SOORE SARL	Arrêté interministériel N°12-029/MCE/MEF/MICA du 07 novembre 2012	Valide jusqu'au 07 novembre 2015
46	COGIE/OM SARL	Arrêté interministériel N°12-030/MCE/MEF/MICA du 21 décembre 2012	Valide jusqu'au 21 décembre 2015
47	LINKS SARL	Arrêté interministériel N°12-031/MCE/MEF/MICA du 21 décembre 2012	Valide jusqu'au 21 décembre 2015
48	BEZIR METAL SARL	Arrêté interministériel N°12-032/MCE/MEF/MICA du 21 décembre 2012	Valide jusqu'au 21 décembre 2015
49	PS IMPORT-EXPORT SARL	Arrêté interministériel N°13-002/MME/MEF/MICA du 15 mars 2013	Valide jusqu'au 15 mars 2016
50	ENDEX MINES SARL	Arrêté interministériel N°13-003/MME/MEF/MICA du 15 mars 2013	Valide jusqu'au 15 mars 2016
51	BINGBA SARL	Arrêté interministériel N°13-007/MME/MEF/MICA du 25 mars 2013	Valide jusqu'au 25 mars 2016 (retrait en cours)
52	MEGA GOLD SARL	Arrêté interministériel N°13-006/MME/MEF/MICA du 25 mars 2013	Valide jusqu'au 25 mars 2016
53	EXXOR-FASO SARL	Arrêté interministériel N°13-008/MME/MEF/MICA du 03 mai 2013	Valide jusqu'au 03 mai 2016
54	CORAV INTERNATIONAL SARL	Arrêté interministériel N°13-009/MME/MEF/MICA du 10 mai 2013	Valide jusqu'au 10 mai 2016
55	AFRICA EURO GOLD SARL	Arrêté interministériel N°13-011/MME/MEF/MICA du 30 mai 2013	Valide jusqu'au 30 mai 2016
56	NONGTABA SARL	Arrêté interministériel N°13-012/MME/MEF/MICA du 10 juin 2013	Valide jusqu'au 10 juin 2016
57	METAUX PRECIEUX D'AFRIQUE (MPA) SARL	Arrêté interministériel N°13-013/MME/MEF/MICA du 21 juin 2013	Valide jusqu'au 21 juin 2016
58	ORCOSARA SARL	Arrêté interministériel N°13-015/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
59	SOCIETE ALFA COMMODITIES SARL	Arrêté interministériel N°13-016/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
60	SOCIETE GENERALE DE REPRESENTATION ET DE VENTE DE METAUX PRECIEUX (SOGEP) SARL	Arrêté interministériel N°13-017/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
61	KHEPER SARL	Arrêté interministériel N°13-018/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
62	Ô YEMBOIDO SARL	Arrêté interministériel N°13-019/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
63	TEXICA AFRICA SARL	Arrêté interministériel N°13-021/MME/MEF/MICA du 19 aout 2013	Valide jusqu'au 19 aout 2016
64	SANCO SARL	Arrêté interministériel N°13-023/MME/MEF/MICA du 03 octobre 2013	Valide jusqu'au 03 octobre 2016
65	OKAZ GOLD SARL	Arrêté interministériel N°13-024/MME/MEF/MICA du 03 octobre 2013	Valide jusqu'au 03 octobre 2016
66	NOUFAN GOLD SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 13 février 2014	Valide jusqu'au 13 février 2017
67	BATIMAX SUARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
68	COMPAGNIE DE DISTRIBUTION, DE REPRESENTATION ET DE PRESTATION SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017

N°	Comptoir	Références des arrêtés	Situation Administrative
69	TOJIZARRIN SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
70	ROYAL OR SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
71	SIRIOR COMPTOIR SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
72	GROUPE BISMILLAH INTERNATIONAL SARL	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
73	ETABLISSEMENT OUEDRAOGO SANATA SA.	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017
74	GLOBAL MINING AND TRADING	Arrêté interministériel N°14-002/MME/MEF/MICA du 26 février 2014	Valide jusqu'au 25 février 2017

Annexe 12.5 Liste des autorisations d'exploitation de substances de carrières valide au 31 décembre 2012

N°	N° arrêté/Date d'autorisation	Site	Province	Commune	Titulaire d'autorisation	Substance exploitée	Superficie	Production n annuelle	Validité	Type d'autorisation n	Observations
1	2010-122/MCE/ SG/DGMGC du 02/08/2010	Yagma	Kadiogo	Ouagadougou	AZIMO	Granite	50.186,4 m ²		3ans	permanent	E
2	09- 255/MCE/SG/DG MGC du 19/11/09	Pousg-ziga		Ouagadougou	FADOUL Technibois	Granite	292.000 m ²		3 ans	permanent	NE
3	070132 /MCE/SG/D GMGC/DC du 21 Septembre 2007	Yimdi	Kadiogo	Ouagadougou	COMPAORE T. Félix	Granite	35 250 m2	100.000 m ³	3 ans	Permanent	NE
4	09- 256/MCE/SG/DG MGC/DC du 19/11/09	Yagma	Kadiogo	Ouagadougou	BTM	Granite	320 000 m ²	25.000 m ³	5 ans	Permanent	NE
5	03-061/MCE/ SG/DGMGC du 07/ 08 / 03	Yagma Zone B	Kadiogo	Ouagadougou	Entreprise O. KANAZOE	Granite	125 117 m2	40.000 m ³	5 ans	Permanent	NE
6	11-107/MCE/ SG/DGMGC/DC du 10/06/2011	Mankarga	Ganzourgou	Boudry	HAGE Industries S.A	Feldspath	45 000 m2	30 000 m ³	5 ans	Permanent	E
7	10-199/ MCE/SG/DGMGC/DC du 16 /12/ 2010	Pama	Kompienga	Pama	SOGRAM-B	Granite	43 500 m2		3 ans	Permanent	NE
8	04-089/ MCE/SG/DGMGC du 09 / 08/ 04	Wayen	Ganzourgou	Zam	MAVICO	Granite	60 000 m2	50.000 m ³	5 ans	Permanent	NE
9	12 -031/ MCE/SG/DGMGC du 05 /03/2012	Boussouma	Sanmatenga	Boussouma	GOLDEN STONE	Tuf	19 888 m2		3 ans	Permanent	E

N°	N° arrêté/Date d'autorisation	Site	Province	Commune	Titulaire d'autorisation	Substance exploitée	Superficie	Production n annuelle	Validité	Type d'autorisation n	Observations
10	04-0126/ MCE/SG/ DGMGC du 05 /10/ 04	Nomgana	Oubritenga	Loumbila	COMPAGNIE DE TRANSPORT ET DE COMMERCE	Granite	600 000 m ²		5 ans	Permanent	NE
11	04-0127/ MCE/SG/ DGMGC du 05 /10/ 04	Samsaongo	Bazega	Kombissiri	BRIQUETERIE MODERNE DU FASO (BMF)	Granite	30 000 m ²		5 ans	Permanent	NE
12	05 -005/MCE/SG/ DGMGC du 21 / 02/ 05	Borodougou	HOUET	Bobo Dioulasso	GRANIT ZAHRAA	Granite	195 000 m ²		57ans	Permanent	NE
13	05 -16/MCE/SG/ DGMGC/ SCGTMC du 05 / 04/ 05	Kotedougou	HOUET	Bobo Dioulasso	CIRE BA (ECTB) Tous Travaux et Bâtiments	Granite	65 000 m ²		5ans	Permanent	NE
14	2010-088/ MCE/SG/DGMGC/SCGTMC du 21 juin 2010	Poussouzig a	OUBRITENGA	Ziniaré	COGEB International	Granité	20 000 m ²		3 ans	Permanent	E
15	05 -100/ MCE/SG/DGMGC/SCGTMC du 12/09/ 05	Pissi	KADIOGO	Koubri	SCB Société des Carrières du Burkina	Granité	95 500 m ²		5ans	Permanent	E
16	05 -159/MCE/ SG/DGMGC/SCGTMC du 21/10/ 05	Kuanda	KADIOGO	Saaba	SOSAF Société Salif et Frères	Granité	190 0 00 m ²		5ans	Permanent	N E
17	05 -160/MCE/ SG/DGMGC/SCGTMC du 21/10/ 05	Tiara	HOUET	Bobo-Dioulasso	COVEMI	Calcaire Dolomitique	200 000 m ²		5ans	Permanent	E
18	05 -161/MCE/ SG/DGMGC/SCGTMC du 21/10/ 05	Dioungoko	HOUET	Karangasso-Sambia	COVEMI	Calcaire Dolomitique	150 000 m ²		5ans	Permanent	E
19	05 -162/MCE/ SG/DGMGC/SCGTMC du 21/10/ 05	Diekuy	MOUHOUN	Bondokuy	COVEMI	Kaolin	40 000 m ²		5ans	Permanent	E
20	11- 332/MCE/SG/DG MGC/DC du 24 octobre 2011	Gouma	KADIOGO	Tanghin-Dassouri	OLLA Industries	Granite	110 000 m ²		5ans	Permanent	NE
21	06-18/ MCE/SG/ DGMGC du 13 /0 3/06	Koro	HOUET	Bobo-Dioulasso	OumarouKanazoe	Granite	630 B00 m ²		B ans	Permanent	E
22	06-52/MCE/SG/ DGMGC/DC du 21/06/06	Wayen	GANZOURGOU	Zam	SOMACO	Granite	B42 B00 m ²		B ans	Permanent	NE

N°	N° arrêté/Date d'autorisation	Site	Province	Commune	Titulaire d'autorisation	Substance exploitée	Superficie	Production n annuelle	Validité	Type d'autorisation	Observations
23	06-087/MCE/SG/ DGMGC/DC du 21/07/06	Yimdi	KADIOGO	Tanghin-Dassouri	Sté des Pierres Naturelles Taillées du Faso	Latérite	89 B00 m ²	21 e00m ³	B ans	Permanent	NE
24	06-120/MCE/SG/ DGMGC/DC du 30 octobre 2006	Kinkrisgogo	ZIRO	Bakata	Briqueterie Moderne du Faso (BMF)	Sable	30 000 m ²	4B00 m ³	B ans	permanent	NE
2B	07-039/MCE/SG/ DGMGC/DC du 27 mars 2007	Rabinsma-Kuizili	BAZEGA	Kombissiri	Continental Group	Granite	90 000m2	840 000t	B ans	permanent	NE
26	07-079/MCE/SG/ DGMGC/DC du 31 mai 2007	Tamporé	OUBRITEN GA	Dapélogo	EBOMAF	Granite	300 000 m ²	84 000 t	B ans	permanent	NE
27	07-078/MCE/SG/ DGMGC/DC du 31 mai 2007	Bebtenga	Kadiogo	Koubri	EBOMAF	Granite	3B0 000 m ²	84 000 t	B ans	permanent	E
28	07-0122/MCE/SG/ DGMGC/DC du 14 août 2007	Kaya	SANMENTE NGA	Kaya	HAGE INDUSTRIES	Argile	22B00m ²	B000 m ³	Bans	permanent	E
29	07-0123/MCE/SG/ DGMGC/DC du 14 août 2007	Laye	KOURWEO GO	Laye	Sté des Pierres Naturelles Taillées du Faso	Latérite	30000 m ²	21600 m ³	Bans	permanent	NE
30	07-0133/MCE/SG/ DGMGC/DC du 21 septembre 2007	Tampinlo	BAZEGA	Kombissiri	AFRICAIN DES TRAVAUX 'DPUBLICS	Granité	80000 m ²	380000 m ³	5ans	permanent	E
31	08-064/MCE/SG/ DGMGC/DC du 03 avril 2008	Moaken	OUBPJTEN GA	Absouya	ASI-BF	Quartz	75 000 m ²	27 000 m ³	5 ans	permanent	* E
32	08-066/MCE/SG/ DGMGC/DC du 09 avril 2008	Dioungoko	HOUET	Karangasso-Sambla	FISA	Calcaire dolomitique	556 075 m ²	3 840 à 4800 tonnes	5 ans	permanent	E
33	08-214/MCE/ SG/DGMGC/DC Du 11 novembre 2008	Peodogo	KADIOGO	Tanghin-Dassouri	SACBA-TP	Granité	360 000 m ²	200 000 m ³	5 ans	Permanent	NE
34	08-218 /MCE/ SG/DGMGC/DC Du 12 ? novembre 2008	Goguen	KADIOGO	TanghinDasouri	SACBA-TP	Granité	103 250 m ²	200 000 m ³	5 ans	Permanent	NE
35	09 _037/MCE/SG/ DGMGC/DC	Goghin	KADIOGO	Koubri	S.I.C.B	Granité	350 000 m ²	108 000 m ³	5 ans	Permanent	NE

N°	N° arrêté/Date d'autorisation	Site	Province	Commune	Titulaire d'autorisation	Substance exploitée	Superficie	Production n annuelle	Validité	Type d'autorisation n	Observations
Du 11 Février 2009											
36	09- 102/MCE/SG/DG MGC/DC du 08 avril 2009	Saa	OUBPJTEN GA	Ziniaré	ECHA	Granité	602 010 m ²	34 020 m ³	5 ans	Permanent	E
37	09- 193/MCE/SG/DG MGC/DC du 23 juillet 2009	Pissi	Zounwêogo	Noberé	D TP/TERRASSEMEN T	Granité	1 000 000 m ²	233 333m ³	20 mois	«temporaire»	E
38	09- 192/MCE/SG/DG MGC/DC du 23 juillet 2009	Manegsomb o	Kadiogo	Saaba	KANAZOE Frère	Granite	950 000 m ²	140 000 m ³	5 ans	Permanent	E
39	09- 197/MCE/SG/DG MGC/DC du 29-3 juillet 2009	Kouanda	Kadiogo	Saaba	KANAZOE FRERES	Granite	324 500m ²	240 000m ³	5 ans	Permanent	NE
40	09- 223/MCE/SG/DG MGC du 22 septembre 2009	Zam	Ganzourgou	Zam	KINDA Pascal	Granite	150 000m ²	100 000m ³	5 ans	Permanent	NE
41	09- 224/MCE/SG/DG MGC du 22 septembre 2009	Yanga	Kadiogo et Bazega	Koubri et Doulgou	COEFFE Alain	Granite	173 000m ²	100 000m ³	5 ans	Permanent	NE
42	106156/MCE/SG/ DGMGC/DC du 30 septembre 2010	Rakaye	Bazèga	Doulgou	SUZY CONSTRUCTION	Granite	236 700 m ²	133 333 m ³	5 ans	Permanent	E
43	10- 226/MCE/SG/DG MGC du 31 décembre 2010	Pissi II	Kadiogo	Koubri	Oumarou KANAZOE	granite	120 000 m ²	60 000 m ³	5 ans	permanent	NE
44	2011-11-002/MCE/SG/DG MGC du 06 janvier 2011	Dandé	Houet	Dandé	Société Burkinabé des Négoces et Services (SOBNES)	Calcaires dolomitiques	1 000 000 m ²	100 000 tonnes	5 ans	permanent	NE
45	2011-11- 001/MCE/SG/DG MGC du 06 janvier 2011	Boussouma	Sanmatenga	Boussouma	Société Burkinabé des Négoces et Services (SOBNES)	tufs	149 800 m ²	100 000 tonnes	5 ans	permanent	NE
46	11- 095/MCE/SG/DG MGC/DC du 03 juin 2011	Ramongo	Boulkiemdé	Ramongo	COGEB International	Granite	72 000 m ²	60 000 m ³	5 ans	Permanent	E
47	11- 133/MCE/SG/DG MGC/DC du 05 juillet 2011	Bazoulé	Kadiogo	Tanghin - Dassouri	FAD O UL-Technibois	Granite	120 000 m ²	150 000 m ³	5 ans	Permanent	E

N°	N° arrêté/Date d'autorisation	Site	Province	Commune	Titulaire d'autorisation	Substance exploitée	Superficie	Production n annuelle	Validité	Type d'autorisation n	Observations
48	12- 030/MCE/SG/DG MGC/DC du 05 mars 2012	Logofourousso	Houet	Bobo Dioulasso	KAMA BRIK	Latérite	60 000m ²	60 000m ³	5 ans	Permanent	E
49	12- 056/MCE/SG/DG MGC/DC du 28 mars 2012	Tougan	Sourou	tougan	COGEB International	granite	90 000m ²	60 000m ³	5 ans	Permanent	E
50	12- 057/MCE/SG/DG MGC/DC du 02 avril 2012	Gonsé	Kadiogo	Saaba	GLOBEX CONSTRUCTION	granite	562 300 m ²	60 000m ³	5 ans	Permanent	E
51	12- 183/MCE/SG/DG C du 22 août 2012	Yankasso	Mouhoun	Safané	SOROUBAT-BF	granite	279 000m ²	60 000 m ³	5 ans	Permanent	E
52	12-196/MCE/SG/ du 24 sept 2012	Wayen	Ganzourgou	Zam	CBM-sarl	granite	1 000 000 m ²		5 ans	Permanent	NE
53	12- 218/MCE/SG/DG C du 10/10/2012	Sabraogo	Bazèga	Kombissiri	ROUTIERE lternational	granite	1 000 000 m ²		5 ans	Permanent	NE

E : Carrière exploitée

NE : Carrière non exploité

Annexe 13: Lettre d'affirmation du Receveur Général 2012

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES ----- SECRETARIAT GENERAL ----- DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE ----- RECETTE GENERALE		BURKINA FASO ----- UNITE - PROGRES - JUSTICE
		OUAGADOUGOU, le 01 AOÛ 2014
EE 0170 N° 2014 /MEF/SG/DGTCP/RG		<i>Le Receveur Général</i> A <i>Monsieur l'Administrateur Indépendant/ITIE</i> - OUAGADOUGOU -
Objet : Lettre d'affirmation relative à la certification des données pour le rapport 2012 de l'ITIE Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n°2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics, « le Receveur Général est responsable en sa qualité de comptable principal, du recouvrement des recettes du budget général. Il est responsable des opérations exécutées par d'autres comptables pour son compte dans la limite des contrôles qui lui sont prescrits lors de la centralisation de ces opérations ». Dans ce sens, le Receveur Général centralise et présente dans ses écritures les opérations relatives aux recettes du budget de l'Etat. Les recettes provenant des contribuables sont perçues par les régisseurs ou les receveurs des Impôts et de la Douane avant d'être acheminées aux Trésoreries Régionales pour intégration et transmission au Receveur Général.		

Pour la certification des données de l'année 2012, la Recette Générale a vérifié la concordance entre les formulaires produits et les états détaillés soumis par la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale des Douanes (DGD), et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP). De ce contrôle, il ressort que les montants des paiements retracés dans les formulaires sont conformes à ceux figurant dans les états détaillés soumis à la Recette Générale.

Au vu de ce qui précède, sauf erreur ou omission et sous toutes réserves de droit, le Receveur Général certifie conforme les données produites par la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale des Douanes (DGD) et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP).

Ampliations :

- MEF
- MDCB
- DGTCP



Célestin S. SANON

Annexe 14: Equipe de travail et personnes contactées

Equipe de travail

Conciliateur – Moore Stephens LLP

Tim WOODWARD	Associé
Ben TOORABALLY	Directeur de Mission
Karim LOURIMI	Manager / Chef de Mission
Karim GHEZAIEL	Auditeur Senior
Akram KSOURI	Auditeur Senior

Personnes contactées

Secrétariat Permanent – ITIE

Dakar DJIRI	Secrétaire Permanent
Françoise ZOURE	Fiscaliste
Valentin NIDOGO	Administrateur des Services Financiers
Sidiki GUIRE	Administrateur civil – juriste

Ministère des Mines et de l'Energie

Salifou KASSIA	Juriste minier (DGMG)
Constant Bernard CONOMBO	Directeur des Marchés Publics

Direction Générale des Impôts

Souleymane BANDE	DCF/SE
Bernard BAZYOMO	DCF/SE
Saidou MAIGA	DCF/SE
Ragnagnin KABORE	DCF/SV
Saidou OUEDRAOGO	DCF/SE

Direction Générale des Douanes

Eloi NIKIEMA	Fonctionnaire des douanes
Rodrigue TASSEMBEDO	Fonctionnaire des douanes

Société SEMAFO

Seka KI	Ingénieur des Mines
---------	---------------------

Société ESSAKANE

Tidiane René Barry	Directeur des Affaires Corporatives
--------------------	-------------------------------------

Société SOMITA

Pascal BONOU	Chef de service comptabilité
--------------	------------------------------

Chambre des Mines

Inna GUENDA SEGUEDA	Chargée de communication
P. Priscille ZONGO	Agent administratif et financier

Société civile
Jonas Hien
Tiergou Pierre Dabire